

Royaume du Maroc



Projet de Loi de Finances pour l'année budgétaire



2025

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

RAPPORT ECONOMIQUE ET FINANCIER

« ...Nous avons également lancé bon nombre de projets économiques et développementaux et de programmes sociaux qui visent à garantir la cohésion sociale et à assurer l'accès des citoyens aux services de base.....

..... Certes, ce que Nous avons d'ores et déjà réalisé nous donne de l'assurance pour aborder l'avenir avec optimisme.

Mais les défis auxquels est confronté notre pays nous commandent de redoubler d'efforts et de vigilance, de concevoir des solutions innovantes, de subordonner les modèles de gestion aux règles de bonne gouvernance. »

*Extraits du Discours
de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI
à l'occasion de la Fête du Trône
le 29 juillet 2024*

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	1
PARTIE I : UNE ÉCONOMIE MONDIALE PLUS RÉILIENTE QUE PREVU, MAIS AVEC DES RISQUES PERSISTANTS	3
Chapitre 1 : L'économie mondiale en régime de croissance modérée comparativement aux tendances pré-crise	3
1.1. Croissance mondiale globalement stable en 2024, avec des disparités persistantes qui devraient s'atténuer en 2025	4
1.2. Marchés des matières premières : correction baissière des cours	8
1.3. Modération de l'inflation, ouvrant la voie à un assouplissement monétaire	14
1.4. Résilience des marchés de l'emploi dans les pays avancés, mais situation préoccupante dans les pays en développement	16
1.5. Reprise prévue du commerce mondial des marchandises, favorisée par le secteur automobile et le commerce numérique	17
1.6. Ralentissement des flux d'IDE au niveau mondial	20
Chapitre 2 : Implications de la conjoncture internationale sur l'économie nationale	24
2.1. Répercussions des évolutions au niveau mondial sur les échanges extérieurs du Maroc	24
2.2. Reprise attendue des IDE au niveau national en 2024	30
2.3. Taux de change : Evolution de la parité euro-dollar et ses répercussions sur le dirham	31
Chapitre 3 : Risques et défis majeurs qui planent encore sur le contexte international	33
3.1. Enjeux liés au changement climatique	33
3.2. Défis de reconfiguration des chaînes de valeur mondiales	34
3.3. Crise de surendettement mondial	35
PARTIE II : RESILIENCE CONSOLIDÉE DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE	37
Chapitre 1 : Résilience de l'économie nationale malgré les chocs successifs	37
Chapitre 2 : Dynamique soutenue pour une transformation structurelle réussie de l'économie nationale	41
2.1. Transformation structurelle des secteurs stratégiques	41
2.2. Dynamique de croissance régionale en faveur d'une convergence économique des territoires	53
Chapitre 3 : Grands Enjeux et Défis	56
3.1. Renforcement des piliers de l'Etat Social	56
3.2. Renforcement de la stratégie du Maroc pour la préservation de sa sécurité hydrique	77
3.3. Vers une souveraineté énergétique renforcée	80
Chapitre 4 : Consolidation des voies de transformation de l'économie nationale	84
4.1. Transition digitale au Maroc : un vecteur de progrès et de développement économique	84

4.2. La Maroc sur la voie de la transition verte : des enjeux pressants et des opportunités à saisir.....	88
4.3. Economie bleue : voie prometteuse pour un développement économique durable.....	92
PARTIE III : PRESERVATION DE LA SOUTENABILITE DES FINANCES PUBLIQUES MALGRE UNE CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE CONTRAIGNANTE	95
Chapitre 1 : Evolution du profil des finances publiques.....	96
1.1. Consolidation de la dynamique des recettes.....	96
1.2. Renforcement des dépenses de l'Etat pour poursuivre la mise en œuvre des réformes prioritaires.....	98
1.3. Poursuite de l'allégement progressif du déficit budgétaire	102
1.4. Renforcement de la soutenabilité de la dette du Trésor pour une meilleure maîtrise de sa trajectoire.....	104
Chapitre 2 : Accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles.....	106
2.1. Accélération de la mise en œuvre de la loi cadre relative à la réforme fiscale	106
2.2. Poursuite de la mobilisation des financements nécessaires pour le déploiement de la réforme de la protection sociale.....	110
2.3. Poursuite du chantier de restructuration des Entreprises et Etablissements Publics.....	110
2.4. Poursuite des réformes en faveur de la dynamisation des investissements publics et privés	113
2.5. Projet de réforme de la Loi Organique relative à la loi de Finances	115
Chapitre 3 : Projet de Loi de Finances 2025.....	116
3.1. Contexte macroéconomique du Projet de Loi de Finances 2025	116
3.2. Objectifs prioritaires du Projet de Loi de Finances 2025.....	119
3.3. Prévisions des recettes et des dépenses de l'Etat au titre de l'année 2025	129
ANNEXES STATISTIQUES	132

Liste des acronymes

A

AEP	Alimentation en Eau Potable
AIE	Agence Internationale de l'Energie
AMO	Assurance Maladie Obligatoire
ANR	Agence Nationale des Registres
ANGSPE	Agence nationale de gestion stratégique des participations de l'Etat et de suivi des performances des EEP
AREF	Académie Régionale d'Éducation et de Formation

B

BCE	Banque Centrale Européenne
BTP	Bâtiment et Travaux Publics

C

CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CFC	Casablanca Finance City
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CHU	Centre Hospitalier Universitaire
CNA	Conseil National de l'Artisanat
CMC	Cités des Métiers et des Compétences
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
COVID-19	Maladie à Corona Virus 2019
CPU	Contribution Professionnelle Unique
CST	Comptes Spéciaux du Trésor

D

DAP	Di-Ammonium Phosphate
-----	-----------------------

E

EEP	Etablissements et Entreprises Publics
EHTC	Etablissements d'Hébergement Touristique Classés
ESSB	Etablissements de Soins de Santé de Base
ESSP	Etablissements de Soins de Santé Primaire

F

FAO	Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FED	Federal Reserve Board
FMI	Fonds Monétaire International

H

HAS	Haute Autorité de Santé
HCP	Haut-Commissariat au Plan

I

IA	Intelligence Artificielle
IDE	Investissements Directs Etrangers
INDH	Initiative Nationale pour le Développement Humain
IPC	Indice des Prix à la Consommation
IR	Impôt sur le Revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
ISO	International Sugar Organization (Organisation internationale du sucre)

L	LF	Loi de Finances
	LOF	Loi Organique relative à la loi de Finances
	LGV	Ligne à Grande Vitesse
M	MTAESS	Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire
	MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
	MENA	Middle East and North Africa (Moyen Orient et Afrique du Nord)
	MRE	Marocains Résidant à l'Étranger
	MSPS	Ministre de la Santé et de la Protection Sociale
N		
O	NMD	Nouveau Modèle de Développement
O	OC	Office des Changes
	OCP	Office Chérifien des Phosphates
	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
	ODD	Objectifs de Développement Durable
	OIT	Organisation Internationale du Travail
	OMC	Organisation Mondiale du Commerce
	OMT	Organisation Mondiale du Tourisme
	ONCF	Office National des Chemins du Fer
	ONEE	Office National de l'Électricité et de l'Eau potable
	ONMT	Office National Marocain du Tourisme
	OPEP+	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et plusieurs de leurs alliés dont la Russie
P	PIB	Produit Intérieur Brut
	PLF	Projet de Loi de Finances
	PNRR	Programme National des Routes Rurales
	PME	Petites et Moyennes Entreprises
	PMI	Purchasing Manager's Index
	PMV	Plan Maroc Vert
	PNAEPI	Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Irrigation
R	RAM	Royal Air Maroc
	RAMED	Régime d'Assistance Médicale
	REF	Rapport Economique et Financier
	RNP	Registre National de la Population
	RSU	Registre Social Unifié
S		
	SEGMA	Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome
	SMAG	Salaire Minimum Agricole Garanti
	SMIG	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
	SMIT	Société Marocaine d'Ingénierie Touristique
	SNEB	Stratégie Nationale d'Économie Bleue
SRW	Soft Red Winter (Blé tendre américain rouge)	
T		
	TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
	TIC	Taxe Intérieure de Consommation

	TPE	Très Petites Entreprises
	TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
U		
	UE	Union Européenne
Z		
	ZAI	Zones d'Accélération Industrielle
	ZEE	Zone Économique Exclusive

Liste des tableaux

Tableau 1 : Croissance du PIB et de ses composantes sectorielles (%)	119
--	-----

Liste des graphiques

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique des pays avancés (en %).....	5
Graphique 2 : Perspectives de croissance économique de la Zone euro (en %).....	6
Graphique 3 : Perspectives de croissance économique des pays émergents (en%)	7
Graphique 4 : Cours du Brent (\$/b).....	9
Graphique 5 : Cours du gaz butane (\$/t)	10
Graphique 6 : Cours du phosphate et du DAP (\$/t).....	11
Graphique 7 : Cours des principales céréales (\$/t).....	12
Graphique 8 : Cours du sucre brut (\$/t)	13
Graphique 9 : Taux d'inflation (variation de l'IPC)	14
Graphique 10 : Taux d'intérêt directeurs (en%)	15
Graphique 11 : Volume du commerce mondial de marchandises.....	18
Graphique 12 : Volume du commerce de marchandises par région (en %)	18
Graphique 13 : Croissance de la valeur du commerce de marchandises au premier semestre de 2024 par catégories de produit (en %)	19
Graphique 14 : Evolution des IDE au niveau mondial et par région en 2023 (en milliards de dollars).....	21
Graphique 15 : Top 10 des pays bénéficiaires et émetteurs d'IDE dans le monde.....	22
Graphique 16 : Nombre et qualité des outils numériques de facilitation	23
Graphique 17 : Evolution des exportations du Maroc par produit remarquable au titre des huit premiers mois de l'année 2024 (en glissement annuel)	24
Graphique 18 : Evolution des importations du Maroc par produit remarquable au titre des huit premiers mois de l'année 2024 (en glissement annuel)	25
Graphique 19 : Evolution de la balance commerciale du Maroc.....	26
Graphique 20 : Evolution de la part du Maroc sur le marché mondial.....	26
Graphique 21 : Exportations marocaines par secteur en milliards de DH (2014-2023).27	
Graphique 22 : Contenu technologique des exportations marocaines.....	28
Graphique 23 : Evolution du nombre de marchés à l'export du Maroc	28
Graphique 24 : Evolution du contenu en importations des exportations d'un échantillon de pays (moyenne 2010-2020)	29
Graphique 25 : Evolution du contenu en importations des exportations marocaines par secteur (moyenne 2010-2020)	30
Graphique 26 : Répartition géographique des entrées d'IDE	30
Graphique 27 : Répartition sectorielle des entrées d'IDE	30
Graphique 28 : Evolution des investissements directs étrangers au Maroc	31
Graphique 29 : Evolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar	32
Graphique 30 : Evolution comparative du taux directeur de la FED et la BCE	32
Graphique 31 : Evolution du taux de change du dirham par rapport à l'euro et au dollar	33
Graphique 32 : Contribution des éléments de la demande à la croissance économique	39
Graphique 33 : Contribution des éléments de l'IPC au taux d'inflation	39
Carte 1 : PIB par habitant et contribution régionale au PIB	54
Graphique 34 : PIB nominal par habitant et par région en dirham	55
Graphique 35 : Évolution de l'emploi rémunéré et non rémunéré	57
Graphique 36 : Évolution du taux de salariat (en %).....	57
Graphique 37 : Évolution des flux nets de l'emploi des principaux secteurs	58

Graphique 38 : Évolution du taux de chômage par milieu de résidence (en %).....	59
Graphique 39 : Taux de chômage par catégorie de la population (en %).....	59
Graphique 40 : Évolution de l'effectif et du taux du préscolaire au niveau national et en milieu rural.....	62
Graphique 41 : Évolution des taux de scolarisation par cycle d'enseignement.....	63
Graphique 42 : Taux de scolarisation de l'enseignement supérieur (18-22 ans).....	68
Graphique 43 : Evolution des recettes ordinaires par principales composantes (en % du PIB).....	97
Graphique 44 : Evolution des dépenses ordinaires par principales composantes (en % du PIB).....	100
Graphique 45 : Evolution du taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes fiscales.....	101
Graphique 46 : Evolution des dépenses d'investissement en % du PIB.....	102
Graphique 47 : Evolution du solde budgétaire en pourcentage du PIB.....	102
Graphique 48 : Evolution du besoin de financement en % du PIB.....	103
Graphique 49 : Evolution de l'encours de la dette de Trésor en % du PIB.....	104
Graphique 50 : Evolution de la structure de la dette de Trésor.....	105
Graphique 51 : Cours du Brent (dollars/baril).....	117
Graphique 52 : Taux de change euro/dollar.....	118
Graphique 53 : Evolution de la demande étrangère adressée au Maroc hors OCP en volume (en %).....	118

Liste des encadrés

Encadre 1 : Perturbation du trafic sur les grandes routes maritimes : Panama et Suez	20
Encadré 2 : Facilitation des investissements et administration numérique.....	22
Encadré 3 : L'intégration de l'économie marocaine dans les chaînes de valeur mondiales.....	29
Encadré 4 : Enjeux du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières.....	47
Encadré 5 : Le modèle des "Ecoles Pionnières".....	64
Encadré 6 : Mise en œuvre des engagements issus du dialogue social.....	76
Encadré 7 : Offre Maroc de l'hydrogène vert.....	83
Encadré 8 : Opportunités et défis de la transition digitale des services de l'Etat et des entreprises.....	86
Encadré 9 : Orientations Stratégiques de la Politique Actionnariale de l'Etat.....	112

INTRODUCTION GENERALE

Le projet de Loi de Finances 2025 s'inscrit dans un moment historique pour le Royaume, marquant le 25^{ème} anniversaire de l'intronisation de Sa Majesté le Roi, que Dieu L'Assiste. Un quart de siècle de réformes profondes et d'initiatives structurantes a permis de transformer durablement notre pays, de le repositionner sur l'échiquier continental et mondial, tout en améliorant de manière significative les conditions de vie de ses citoyens.

Ce projet qui traduit l'engagement du Gouvernement à consolider les acquis cumulés au cours de ces 25 ans de règne et à relever les défis qui persistent, s'inscrit dans un contexte mondial particulier, où la résilience économique s'affirme comme le pilier incontournable de la stabilité. En 2023-2024, l'économie mondiale a réussi à maintenir une croissance modérée, portée par l'atténuation des chocs énergétiques et le recul graduel de l'inflation. Les perspectives pour 2025 laissent entrevoir une reprise progressive, bien que des incertitudes persistent, notamment en raison des tensions géopolitiques et des défis climatiques de plus en plus pressants.

Dans ce contexte complexe, l'économie marocaine a fait preuve d'une remarquable résilience et d'une capacité d'adaptation soutenue. L'année 2023 a été marquée par une accélération de la croissance, portée par la dynamique des secteurs moteurs de l'économie tels que l'automobile, l'aéronautique et le tourisme. Les perspectives pour 2024 confortent cette tendance positive, soulignant ainsi la robustesse des fondamentaux économiques du Royaume et la pertinence des réformes engagées.

Néanmoins, ces performances économiques encourageantes ne doivent pas occulter les défis persistants, et qui demeurent au cœur des priorités de l'action gouvernementale. Les efforts constants dans des domaines clés tels que l'emploi, l'éducation et la protection sociale illustrent l'engagement du Gouvernement à renforcer les fondements de l'État social. Par ailleurs, l'intensification des effets du changement climatique met en lumière l'urgence de renforcer la sécurité hydrique et énergétique du pays, véritables clés de voûte pour la pérennité du modèle de développement marocain.

En outre, le Maroc poursuit résolument sa trajectoire de transformation économique, en capitalisant sur ses atouts intrinsèques et en exploitant les opportunités offertes par les transitions digitale et écologique. L'émergence de l'économie bleue constitue, également, un axe stratégique prometteur, offrant des perspectives significatives de création de richesse et d'emploi.

L'édition 2025 du Rapport Économique et Financier s'attache à analyser ces enjeux dans une perspective à la fois globale et nationale. Elle examine dans sa première partie les récentes évolutions de l'environnement international, en identifiant les principaux risques et opportunités pour l'économie marocaine. La

deuxième partie explore les facteurs de résilience de l'économie marocaine et éclaire les enjeux et défis auxquels notre pays devrait faire face dans ce contexte incertain. Enfin, la troisième partie analyse l'évolution structurelle des finances publiques, en mettant en lumière les réformes et les efforts déployés pour préserver leur soutenabilité. Elle conclut en présentant les orientations qui sous-tendent les prévisions économiques du Projet de Loi de Finances 2025.

PARTIE I : UNE ÉCONOMIE MONDIALE PLUS RÉSILIENTE QUE PREVU, MAIS AVEC DES RISQUES PERSISTANTS

L'économie mondiale s'est montrée résiliente en 2023 et 2024 avec une croissance modérée, bien qu'inférieure à sa moyenne historique. L'activité économique a été soutenue par l'atténuation des chocs énergétiques et l'apaisement des tensions inflationnistes, malgré l'impact perceptible des politiques monétaires restrictives sur les marchés financiers.

En 2025, l'activité économique devrait se consolider dans la plupart des régions, à mesure que les politiques monétaires deviennent moins restrictives et que le commerce mondial se renforce.

Après avoir atteint son pic à la mi-2022, l'inflation a reculé sous l'effet du resserrement monétaire et de l'atténuation des pressions sur les prix des biens et de l'énergie. Elle devrait continuer de ralentir, convergeant progressivement vers l'objectif des banques centrales dans la plupart des grandes économies d'ici la fin de 2025.

Au niveau des échanges internationaux, malgré la conjonction de plusieurs facteurs défavorables au niveau de l'offre et de la demande, le commerce mondial des marchandises a fait preuve de résilience au cours des quatre dernières années.

Au niveau national, l'impact de l'évolution de la conjoncture internationale se manifeste particulièrement à travers les échanges commerciaux et, par conséquent, la demande mondiale adressée à notre pays.

À la lumière de ces éléments, cette première partie du Rapport Économique et Financier 2025 examine, dans un premier temps, les évolutions récentes et les tendances de l'environnement international, en soulignant la résilience, bien que relative, dont l'économie mondiale a fait preuve dans un contexte complexe. Elle aborde ensuite les implications de ce contexte mondial sur l'économie nationale, avant de conclure par un aperçu des risques majeurs qui planent encore sur le contexte international, notamment ceux liés au changement climatique et à la montée des tensions géopolitiques ainsi qu'à la fragmentation accrue des échanges commerciaux et au surendettement global des économies.

Chapitre 1: L'économie mondiale en régime de croissance modérée comparativement aux tendances pré-crise

Les perspectives de l'économie mondiale affichent une certaine stabilité avec, toutefois, des défis majeurs persistants. La croissance mondiale pour 2024 et 2025 devrait rester modérée, similaire à celle de 2023, selon les prévisions du FMI et d'autres organismes. Elle est stimulée par la résilience continue des marchés du travail, la hausse des salaires réels, le reflux de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt. Cependant, les perspectives

mondiales restent entourées de grandes incertitudes, notamment celles liées aux tensions géopolitiques et aux politiques économiques.

Les écarts de croissance entre les pays et les régions, encore marqués en 2024, devraient se réduire en 2025. Le ralentissement prévu des économies traditionnellement plus performantes, comme les États-Unis, la Chine et l'Inde, devrait coïncider avec une reprise modérée en zone euro, au Royaume-Uni et au Japon, ainsi qu'une accélération en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient.

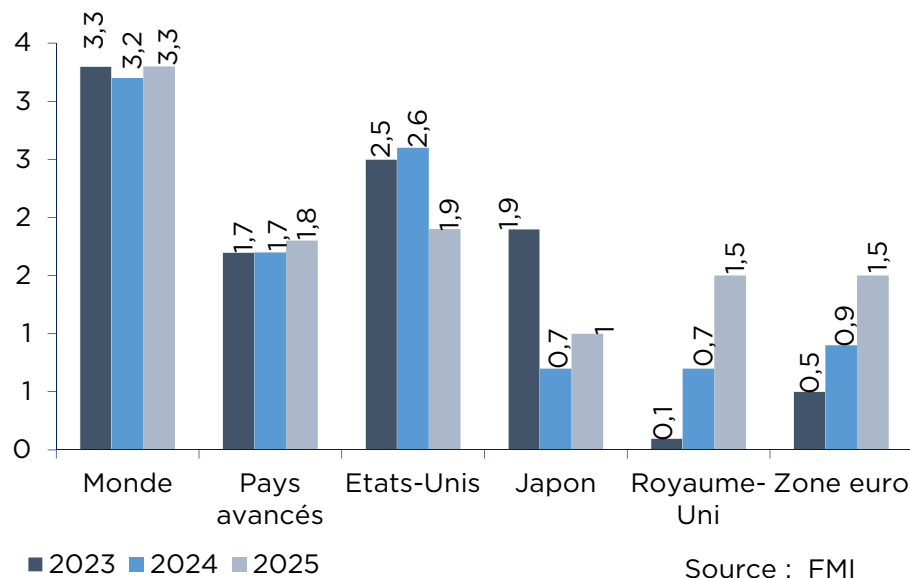
Sur les marchés des matières premières, après une forte correction à la baisse en 2023, les cours devraient rester globalement modérés, dans un contexte marqué par une amélioration des conditions de l'offre et des incertitudes sur la demande. Les prix des denrées alimentaires ont atteint leur plus bas niveau depuis 2020, grâce à des récoltes abondantes, mais les perspectives restent tributaires des aléas climatiques. De leur côté, les cours de l'énergie continuent de fluctuer, en raison des incertitudes économiques et géopolitiques.

Sur le plan des échanges, le commerce mondial devrait se redresser progressivement en 2024 et 2025, après un repli en 2023. Toutefois, les perspectives restent confrontées à des risques majeurs, liés aux conflits régionaux et aux tensions géopolitiques. Pour les flux des IDE mondiaux, après un net recul en 2023, les perspectives pour 2024 restent difficiles.

1.1. Croissance mondiale globalement stable, avec des disparités persistantes en 2024 qui devraient s'atténuer en 2025

Selon les prévisions du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait se poursuivre à un rythme modéré, atteignant 3,2% en 2024 et 3,3% en 2025, après 3,3% en 2023. Les rythmes de croissance resteraient variables selon les pays et les régions en 2024. Néanmoins, ces écarts devraient s'atténuer en 2025, témoignant d'une certaine convergence à l'échelle mondiale. L'inflation devrait continuer à baisser, permettant aux banques centrales d'assouplir progressivement leur politique monétaire.

Dans les économies avancées, la croissance devrait rester globalement modérée en 2024, stable par rapport à 2023. Toutefois, cette stabilité masque des divergences entre une forte croissance aux États-Unis, un net ralentissement au Japon et une modeste reprise en zone euro et au Royaume-Uni. Pour les économies émergentes, la croissance resterait relativement résiliente, tirée par la bonne performance de la Chine et de l'Inde, malgré un essoufflement de l'économie brésilienne. De leur part, l'Afrique subsaharienne et la région MENA devraient enregistrer une reprise graduelle, après un net ralentissement en 2023.



Graphique 1 : Perspectives de croissance économique des pays avancés (en %)

1.1.1. Pays avancés : perspectives de croissance modérée

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique devrait rester robuste en 2024, avec une progression du PIB de 2,6% en 2024, selon le FMI, après 2,5% en 2023. La résilience de l'économie est soutenue par l'investissement et la consommation grâce à la hausse des revenus réels. Les effets du resserrement monétaire passé se sont avérés moins marqués que prévu. La croissance s'est renforcée au second trimestre (3% après 1,6% au T1, en rythme annualisé), portée par la hausse de la consommation, des investissements non résidentiels et la reconstitution des stocks. Elle devrait perdre un peu de son dynamisme au second semestre, en lien avec la modération du marché de l'emploi. En 2025, la croissance devrait ralentir pour se situer à 1,9%, selon le FMI, reflétant un scénario d'atterrissage en douceur de l'économie américaine. Les perspectives de croissance restent entourées de risques baissiers, notamment une escalade géopolitique qui pourrait renchérir les prix des matières premières et raviver l'inflation, limitant ainsi la réduction des taux d'intérêt par la Fed.

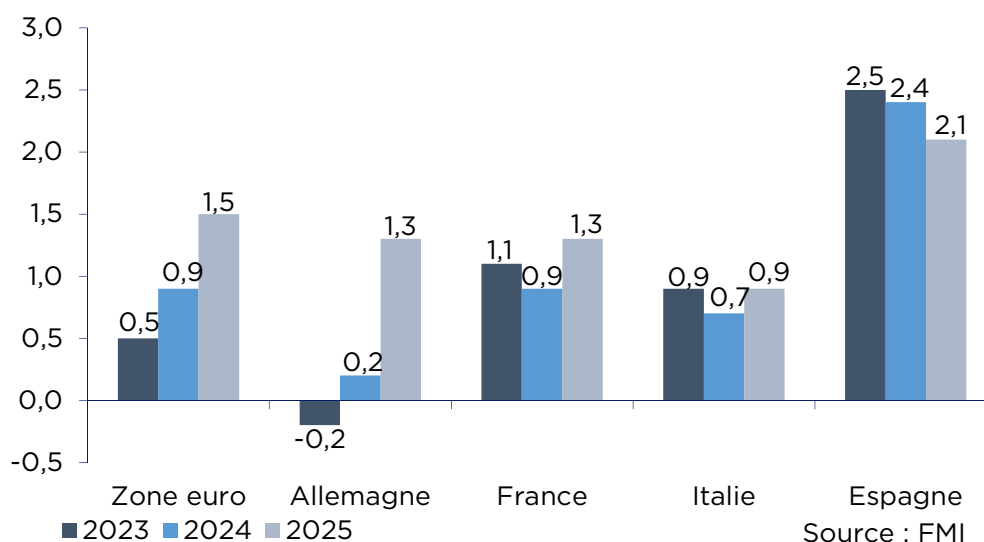
Pour l'économie de la **zone euro**, la croissance devrait se redresser progressivement pour atteindre 0,9% en 2024 et 1,5% en 2025, selon le FMI, après 0,5% en 2023, soutenue par la reprise de la demande intérieure. La consommation des ménages devrait continuer à se renforcer, grâce à la résilience du marché de l'emploi et à l'amélioration du pouvoir d'achat, en lien avec le recul de l'inflation et la hausse des salaires. L'investissement devrait se redresser en 2025, stimulé par la baisse des taux d'intérêt, une atténuation des contraintes de l'offre, une modération des cours de l'énergie et par une diversification des sources d'approvisionnement. La reprise de l'économie de la zone euro a ralenti au second trimestre 2024 (+0,2% après +0,3% au T1), freinée par la faiblesse persistante de l'industrie manufacturière, malgré le rebond des services. L'activité s'est affaiblie en France et en Italie, l'économie Allemande a enregistré une légère contraction, tandis que l'Espagne maintient un rythme solide. La croissance de la zone devrait se stabiliser au troisième et quatrième trimestre 2024, soutenue par la

baisse des taux d'intérêt de la BCE et un marché du travail dynamique, bien que des écarts entre pays et secteurs subsistent.

Parmi les grandes économies de la zone euro, la croissance économique en 2024 s'avère relativement résiliente en France (0,9% après 1,1% en 2023), en Italie (0,7% après 0,9%) et en Espagne (2,4% après 2,5%). En revanche, la reprise reste modeste en Allemagne (0,2% après -0,2%), affectée par des difficultés industrielles persistantes. En 2025, la croissance devrait se renforcer en Allemagne (1,3%), en France (1,3%) et en Italie (0,9%) et se consolider en Espagne (2,1%).

La reprise de l'économie allemande devrait être soutenue à court terme par la relance de son industrie, grâce à la baisse de l'inflation et des taux d'intérêt, la modération des coûts énergétiques et la reprise de la demande extérieure. Toutefois, à long terme, le potentiel de croissance de l'Allemagne pourrait être freiné par les pénuries de main-d'œuvre, la transition vers une économie bas carbone et des investissements insuffisants face à l'émergence de nouveaux concurrents.

En somme, les perspectives de croissance de la zone euro restent inégales entre les pays membres et les secteurs. Elles demeurent vulnérables aux risques géopolitiques, qui pourraient entraîner une crise énergétique et des tensions inflationnistes.



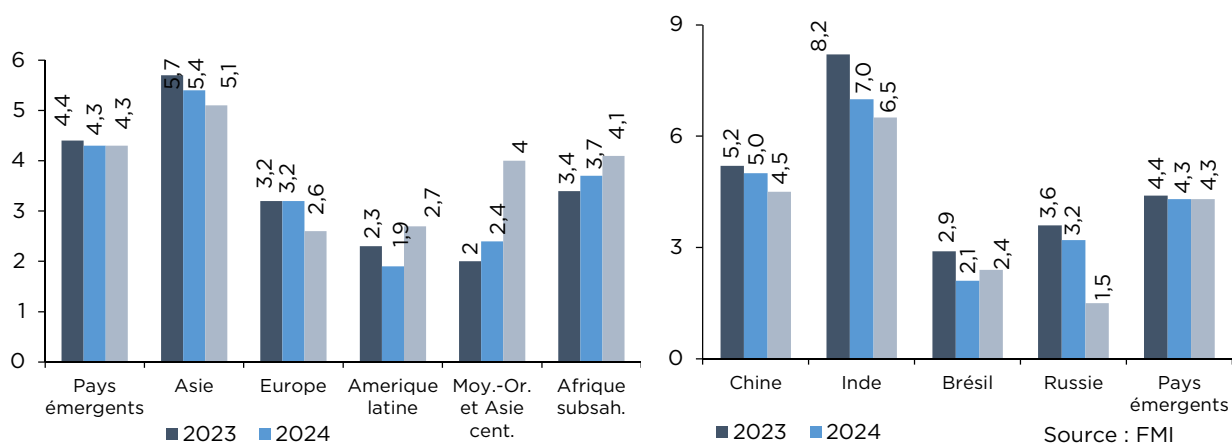
Graphique 2 : Perspectives de croissance économique de la Zone euro (en %)

Au **Royaume-Uni**, après une quasi-stagnation en 2023 (0,1%), l'économie devrait enregistrer une reprise modérée de 0,7% en 2024 qui devrait se renforcer pour atteindre 1,5% en 2025, selon le FMI. Le PIB a enregistré une croissance plus forte que prévu au premier semestre 2024 (0,7% au T1 et 0,5% au T2). Il devrait continuer à croître pendant le reste de l'année 2024 et jusqu'en 2025, à mesure que les revenus réels augmentent, que la confiance des consommateurs et des entreprises s'améliore et que les taux d'intérêt baissent encore. L'inflation a nettement diminué, s'approchant de l'objectif officiel, et devrait rester modérée, incitant la Banque d'Angleterre à réduire davantage ses taux d'intérêt. Toutefois, les perspectives de reprise sont freinées par une faible croissance de la productivité et un niveau d'investissement inférieur à celui des pays comparables.

Au **Japon**, la croissance économique devrait ralentir à 0,7% en 2024, après 1,9% en 2023, selon le FMI. Ce ralentissement s'explique par la dissipation des facteurs temporaires ayant soutenu la reprise en 2023, tels que le rebond du tourisme et des exportations automobiles. Après une contraction au premier trimestre, accentuée par des perturbations temporaires dans le secteur automobile, l'économie a rebondi au second trimestre grâce à la hausse des salaires réels et des bénéfices des entreprises. De plus, la faiblesse relative du yen soutient les exportations. La reprise devrait se poursuivre au second semestre, soutenue par des baisses d'impôts sur le revenu mises en œuvre en juin. En 2025, la croissance devrait atteindre 1%, un rythme légèrement au-dessus du potentiel, stimulée par la consommation privée et l'investissement. Après avoir atteint un pic à 3,3% en 2023, l'inflation annuelle devrait se modérer pour s'établir à environ 2,5% en 2024 avant de s'approcher de l'objectif de 2% en 2025, selon les prévisions de l'OCDE, publiées en septembre. Dans ce contexte, les politiques économiques resteraient accommodantes, soutenant ainsi la croissance, malgré une normalisation graduelle de la politique monétaire.

1.1.2. Économies émergentes : une croissance globalement résiliente

La croissance des économies émergentes et en développement resterait globalement résiliente, selon le FMI, à 4,3% en 2024 et 2025, soit des rythmes légèrement inférieurs à celui de 2023 (4,4%). Cependant, cette moyenne stable cache des disparités entre les pays et les régions. L'Asie émergente demeure le principal moteur de l'économie mondiale, menée par la Chine et l'Inde, représentant environ la moitié de la croissance mondiale, malgré une modération attendue de leur rythme d'expansion. La croissance en Amérique latine devrait s'accélérer en 2025, après une croissance timide en 2024, tirée par la reprise de l'économie brésilienne. Les perspectives pour l'Afrique subsaharienne et la région MENA devraient s'améliorer progressivement en 2024 et 2025, reflétant la résilience relative de ces économies. Malgré ces tendances globalement positives, les pays émergents continuent de faire face à des défis persistants.



Graphique 3 : Perspectives de croissance économique des pays émergents (en%)

En Asie émergente, la croissance devrait rester à la fois modérée et robuste, passant de 5,7% en 2023 à 5,4% en 2024 et 5,1% en 2025, selon le FMI. Globalement, les perspectives régionales devraient rester soutenues par une demande intérieure

résiliente, des exportations solides et des conditions financières relativement stables.

En Chine, la croissance économique devrait rester solide en 2024 (5% après 5,2% en 2023). Le dynamisme de la consommation des services et des exportations ainsi que les mesures de soutien public contrebalancent la faiblesse persistante du secteur immobilier. Toutefois, la croissance du PIB chinois devrait ralentir à 4,5% en 2025, alors que la reprise de la demande intérieure perdrait de son élan. Les perspectives économiques restent confrontées à la crise immobilière persistante, à la montée du chômage des jeunes, à la fragmentation du commerce mondial, à des défis géopolitiques, ainsi qu'à des contraintes structurelles, telles que le vieillissement de la population, la faible croissance de la productivité et la dette élevée.

En Inde, l'économie devrait poursuivre son expansion, bien que de manière modérée, grâce à de bonnes performances dans l'industrie et les services, à une hausse de la consommation privée, notamment, en milieu rural, au dynamisme continu des investissements publics et privés, ainsi qu'à une modération de l'inflation. Le PIB indien devrait croître de 7% en 2024 et de 6,5% en 2025, après une progression de 8,2% en 2023, soit le rythme le plus rapide parmi les grandes économies. L'économie indienne montre une certaine résilience face aux crises mondiales et aux incertitudes géopolitiques. Elle devrait maintenir une croissance robuste, grâce à un dividende démographique avantageux, une classe moyenne en expansion, un environnement politique stable, un climat des affaires favorable, un secteur financier solide, des gains de productivité et des avancées technologiques.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance régionale devrait se redresser progressivement (3,7% en 2024 et 4,1% en 2025, après 3,4% en 2023, selon le FMI). Cette amélioration serait soutenue par la baisse de l'inflation et l'assouplissement des politiques monétaires, stimulant ainsi la consommation et l'investissement privés. Parmi les grandes économies de la région, la reprise serait plus forte au Nigeria (3,1% et 3,0%, après 2,9%) qu'en Afrique du Sud (0,9% et 1,2%, après 0,7%). En Angola, après une année 2023 difficile, l'économie devrait rebondir en 2024, en lien avec la reprise de la production pétrolière, avant de ralentir en 2025. Toutefois, les perspectives régionales sont toujours confrontées à des défis persistants, tels que des infrastructures défaillantes, l'insécurité alimentaire et des incertitudes géopolitiques.

La croissance dans la région **Moyen-Orient et Asie centrale** devrait s'améliorer progressivement pour atteindre 2,4% en 2024 et s'accélérer à 4,0% en 2025, après avoir ralenti à 2% en 2023, selon le FMI. Cette reprise est soutenue, principalement, par une augmentation progressive de la production pétrolière et un regain d'activité économique à partir de la fin de 2024. Cependant, les perspectives de croissance régionale restent tributaires de la persistance des conflits et des défis géopolitiques, économiques et climatiques majeurs.

1.2. Marchés des matières premières : correction baissière des cours

Après une forte correction baissière en 2023, les prix mondiaux des produits de base sont restés globalement modérés en 2024, dans un contexte marqué par une amélioration de l'offre et une reprise modeste de la demande. Cependant, les cours de

certaines produits, notamment énergétiques, continuent de fluctuer, sur fond d'incertitudes économiques et géopolitiques mondiales.

Sur les neuf premiers mois de 2024, l'indice synthétique des prix des produits de base, calculé par la Banque Mondiale, a reculé de 2,2% en glissement annuel. La baisse concerne les produits énergétiques (-3,6%), les denrées alimentaires (-8,5%) et les fertilisants (-25%). En revanche, les cours des métaux de base ont connu un léger rebond (+2,2%).

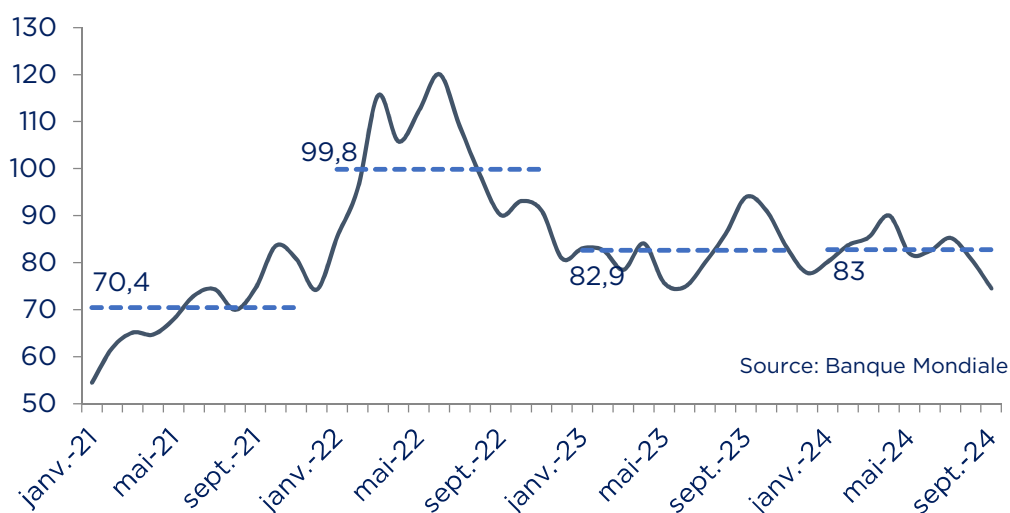
En termes de perspectives, les cours des produits énergétiques et agricoles devraient rester globalement modérés à l'horizon 2025, avec, toutefois, des évolutions contrastées selon les conditions spécifiques à chaque produit.

1.2.1. Produits énergétiques : les prix sous pression baissière mais persistance des incertitudes

Les cours du **pétrole** (Brent) ont atteint une moyenne de 83 dollars le baril au cours des neuf premiers mois de 2024, en hausse de 0,7% en glissement annuel, soutenus par les réductions de l'offre de l'OPEP+ et des risques géopolitiques persistants.

Toutefois, les prix du Brent ont reculé à 74 dollars en moyenne en septembre, en baisse de 8% sur un mois et de 21% sur un an. Ils ont chuté à 71 dollars le 10 septembre, leur plus bas niveau depuis décembre 2021. Cette correction baissière s'explique par la faiblesse de la demande chinoise et des inquiétudes sur les perspectives économiques mondiales, combinées des perspectives d'un excédent d'offre. Néanmoins, cette pression à la baisse est atténuée par la décision de l'OPEP+ de reporter de deux mois une hausse de la production initialement prévue pour octobre et par des interruptions de la production et des exportations en Libye.

L'escalade des tensions au Moyen-Orient début octobre a eu un impact limité sur les prix du pétrole (+11% en une semaine pour atteindre 81 dollars le 07 octobre), la production et les flux pétroliers n'ayant pas été immédiatement affectés.



Graphique 4 : Cours du Brent (\$/b)

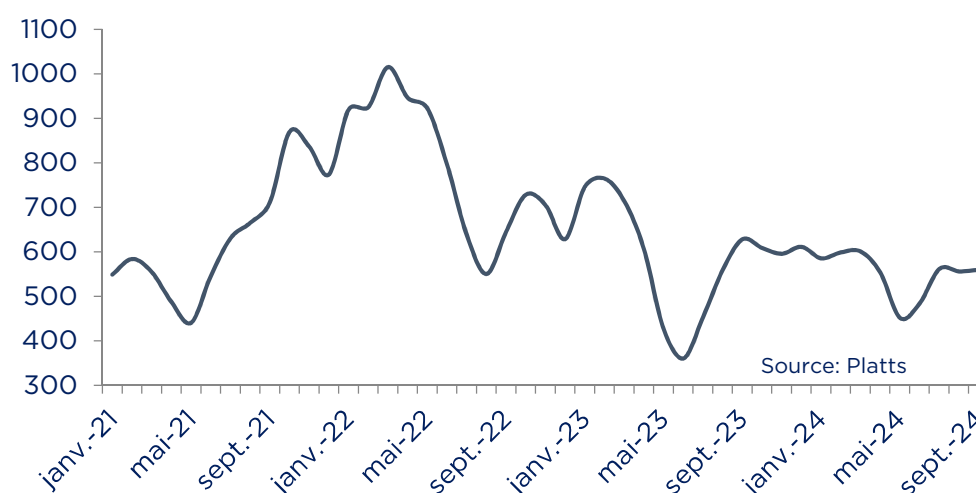
En termes de perspectives, le marché pétrolier mondial devrait redevenir nettement excédentaire en 2025 (soit +1,2 mbj), après une balance équilibrée en 2024, selon

l'Agence internationale de l'énergie (AIE). La forte expansion de l'offre mondiale (+2,1 mbj en 2025 après +0,7 mbj en 2024) serait largement suffisante pour couvrir la hausse modérée de la demande (+0,95 après +0,9).

Le fort rebond de l'offre mondiale prévu en 2025 est attribué à une nette reprise de la production de l'OPEP+ (+0,5 après -0,8), combinée à une progression continue de la production des pays non membres de l'OPEP+ (+1,5 après +1,5). Parmi ces derniers, les États-Unis, le Brésil, la Guyane et le Canada représenteraient près de trois quarts des gains (+1,0 après +1,1), bien que l'expansion de la production américaine ralentisse (+0,6 après +0,7).

La modération de la demande mondiale de pétrole en 2024 et 2025 découle, essentiellement, de la faiblesse de la demande chinoise (+0,3 après +0,2). Après une forte reprise post-pandémique en 2023 (+1,4), la demande de la Chine, premier importateur mondial de pétrole, s'est essoufflée en raison, notamment, de la transition énergétique qui encourage l'adoption de véhicules écologiques. Par ailleurs, la demande pétrolière devrait diminuer dans les pays de l'OCDE (-0,1 après 0,0) mais rester relativement solide en Asie émergente hors Chine (+0,4 après +0,5).

Les cours du gaz **butane** ont atteint une moyenne de 554 dollars la tonne sur les neuf premiers mois de 2024, en baisse de 5% en glissement annuel, en raison d'une demande modérée et d'une offre ferme. Toutefois, ils continuent de fluctuer, passant d'un pic de 600 dollars la tonne en mars à un creux de 450 dollars en mai, avant de remonter à 580 dollars en septembre et s'approcher des 700 dollars début octobre, soutenus par une reprise de la demande avant l'hiver et l'escalade des tensions au Moyen-Orient.

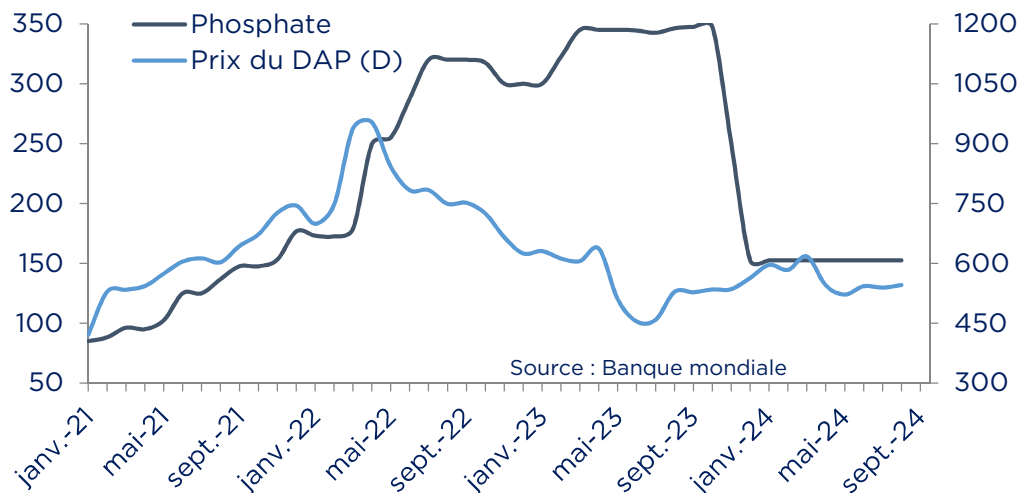


Graphique 5 : Cours du gaz butane (\$/t)

1.2.2. Produits phosphatés : des prix fermes, soutenus par une offre mondiale restreinte

En septembre, les prix du phosphate brut sont restés stables pour le neuvième mois d'affilée, à 152,5 dollars la tonne, marquant une baisse de 56% par rapport à leur pic atteint en 2023. De leur côté, les cours du DAP se sont établis à 555 dollars la tonne en

septembre, en hausse de 1,6% sur un mois et de 6,3% depuis leur creux en mai, réduisant ainsi leurs pertes à 10% depuis leur pic en mars. Sur les neuf premiers mois de 2024, les cours du phosphate brut ont chuté de 55% en glissement annuel, tandis que ceux du DAP ont rebondi de 1,6%.



Graphique 6 : Cours du phosphate et du DAP (\$/t)

Les cours des engrais phosphatés sont soutenus par une offre mondiale tendue en raison des restrictions à l'exportation imposées par la Chine, des faibles stocks en Amérique du Nord, et d'une demande saisonnière accrue en Inde et au Brésil.

Les exportations chinoises de DAP, habituellement un tiers des échanges mondiaux, ont fortement chuté sur la période de janvier à juillet 2024. En effet, la Chine favorise l'approvisionnement de son marché intérieur à des prix abordables, suscitant ainsi des craintes sur de nouvelles restrictions à l'exportation. Parallèlement, les principaux acheteurs en Amérique latine et en Asie du Sud, qui avaient reporté leurs achats dans l'espoir d'une baisse des prix, reviennent sur le marché pour se réapprovisionner en perspective de la saison d'application de l'automne, apportant ainsi un soutien aux prix du DAP.

Cependant, la remontée des cours des engrais phosphatés est freinée par la faiblesse des prix agricoles et énergétiques ainsi que par des coûts relativement abordables des intrants, dont le gaz naturel et l'ammoniac.

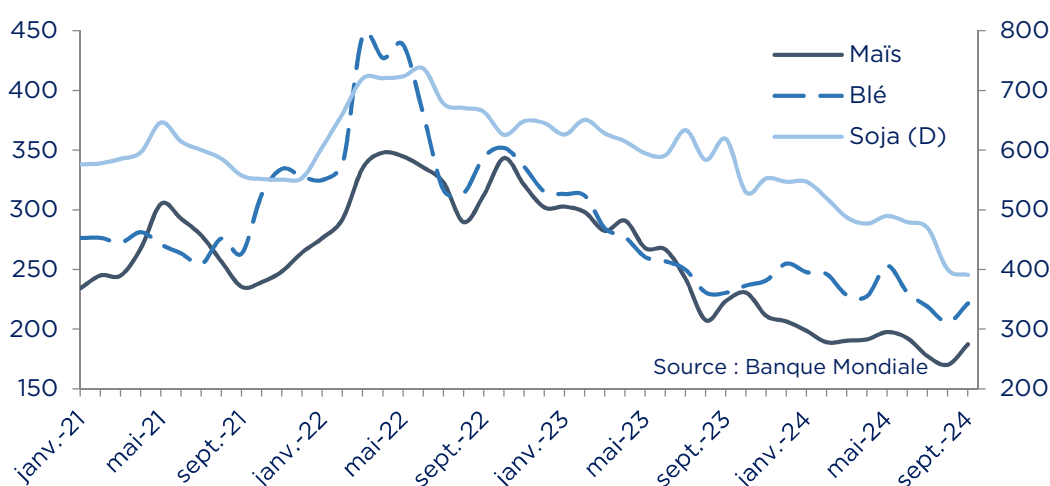
En termes de perspectives, le marché des phosphates reste soumis à des incertitudes quant à l'offre et à la demande, sur fond de fluctuations des cours de l'énergie et des matières premières agricoles. D'éventuelles nouvelles restrictions d'exportation en Chine et en Russie, ainsi qu'une reprise de la demande en Asie, dans les Amériques et en Europe, pourraient soutenir les prix. En outre, des perturbations dans les voies maritimes pourraient provoquer des hausses localisées.

Selon les prévisions de la Banque Mondiale en avril, les prix du DAP devraient augmenter de 9% en 2024, après une baisse de 29% en 2023, en raison d'une demande solide et des restrictions à l'exportation, notamment en Chine et en Russie.

1.2.3. Produits alimentaires : fort repli des cours des céréales et du sucre, dû à une amélioration des conditions de l'offre

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont poursuivi leur baisse en 2024, reflétant une amélioration de l'offre, une atténuation des contraintes sur l'approvisionnement et une reprise modérée de la demande.

En août, l'Indice FAO des prix des denrées alimentaires a diminué de 0,3% sur un mois, de 1,1% sur un an, et de 25% par rapport à son sommet historique de mars 2022. Cette baisse est principalement due à la chute des cours des céréales (-12% sur un an) et du sucre (-23%), tandis que les produits laitiers (+14%), les huiles végétales (+8%) et la viande (+4%) ont enregistré des hausses. Sur les huit premiers mois de 2024, l'indice a reculé de 5,6% par rapport à 2023, en grande partie à cause de la baisse des prix des céréales (-15%) et du sucre (-10%).



Graphique 7 : Cours des principales céréales (\$/t)

Les prix du blé tendre (SRW) se sont établis à 219 dollars la tonne en moyenne en septembre 2024 en baisse de 14% depuis début 2024 mais en hausse de 6,5% par rapport au mois d'août, où ils avaient atteint leur plus bas niveau depuis quatre ans. Sur les neuf premiers mois de l'année, le prix moyen du blé s'est établi à 231 dollars la tonne, en baisse de 12% en glissement annuel, en raison de disponibilités abondantes, d'une faible demande mondiale et d'une concurrence accrue entre exportateurs. Malgré l'effondrement de l'initiative céréalière de la mer Noire, l'Ukraine a continué à exporter via des corridors maritimes et de nouvelles routes terrestres.

Cependant, l'offre mondiale de blé semble se réduire, entraînant un resserrement des stocks. Selon la FAO, la production mondiale de blé pour la campagne 2023/2024, est estimée à 789 millions de tonnes, en baisse de 18 millions de tonnes (-2,2%) par rapport au record de la saison précédente. Cette diminution est due à des récoltes plus faibles en Australie, au Kazakhstan, au Canada et au Brésil, malgré des hausses en Inde, aux États-Unis, en Argentine et en Ukraine.

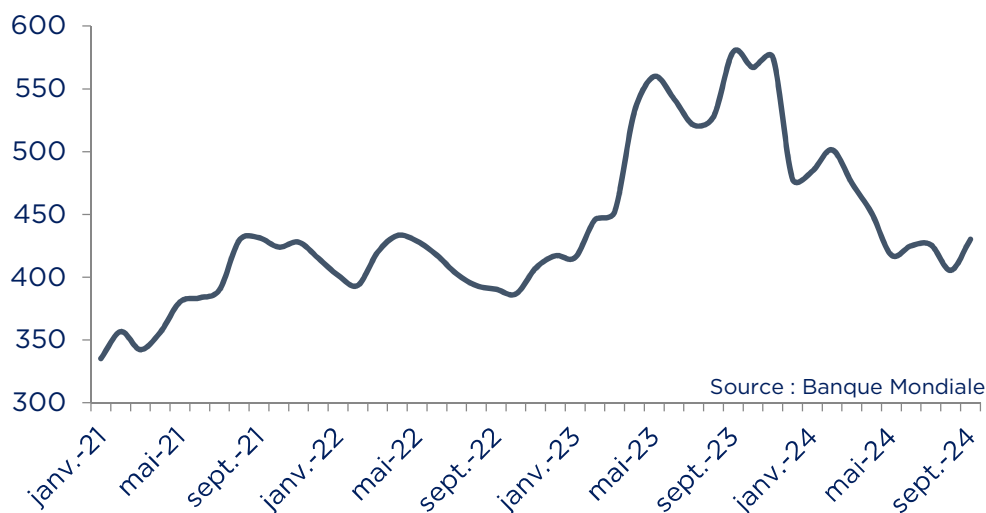
Néanmoins, une légère reprise de la production mondiale de blé est prévue pour la campagne 2024/2025 (+0,4% à 791 millions de tonnes). Les baisses des récoltes attendues dans l'Union européenne, en Russie, au Royaume-Uni et en Ukraine devraient être compensées par des augmentations dans d'autres pays (Australie, États-Unis,

Kazakhstan, Inde, Chine, Argentine, Canada).

Les cours du maïs ont affiché 185 dollars la tonne en moyenne en septembre, en hausse de 9% par rapport à leur plus bas de quatre ans en août, ramenant leurs pertes à 10% depuis début 2024. Sur les neuf premiers mois de 2024, les prix du maïs ont enregistré 188 dollars la tonne en moyenne, en baisse de 29% en glissement annuel. Cette chute s'explique par une offre abondante et une demande faible, notamment en Chine. En outre, bien que la production d'éthanol à partir du maïs soit en hausse, elle n'a pas suffi à absorber les stocks excédentaires.

Selon la FAO, la production mondiale de maïs pour la campagne 2023/2024 a atteint un record de 1240 millions de tonnes, en hausse de 69 millions de tonnes (+6%) par rapport à la saison précédente, grâce à des récoltes abondantes aux États-Unis, en Argentine, en Chine, en Ukraine et dans l'UE, malgré des baisses observées au Brésil, au Mexique et en Afrique du Sud. Pour la saison 2024/2025, la production mondiale devrait reculer (-1,2% à 1 225 millions de tonnes), en raison des baisses de récoltes en Ukraine, en Russie et dans l'UE, affectées par la chaleur et la sécheresse, ainsi qu'aux États-Unis, où la diminution des surfaces cultivées compenserait des rendements records. En revanche, les perspectives restent favorables pour le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine, le Mexique et l'Argentine.

Le prix moyen du sucre brut (ISA) a enregistré 448 dollars la tonne sur les neuf premiers mois de 2024, marquant un repli de 12% en glissement annuel. Cette correction baissière est due à de meilleures perspectives de production en Inde¹ et en Thaïlande. La faible demande de la Chine, combinée à la modération des prix du pétrole, accentue cette tendance.



Graphique 8 : Cours du sucre brut (\$/t)

Cependant, les prix ont rebondi de 10% en septembre pour atteindre 448 dollars la tonne, leur plus haut niveau depuis avril, en raison de la sécheresse et des incendies au

¹ Toutefois, l'Inde limite ses exportations de sucre pour privilégier son marché intérieur. L'Inde est le deuxième producteur et le premier consommateur de sucre au monde.

Brésil, le premier producteur et exportateur mondial de sucre. Selon l'USDA, la production de canne à sucre au Brésil devrait diminuer de 8,5% en 2024/2025, en raison des conditions climatiques sèches, après avoir atteint un niveau record en 2023/2024. Malgré cette baisse, la production de sucre et d'éthanol devrait rester stable grâce aux stocks de la saison précédente.

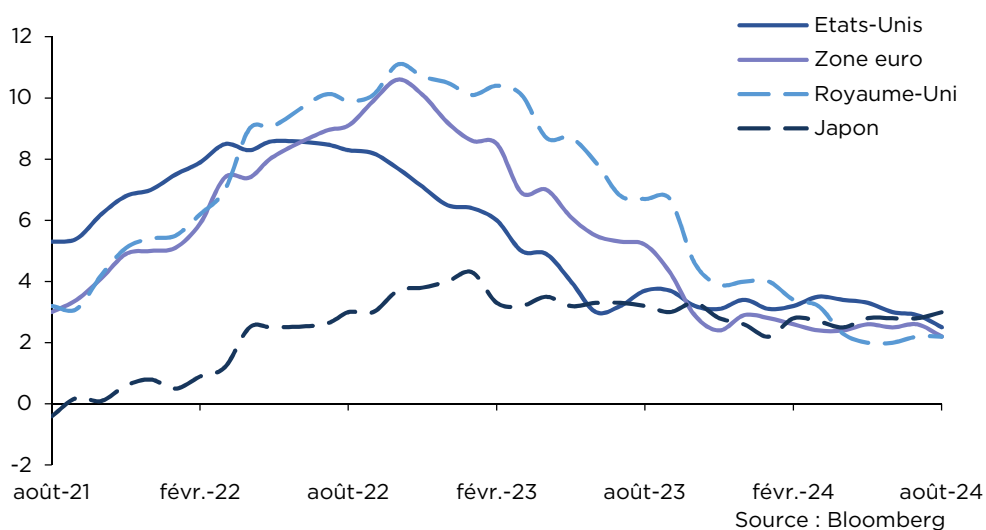
Dans ce contexte, l'Organisation Internationale du Sucre (ISO) prévoit un important déficit de l'offre mondiale de 3,6 millions de tonnes en 2024/2025, en raison d'une baisse de la production (-1,1% à 179,3 millions de tonnes) et d'une hausse continue de la consommation qui atteindrait 182,9 millions de tonnes. Toutefois, le déficit pour 2023/24 a été fortement révisé à la baisse, passant de 3 millions de tonnes à 0,2 million de tonnes.

1.3. Modération de l'inflation, ouvrant la voie à un assouplissement monétaire

L'inflation poursuit son recul à travers le monde, grâce à la modération des prix de l'énergie et des aliments, à l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et aux effets retardés des politiques monétaires restrictives mises en œuvre plus tôt. Selon l'OCDE, l'inflation globale dans les économies du G20 devrait passer de 6,1% en 2023 à 5,4% en 2024, pour se situer à 3,3% en 2025.

Parallèlement, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie et l'alimentation, devrait passer de 4,2% en 2023 à 2,7% en 2024, puis à 2,1% en 2025, se rapprochant ainsi des objectifs des banques centrales dans la plupart des économies avancées du G20. Néanmoins, l'inflation dans les services se révèle, particulièrement, persistante et ne s'atténue que lentement, en raison de l'activité plus vigoureuse dans ce secteur et des pénuries de main d'œuvre dans certains pays.

Malgré une tendance générale à l'apaisement, l'inflation devrait rester globalement plus élevée dans les économies émergentes que dans les économies avancées. De plus, des disparités dans la trajectoire de l'inflation subsistent selon les pays et les régions.

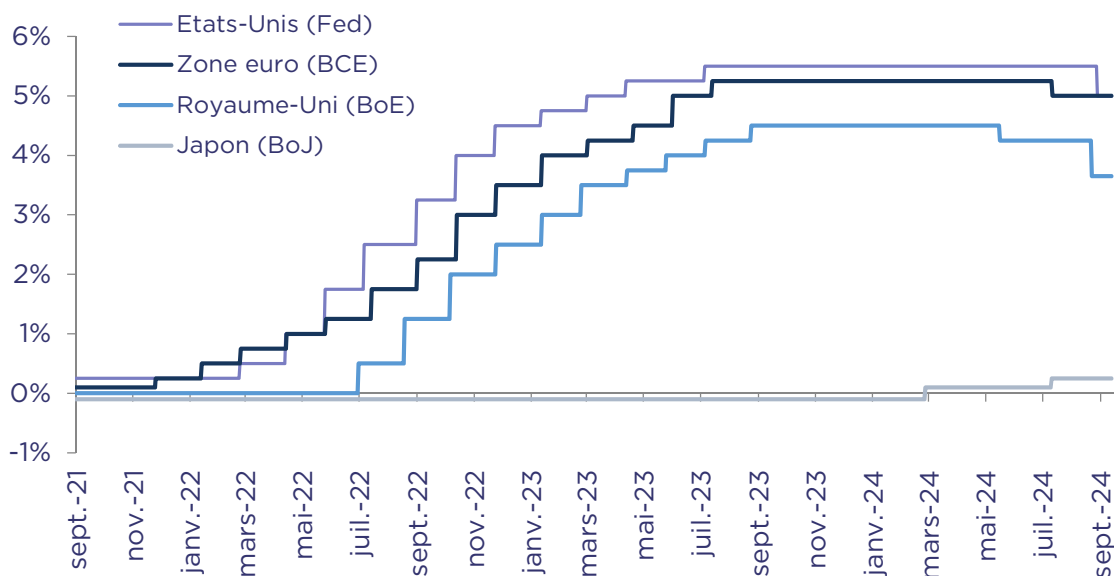


Graphique 9 : Taux d'inflation (variation de l'IPC)

Dans ce contexte de désinflation et de détente des marchés du travail, plusieurs banques centrales des grandes économies avancées ont entamé un nouveau cycle d'assouplissement monétaire. Toutefois, l'orientation de leur politique monétaire reste globalement restrictive. La trajectoire des futures réductions des taux directeurs dépendra largement des données économiques et financières à venir. Un assouplissement monétaire plus marqué devrait soutenir la croissance économique. Cependant, dans certains pays, comme le Japon, une hausse modérée des taux directeurs pourrait s'avérer nécessaire pour mieux maîtriser les pressions inflationnistes.

En septembre 2024, la Réserve fédérale américaine (Fed) a rejoint une tendance mondiale de baisse des taux d'intérêt en réduisant les siens de 50 points de base (pb), pour la première fois en quatre ans. Cette décision s'aligne sur d'autres grandes banques centrales, comme celles de la zone euro, du Royaume-Uni, de la Suisse, du Canada et du Suède.

Dans les pays émergents, plusieurs banques centrales ont également amorcé l'assouplissement de leurs politiques monétaires, dont notamment celles du Mexique, de l'Indonésie, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine et de l'Afrique du Sud. Néanmoins, certains pays font l'exception en augmentant leurs taux, comme le Brésil, Turquie et la Russie, en raison de la persistance des niveaux élevés d'inflation.



Source : Bloomberg

Graphique 10 : Taux d'intérêt directeurs

Par ailleurs, de nombreuses banques centrales, ayant initialement utilisé des programmes d'assouplissement quantitatif (QE) pendant la crise pandémique pour soutenir l'économie, ont changé de stratégie en adoptant une politique de resserrement quantitatif (QT). Cela consiste à réduire la taille de leurs bilans en vendant des actifs ou en laissant expirer ceux qu'elles détiennent. L'objectif est de retirer l'excès de liquidités dans le système financier pour contrôler l'inflation et stabiliser les marchés.

1.4. Résilience des marchés de l'emploi dans les pays avancés, mais situation préoccupante dans les pays en développement

Malgré le ralentissement économique mondial, les marchés de l'emploi des pays avancés font preuve de résilience, avec des taux d'emploi records et des taux de chômage qui demeurent à des niveaux historiquement bas dans de nombreux pays. Bien qu'elles s'atténuent, les tensions sur le marché du travail restent élevées dans l'ensemble. En outre, le reflux de l'inflation contribue à l'augmentation des salaires réels dans la plupart des pays. Par ailleurs, le développement rapide de l'intelligence artificielle (IA) crée à la fois des opportunités et des défis, nécessitant des formations pour adapter les compétences aux nouvelles exigences du marché.

Selon les Perspectives de l'emploi de l'OCDE² pour 2024, la croissance de l'emploi dans la zone OCDE devrait se poursuivre à un rythme ralenti en 2024-2025 (soit à 0,7% contre 1,7% en 2023). Le taux de chômage a légèrement augmenté pour atteindre 5% en juillet 2024, après avoir atteint un niveau historiquement bas de 4,8% en septembre 2023. Il devrait se maintenir à 5% à l'horizon 2025. Le chômage continuera d'augmenter dans certains pays, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, mais devrait rester stable ou continuer de baisser dans d'autres, notamment dans la zone euro.

Le chômage reste bas dans les pays de l'OCDE, mais la transition écologique impacte certains secteurs. Tandis que des emplois disparaîtront dans les industries à forte émission de carbone, d'autres seront créés dans les secteurs verts. Cela dépend de l'importance de la reconversion professionnelle pour les travailleurs des secteurs en déclin et de la nécessité d'une intervention publique pour atténuer les inégalités.

L'essor des technologies numériques, dont notamment l'IA générative, devrait transformer profondément le marché du travail. Elle crée de nouvelles opportunités d'emploi et augmente la demande de compétences avancées, particulièrement dans les domaines technologiques. En revanche, elle menace les emplois susceptibles d'être automatisés, posant ainsi de grands défis pour certaines catégories de travailleurs, en particulier les moins qualifiés. Des actions concertées au niveau international sont nécessaires pour gérer les défis liés à l'IA tout en maximisant ses avantages.

Par ailleurs, le rapport³ de l'OIT de mai 2024 prévoit une légère baisse du chômage mondial à 4,9%, contre 5% en 2023. Toutefois, l'OIT souligne la persistance des inégalités. Les femmes, en particulier dans les pays à faible revenu, sont les plus touchées, avec des écarts importants dans l'accès à l'emploi et les salaires. Dans les pays à faible revenu, le "déficit d'emplois" atteint 22,8% pour les femmes et 15,3% pour les hommes, contre respectivement 9,7% et 7,3% dans les pays à revenu élevé. Malgré les efforts pour réduire ces disparités, 402 millions de personnes restent sans emploi en 2024, dont seulement 183 millions comptabilisées comme chômeurs, reflétant une sous-utilisation importante de la main-d'œuvre. En outre, malgré l'adoption de l'Agenda 2030

² OCDE, Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2024 : Transition vers la neutralité carbone et marché du travail, 9 juillet 2024.

³ Organisation internationale du Travail (OIT), Les Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde de l'OIT : Mise à jour de mai 2024, 29 mai 2024.

pour le développement durable en 2015, les progrès en matière de réduction de la pauvreté et de l'informalité ont ralenti par rapport à la décennie précédente. Le nombre de travailleurs informels est passé d'environ 1,7 milliard en 2005 à 2 milliards en 2024. Dans ce sillage, l'OIT appelle à des politiques inclusives pour promouvoir la justice sociale, réduire la pauvreté et soutenir les travailleurs marginalisés.

Comme déjà souligné dans le rapport de l'OIT de mai 2023, la situation du marché de l'emploi reste préoccupante dans les pays en développement. Le taux de chômage y est bien plus élevé qu'ailleurs, dépassant les 20% dans les pays à faible revenu et ceux en situation de surendettement, contre environ 8% pour les pays à revenu élevé.

Bien que le taux de chômage mondial devrait baisser en 2024 (à 4,9% contre 5% en 2023), celui des pays arabes devrait augmenter (à 10,3% contre 9,9%), dépassant largement son niveau d'avant la pandémie (9,3% en 2019).

En somme, l'OIT recommande de renforcer la protection sociale et d'investir dans des politiques cohérentes, basées sur des données fiables, pour préparer la main-d'œuvre aux changements rapides du monde du travail, stimuler l'emploi et soutenir la croissance économique.

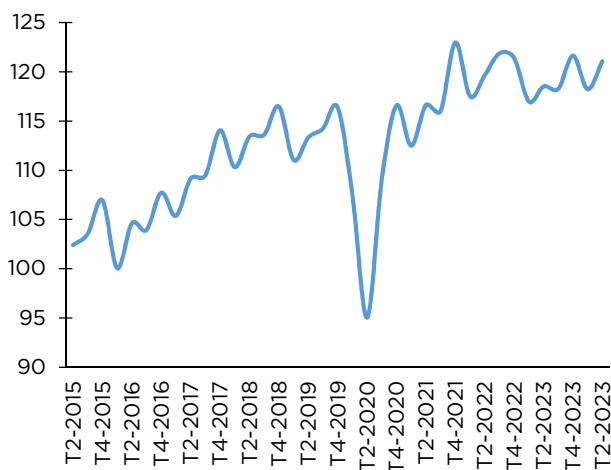
1.5. Reprise prévue du commerce mondial des marchandises, favorisée par la baisse de l'inflation

En 2023, le volume du commerce de marchandises a enregistré un repli de 1,1% après avoir progressé de 2,2%⁴ en 2022, en raison d'une faible demande en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Alors que l'inflation globale a ralenti après avoir atteint un pic en 2022, l'inflation sous-jacente est restée élevée pendant une grande partie de l'année 2023. Le relèvement des taux d'intérêt, visant à juguler l'inflation a eu un impact sur les décisions des acteurs économiques en matière de consommation et d'investissement.

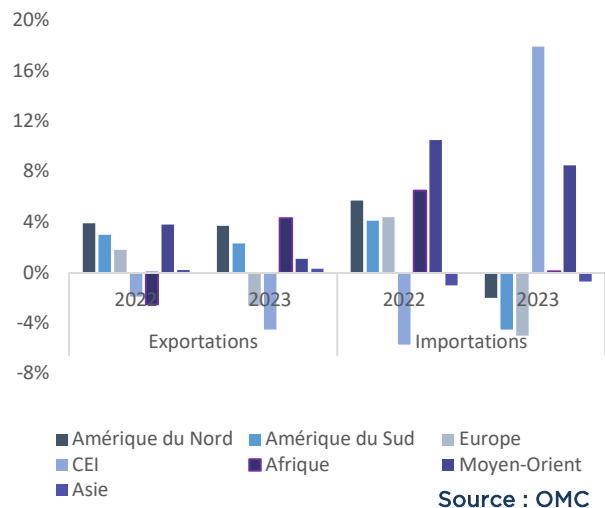
Les tensions géopolitiques ont continué de peser sur le commerce bilatéral. La Russie a réduit sa dépendance commerciale à l'égard de l'Union européenne au profit de la Chine. En outre, l'interdépendance commerciale entre la Chine et les États-Unis a encore diminué en 2023 dans un contexte de protectionnisme accru.

⁴ OMC - Perspectives du commerce mondial et statistiques - Mise à jour d'octobre 2024.



Source : OMC

Graphique 11 : Volume du commerce mondial de marchandises (Base 100 au T1 de 2015)



Source : OMC

Graphique 12 : Volume du commerce de marchandises par région (en %)

Les performances commerciales dissimulent des disparités régionales significatives, marquées par une chute de la demande d'importations en Europe et en Amérique du Sud, une baisse en Amérique du Nord, une quasi-stagnation en Asie et une augmentation dans les principales économies exportatrices de combustibles.

De leur côté, les exportations se sont repliées en Europe et ont stagné en Asie. Cependant, elles ont affiché une hausse notable en Afrique et en Amérique du Nord.

En valeur, le commerce de marchandises a connu une contraction de 5% en 2023 pour s'établir à 24 trillions de dollars⁵. Cette diminution est liée en partie à la baisse des prix des matières premières et reste attribuable à la réduction du volume des échanges de certaines catégories de produits.

Parallèlement, les services commerciaux ont fortement progressé, réalisant une hausse de 9% par rapport à 2022 pour atteindre 7,5 trillions de dollars et un accroissement de 23% par rapport à 2019. Cette dynamique a été stimulée par la reprise des voyages et la dynamique des services fournis par voie numérique.

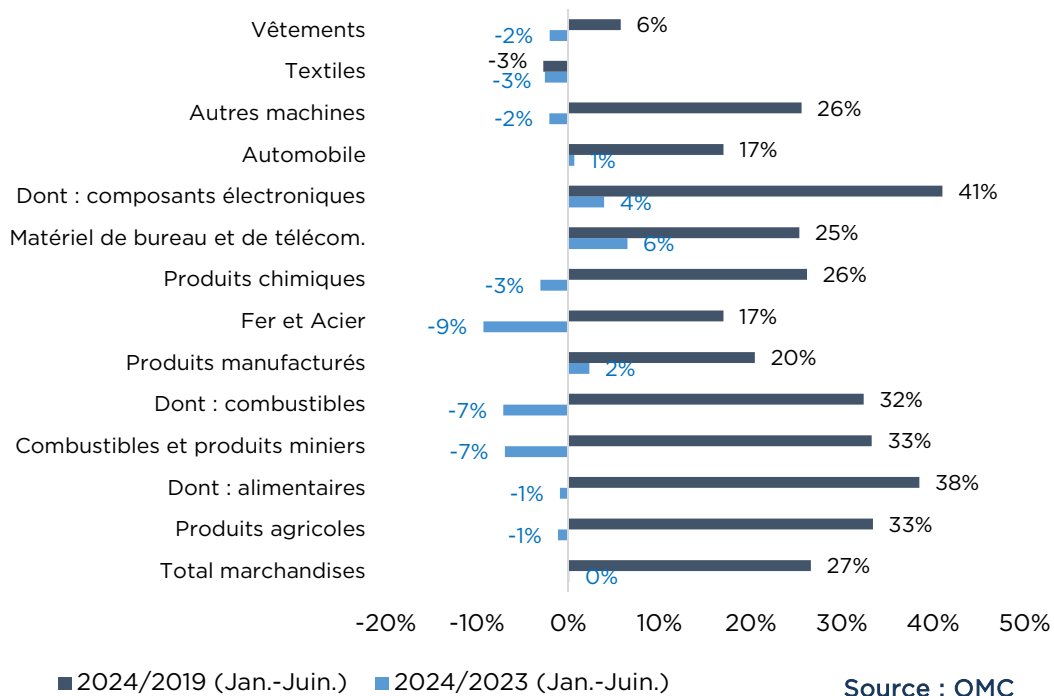
Dans l'ensemble, le commerce mondial de marchandises a fait preuve de résilience au cours des quatre dernières années malgré la conjonction de plusieurs facteurs défavorables. Ces éléments englobent les chocs au niveau de l'offre et de la demande ainsi que les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie de la COVID-19 ainsi que la crise en Ukraine, entraînant des pressions inflationnistes qui ont restreint les revenus réels et la demande d'importations.

Selon les dernières données disponibles, le volume du commerce mondial de marchandises aurait augmenté de 2,3% en glissement annuel au 1^{er} semestre de 2024.

⁵ OMC - Perspectives du commerce mondial et statistiques - Mise à jour d'octobre 2024.

Ce rebond devrait se poursuivre sur le reste de l'année, après un fléchissement en 2023 alimenté par une hausse des taux et une forte inflation.

De son côté, la valeur du commerce des marchandises est restée pratiquement stable au 1^{er} semestre de 2024 par rapport à la même période de 2023. En moyenne, les prix mondiaux des produits de base ont baissé de 1% en glissement annuel après s'être effondrés de 23% au 2nd semestre de 2023.



Graphique 13 : Croissance de la valeur du commerce de marchandises au premier semestre de 2024 par catégories de produit (en %)

Plusieurs secteurs ont enregistré une diminution de la valeur de leurs échanges. Certains comme le fer et acier ou les combustibles et produits miniers ont subi des baisses significatives au 1^{er} semestre de 2024, de l'ordre de 9% et de 7% respectivement. En revanche, le secteur du matériel de bureau et des télécommunications a progressé de 6% tandis que celui de l'automobile a affiché une hausse modeste de 1% seulement.

Sur l'ensemble de l'année, les dernières prévisions de l'OMC⁶ tablent sur une reprise du volume du commerce mondial des marchandises de l'ordre de 2,7% en 2024, en légère hausse par rapport à l'estimation précédente de 2,6%⁷, puis de 3,0% en 2025, contre 3,3% précédemment. La demande a été plus faible qu'anticipé en Europe mais plus forte que prévu en Asie.

L'inflation devrait progressivement se comprimer, ouvrant la voie à la reprise de la consommation de biens manufacturés dans les économies avancées. En revanche, les perturbations des voies maritimes, liées aux problèmes de sécurité dans la mer Rouge, et aux effets climatiques défavorables sur les niveaux d'eau dans le canal de Panama,

⁶ OMC - Perspectives du commerce mondial et statistiques - Mise à jour d'octobre 2024.

⁷ Etablie en avril 2024.

sont susceptibles de faire grimper les coûts d'expédition, de prolonger les délais de livraison et de perturber les chaînes d'approvisionnement.

Encadre 1 : Perturbation du trafic sur les grandes routes maritimes : Panama et Suez

Le transport maritime constitue le principal mode de transport dans le cadre du commerce des marchandises, représentant plus de 80% du volume total échangé à l'échelle mondiale. De ce fait, la demande en fret maritime se caractérise par une forte inélasticité, ce qui signifie que les fluctuations des tarifs de fret n'exercent pas d'effet notable sur la quantité de marchandises acheminées.

En 2023, une sécheresse sévère a contraint le canal de Panama, qui représente 6% du commerce mondial, à restreindre le nombre de navires autorisés à le traverser quotidiennement. Bien que les conditions de sécheresse aient connu une amélioration depuis lors, la navigation est demeurée limitée jusqu'en août 2024.

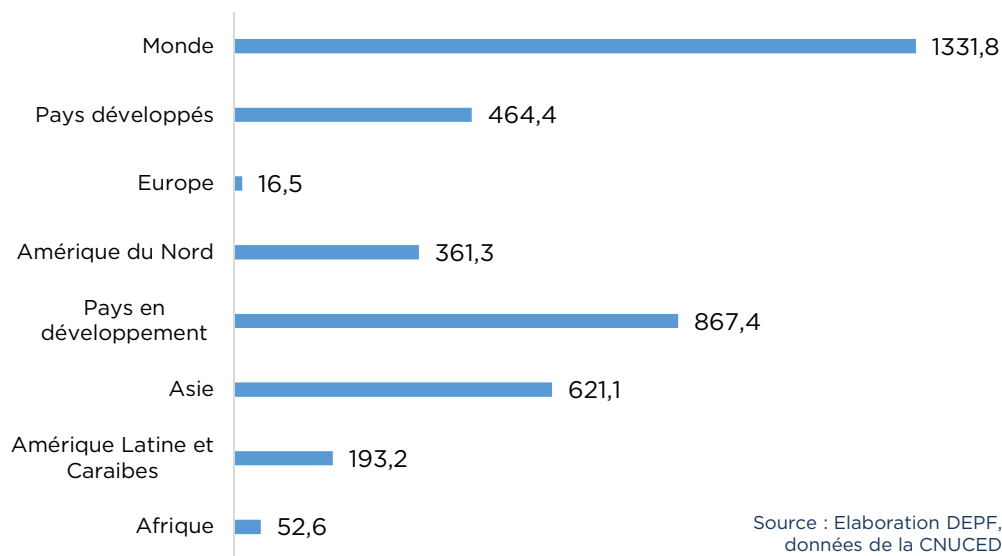
De même, les perturbations sécuritaires dans la mer Rouge et le golfe d'Aden, régions par lesquelles transite environ 15 % du commerce mondial, ont eu un impact significatif sur le transport maritime depuis novembre 2023. Ces perturbations ont contraint de nombreux transporteurs à rediriger leurs navires autour du cap de Bonne-Espérance. Ce contournement a entraîné une diminution du nombre quotidien de passages dans le canal de Suez de plus de 60%, provoquant des retards minimes pour la majorité des routes commerciales. Toutefois, pour l'itinéraire reliant l'Asie à l'Europe, les délais se voient prolongés de 6 à 25 jours comparativement à l'itinéraire initial passant par le canal de Suez.

Au niveau mondial, les coûts du transport maritime ont presque quintuplé depuis octobre 2023. Toutefois, il convient de noter que les coûts moyens actuels restent deux fois inférieurs au pic atteint durant la crise pandémique en septembre 2021.

L'augmentation des coûts de fret observée depuis avril 2024 peut être imputée à divers facteurs, notamment l'accroissement de la consommation, les grèves dans le secteur des transports, les incidents maritimes ainsi que les événements climatiques extrêmes. Bien que la demande ait été relativement modérée durant les premiers mois de 2024, une hausse des dépenses de consommation en Europe et en Asie a été constatée par la suite, entraînant ainsi un accroissement des expéditions maritimes.

1.6. Ralentissement des flux d'IDE au niveau mondial

Selon la dernière édition du rapport de la CNUCED « World Investment Report 2024 », les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont baissé de 2% en 2023, pour s'établir à 1.332 milliards de dollars. Ce repli s'explique par l'augmentation des tensions commerciales et géopolitiques dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale.



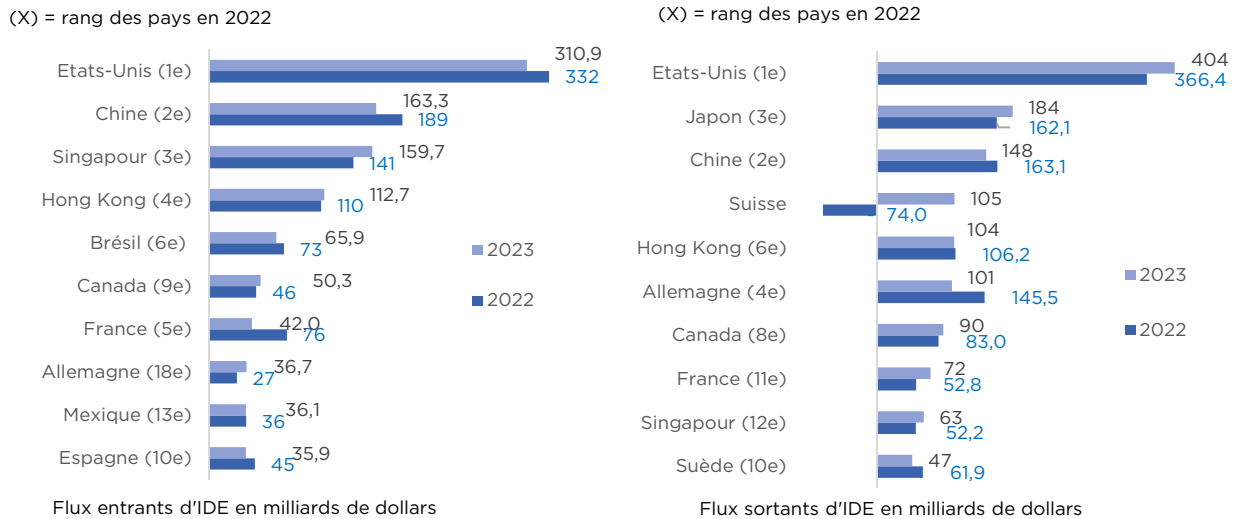
Graphique 14 : Evolution des IDE au niveau mondial et par région en 2023 (en milliards de dollars)

Les flux d'IDE vers les économies en développement, qui représentent 65% des flux mondiaux, ont diminué de 7%, pour atteindre 867 milliards de dollars en 2023, reflétant une baisse de 8% dans les pays en développement d'Asie, de 3% en Afrique et de 1% en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La part des pays développés dans les flux mondiaux d'IDE a progressivement diminué, enregistrant pour la première fois moins de la moitié des flux mondiaux pour atteindre 35% en 2023. Les flux vers les pays développés ont été fortement affectés par les reconfigurations financières des entreprises, motivées en partie par l'introduction d'un impôt minimum mondial pour les grandes entreprises multinationales et par une forte baisse de la valeur des fusions-acquisitions transfrontalières. Les flux vers la plupart des régions d'Europe et d'Amérique du Nord ont diminué, respectivement de 14% et de 5%.

Les États-Unis constituent à la fois le premier pays d'accueil (avec 311 milliards de dollars) et le premier investisseur (avec 404 milliards de dollars) au monde en 2023. En tant que récepteur des IDE, ils sont suivis de quatre pays émergents : la Chine (163 milliards), Singapour (160 milliards), Hong-Kong (113 milliards) et le Brésil (66 milliards).

En ce qui concerne les sorties d'IDE, le Japon est classé 2^{ème} investisseur mondial en 2023, après les États-Unis, alors qu'il occupait le 3^{ème} rang en 2022. Il dépasse ainsi la Chine (3^{ème}), dont les sorties de capitaux ont connu une baisse de 9% en 2023, pour s'établir à 147 milliards de dollars.



Source : Elaboration DEPF, données de la CNUCED

Graphique 15 : Top 10 des pays bénéficiaires et émetteurs d'IDE dans le monde

Les flux d'IDE vers l'Afrique ont diminué de 3,4%, pour atteindre 52,6 milliards de dollars en 2023, ce qui représente 4% des IDE mondiaux. Le continent a attiré une part croissante des mégaprojets mondiaux entièrement nouveaux, six d'entre eux étant évalués à plus de 5 milliards de dollars, y compris un projet d'hydrogène vert en Mauritanie, représentant la plus grande annonce de nouveau projet au monde.

Les sorties d'IDE des économies en développement ont ralenti de 11% en 2023, pour atteindre 491 milliards de dollars. Les sorties d'IDE en provenance d'Afrique ont connu une forte baisse, passant de 9,2 milliards de dollars en 2022 à 61,4 millions en 2023. Le Maroc est devenu, en 2023, le premier investisseur africain à l'étranger, après avoir été positionné à la 4ème place africaine en termes d'IDE sortants en 2022. Il est suivi du Kenya, de l'Égypte, du Nigéria et de la République Démocratique du Congo.

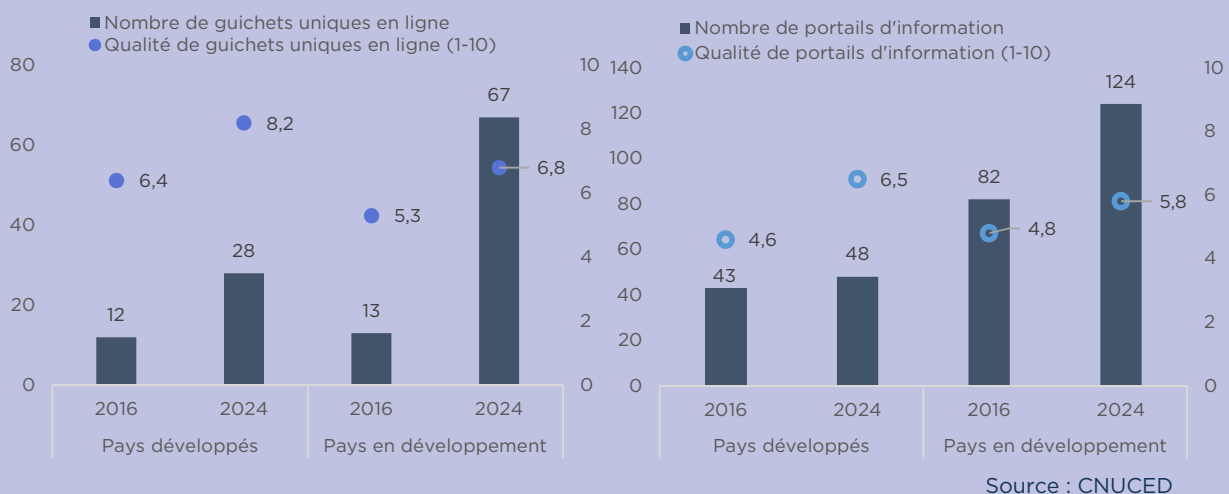
Selon la CNUCED, l'environnement mondial pour l'investissement international reste difficile en 2024. L'affaiblissement des perspectives de croissance, les tensions commerciales et géopolitiques, les politiques industrielles et la diversification de la chaîne d'approvisionnement redessinent les schémas d'IDE, amenant certaines entreprises multinationales (EMN) à adopter une approche prudente en matière d'expansion à l'étranger. Toutefois, les bénéfices des multinationales restent élevés, les conditions de financement s'assouplissent et l'annonce d'un plus grand nombre de nouveaux projets en 2023 pourrait avoir un effet positif sur l'IDE.

Encadré 2 : Facilitation des investissements et administration numérique

Depuis la publication du Menu d'action global de la CNUCED sur la facilitation de l'investissement en 2016, un accord international sur la facilitation de l'investissement pour le développement a été négocié et la facilitation est devenue un pilier des accords régionaux et bilatéraux sur le commerce et l'investissement.

La facilitation des affaires et des investissements est devenue une priorité pour les responsables de la politique d'investissement dans le monde entier et un élément central du développement du secteur privé ainsi que de l'attraction des investissements étrangers directs dans les pays en développement. Elle a ainsi donné lieu à une vague d'initiatives gouvernementales numériques, notamment des portails d'information et des guichets uniques en ligne.

Le nombre d'outils numériques de facilitation a considérablement augmenté ces dernières années, et leur qualité s'est améliorée. Les données de la CNUCED montrent que le nombre de guichets uniques en ligne dans les pays en développement a presque quadruplé, passant de 13 en 2016 à 67 en 2024. Dans les économies développées, ce nombre a plus que doublé, passant de 12 à 28. De même, les portails d'information pour l'enregistrement des entreprises et des investisseurs dans les pays en développement sont passés de 82 en 2016 à 124 en 2024, tandis que les pays développés ont vu leur nombre augmenter de 43 à 48.



Graphique 16 : Nombre et qualité des outils numériques de facilitation

Les outils numériques de l'administration peuvent avoir un impact positif sur l'attraction des IDE. En moyenne, pour chaque point supplémentaire dans la qualité des portails numériques de facilitation des affaires et de l'investissement (dans la méthodologie de notation de l'initiative « Global Enterprise Registration de la CNUCED »), les pays en développement gagnent environ 8 % d'IDE en plus.

La facilitation numérique des affaires et des investissements stimule également la formalisation et l'inclusion. Les pays qui mettent en place des guichets uniques numériques constatent une augmentation substantielle de l'enregistrement des petites entreprises.

Chapitre 2 : Implications de la conjoncture internationale sur l'économie nationale

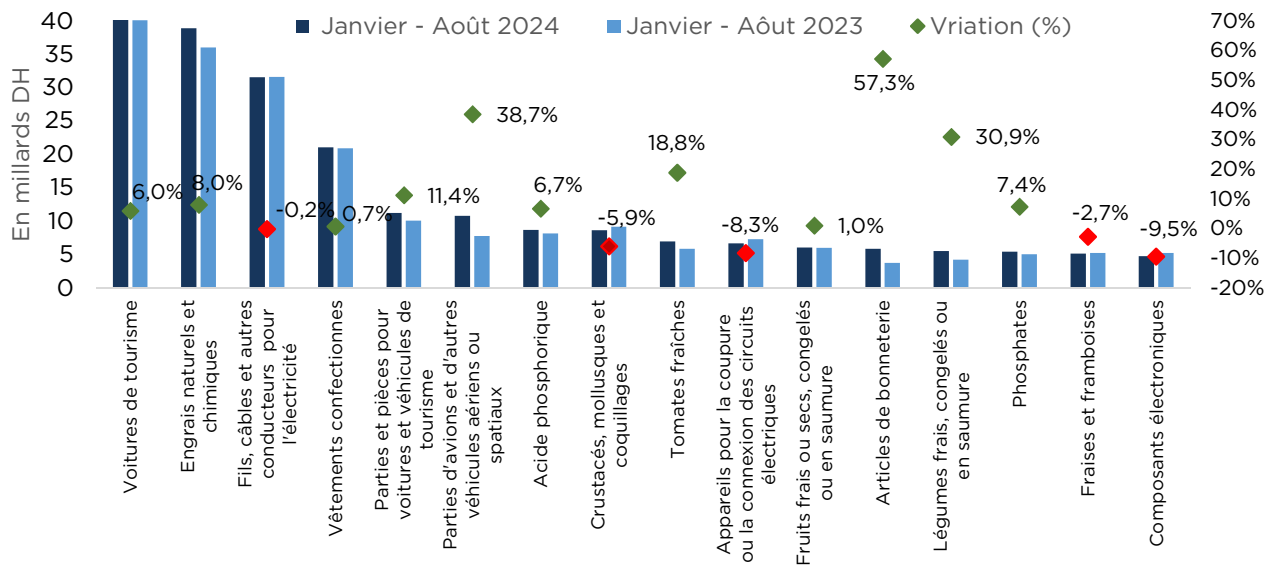
2.1. Répercussions des évolutions au niveau mondial sur les échanges extérieurs du Maroc

❖ Tendances récentes des échanges extérieurs

L'analyse de l'évolution conjoncturelle des échanges extérieurs du Maroc révèle une progression de 5,5% des exportations marocaines à fin août 2024 par rapport à la même période de 2023, se situant à 295 milliards de dirhams. Parallèlement, les importations ont augmenté de 4,6%, pour atteindre 491,95 milliards de dirhams. De ce fait, le déficit commercial s'est établi à près de 196,85 milliards de dirhams, en hausse de 3,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

La croissance des exportations marocaines de marchandises a concerné, notamment les secteurs de l'automobile, des phosphates et dérivés et de l'aéronautique. Ainsi, les ventes de voitures de tourisme ont affiché une hausse de 6% atteignant 42 milliards de dirhams à fin août 2024. Les ventes des engrais naturels et chimiques et de l'acide phosphorique se sont également accrues de 8% et 6,7% respectivement. De même, les expéditions des parties d'avions et d'autres véhicules aériens ou spatiaux se sont consolidées de 38,7% sur un an.

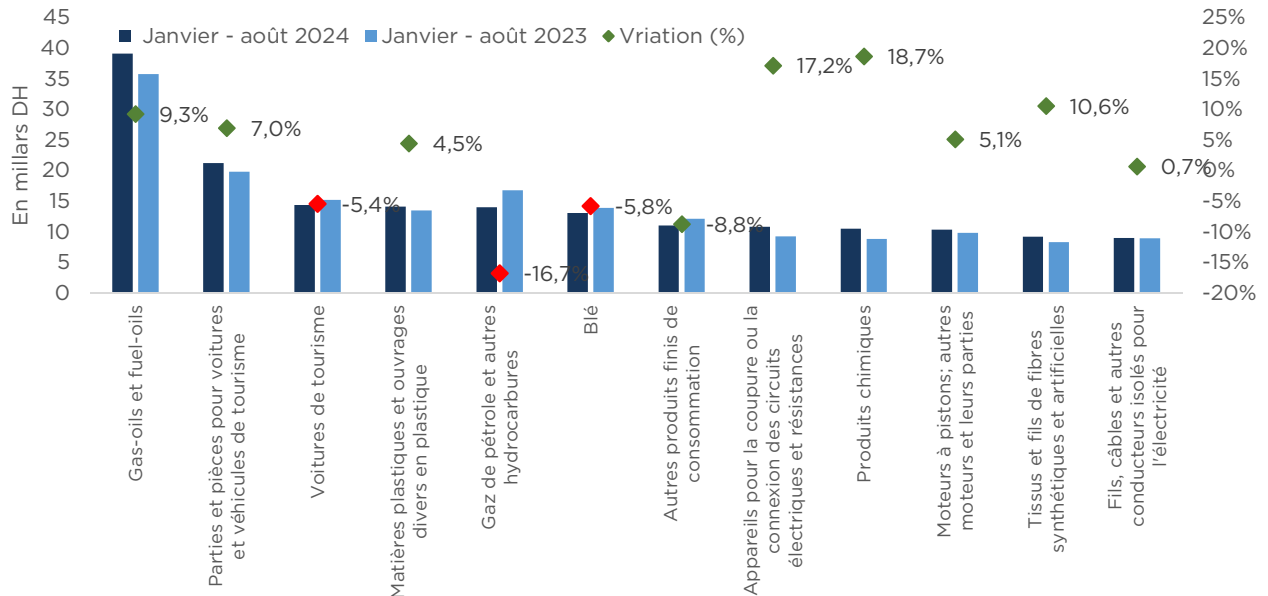
Les exportations des secteurs de « l'électronique et électricité » et de « l'agriculture et agroalimentaire » ont enregistré une quasi-stabilité comparativement à la même période de l'année dernière. En revanche, les ventes du secteur du textile et cuir se sont repliées de 0,7% sur un an.



Source : Calculs DEPF, données de l'Office des Changes

Graphique 17 : Evolution des exportations du Maroc par produit remarquable au titre des huit premiers mois de l'année 2024 (en glissement annuel)

S'agissant des importations de biens, des hausses significatives ont été enregistrées au niveau des produits finis d'équipement (+10,9%) et des demi produits (+8,1%). Les achats des produits finis de consommation ont également progressé de 4,3%, tirés principalement par les parties et pièces pour voitures de tourisme (+7%) et les médicaments et autres produits pharmaceutiques (+18%).



Source : Calculs DEPF, données de l'Office des Changes

Graphique 18 : Evolution des importations du Maroc par produit remarquable au titre des huit premiers mois de l'année 2024 (en glissement annuel)

Par ailleurs, la facture énergétique a baissé de 2,8% suite, essentiellement, à la baisse des approvisionnements en houilles, cokes et combustibles solides similaires de 26,5%, sous l'effet notamment de recul de prix de 20,8%.

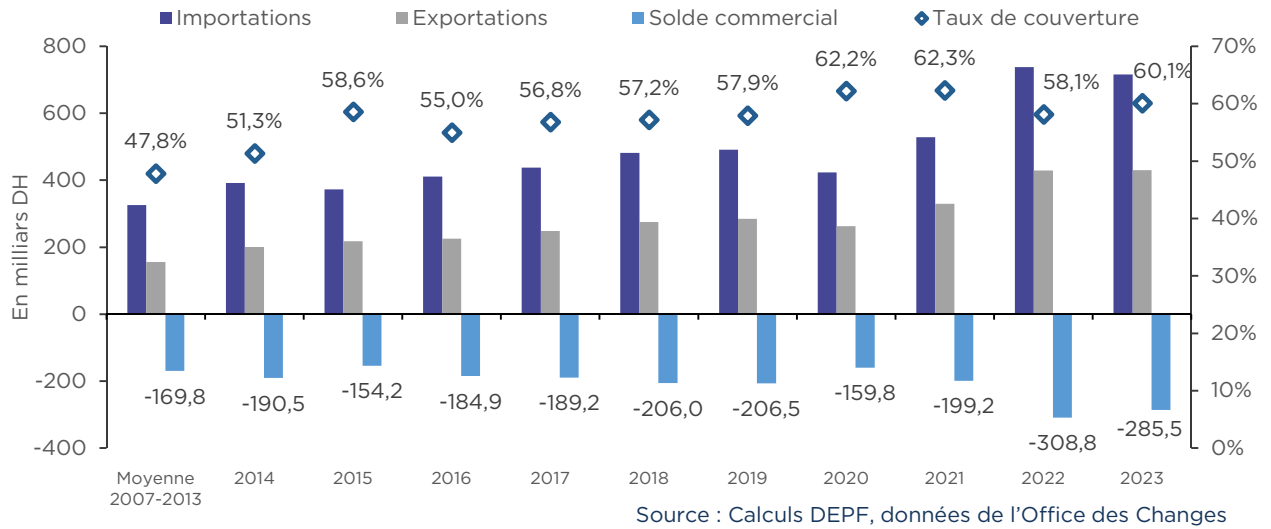
❖ Consolidation de la compétitivité des exportations marocaines

En dépit d'un contexte international difficile au cours des dernières années, les exportations marocaines ont fait preuve d'une dynamique avérée, témoignant de l'amélioration continue de leur compétitivité. Cette dynamique est illustrée par l'affermissement notable du taux de couverture, le renforcement de la part de marché du Maroc, l'amélioration du contenu technologique des exportations et la diversification progressive des marchés à l'export.

↪ Une amélioration notable de la couverture des importations par les exportations

La politique d'intégration du Maroc à l'économie mondiale a permis au pays d'enregistrer un certain dynamisme des exportations au cours des dernières années. En effet, les exportations marocaines ont affiché une nette progression au cours de la période 2014-2023 de 8,8% contre seulement 6,7% en moyenne annuelle sur la période 2007-2013, soit un rythme supérieur à celui enregistré par les importations (6,9%) entre

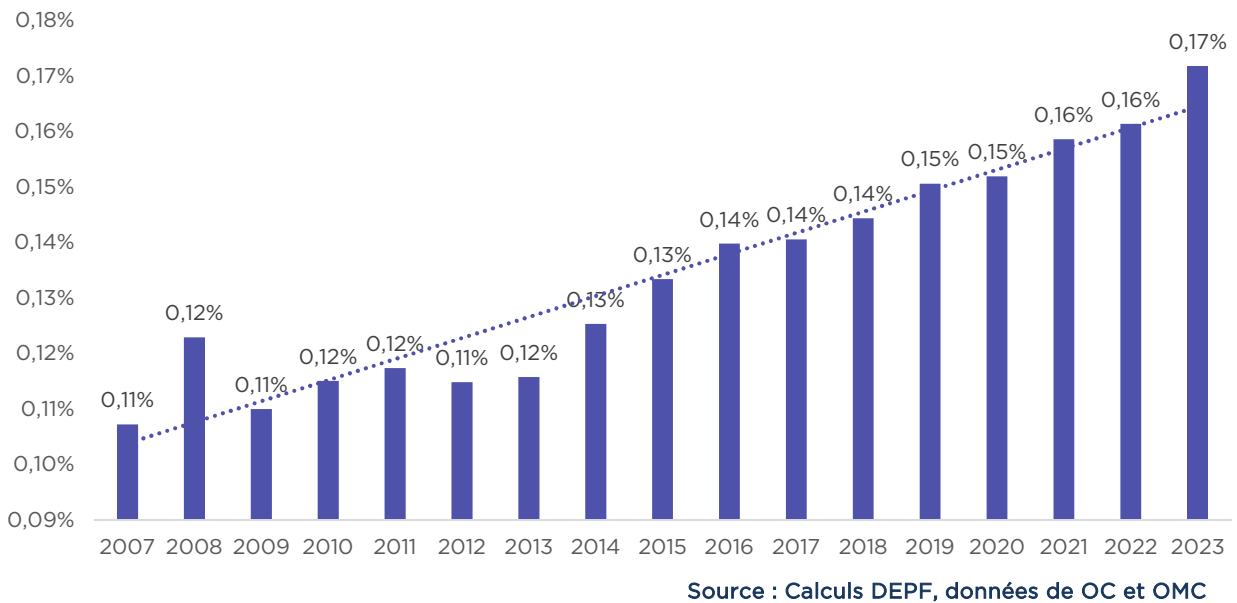
2014 et 2023. De même, le taux de couverture a connu une amélioration notable passant de 47,7% en moyenne entre 2007 et 2013 à 58% au cours de la deuxième période, gagnant ainsi 10 points.



Graphique 19 : Evolution de la balance commerciale du Maroc

↳ **Un renforcement continu de la part de marché du Maroc**

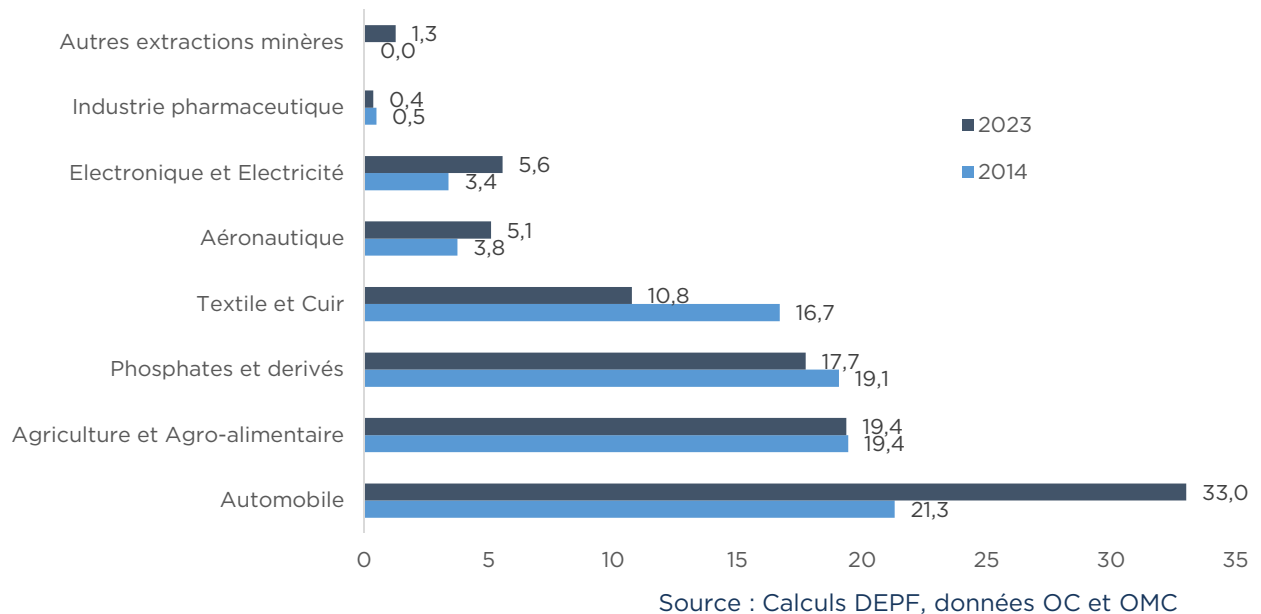
La part du Maroc sur le marché mondial s'est inscrite dans une tendance haussière à partir de 2013, atteignant son niveau le plus élevé (0,17%) en 2023 contre 0,10% seulement en 2004, en lien notamment avec la bonne performance des exportations des métiers mondiaux du Maroc tels que le secteur automobile, aéronautique et électronique.



Graphique 20 : Evolution de la part du Maroc sur le marché mondial

↳ **Hausse continue des exportations des écosystèmes des métiers mondiaux du Maroc**

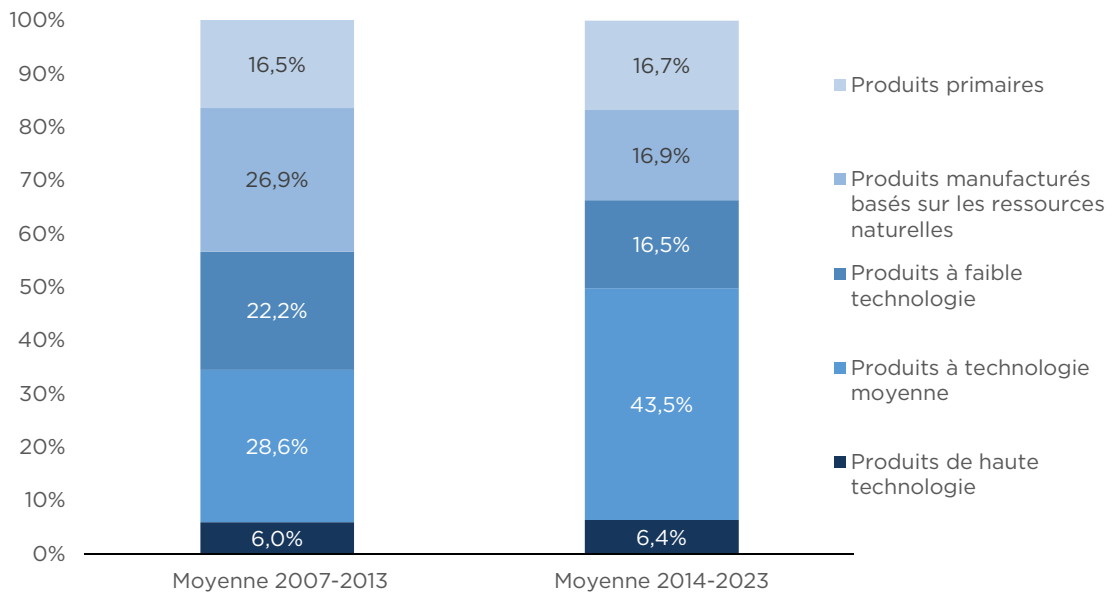
L'examen de la structure des exportations marocaines par écosystème révèle que les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique et électricité ont consolidé leurs parts respectives dans les exportations marocaines globales entre 2014 et 2023. Toutefois, le secteur du textile et cuir a connu une baisse de sa part de 16,7% à 10,8% au cours de la même période.



Graphique 21 : Exportations marocaines par secteur en milliards de DH (2014-2023)

↳ **Contenu technologique des exportations marocaines en amélioration continue**

L'analyse du contenu technologique des exportations marocaines montre un renforcement de la part des produits manufacturés à technologie moyenne, qui représente 43,5% au cours de la période 2014-2023 contre seulement 28,6% au cours de la période 2007-2013. Cette tendance s'explique, principalement, par la hausse des exportations de véhicules et d'appareils électriques. En outre, la part des produits à faible technologie s'inscrit dans une tendance baissière, passant de 22,2% en moyenne entre 2007 et 2013 à 16,5% au cours de la deuxième période. De même, la part des exportations de produits manufacturés provenant de ressources naturelles a diminué passant de 26,9% à 16,7% durant la deuxième période.

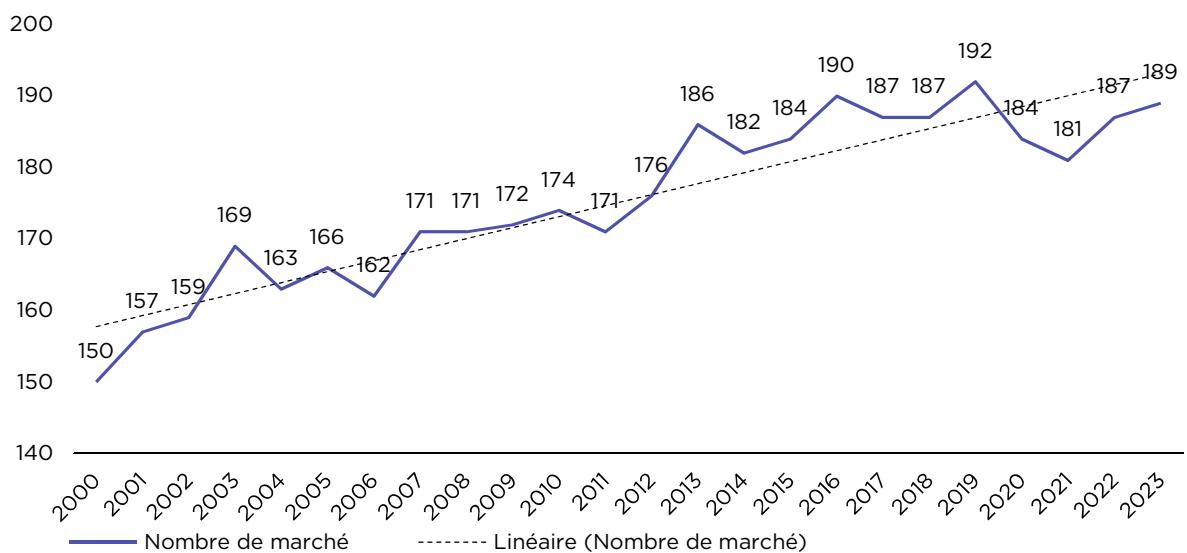


Source : Calculs DEPF, données WITS

Graphique 22 : Contenu technologique des exportations marocaines

↳ *Diversification progressive des marchés à l'export*

L'offre exportable marocaine poursuit son extension vers de nouveaux marchés en Afrique, en Amérique et en Asie. Ainsi, le nombre de marchés d'exportation a augmenté d'environ 1% en moyenne annuelle entre 2007 et 2023, passant de 171 à 189 marchés.

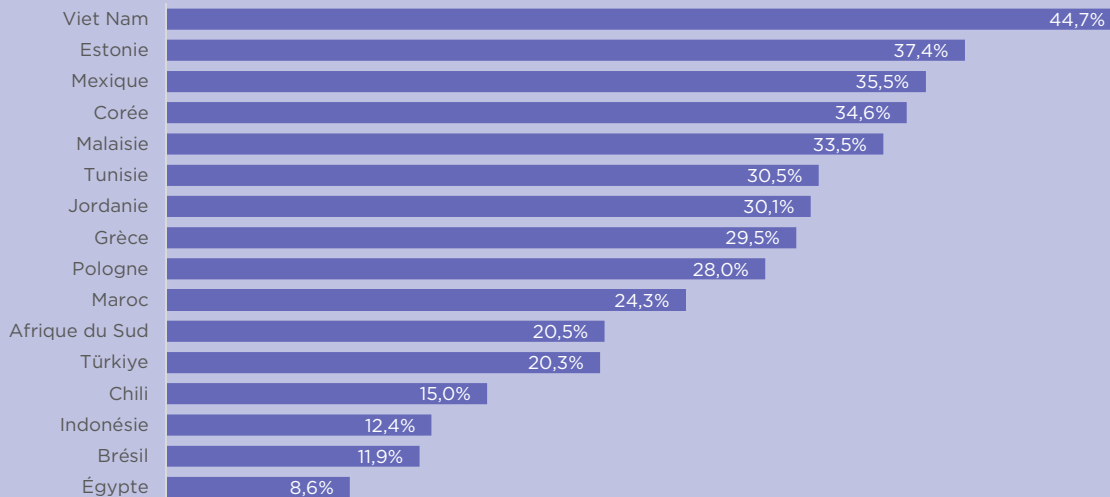


Source : Calculs DEPF, données de l'Office des Changes

Graphique 23 : Evolution du nombre de marchés à l'export du Maroc

Encadré 3 : L'intégration de l'économie marocaine dans les chaînes de valeur mondiales

Le contenu en importations des exportations⁸ marocaines s'est stabilisé autour de 23,5% depuis le début des années 2000⁹. En comparaison avec l'Égypte (8,6%), le Brésil (11,9%), le Chili (12,4%), la Turquie (20,3%) ou l'Afrique du Sud (20,5%), au cours de la décennie 2010-2020, le Maroc importe davantage d'intrants (24,3%). D'autres pays spécialisés dans l'assemblage détiennent, en revanche, des contenus en importations des exportations plus élevés comme, le Mexique (35,5%), l'Estonie (37,4%) ou le Vietnam (44,7%).



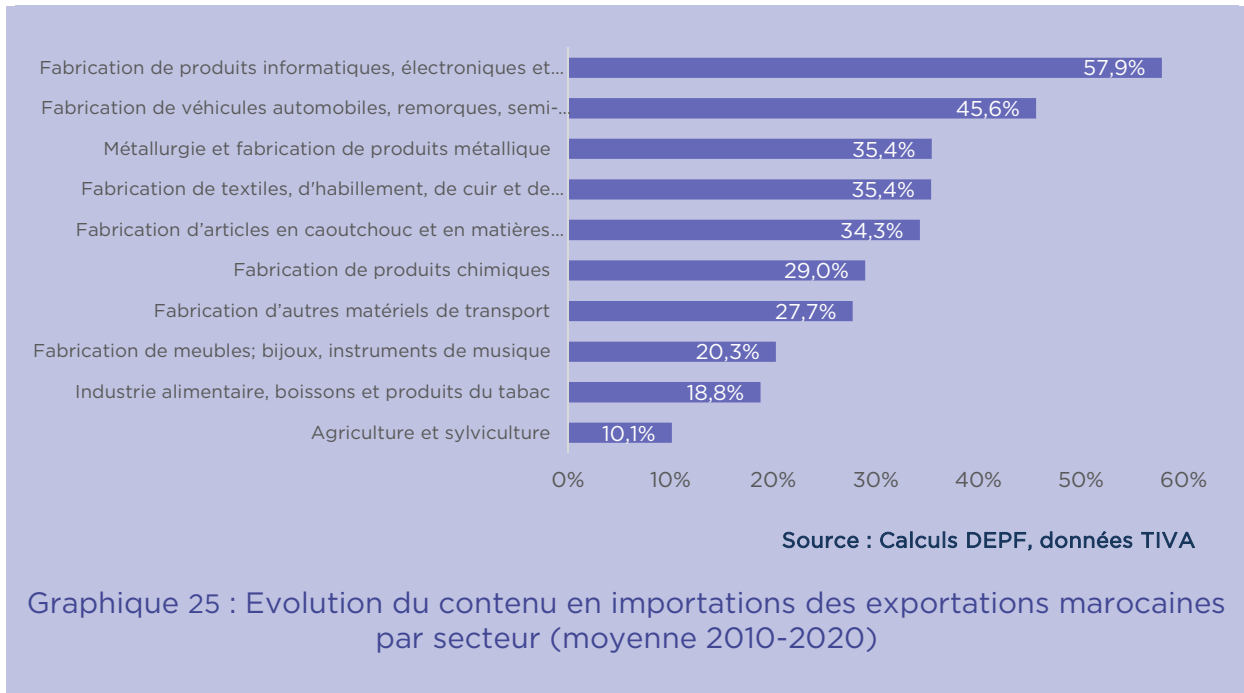
Source : Calculs DEPF, données TIVA

Graphique 24 : Evolution du contenu en importations des exportations d'un échantillon de pays (moyenne 2010-2020)

Les deux industries marocaines ayant la plus forte valeur ajoutée étrangère dans les exportations nationales, sur la période 2010-2020 sont « la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques » (57,9%) et la fabrication de véhicules automobiles, remorques, semi-remorques » (45,6%). Les exportations du textile habillement ainsi que celles de la métallurgie et de la fabrication de produits métalliques, qui contribuent significativement aux exportations marocaines, recèlent également une forte teneur en intrants importés, soit 35,4% en moyenne annuelle entre 2010 et 2020. Ce taux est plus faible, cependant, dans l'agriculture (10,1%) et les produits alimentaires, boissons et tabacs (18,8%).

⁸ Le contenu en importations des exportations est défini comme la part des intrants importés dans les exportations totales. Cet indicateur indique la participation d'un pays en tant qu'utilisateur d'intrants étrangers.

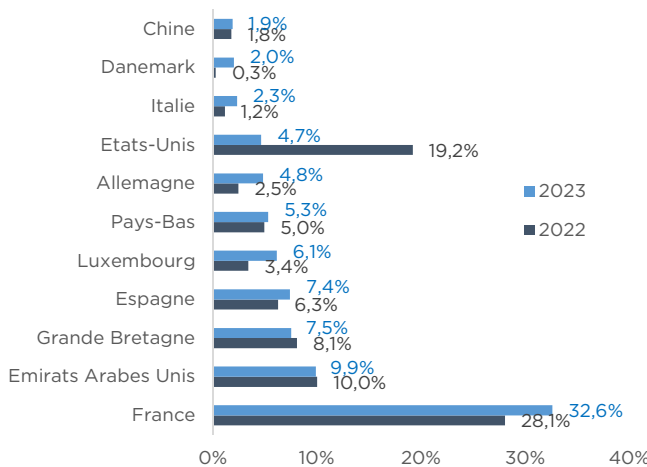
⁹ Les données disponibles les plus récentes sur la base TIVA datent de 2020.



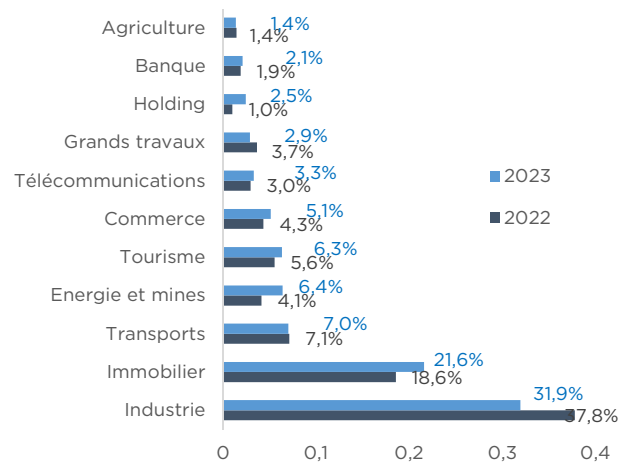
2.2. Reprise attendue des IDE au niveau national en 2024

Selon les données de l'Office des Changes, le flux net des IDE au Maroc a chuté de 52% en 2023, atteignant 11,1 milliards de dirhams, contre 23 milliards de dirhams en 2022. Cette baisse s'explique par une diminution des recettes des IDE de 14%, pour s'établir à 34,6 milliards de dirhams, et une augmentation des dépenses de 35,8%, pour se situer à 23,5 milliards de dirhams.

La répartition géographique des IDE au Maroc montre que la France reste le premier pays investisseur au Maroc, avec 33% du total des investissements étrangers en 2023. Elle est suivie des Émirats Arabes Unis (10%), de la Grande Bretagne (8%) et de l'Espagne (7%).



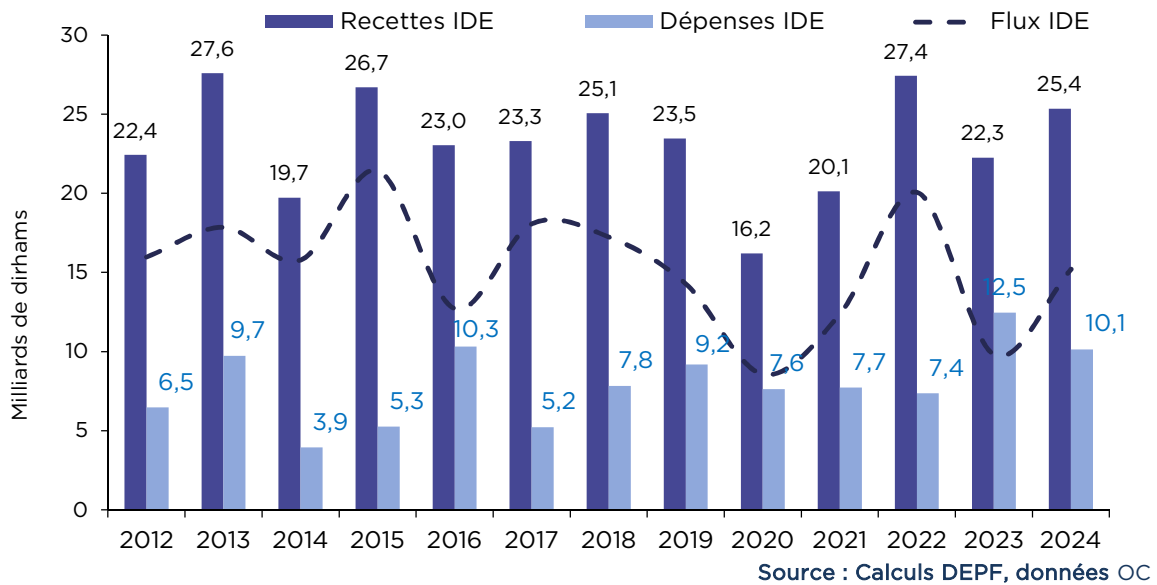
Graphique 26 : Répartition géographique des entrées d'IDE



Graphique 27 : Répartition sectorielle des entrées d'IDE

Sur le plan sectoriel, l'industrie et l'immobilier ont été les secteurs les plus attractifs au Maroc en 2023, avec des parts respectives de 38% et 22% du total des IDE reçus, suivis du transport (7%), de l'énergie et des mines (6,4%) et du tourisme (6,3%).

À fin août 2024, le flux net d'IDE a augmenté de 55,1% par rapport à la même période en 2023, affichant une valeur de 15,2 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable à une augmentation des recettes de 13,9%, s'établissant à 25,4 milliards de dirhams, tandis que les dépenses ont diminué de 18,6% à 10,1 milliards de dirhams.

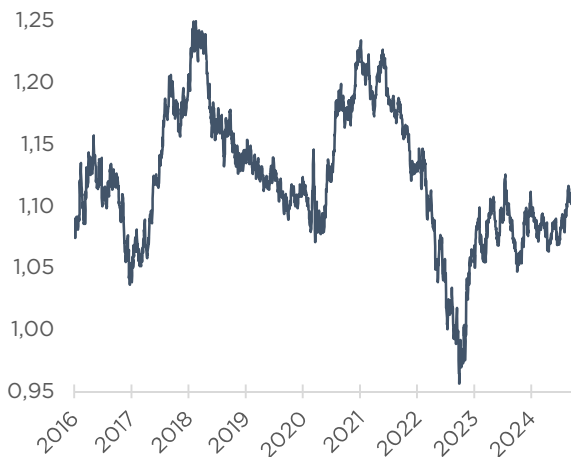


Graphique 28 : Evolution des investissements directs étrangers au Maroc (Situation à fin août)

Les perspectives d'attrait de nouveaux IDE au Maroc concernent, notamment, les secteurs de l'automobile et de l'hydrogène vert. En juin 2024, l'entreprise chinoise de haute technologie Gution, a annoncé son intention d'établir une usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques, pour un montant de 6,4 milliards de dollars. En outre, de nombreux projets de production d'hydrogène vert au Maroc ont été annoncés, notamment après l'émission, en mars 2024, de la circulaire de mise en œuvre de « l'offre Maroc » pour le développement de la filière de l'hydrogène vert.

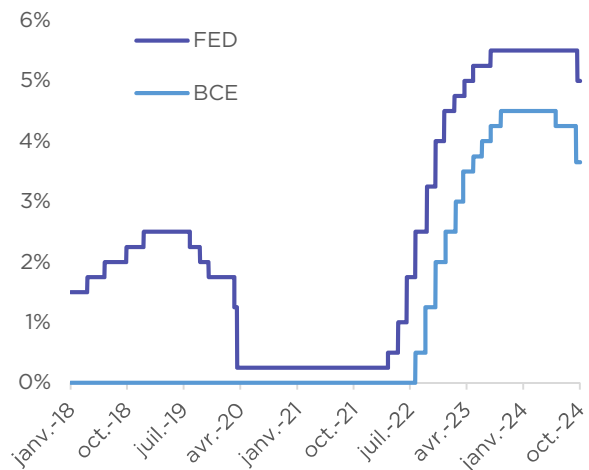
2.3. Taux de change : Evolution de la parité euro-dollar et ses répercussions sur le dirham

Après avoir repris de la vigueur en 2023, suite à une forte dégradation observée l'année précédente, l'euro a connu des fluctuations en 2024 oscillant entre 1,06 \$ et 1,12 \$. La monnaie européenne a suivi une tendance légèrement baissière jusqu'à la mi-avril, avant de se renforcer pour atteindre en septembre sa meilleure performance en neuf mois. En moyenne sur cette période, l'euro s'est établi à 1,09 \$, enregistrant une légère appréciation de 0,4% par rapport à la même période de l'année dernière.



Source : BCE

Graphique 29 : Evolution du taux de change de l'euro par rapport au dollar



Source : FED, BCE

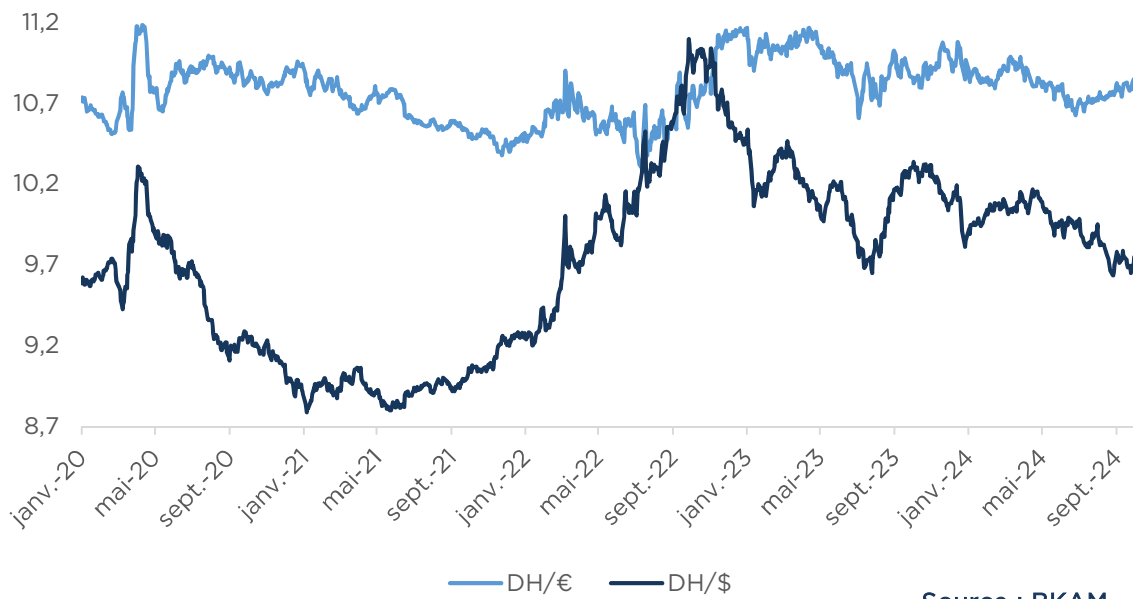
Graphique 30 : Evolution comparative du taux directeur de la FED et la BCE

La FED a maintenu une politique monétaire restrictive face à la résilience de l'inflation, notamment au niveau des services¹⁰. Après un affaiblissement du dollar en août, exacerbé par le passage des spéculateurs aux positions courtes sur le billet vert, la FED a réduit son taux directeur pour la 1^{ère} fois depuis 4 ans, grâce aux progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs liées à la stabilité des prix et au plein emploi.

De son côté, la BCE a procédé en juin à sa première réduction du taux directeur en près de cinq ans. Dans un contexte de désinflation et de ralentissement de l'activité économique, une nouvelle baisse a été opérée en septembre ramenant le principal taux de refinancement à 3,65%. Le Conseil des gouverneurs a néanmoins réaffirmé qu'il devrait maintenir les taux à un niveau « suffisamment restrictif » aussi longtemps que nécessaire.

Dans le sillage d'un euro quasiment stable face au dollar, en moyenne, au cours des neuf premiers mois de 2024 par rapport à l'année précédente, le taux de change du dirham s'est apprécié depuis le début de l'année de 1,4% face à l'euro à 10,81 dh/€ et de 1,7% par rapport au dollar à 9,95 dh/\$). En effet, après s'être situé en dessus du milieu de la bande, le dirham s'est rapproché progressivement du taux mid.

¹⁰ Ces derniers ont été affectés notamment par la croissance des coûts du logement et la recrudescence des prix des services médicaux, des services d'assurance et de réparation automobiles.



Graphique 31 : Evolution du taux de change du dirham par rapport à l'euro et au dollar

Alors que le déficit commercial global s'est légèrement alourdi sur les huit premiers mois de 2024 (+3,2%), avec détérioration de 6,1 milliards de dirhams, la variation du taux de change du dirham aurait eu une contribution positive de 2,8 milliards de dirhams qui s'explique principalement par la baisse de la facture de l'ensemble des groupes de produits suite à l'appréciation du dirham à la fois par rapport à l'euro et au dollar.

Chapitre 3 : Risques et défis majeurs qui planent encore sur le contexte international

3.1. Enjeux liés au changement climatique

Face aux impacts néfastes du changement climatique sur le plan environnemental, économique et social, des engagements ambitieux ont été pris au niveau mondial pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et décarboner l'économie. Ainsi, en septembre 2023, 105 pays s'étaient engagés, au travers des contributions déterminées au niveau national (CDN), à viser la neutralité carbone, dont 90 ambitionnaient d'atteindre l'objectif d'ici 2050. Cependant, la plupart des objectifs ne sont pas juridiquement contraignants. Les émissions mondiales de CO₂ ont atteint, selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), un record de 37 gigatonnes en 2022.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que la crise énergétique a fait retarder ou reporter des mesures prévues pour le climat, comme la tarification carbone et l'arrêt progressif des infrastructures exploitant des combustibles fossiles. Certains pays, en particulier en Europe, ont significativement réduit la dépense publique consacrée à la recherche et développement portant sur les technologies bas carbone. De même, le niveau élevé de

la dette publique a limité la marge de manœuvre budgétaire qui permettrait, entre autres, d'adopter des politiques d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

De plus, l'incertitude à moyen terme demeure forte pour les investisseurs, compte tenu des problèmes de financement de plusieurs projets liés au Fonds pour le climat et la transformation prévus pour 2025-2026¹¹. En effet, sur la base des politiques actuellement annoncées et malgré des améliorations récentes, l'AIE estime que les investissements verts en 2030 représenteraient à peine la moitié de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050.

S'agissant du continent africain, il devrait supporter une charge de plus en plus lourde liée au changement climatique. Ainsi, d'ici à 2030, jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes en Afrique, si des mesures d'adaptation adéquates ne sont pas mises en place. Le coût de l'adaptation au climat étant estimé entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie en Afrique subsaharienne, soit 2 à 3% du PIB de la région¹².

Globalement, force est de constater que l'accroissement des investissements dans les infrastructures vertes et numériques, le renforcement des normes pour favoriser la réduction des émissions et l'élargissement de la portée des mécanismes de tarification du carbone demeurent les priorités essentielles pour atténuer les impacts du changement climatique.

3.2. Défis de reconfiguration des chaînes de valeur mondiales

Près de 70 % des échanges internationaux mobilisent des chaînes de production internationales à travers lesquelles les services, les matières premières, ainsi que les pièces et composants franchissent les frontières à de nombreuses reprises¹³. La Pandémie de Covid-19, le conflit en Ukraine et les tensions géopolitiques, notamment entre la Chine et les États-Unis, sont autant de facteurs qui ont catalysé une série de reconfigurations dans la structure et la géographie des échanges commerciaux à l'échelle mondiale.

L'arrêt partiel de la production chinoise, les fermetures des frontières et le fort ralentissement du transport international pendant la crise sanitaire ont montré les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis et le conflit en Ukraine ont conduit à une réorientation des échanges, en faisant des préoccupations géopolitiques le facteur dominant dans les politiques régissant le commerce des matières premières.

¹¹ Selon les perspectives économiques de l'OCDE de 2024

¹² Selon le Rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) sur l'état du climat en Afrique en 2023.

¹³ OCDE : Chaînes de valeur et d'approvisionnement mondial.

Ces défis ont intensifié la nécessité pour les pouvoirs publics d'anticiper et de réagir pour assurer la sécurité de leurs approvisionnements. Cela passe par une diversification des sources d'approvisionnement en privilégiant des pays alliés ou présentant une proximité géographique, ainsi que par une substitution des importations par la production nationale ou une relocalisation, au risque d'une augmentation des coûts de production et d'une perte de compétitivité.

Dans les années à venir, les impératifs liés à la transition énergétique et aux préoccupations sociales et environnementales vont également contribuer à la réorganisation des chaînes de valeur mondiales. Le changement climatique est susceptible d'affecter certaines zones géographiques ou le rendement de certaines productions en particulier, et certaines initiatives visant à assurer le respect des normes environnementales et sociales pourraient à terme conduire les entreprises à réorganiser leurs chaînes de valeur.

3.3. Crise de surendettement mondial

Suite à la succession des crises, conjuguée aux performances lentes et inégales de l'économie mondiale, de nombreux gouvernements ont dépensé davantage pour stimuler la croissance et pour répondre à la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Cette situation s'est traduite par un fort alourdissement de la dette publique mondiale pour atteindre un niveau record de 97.000 milliards de dollars en 2023 selon les estimations du FMI. Le service de la dette s'est inscrit en hausse, en ligne avec l'affermissement des taux d'intérêt, en particulier sur le dollar américain, qui ont atteint leur plus haut seuil depuis 23 ans, à 5,5%, la dette libellée en dollar constituant plus de 70% de la dette mondiale totale. En effet, selon la CNUCED, les intérêts sur la dette publique ont grimpé à 847 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 26% par rapport aux deux années précédentes.

Cette situation est davantage inquiétante pour les pays en développement, bien que leur dette publique ne représente qu'un tiers du total, ce qui entrave leur capacité à payer les services publics de base tels que les soins médicaux et l'éducation. Dans ce contexte à risques multiples, ces pays sont aujourd'hui confrontés à un coût de la dette extérieure de plus en plus élevé. Ainsi, le service de la dette publique extérieure a atteint 365 milliards de dollars en 2022, soit 6,3% des recettes d'exportation, situation qui nécessite des ressources additionnelles pour payer les créanciers, ce qui rend difficile pour les pays en développement de financer leurs investissements. Les régions en développement empruntent à des taux deux à quatre fois plus élevés que ceux des États-Unis et six à douze fois plus élevés que ceux de l'Allemagne.

L'augmentation des taux d'intérêt pratiquée par les banques centrales du monde entier depuis 2022 a un impact direct sur les budgets publics. Les paiements nets d'intérêts sur la dette publique des pays en développement ont atteint 847 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 26% par rapport à 2021. De même, en 2023, un nombre record de 54 pays en développement, soit 38% du total, ont consacré 10% ou plus des recettes publiques aux paiements d'intérêts.

Au cours des dix dernières années, la dette extérieure des pays à faible revenu a augmenté à un rythme supérieur à celui de la croissance économique. Les multiples chocs survenus depuis 2020 ont encore exacerbé leurs vulnérabilités. Environ 61% des pays à faible revenu sont déjà considérés comme surendettés ou fortement menacés de le devenir.

En Afrique notamment, la faiblesse des économies provoquée par les multiples crises mondiales a alourdi le fardeau de la dette. Le nombre de pays africains dont le ratio dette/PIB est supérieur à 60 % est passé de 6 à 27 entre 2013 et 2023. L'impact de ces tendances sur le développement constitue une préoccupation majeure, car ce sont les populations qui en paient le prix.

PARTIE II : RESILIENCE CONSOLIDÉE DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE

Au cours des dernières années, l'économie marocaine a démontré une certaine résilience face à des chocs exogènes multiples, illustrant ainsi sa capacité d'adaptation et de rebond. Cette résilience est le fruit des efforts soutenus déployés par le Maroc pour diversifier son économie. En adoptant des politiques adaptées et proactives dans des secteurs clés, tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les infrastructures, le Maroc a créé les conditions propices à un développement économique résilient dans un contexte régional et mondial en pleine mutation.

Parallèlement, le Maroc s'active à relever des défis majeurs pour assoir les jalons d'un développement inclusif et durable. Ainsi, des initiatives visant à renforcer l'État social illustrent l'engagement du pays à améliorer le bien-être de ses citoyens et à développer son capital humain. Dans ce sens, et conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté que Dieu L'Assiste, le programme gouvernemental 2021-2026 a mis le développement de l'État social au cœur de ses priorités, notamment la promotion de l'emploi, l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation, la généralisation de la protection sociale et le soutien du pouvoir d'achat des ménages.

Par ailleurs et face à la recrudescence des changements climatiques, le Maroc œuvre à l'accélération de la réalisation des projets d'envergure visant à garantir sa sécurité hydrique. De même, des efforts soutenus sont déployés pour renforcer la souveraineté énergétique du pays en accélérant le développement des énergies renouvelables et en engageant une nouvelle feuille de route pour le développement de l'hydrogène vert.

De même, le Royaume œuvre à accélérer des leviers de transformation à l'aune des mutations technologiques et environnementales à l'œuvre. En mettant en place des actions de promotion de la transition digitale, de la transition verte et de développement de l'économie bleue, il ambitionne de saisir de nouvelles opportunités tout en répondant aux enjeux pressants qui sont à l'œuvre.

Tenant compte de ce qui précède, la deuxième partie du Rapport Économique et Financier 2025 met en lumière les dynamiques et les facteurs de résilience de l'économie nationale, tout en éclairant les défis à relever pour assurer un avenir inclusif et prospère pour tous.

Chapitre 1: Résilience de l'économie nationale malgré les chocs successifs

En 2023, l'économie nationale a démontré sa résilience en renouant avec une croissance significative, portée notamment par les activités non agricoles. Le taux de croissance a ainsi atteint 3,4%, soit plus de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2022. La valeur ajoutée agricole a connu une croissance positive de 1,4%, suite à l'amélioration de 65% de la récolte céréalière par rapport à l'année 2022. Le secteur secondaire a également rebondi, avec une croissance de 1,3% en 2023 après une contraction de 2,7% en 2022.

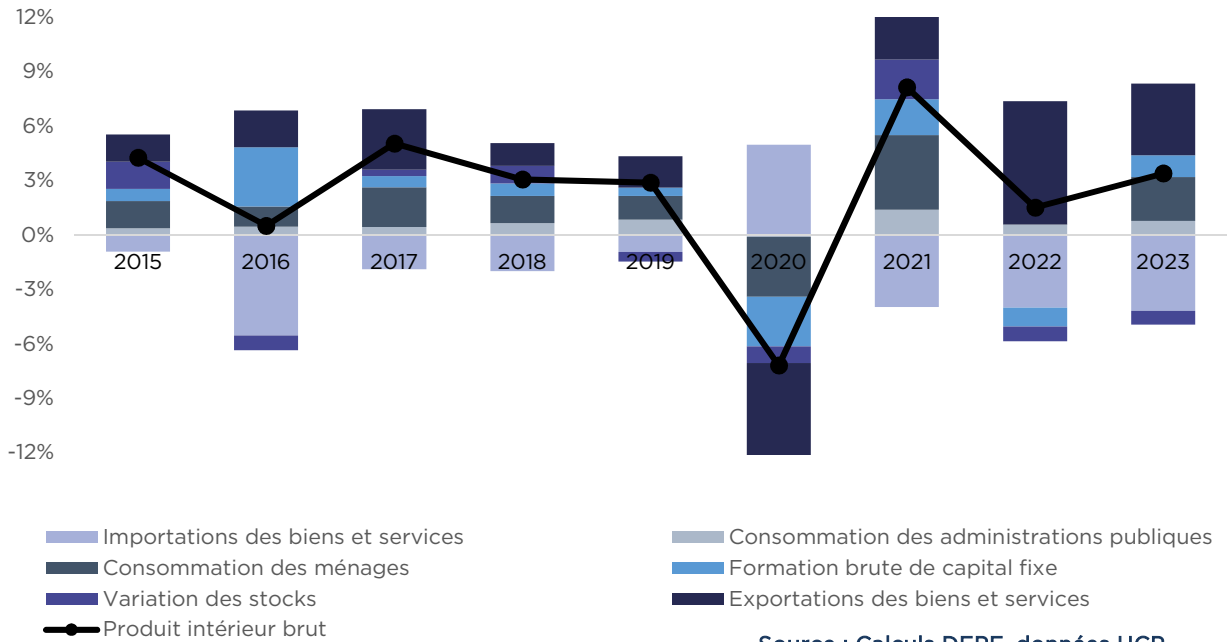
Quant au secteur tertiaire, il a maintenu sa dynamique haussière, affichant une croissance de 4,4%.

En 2024, la production céréalière a atteint 31,2 millions de quintaux, en baisse de 43% par rapport à 2023. Cela devrait induire une contraction de la valeur ajoutée agricole de 1,8%, qui serait compensée par le dynamisme continu des activités non agricoles. Les données conjoncturelles observées en 2024 démontrent la résilience des activités non agricoles et présagent une bonne tenue de la croissance en 2024. Ainsi, le taux d'utilisation des facteurs a continué d'augmenter malgré un niveau déjà élevé en 2023. Il a atteint un record historique en mars 2024 à 79% et atteint au mois d'août 76,7%. La production de phosphate brut a augmenté de 30,7% à fin mai 2024 après une forte baisse l'année d'avant. Les ventes de ciment, baromètre important de l'activité du secteur du BTP, ont augmenté de 7,2% à fin août. En ce qui concerne le secteur du tourisme, les arrivées touristiques et les recettes de voyage ont augmenté, respectivement, de 16,3% et de 6,7% à fin août.

S'agissant des éléments de la demande, la consommation finale des ménages a repris sa place de premier moteur de la croissance du PIB réel en 2023, avec une hausse de 3,7% et une contribution à hauteur de 2,3 points de pourcentage à la croissance économique. La consommation des ménages devrait poursuivre sa progression en 2024, soutenue par l'augmentation des transferts des MRE et des crédits à la consommation, en hausse respectivement de 3,9% et de 0,8% à fin août 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. La baisse significative de l'inflation, qui s'est établie à 1,7% en août, contribue aussi à renforcer le pouvoir d'achat des ménages.

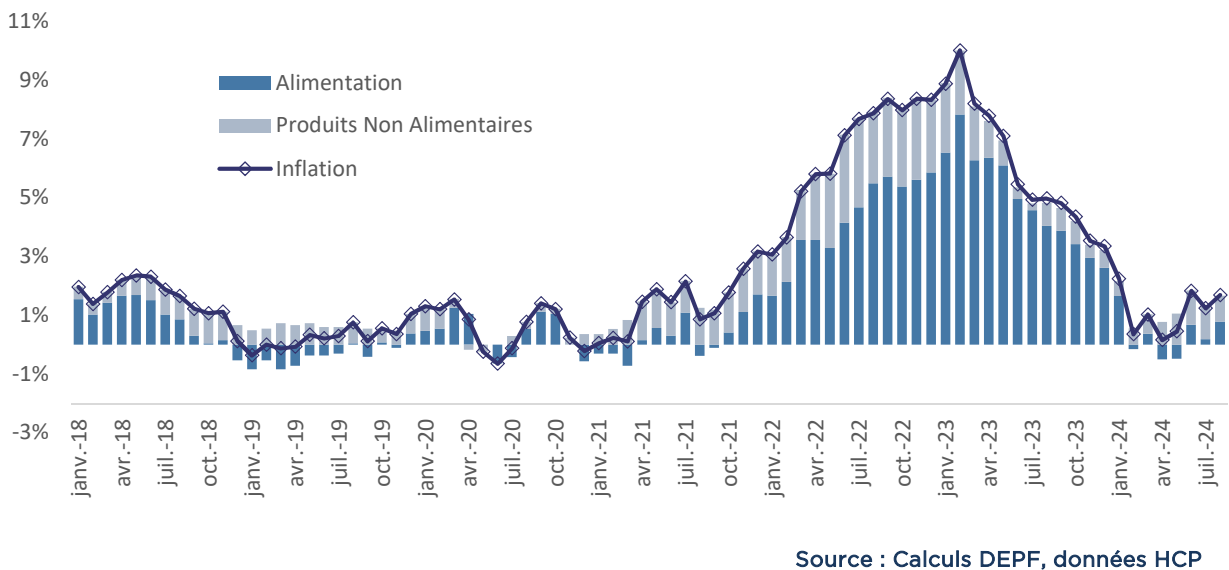
La formation brute de capital fixe a également joué un rôle positif, apportant 0,5 point à la croissance du PIB réel, inversant ainsi la tendance observée en 2022. Les premiers indicateurs conjoncturels montrent des signes d'accélération en 2024. Les importations de biens d'équipement ont augmenté de 10,9% à fin août 2024 et les crédits à l'équipement accordés par les banques ont progressé de 12,1% durant la même période. L'investissement public est également bien orienté eu égard aux dépenses d'investissement qui ont augmenté de 10,7% à fin août par rapport à la même période de l'année précédente.

Contrairement à l'année précédente, le solde des échanges extérieurs (malgré sa faible part dans la croissance) a induit une contribution légèrement négative à la croissance du PIB en 2023 de l'ordre de 0,2 point. Les exportations ont augmenté de 8,8%, apportant une contribution de +3,9 points de croissance. Les importations, quant à elles, ont évolué à un rythme de 7,4%, qui s'est traduit par une contribution de -4,1 points à la croissance du PIB réel. Les données conjoncturelles observées à fin août indiquent une modération de la croissance de la valeur des échanges extérieurs, qui pourrait s'expliquer par la tendance mondiale à la baisse des prix. Ainsi, entre janvier et août 2024, les importations de biens ont augmenté de 4,6% par rapport à la même période de l'année précédente tirée, principalement, par les importations de produits d'équipement (+10,9%) et les demi-produits (+8,1%). Les exportations ont enregistré une hausse de 5,5% bénéficiant du bon comportement des exportations du secteur automobile (+7,6%) et des phosphates et dérivés (+11,7%).



Graphique 32 : Contribution des éléments de la demande à la croissance économique

L'un des faits les plus marquants de l'année 2024 est la maîtrise de l'inflation à des niveaux en ligne avec l'objectif de stabilité des prix. Entre janvier et août 2024, l'indice des prix à la consommation n'a augmenté que de 1,1% par rapport la même période de l'année précédente, confirmant un retour progressif à la stabilité des prix après deux années de forte inflation.



Graphique 33 : Contribution des éléments de l'IPC au taux d'inflation

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire a continué son amélioration en passant de 71,5 milliards de dirhams en 2022 à 62,8 milliards de dirhams en 2023, ce qui, rapporté au PIB, correspond à un ratio de -4,3% après -5,4%. À fin août, les recettes ordinaires ont augmenté de 11,9% par rapport au même mois de l'année précédente pour atteindre 227,7 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 67,1%. Cette hausse a été principalement portée par celle des recettes fiscales qui ont augmenté de 11,7% pour atteindre 194,9 milliards de dirhams.

Les dépenses ordinaires ont augmenté de 7,9% pour atteindre 211,4 milliards de dirhams correspondant à un taux de réalisation de 68,9%. Cette hausse résulte de la croissance des dépenses de biens et services de 10,3% et de la baisse des charges de compensation de 8,2%.

Sur le plan monétaire, Bank Al Maghrib a décidé lors de la réunion de son conseil du 25 juin 2024 de réduire son taux directeur de 25 points de base. Cette baisse intervient après trois hausses successives de 50 points de base depuis 2022. Le taux directeur se situe désormais à 2,75% et Bank Al Maghrib a décidé de le maintenir à ce niveau lors de son conseil du 24 septembre.

À fin août 2024, les crédits bancaires ont augmenté de 3,9% par rapport au même mois de l'année précédente pour atteindre un encours de 1103 milliards de dirhams. Ils ont bénéficié de la hausse des crédits au secteur public (hors administration centrale) et aux sociétés financières. Le crédit au secteur privé a augmenté de manière moins vigoureuse avec un taux de croissance de 2,8%.

Du côté du marché du travail, le fait marquant de l'année 2023 a été la hausse inattendue du taux de chômage à 13% contre 11,8% en 2022. Cette hausse a autant affecté le milieu urbain que le milieu rural. De plus, cette hausse du chômage a été accompagnée d'une baisse du taux d'activité qui est passé de 44,3% en 2022 à 43,6% en 2023. Cette évolution présente toutefois quelques caractéristiques notables. Les pertes d'emploi concernent principalement les emplois non rémunérés. L'économie nationale a ainsi perdu 157.000 emplois, mais ce chiffre recouvre une perte de 209.000 emplois non rémunérés et la création de 50.000 emplois rémunérés. Par ailleurs, le milieu rural est le plus affecté par les pertes d'emplois : 198.000 postes perdus dont 190.000 non rémunérés.

Cette tendance se poursuit en 2024. À la fin du deuxième trimestre de 2024, 82.000 postes d'emploi ont été perdus et, comme en 2023, l'essentiel des pertes se situe en milieu rural (-141.000 postes) et concerne principalement l'emploi non rémunéré (-126.000 postes). À l'inverse, l'emploi rémunéré a enregistré une augmentation de 45.000 postes recouvrant la création de 63.000 postes en milieu urbain et la destruction de 18.000 postes en milieu rural. L'ensemble de ces évolutions aboutissent à une légère hausse du taux de chômage qui atteint désormais 13,1%.

Chapitre 2 : Dynamique soutenue pour une transformation structurelle réussie de l'économie nationale

2.1. Transformation structurelle des secteurs stratégiques

2.1.1. La résilience de l'agriculture marocaine à l'épreuve de la recrudescence du changement climatique

L'agriculture marocaine a réalisé durant la dernière décennie des avancées importantes, fruit de l'engagement d'actions stratégiques d'envergure, dans le cadre du Plan Maroc Vert. Ces actions ont enclenché une nouvelle dynamique de l'agriculture marocaine vers plus de résilience, de durabilité et de compétitivité.

Cependant, dans un contexte d'accélération et d'intensification du changement climatique, le Maroc se trouve conforté dans sa vision prospective d'ancrage et de consolidation de la résilience de son modèle agricole au regard des aléas climatiques. Face à cet enjeu, les pouvoirs publics ont engagé des actions stratégiques vers une meilleure intégration de la donnée climatique dans les programmes et les projets agricoles. Ces actions structurelles sont intégrées dans le cadre de la stratégie Génération Green 2020-2030 et du programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (PNAEPI) 2020-2027 et ce, en ligne avec la vision stratégique du nouveau modèle de développement et les Orientations de Sa Majesté le Roi que Dieu L'assiste. Ces actions portent en particulier sur la gestion de la ressource hydrique à usage agricole, la consolidation des politiques visant le renforcement de la compétitivité agricole, la promotion du capital humain dans le secteur ainsi que l'ancrage de la durabilité des systèmes de production agricoles.

Réalizations notables en matière d'ancrage de la résilience de l'agriculture marocaine

Conscient des spécificités de son contexte agro-climatique, le Maroc a initié depuis plusieurs décennies des actions stratégiques d'envergure visant à renforcer la résilience, la compétitivité et la durabilité de son agriculture. Ces actions ont connu une forte impulsion notamment durant la dernière décennie avec l'engagement de la stratégie Plan Maroc Vert qui a généré une dynamisation du secteur agricole marocain. Cette stratégie a été axée en particulier sur la promotion de l'efficacité de l'investissement public et le soutien à l'investissement productif agricole privé surtout au niveau des filières agricoles plus résilientes et à forte productivité et génératrices de valeur ajoutée.

A cet effet, le soutien à l'investissement privé dans le secteur agricole a enregistré une évolution positive à partir de 2008 avec un taux de croissance annuel moyen de près de 8,6% durant la période 2008-2023 induisant un effet de levier sur l'investissement privé agricole avec un coefficient de 2,3. Ce soutien public aux investissements privés a porté, notamment, sur les aménagements hydroagricoles et fonciers (avec une part de près de 65,3% en 2023), l'intensification de la production animale (8,5%), le soutien à la production et à l'utilisation des semences (7,6%) ainsi que l'équipement des exploitations agricoles (7,2%).

Les actions entreprises dans la stratégie agricole ont permis de réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux aléas climatiques dans un contexte marqué par la récurrence des périodes de sécheresse, notamment, au cours des dernières années. De ce fait, la croissance agricole a enregistré un taux annuel moyen de près de 4,8% sur la période 2008-2023. Cette croissance a été, en particulier, le fruit d'une dynamisation des principales filières agricoles, ce qui a permis de consolider l'offre de production agricole et, partant, l'amélioration du niveau de sécurité alimentaire dans notre pays. En effet, les principales filières stratégiques ont connu une dynamique positive de leurs productions, notamment, sur la période de mise en œuvre du Plan Maroc Vert avec des taux d'évolution de 167% pour les olives, 83% pour les agrumes, 66% pour le lait, 51% pour les viandes rouges et 49% pour les viandes blanches.

De même, il est à noter que, malgré l'intensification des effets du changement climatique, le secteur agricole marocain a montré une résilience structurelle notable à travers l'atténuation de ces impacts sur les réalisations agricoles comme en témoigne la baisse du coefficient de variation de la croissance agricole de près de 53,6% entre les deux périodes 1990-2007 et 2008-2023.

D'un autre côté, il est à noter que la reconfiguration de l'intervention publique dans le secteur agricole en l'orientant vers l'appui aux filières compétitives a permis au Maroc de consolider le positionnement de ses exportations agroalimentaires qui ont enregistré une forte progression avec un TCAM de près de 8,7% sur la période 2008-2023.

Cette amélioration de la compétitivité de l'agriculture marocaine a été accompagnée d'un déploiement d'énormes efforts en termes de promotion de l'inclusivité de la politique agricole du pays avec, notamment, l'engagement d'investissements conséquents visant le renforcement de l'agriculture solidaire. Ces investissements ont porté sur un montant global de plus de 15 milliards de dirhams sur la période de mise en œuvre du Plan Maroc Vert, bénéficiant à plus de 700.000 agriculteurs.

Des actions stratégiques proactives pour préserver et consolider le développement durable du secteur agricole face à l'accélération du changement climatique

Poursuivant sa politique d'adaptation du secteur agricole et de renforcement de sa durabilité et compétitivité, le Maroc a engagé une stratégie agricole ambitieuse « Génération Green » couvrant la période 2020-2030. Cette stratégie vise, notamment, à inscrire davantage l'agriculture nationale dans la voie de la résilience aux aléas climatiques, la préservation des acquis en matière de productivité agricole ainsi que la promotion du capital humain dans le secteur agricole.

La réalisation de ces objectifs demeure cruciale pour la durabilité de l'activité agricole nationale dans un contexte climatique devenu de plus en plus contraignant. De ce fait, l'agriculture marocaine subit depuis plusieurs années une des épisodes de sécheresse les plus intenses des quarante dernières années, avec une succession d'années de sécheresse et l'occurrence de déficits pluviométriques importants au cours des cinq

dernières années. Ces déficits ont atteint près de 44% et de 31,7% pour les campagnes agricoles 2021-2022 et 2022-2023 par rapport à la normale (moyenne de 30 ans), induisant des déficits hydriques records (un déficit hydrique de près de 70% en moyenne sur la période 2018-2022 par rapport à une année normale).

Cette accélération du phénomène de changement climatique a été prise en considération par le Royaume en adoptant, à côté des actions structurelles déjà mentionnées, des actions à caractère urgent. Ces dernières portent sur des mesures d'envergure mises en place dans le cadre de plans nationaux dont, en particulier, celui relatif à la lutte contre les impacts du déficit pluviométrique pour l'année 2023. Ce plan portant sur un montant de près de 10 milliards de dirhams a concerné trois axes principaux à savoir la protection du patrimoine animal (5 milliards de dirhams), la protection du patrimoine végétal et le soutien aux filières de production (4 milliards de dirhams) ainsi que le renforcement de la capacité de financement du crédit agricole pour l'appui aux agriculteurs (1 milliard de dirhams).

Sur le plan structurel, des actions proactives ont été intégrées, notamment, dans le cadre de la stratégie agricole « Génération Green » s'inscrivant dans l'orientation de la nouvelle vision stratégique vers une meilleure adaptation du modèle de développement agricole aux changements climatiques. Ainsi, l'un des objectifs principaux de cette stratégie consiste en un doublement de la valeur ajoutée par mètre cube d'eau dans le cadre de la poursuite des programmes de mobilisation et d'économie d'eau. A ce titre, les superficies irriguées couvertes par ces techniques ont atteint près de 822 mille hectares en 2023 contre 160 mille hectares en 2007 avec comme objectif l'atteinte de près de 1 million d'hectares à l'horizon 2030. De même, il est prévu de procéder à l'extension des superficies irriguées sur près de 72.000 hectares sur la période 2020-2030 à l'aval des barrages existants ou en cours de construction, avec des réalisations sur la période 2020-2023 portant sur une superficie de près de 6.600 hectares.

Pour ce qui est de la consolidation des performances des filières de production dans un contexte climatique contraignant, les actions stratégiques engagées portent en particulier sur le renforcement du développement durable des filières de production agricoles et l'adaptation au contexte agro-climatique difficile du pays à travers, notamment, la multiplication par 1,5 à 2 des investissements dédiés à la R&D dans le domaine agricole ayant pour objectif de contribuer à la diffusion de l'innovation et de l'agriculture de précision, l'amélioration du taux de valorisation des produits agricoles à près de 70%¹⁴, ainsi que le soutien à l'émergence de nouvelles filières à potentiel (développer l'agriculture biologique sur près de 100.000 hectares). Par ailleurs, 20 contrats-programmes ont été conclus entre l'État et les partenaires professionnels pour

¹⁴ L'état d'avancement de la mise en œuvre des sept agropoles au niveau des différents bassins agricoles se présente comme suit : poursuite de l'opération de commercialisation au niveau des agropoles de Meknès, Berkane, Tadla et Souss, lancement des travaux d'équipement au niveau de l'agropole du Loukkos, lancement des études techniques et financières concernant la réalisation de l'agropole du Haouz ainsi que lancement prévu des conventions spécifiques et démarrage des opérations d'aménagement des agropoles du Gharb et du Haouz.

le développement de 5 filières animales et 15 filières végétales pour un budget de 111 milliards de dirhams.

2.1.2. Consolidation du processus d'industrialisation du pays : des avancées importantes et de nouvelles opportunités en perspective

L'industrialisation au Maroc a atteint un niveau de maturité remarquable, attirant des grands investisseurs internationaux. La mise en œuvre de la nouvelle Charte d'investissement a permis au secteur industriel de se hisser à la première position en 2023 en termes de mobilisation des investissements privés, avec l'approbation de 63,7 milliards de dirhams soit 59,4% des investissements projetés et ce, dans le cadre des travaux de la Commission Nationale d'Investissement. Force est de souligner qu'une opérationnalisation complète de la charte d'investissement, notamment, par l'approbation des décrets d'application de certaines mesures, devrait renforcer considérablement cet élan d'attractivité du secteur industriel national. Ceci permettrait d'appuyer la dynamique industrielle de notre pays en alignement avec les Orientations Royales visant en particulier à diversifier l'industrie nationale vers des filières d'avenir et à décarboner progressivement les processus de production.

L'industrialisation au Maroc : des avancées prometteuses

L'industrie nationale a réalisé des performances notables au cours de ces dernières années. En effet, le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière¹⁵ s'est élevé à 801,5 milliards de dirhams en 2022, dépassant largement les niveaux d'avant crise. Les industries agro-alimentaires et de la Chimie et Parachimie se sont accaparées chacune 23% du chiffre d'affaires industriel suivies, notamment, de l'industrie automobile (17,8%), des industries Mécaniques-Métallurgiques (9,1%) et de l'industrie du textile et habillement (7,5%). Le chiffre d'affaires à l'export a représenté 46,1% du chiffre d'affaires global du secteur industriel.

La transformation structurelle du secteur industriel national a été confirmée par l'émergence de l'industrie automobile, comme l'une des principales sources d'emploi en 2022 avec une part de 20% de l'emploi industriel derrière le textile - habillement (25%) et l'agro-alimentaire (21%). Cette industrie a pu également générer de la valeur ajoutée avec une part de 20,5% après l'agroalimentaire (23,7%) et la chimie-parachimie (23,2%). En termes d'attractivité aux investissements, le secteur de l'automobile occupe également la 3^{ème} place avec une part de 24% après la chimie-parachimie (27,3%) et l'agro-alimentaire (25,8%). Ces indicateurs corroborent le positionnement du Maroc en tant que première plateforme de construction de véhicules légers en Afrique, avec une production de 471.950 unités en 2023, en nette progression par rapport aux 146.842 voitures produites en 2013, soit une croissance annuelle moyenne de 12,4%. Cette performance dépasse celle de l'Afrique du Sud, qui a produit 336.980 voitures en 2023, contre 265.257 unités en 2013, avec un rythme annuel moyen de 2,4% seulement.

La dynamique du secteur s'est consolidée en 2023, comme en témoigne la hausse de sa valeur ajoutée de 2,7%. Les exportations industrielles ont, également, connu une

¹⁵ Source : Baromètre de l'industrie marocaine, Principaux résultats de l'édition 2023 de l'enquête industrielle, MCINET.

croissance de 2% avec de bonnes performances à l'export des industries mondiales du Maroc, en particulier l'automobile (+28,4%), l'électronique-électrique (21%), l'industrie pharmaceutique (10%) et l'aéronautique (3,8%) contre des performances modérées des secteurs traditionnels en particulier le textile-habillement (5%) et l'industrie agro-alimentaire (-1,8%). Durant les huit premiers mois de l'année 2024, ces performances se sont consolidées, notamment, pour l'aéronautique (21,2%) et l'automobile (7,6%).

La diversification industrielle se poursuit vers l'émergence d'industries de pointe marquée par des implantations territoriales variées

La transformation industrielle au Maroc a franchi des étapes cruciales, marquant un tournant vers une structure industrielle plus diversifiée et à plus haute valeur ajoutée. La stabilité politique du pays, ses infrastructures modernes, les performances positives des nouveaux secteurs tels que l'automobile et l'aéronautique, ainsi que l'existence d'une main d'œuvre qualifiée et jeune sont autant de facteurs ayant permis le renforcement de l'attractivité de la destination marocaine. L'ouverture du pays vers de nouveaux partenaires, comme la Chine, a favorisé l'émergence de nouveaux secteurs d'avenir qui auraient un impact majeur non seulement sur l'économie nationale, mais aussi sur la dynamique régionale et continentale.

Dans ce contexte, l'industrie des batteries a connu un élan important suite à la conclusion de deux conventions d'investissements durant l'année en cours. En effet, la création d'un écosystème industriel complet dédié à la fabrication de batteries électriques à Kénitra a été récemment officialisé suite à la signature de la convention d'investissement stratégique, d'un montant de 12,8 milliards de dirhams, entre le groupe sino-européen GOTION High-Tech et l'Etat marocain. Cet investissement stratégique majeur vise à développer un projet intégré de production de batteries pour véhicules électriques d'une capacité de 20 GWh et qui permettra la création de 17000 emplois directs, indirects dont 2300 à haute qualification. Cet investissement correspond à la première phase de développement des activités industrielles du groupe au Maroc, qui prévoit à terme de développer une capacité de 100 GWh pour un montant d'investissement global de 65 milliards de dirhams. De même, une deuxième convention d'investissement a été signée avec le groupe BTR, l'un des principaux fournisseurs mondiaux de matériaux (anodes et cathodes) pour batteries lithium-ion. Cette convention d'investissement porte sur un projet d'usine de fabrication de cathodes d'une capacité installée de 50.000 tonnes par an. L'unité de production d'un montant d'investissement de plus de 3 milliards de dirhams sera basée à la Cité Mohammed VI Tanger-Tech et contribuera à la création de 2448 emplois dont 504 directs à horizon 2027.

Par ailleurs, l'entreprise chinoise Aeolon, leader mondial dans la fabrication de pales éoliennes, a démarré fin 2023 la construction de sa première usine de production en dehors de la Chine, située dans la Zone d'Accélération Industrielle de Betoia à Nador. Cet investissement, d'environ 2,3 milliards de dirhams, vise à produire annuellement 600 jeux de pales destinés aux marchés européens, africains et moyen-orientaux. Le projet devrait permettre la création de 3.332 emplois et la réalisation d'un chiffre d'affaires estimé à 626 millions d'euros. La mise en service de l'usine, prévue pour la fin 2024,

jouera un rôle clé dans l'accélération de la transition énergétique tant au niveau national que régional.

Le secteur industriel national réalise, également, des avancées significatives dans le secteur pharmaceutique et de biotechnologie, notamment, avec le démarrage prévu fin 2024 à Benslimane de la plus grande usine de production des vaccins en Afrique. Cette usine devrait atteindre une capacité de production de plus de 2 milliards de doses d'ici 2025, positionnant le Maroc comme un acteur clé dans l'autosuffisance vaccinale et comme une plateforme continentale et mondiale dans l'industrie du « Fill and Finish ». De même, la construction en cours de la Smart Factory Pharma 5 qui est la première usine 4.0 sur le continent intégrant l'intelligence artificielle dans son processus de production constitue une autre percée industrielle dans les technologies de pointe.

La décarbonation de l'industrie nationale : des mesures incitatives et des prémisses de changement

Depuis 2000, l'industrie nationale a entamé sa voie vers la décarbonation de ses processus de production grâce aux différentes stratégies industrielles mises en œuvre notamment le Plan d'Accélération Industrielle 2014-2020 soutenant l'émergence de nouveaux secteurs prometteurs sobres en carbone et le Plan de Relance Industrielle 2021-2023 qui a veillé à positionner le Royaume comme base industrielle décarbonée et circulaire. Des résultats significatifs ont été enregistrés dans ce sens, en particulier un recul important de la teneur en carbone par unité de valeur ajoutée manufacturière de 0,53 à 0,31 kg de CO₂ par dollar constant de 2015 entre 2010 et 2021, soit une baisse de 41%. De même, le score du Maroc de l'ODD 9 sur l'industrie s'est amélioré sur la même période de 10% portant le classement de l'industrie marocaine de 63^{ème} au 59^{ème} rang. En comparaison, la France et l'Égypte ont reculé durant cette période, passant respectivement du 23^{ème} au 29^{ème} rang et du 62^{ème} au 72^{ème} rang.

Les ambitions du secteur industriel, en matière de transition vers des modes de production verts et durables, sont prometteuses, visant à minimiser les intrants (matières premières, énergie, eau), à maximiser l'utilisation des énergies renouvelables pour l'électricité et la chaleur, et à favoriser l'économie circulaire pour la gestion des déchets. Concernant ce dernier point, des objectifs ambitieux ont été fixés, notamment :

- La valorisation de 65% des déchets, dont près de 55% par la valorisation matière ;
- La création de 60.000 emplois, dont 9.500 dans la valorisation des déchets ;
- La réalisation d'un chiffre d'affaires de 12,2 milliards de dirhams ;
- La génération de 3,7 milliards de dirhams de valeur ajoutée dans la valorisation des déchets.

De même, ces ambitions volontaristes de décarbonation du secteur industriel sont soutenues par l'engagement du pays depuis 2009 dans sa transition énergétique en tablant sur un ancrage plus fort des énergies renouvelables, une économie de l'énergie de 15% en 2030, et le récent dévoilement de l'offre Maroc pour l'hydrogène vert ayant suscité un intérêt grandissant des partenaires étrangers.

Parallèlement, l'exploitation de fortes synergies entre l'hydrogène vert et les énergies renouvelables devrait accélérer la réalisation des objectifs de décarbonation des secteurs industriels, notamment, les industries chimiques et parachimiques. A ce titre, l'OCP en tant que leader industriel visant la neutralité carbone d'ici 2040, a lancé un ambitieux programme d'investissement vert. Ce programme prévoit, notamment, la production de 1 million de tonnes d'ammoniac vert et l'installation de 5 GW d'énergie propre d'ici 2027, avec une ambition de porter ces objectifs à 3 millions de tonnes d'ammoniac vert et à 13 GW d'énergie propre à l'horizon 2032.

Par ailleurs, une multitude de programmes ont été, ainsi, lancés afin d'accompagner l'industrie dans sa transition verte, on cite en particulier :

- Le programme « TATWIR - Croissance Verte », lancé en janvier 2021, qui vise à accompagner les TPME industrielles dans leurs démarches de développement de process et de produits décarbonés et à appuyer l'émergence de nouvelles filières industrielles vertes compétitives et la réduction de la pollution industrielle ;
- La programmation des projets de zones industrielles au carbone neutre ;
- Les lignes de financement pour l'accompagnement à la décarbonation telles que la « Green Value Chain » et la « Green Economy Financial Facility » mises en place par les partenaires européens avec des institutions financières partenaires. Elles sont établies pour permettre aux PME de financer des technologies vertes qui visent la gestion des ressources, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique ;
- Le développement en cours d'une norme marocaine reconnue au niveau européen pour évaluer le bilan carbone des entreprises nationales ;
- La publication des rapports de durabilité et des bilans carbone par certaines grandes entreprises à l'instar de l'OCP, Lesieur Cristal, Managem, Maroc Telecom, RAM ...

Encadré 4 : Enjeux du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières

L'UE a accéléré sa transition verte au lendemain de la pandémie Covid-19 en fixant l'objectif de la neutralité carbone dans son « Green Deal » d'ici 2050. Ce pacte vert européen a prévu certains leviers de mise en œuvre en particulier l'instauration du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF) entré en vigueur en 2023. A rappeler que le MACF est un instrument qui vise à assurer un ajustement des prix en alignant le coût du carbone des produits importés dans le territoire européen sur celui des produits fabriqués au sein de l'UE.

Durant sa phase transitoire, le MACF concerne, exclusivement, les importations du ciment, de fer et d'acier, d'aluminium, d'engrais, d'électricité et d'hydrogène. Par la suite, il serait élargi progressivement pour inclure les autres produits importés.

Durant cette phase transitoire de mise en œuvre du MACF, du 1^{er} octobre 2023 au 31 décembre 2025, les entreprises concernées sont soumises à une obligation de déclaration sans contraintes financières. À partir du 1^{er} janvier 2026, seuls les déclarants enregistrés seront autorisés à importer des marchandises couvertes par le MACF. Les

autorités douanières des États membres de l'UE devront surveiller les mouvements de ces marchandises et refuser l'importation si les déclarants ne sont pas enregistrés. Les importateurs concernés par cette obligation d'enregistrement pourront demander une autorisation à partir du 1er janvier 2025. D'ici là, les exportateurs marocains devraient veiller avec leurs partenaires européens à s'enregistrer à partir de l'année prochaine pour éviter toute éventuelle restriction d'accès au marché européen.

En tant que principale destination de nos exportations (65%), l'instauration de cette taxe carbone devrait impacter nos exportations mais recèle des opportunités intéressantes en développant l'avantage concurrentiel de production industrielle verte. Les exportateurs marocains concernés par le MACF devront s'acquitter d'une taxe carbone, calculée en fonction du prix du carbone établi par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (ETS). Force est de souligner qu'en 2024, ce prix a varié, souvent entre 80 et 100 euros par tonne de CO₂, ce qui pourrait représenter une charge financière importante de nature à brider la compétitivité du produit marocain. Des estimations¹⁶ indiquent que pendant sa phase initiale, le MACF pourrait imposer aux exportateurs marocains une facture carbone annuelle comprise entre 20 et 34 millions USD, sous réserve de prix du carbone allant de 60 USD/tCO_{2e} à 100 USD/tCO₂. Force est de mentionner que cette facture risque de connaître une augmentation significative avec l'intégration prochaine d'autres produits représentant une part importante des exportations nationales globales destinés au marché européen à l'instar des produits du textiles-habillement ou encore les produits agro-alimentaires. Les efforts en cours de décarbonation de l'industrie nationale devraient non seulement atténuer cet impact potentiel, mais aussi renforcer la compétitivité verte de nos entreprises industrielles sur le marché européen, où le respect de l'environnement est une priorité avérée.

2.1.3. Tourisme : une reprise confirmée et des perspectives prometteuses

Malgré les conditions défavorables affectant les principaux pays émetteurs (tensions géopolitiques, inflation, ...), le secteur du tourisme national a pu reprendre son trend haussier au-delà de son niveau d'avant la pandémie. Ainsi, les arrivées touristiques au Maroc (14,5 millions) ont enregistré une hausse de +12,3% en 2023 relativement à 2019. Si la reprise des nuitées dans les Etablissements d'Hébergement Touristique Classés (EHTC) n'a pas été aussi soutenue (+1,6% avec 25,6 millions de nuitées en 2023), les recettes touristiques (104,6 milliards de dirhams) confirment davantage ce rebond avec une hausse de +33% en 2023 par rapport à 2019. Force est de constater que cette

¹⁶ Morchid, W.; Haddad, E.A.; Savard, L. Measuring the Cost of the European Union's Carbon Border Adjustment Mechanism on Moroccan Exports. Sustainability 2024, 16, 4967. <https://doi.org/10.3390/su16124967>

reprise a été actée dès 2023 au Maroc au moment où le tourisme international n'a pu récupérer que 97% de son niveau d'avant la pandémie au premier trimestre 2024¹⁷.

Cette reprise du tourisme national se confirme en 2024 au regard des données conjoncturelles favorables. En effet, les arrivées touristiques aux postes frontières (11,8 millions) ont enregistré une hausse de +16% à fin août 2024 relativement à la même période de 2023 au même titre que les nuitées dans les EHTC (18,7 millions et +7% à fin août 2024). De même, les recettes touristiques ont enregistré une hausse de +6,7% à fin août 2024 pour se situer à 76,4 milliards de dirhams.

Cette reprise particulière du tourisme national et sa résilience aux crises affectant les principaux pays émetteurs sont la résultante aussi bien des mesures de relance exceptionnelles engagées par l'État (Plan d'urgence de 2 milliards de dirhams¹⁸), que celles usuelles (Opération Marhaba¹⁹, promotion ONMT²⁰ et renforcement de la connectivité aérienne²¹ et maritime²², ...), en plus des réformes structurelles (réforme du cadre juridique²³, adoption des e-visas²⁴, ...), que stratégique.

Pour relancer le tourisme d'ici 2026 et s'adapter aux nouvelles tendances du marché, l'État prévoit d'investir 6,14 milliards de dirhams. Cette feuille de route stratégique se concentre sur plusieurs axes principaux. Elle prévoit, tout d'abord, la restructuration de l'offre touristique en créant 14 filières intégrées, comprenant 9 thématiques et 5 transversales pour la valorisation du patrimoine immatériel, afin de soutenir une trentaine de projets touristiques prioritaires.

En parallèle, l'accent sera mis sur le renforcement de la compétitivité de la destination « Maroc ». Cela inclut le doublement des capacités aériennes, la mise en place d'un plan

¹⁷ UNWTO. (2024). World Tourism Barometer and Statistical Annex, May 2024. World Tourism Barometer (English version), 22(2), 1-42. <https://doi.org/10.18111/wtobarometereng.2024.22.1.2>

¹⁸ Ayant permis, en particulier la réhabilitation de 800 établissements d'hébergement touristique classés.

¹⁹ Mobilisant 1400 personnes sur un réseau de 24 sites dont 6 dans des ports européens. Du 5 juin au 15 septembre 2024, l'opération Marhaba a accueilli près de 3,51 millions de MRE (+18,8% par rapport à la même période de l'année dernière). Pour rappel, l'opération de 2023 a couvert 2,8 millions d'arrivées (+23%)..

²⁰ Sans ou avec des partenaires telle que celle relancée en juillet 2024 avec l'ONCF pour la promotion du tourisme interne.

²¹ L'ONMT a veillé à sécuriser 4,3 millions de sièges pour la saison d'hiver 2024-2025, en hausse de +15% par rapport à la saison précédente. Par ailleurs, le contrat-programme RAM-Etat 2023-2037 prévoit autant le renforcement de la connectivité internationale (143 dessertes en 2037 contre 99 en 2019 pour un objectif de 65 millions de voyageurs à l'horizon 2037) que interrégionale nationale (46 nouvelles dessertes domestiques).

²² 29 navires et 7 opérateurs maritimes reliant le Maroc à l'Espagne, la France et à l'Italie, à travers 8000 rotations sur 11 dessertes, couvrant une capacité totale de 7 millions de passagers et de 2 millions de véhicules.

²³ Décret n° 2.23.441 (BO du 7 août 2023) fixant certaines dispositions de la loi n° 80.14 relative aux établissements touristiques et autres formes d'hébergement touristique et le décret n° 2.22.867 (BO du 23 février 2023) portant sur l'organisation générale de la construction.

²⁴ Après une année de son lancement en juillet 2022, 150000 e-visas ont été accordés pour 160000 demandes couvrant 110 pays.

marketing et promotionnel, le lancement de plusieurs projets pilotes d'animation, la modernisation de l'offre hôtelière, ainsi que la formation et le développement du capital humain, tout en renforçant la veille sectorielle.

Enfin, une révision de la gouvernance du secteur sera effectuée avec la mise en œuvre de la stratégie par une Commission Nationale Interministérielle du Tourisme, dirigée par le Chef du Gouvernement et soutenue par des commissions nationales thématiques, incluant 12 commissions régionales pour le suivi et 10 laboratoires, publics et privés, pour l'impulsion.

La feuille de route de relance du tourisme a arrêté des objectifs stratégiques pour impulser le tourisme marocain et positionner le Maroc parmi les 15 meilleures destinations mondiales. Il s'agit d'attirer 17,5 millions de touristes, réaliser 120 milliards de dirhams de recettes en devises et générer 200.000 emplois directs et indirects en 2026.

Afin d'accélérer le déploiement de cette feuille de route au niveau territorial, des contrats d'application ont été conjointement signés (MTAESS, ONMT, SMIT, Wilayas et Conseils des Régions) avec plusieurs régions (Fès-Meknès, Béni-Mellal-Khénifra, Rabat-Salé-Kénitra²⁵, Tanger-Tétouan-Al Hoceima²⁶, Drâa-Tafilalet²⁷, Dakhla-Oued Eddahab,...).

Par ailleurs, le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire (MTAESS), avec l'appui de l'Agence Maroc-PME, a déployé « Go-Siyaha » depuis février 2024, un programme d'appui aux entreprises touristiques pour l'amorçage de leurs projets d'animation et pour accompagner leurs transitions vertes. Ce programme doté de 720 millions de dirhams ambitionne d'accompagner 1700²⁸ entreprises à l'horizon 2026. Enfin, un mécanisme de financement « Cap Hospitality » a été lancé en juillet 2024 conjointement entre le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, le MTAESS, le Ministère de l'Économie et des Finances et la SMIT. Ce mécanisme²⁹, couvrant la période 2024-2025, cible la mise à niveau des EHTC n'ayant pas été rénovés au cours des cinq dernières années et ce, pour un objectif de 25.000 chambres et un investissement global plafonné à 4 milliards de dirhams.

Enfin, sous l'impulsion du MTAESS, une Commission chargée de la préparation d'une nouvelle feuille de route pour le développement de l'artisanat a été constituée lors de la première réunion du Conseil National de l'Artisanat (CNA)³⁰ sous la présidence du Chef du Gouvernement en juillet 2024.

²⁵ 13 projets prévus dans les filières Tourisme d'affaires, Circuits culturels, Tourisme interne – Bord de mer et Tourisme interne – Nature & découverte.

²⁶ 21 projets prévus dans les filières City Break, Tourisme interne – Bord de mer et Tourisme interne – Nature & découverte.

²⁷ 15 projets prévus dans la filière Desert & Oasis Adventure.

²⁸ 430 demandes ont été déposées à fin mai 2023. Douze projets ont été approuvés par le comité public-privé fin septembre 2024.

²⁹ Sous forme de crédit allant de 3 à 100 millions de dirhams, avec une maturité allant à 12 ans dont 2 ans de différé et où l'intégralité des intérêts sont pris en charge par l'État.

³⁰ Réorganisé en vertu de la loi n° 50-17 relative à l'exercice des activités de l'artisanat http://www.sgg.gov.ma/BO/FR/2873/2022/BO_7054_Fr.pdf

2.1.4. Infrastructures de transport : Accélération des grands chantiers à l'aune de l'échéance 2030

Une attention particulière a été accordée au développement des infrastructures de transport modernes et efficaces adaptées aux besoins actuels et futurs de l'économie et de la société marocaines. Cette dynamique vient en soutien à l'amélioration de la compétitivité économique et de l'attractivité territoriale du Maroc, ainsi que pour appuyer son processus de transformation industrielle et de répondre à sa progression démographique. En effet, d'importants investissements ont été réalisés durant les dernières décennies pour doter le Royaume d'un capital infrastructurel dans le domaine du transport conforme aux normes internationales de qualité et de sûreté. Dès lors, le Maroc s'engage, à court et à moyen termes, à accélérer la cadence des travaux d'extension et de modernisation des infrastructures de transport pour répondre aux exigences de la dynamique économique nationale et à l'échéance de 2030.

- *Accélération et renforcement du réseau routier et autoroutier* : avec un linéaire de plus de 60.334 km (taux de revêtement d'environ 80%) dont 1800 km d'autoroutes et 1670 km de voies express, le Maroc se classe au 16^{ème} rang mondial pour la densité et la qualité de son réseau routier³¹. En vue de renforcer et consolider cet atout, une accélération des travaux dans les grands chantiers routiers a été engagée, portant, notamment, sur des projets structurants à l'instar de la voie Express Tiznit – Dakhla (1055 km pour un coût global de 8,81 milliards de dirhams et dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 95%) le deuxième Programme National des Routes Rurales (PNRR2) (15.562 km pour un montant global de 16,4 milliards de dirhams et un taux d'avancement qui avoisine 98%).

S'agissant des autoroutes, et conformément aux Orientations Royales, le Royaume s'est fixé un objectif d'atteindre 3000 km à l'horizon 2030. Dans ce sens, l'année 2024 a été marquée par une accélération des travaux relatifs à la construction de l'axe Berrechid – Tit Mellil (30 km) pour 2,5 milliards de dirhams, et au triplement de l'axe Casablanca – Berrechid. Une programmation à moyen terme a concerné l'autoroute continentale entre Rabat et Casablanca et la réalisation du projet autoroutier Guercif- Nador (104 km) qui s'inscrit dans l'objectif de renforcer la connectivité de la région de l'Oriental et d'assurer la connexion du nouveau port de Nador West Med au réseau autoroutier national. D'un autre côté, l'étude relative à l'autoroute Fès- Marrakech via Béni Mellal et Khénifra, est quasi-terminée. Cette liaison constitue un maillon essentiel du grand axe structurant central Safi-Marrakech-Béni Mellal-Fès/Meknès-Tanger/Tétouan.

- *La durabilité du transport ferroviaire est la clé de voûte de la prochaine étape* : Le réseau actuel est d'une longueur de 2309 km, dont 200 km de ligne de grande vitesse (LGV) et 64% de lignes électrifiées. Au titre de 2023, ce réseau a permis de transporter 52,8 millions de passagers (dont 5 millions via la LGV), et plus de 17 millions de tonnes de marchandises. Dans le cadre de la mise en place de sa vision stratégique pour se positionner en tant que leader national de la mobilité durable, l'ONCF poursuit l'extension de la LGV Kénitra-Marrakech, sur une longueur de 430 Km (à un coût estimé

³¹ Rapport sur la qualité des routes et le score de vitesse moyenne du Fonds monétaire international (FMI)

à 53 milliards de dirhams), avec une connexion des aéroports de Rabat et de Casablanca. Une extension est prévue depuis Marrakech vers Agadir, sur une longueur d'environ 240 Km, dans la perspective de poursuivre le développement ferroviaire vers le sud du Royaume, notamment les villes de Laâyoune et Dakhla. L'ONCF envisage l'amélioration de la qualité des services pour accompagner la croissance du trafic des passagers et appuyer les nouveaux projets de développement à travers, notamment, la mise en place d'un programme d'acquisition de 168 nouveaux trains, destinés à remplacer le parc existant.

- *Augmentation de la capacité d'accueil des aéroports à l'horizon 2030* : Le réseau aéroportuaire marocain compte 25 aéroports, dont 19 sont internationaux, répartis sur les différentes régions du Royaume. Ces aéroports ont enregistré au titre de l'année 2023 un trafic record de plus de 27,1 millions de passagers contre 25,1 millions réalisés avant la pandémie (année 2019). Cette évolution est appelée à se poursuivre en 2024, où le trafic aérien a atteint 18,1 millions de passagers sur la période à fin juillet 2024, soit une progression de 19% par rapport à la même période de l'année précédente. Dans ce contexte dynamique, plusieurs aéroports du Royaume ont pratiquement atteint leurs capacités maximales. Ainsi, des travaux d'extension ont été programmés dans le but d'augmenter la capacité des aéroports³² à 80 millions de passagers (MPax) à l'horizon 2035 contre 40 MPax actuellement.

- *Consolidation des performances du transport maritime* : Les infrastructures portuaires revêtent une importance capitale dans l'économie nationale du fait que la quasi-totalité des échanges extérieurs du Maroc emprunte la voie maritime. Elles sont également un vecteur essentiel de l'intégration économique du Maroc, à la fois internationale et régionale. Les efforts d'investissement dans le domaine du transport maritime durant les vingt dernières années, manifestés essentiellement par la construction du complexe portuaire Tanger Med d'une capacité de 9 millions de conteneurs Equivalent Vingt Pieds (EVP)³³, ont été traduits par de véritables progrès. En effet, les ports marocains ont atteint un nouveau record de 200 millions de tonnes en 2023 grâce, notamment, à l'activité de transbordement (46% du trafic maritime en 2023). Dans ce contexte, le Maroc affiche une forte volonté de conserver ses acquis et de poursuivre sa progression pour maintenir son positionnement en tant que hub portuaire et logistique régional. Ainsi, plusieurs chantiers ont été lancés dont notamment le projet du Nador West Med qui sera opérationnel à partir de l'année 2025 et le port de Dakhla Atlantique dont les travaux ont été lancés pour une mise en service en 2028. Il s'agit également du port Atlantique de Kénitra, dont les études techniques ont été achevées, du nouveau port à Tan-Tan en phase d'étude ainsi les nouveaux ports de phosphate à Laâyoune et à Safi en cours de construction.

³² Il s'agit en particulier des aéroports de Marrakech Ménara (11,5 MPax/an contre 5,3 MPax actuellement), Agadir Al Massira (4,4 MPax/an contre 1,4 MPax, pour un investissement de 1,5 milliards de dirhams), Tanger Ibn Batouta (2,3 MPax contre 1,5 MPax, pour 2,3 milliards de dirhams), Rabat-Salé (4 MPax contre 5 MPax pour 1,6 milliards de dirhams).

³³ « L'équivalent vingt pieds » (EVP) est une unité de mesure approximative d'un conteneur. Cette unité de mesure est basée sur les dimensions du conteneur standard, soit 8,5 pieds de haut (2,591 m), 8 pieds de large (2,438 m) et 20 pieds de long (6,096 m).

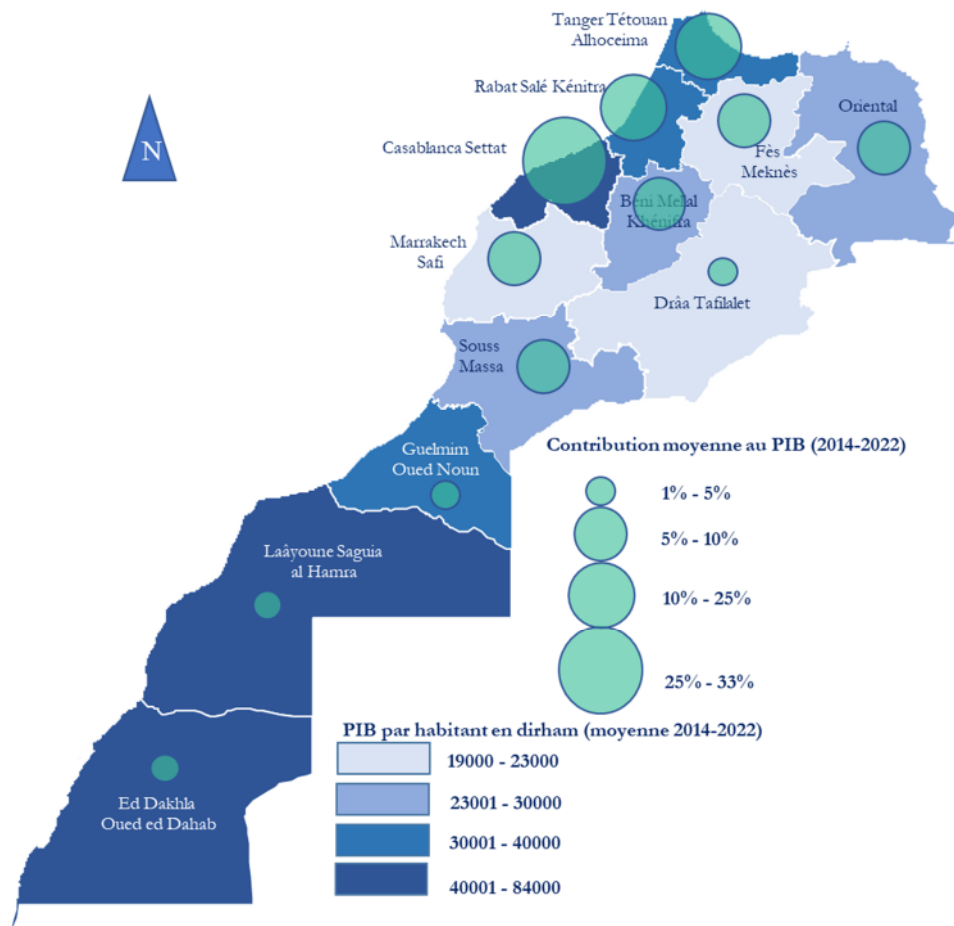
2.2. Dynamique de croissance régionale en faveur d'une convergence économique des territoires

L'importance des territoires en tant que moteurs de création de richesses, interpelle les pouvoirs publics à mobiliser pleinement leurs potentiels, afin de renforcer leur résilience face à un environnement en perpétuelle mutation. Contexte marqué par des défis majeurs, liés en particulier à la succession des années de sécheresse, à l'inflation galopante et aux tensions géopolitiques.

En outre, les territoires, véritables sources d'innovation et de prospérité, exigent une attention particulière et une gestion proactive. Les politiques publiques doivent ainsi s'attacher à exploiter au mieux les ressources locales, tout en s'adaptant aux mutations environnementales et économiques. Le Maroc, en s'engageant dans cette voie, a su déployer une série d'initiatives stratégiques visant à optimiser les atouts de ses régions. Ces initiatives se traduisent par des investissements ciblés, par le renforcement des infrastructures, et par le soutien aux secteurs clés, permettant ainsi de dynamiser l'économie locale et de créer des opportunités durables pour les populations.

2.2.1. Emergence de certaines régions avec des trajectoires de croissance plus dynamiques

L'analyse de la répartition régionale du PIB nominal révèle que la création de richesse nationale demeure portée par les provinces de la dorsale Tanger-El Jadida. Ainsi, durant la période 2014-2022, la région de Casablanca Settat a affiché la part moyenne la plus importante du PIB, à hauteur de 32,1% du total national. Elle est suivie des régions de Rabat Salé Kenitra (16%), Tanger Tétouan Al Hoceima (10,5%), Fès Meknès et Marrakech Safi (8,4% chacune). Ensemble, ces cinq régions totalisent 75,4% du PIB national.



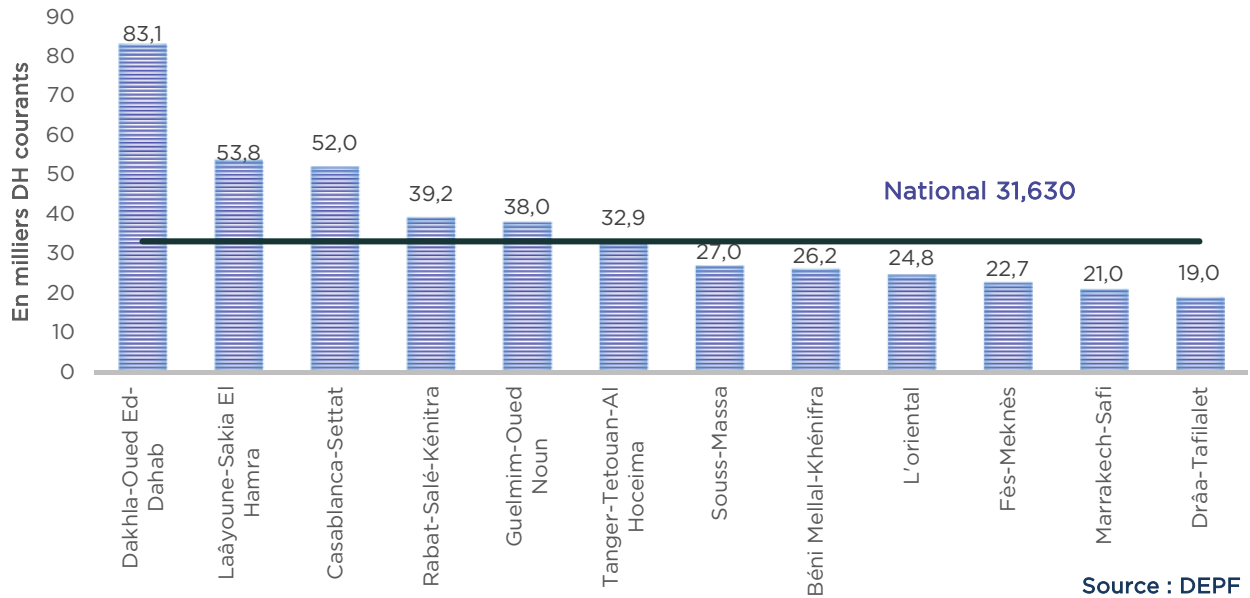
Source : MEF

Carte 1 : PIB par habitant et contribution régionale au PIB sur la période 2014-2022

En termes de rythme de croissance nominale, certaines régions qui ont bénéficié de programmes de développement structurants commencent à présenter des trajectoires de croissance plus dynamiques pendant la période 2014-2022, affichant, ainsi, des taux de croissance supérieurs à la moyenne nationale (3,6%). Il s'agit, notamment, des régions de Laâyoune Sakia Al Hamra (9,1%), de Guelmim Oued Noun (5,5%), de Dakhla Oued Ed Dahab (5,4%) et Darâa Tafilalet (5,2%).

En revanche, la région de Tanger Tétouan Al Hoceima, qui figure parmi le top 5 des régions contributrices à la création de la richesse nationale, affiche également un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale, soit 4,2%. Cette performance peut être attribuée aux efforts considérables investis pour établir cette région en une nouvelle plateforme industrielle et commerciale du pays.

Ces nouvelles configurations pourraient contribuer à atténuer les inégalités de création de la richesse à l'échelle territoriale. En effet, sur la période d'analyse, cinq régions affichent un PIB nominal par habitant supérieur à la moyenne nationale (31.630 dirham/habitant). Il s'agit de Dakhla Oued Ed Dahab (83.074), de Laâyoune Sakia Al Hamra (53.776), de Casablanca Settat (51.958), de Rabat Salé Kenitra (39.169) et de Guelmim Oued Noun (37.993).



Graphique 34 : PIB nominal par habitant et par région en dirham (moyenne 2014-2022)

En termes d'évolution, la région de Laâyoune Sakia Al Hamra a affiché la croissance la plus importante du PIB par habitant (7,6% en moyenne annuelle). Elle est suivie des régions de Guelmim Oued Noun (5%), de Drâa Tafilalet (4,6%), de Tanger Tétouan Al Hoceima (3%), de Rabat Salé Kenitra (2,8%), de Béni Mellal Khénifra (2,7%) et de l'Oriental qui a affiché un taux équivalent au taux national (2,6%).

2.2.2. Une diversité sectorielle qui caractérise la structure économique des territoires

L'analyse de la configuration sectorielle des créations de la richesse au niveau des régions est marquée par une contribution importante des trois régions de l'axe Tanger-El Jadida, notamment au niveau de la valeur ajoutée des grands secteurs d'activité (primaire, secondaire et services).

Ainsi, la région de Rabat Salé Kenitra a affiché la part moyenne la plus importante de la valeur ajoutée primaire durant la période 2014-2022, soit 16,5% de la valeur ajoutée nationale du secteur. La région de Fès Meknès se positionne au deuxième rang avec une moyenne de 15,5%, suivie des régions de Casablanca Settât (12,7%), de Marrakech Safi (11,4%), de Souss Massa (9,9%), de Tanger Tétouan Al Hoceima (9,4%) et de Béni Mellal Khénifra (9,3%). Ces sept régions totalisent 84,7% de la valeur ajoutée nationale du secteur primaire aux prix courants.

La région de Casablanca Settât se démarque par une part importante de près de 45,4% de la valeur ajoutée du secteur secondaire. Cette performance est attribuable, principalement, à sa forte spécialisation dans les industries manufacturières. La région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima occupe la deuxième position, représentant une part de 13,3%, tandis que les régions de Rabat-Salé Kenitra et de Béni Mellal-Khénifra suivent, respectivement, avec des parts de 9,6% et 6,7%.

La région de Casablanca Settat réalise, également, la contribution moyenne la plus importante du secteur des services à hauteur de 29,9% durant la période 2014-2022. La région de Rabat Salé Kenitra occupe le deuxième rang avec une contribution de 19,3%, suivie des régions de Marrakech Safi (9,2%), de Tanger Tétouan Al Hoceima (9,1%) et de Fès Meknès (8,3%).

Chapitre 3 : Grands Enjeux et Défis

3.1. Renforcement des piliers de l'Etat Social

Au cours des dernières décennies, le Maroc a réalisé des progrès sociaux significatifs qui se sont traduits par l'amélioration de l'éducation, de la santé, de la formation professionnelle et de la protection sociale. Cependant, malgré les avancées réalisées, le pays fait face à des défis importants, tels que le taux de chômage élevé parmi les jeunes diplômés, les inégalités régionales et l'adéquation entre les compétences offertes par le système éducatif et les besoins du marché du travail.

Dans ce contexte, le programme gouvernemental 2021-2026 a mis le développement de l'Etat social au cœur de ses priorités, notamment la promotion de l'emploi, l'amélioration de la qualité de l'éducation et formation, la généralisation de la protection sociale et le soutien du pouvoir d'achat des ménages. Ce dernier a été concrétisé par plusieurs actions, en particulier la mise en œuvre des engagements issus des différents rounds du dialogue social.

3.1.1. Le marché du travail : Un nouveau souffle pour la promotion de l'emploi

La population marocaine connaît une transition démographique marquée par une baisse de la fécondité et une augmentation de l'espérance de vie, entraînant une diminution de la proportion des jeunes de moins de 15 ans et une augmentation significative de la population en âge de travailler. Ce changement offre des opportunités pour l'économie marocaine en termes de capital humain, mais pose également des défis importants, notamment en ce qui concerne l'absorption de cette main-d'œuvre croissante sur le marché du travail. Par ailleurs, le contenu insuffisant en emplois de la croissance économique accentue ce problème et pose des défis importants pour le développement durable au Maroc.

Afin de relever ces défis, de nouvelles mesures seraient mises en place pour renforcer la création d'emplois, favoriser le dynamisme du marché du travail, améliorer les compétences professionnelles et faire face au chômage, tout en mettant l'accent sur l'intégration des jeunes et des femmes dans le monde du travail.

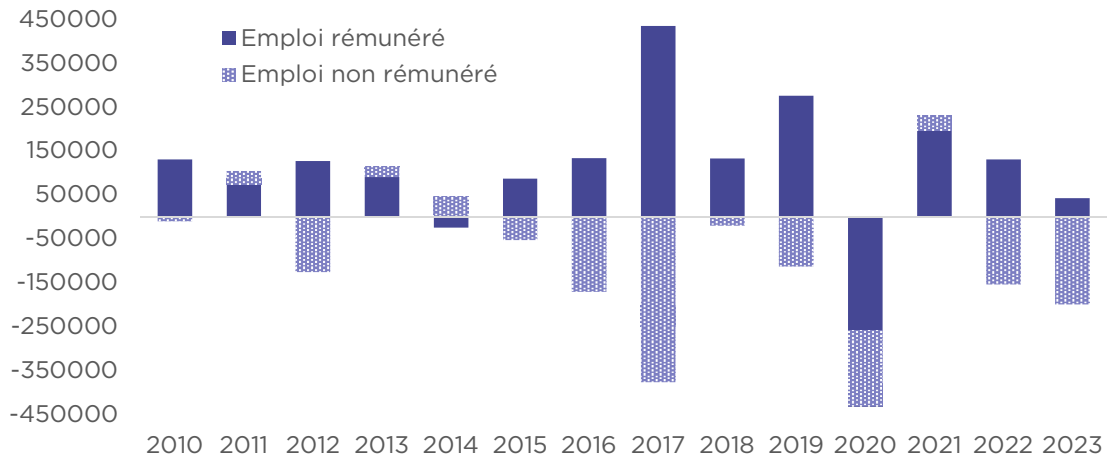
➤ Une création nette d'emplois insuffisante mais une amélioration notable de l'emploi rémunéré

Les créations nettes d'emplois se sont accrues de 22 mille postes en moyenne annuelle durant la période 2010-2023 en raison d'une création moyenne de 112.000 emplois rémunérés et d'une perte moyenne de 90.000 mille emplois non rémunérés.

Cependant, au cours des quatre dernières années post-Covid-19 caractérisées par des sécheresses marquantes, l'économie marocaine a connu des pertes d'emploi de près de

96 mille postes en moyenne par an, après avoir créé environ 69 mille emplois durant la période 2010-2019.

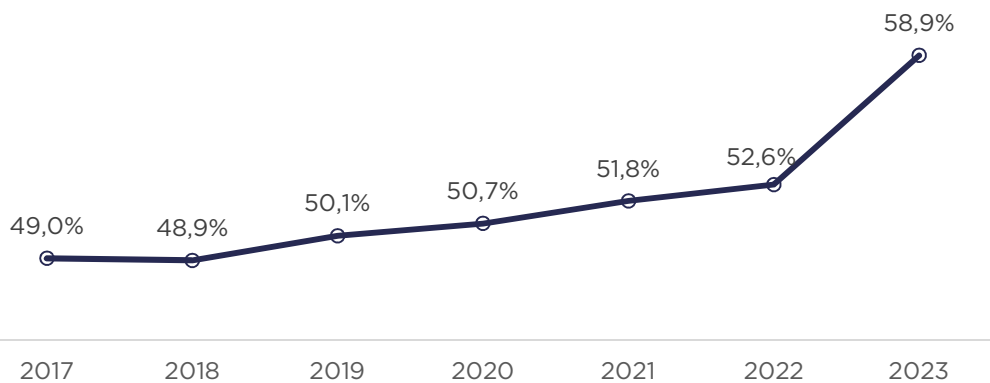
En 2023, l'économie marocaine a perdu 157.000 postes d'emploi résultant d'une baisse de 209.000 d'emplois non rémunérés et d'une création de 50.000 emplois rémunérés.



Source : Calculs DEPF, données HCP

Graphique 35 : Évolution de l'emploi rémunéré et non rémunéré

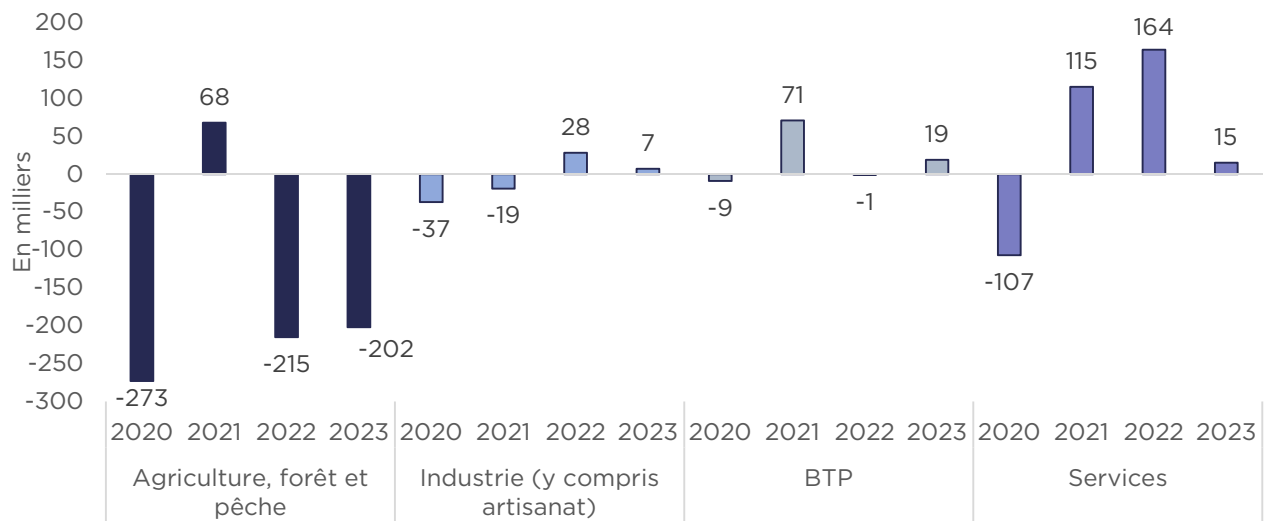
Par ailleurs, l'amélioration de l'emploi rémunéré a contribué à la promotion continue de l'emploi salarié, dont la part est passée de 49% en 2017 à 58,9% en 2023. Le taux de salariat a atteint, ainsi, un record historique suite à la création de 588.000 postes d'emplois salariés en 2023.



Source : HCP

Graphique 36 : Évolution du taux de salariat (en %)

Par secteur d'activité, hormis le secteur agricole qui a connu des pertes importantes d'emplois durant les dernières années de sécheresse, les autres secteurs ont connu des évolutions contrastées mais globalement positives. Ces évolutions ont été nettement dominées par les services, suivi du secteur industriel qui s'est progressivement redressé depuis la crise sanitaire contre une évolution erratique en matière de création de postes d'emploi dans le secteur du BTP durant la même période.



Source : HCP

Graphique 37 : Évolution des flux nets de l'emploi des principaux secteurs

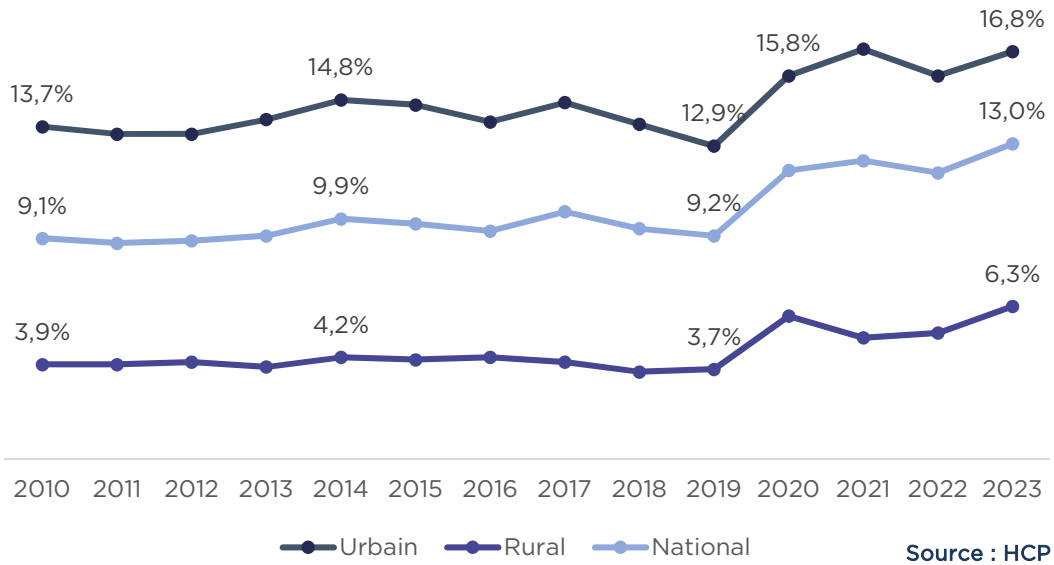
Il ressort des flux de l'emploi que le secteur des services demeure le principal pourvoyeur d'emplois au Maroc. En effet, ce secteur a contribué à hauteur de 48,3% au volume de l'emploi en 2023 contre 27,8% pour le secteur agricole et pêche, 12,2% pour l'industrie et 11,6% pour le BTP.

Par ailleurs, le marché du travail marocain se caractérise, certes, par la prédominance de l'emploi peu qualifié puisque près de 51,2% des actifs occupés sont sans diplôme. Toutefois, il convient de signaler que la part de l'emploi des diplômés (niveaux moyen et supérieur) dans l'emploi total a connu une amélioration importante en 2023 par rapport à la situation d'avant pandémie. En effet, la part du niveau moyen est passée de 29,6% en 2019 à 32% en 2023 et celle du niveau supérieur s'est améliorée en passant de près de 15% à plus de 18%.

➤ *Un taux de chômage qui s'est aggravé par les effets de la pandémie et la succession des années de sécheresse*

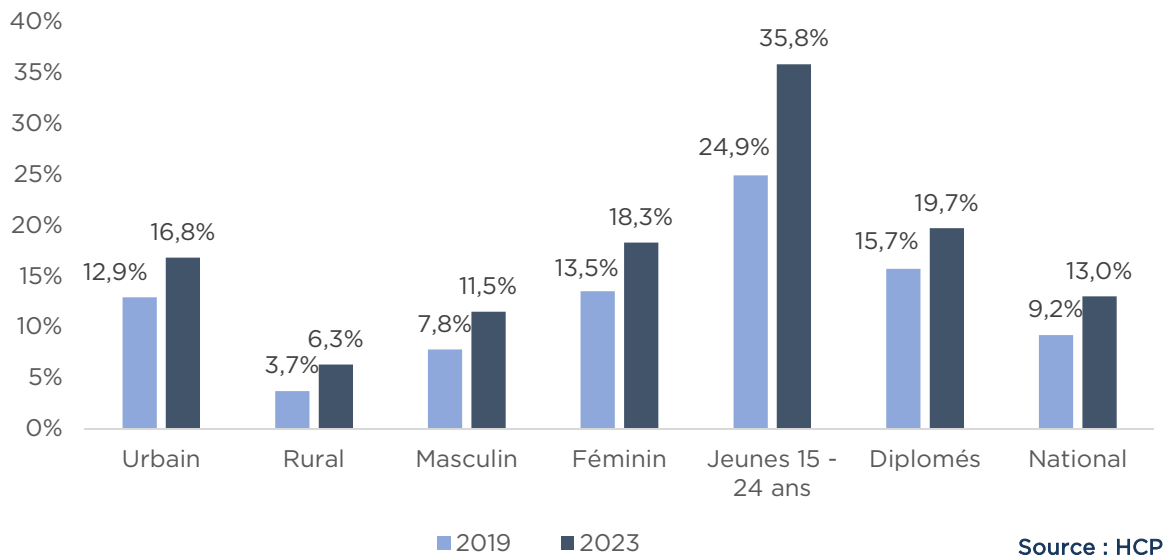
Le taux de chômage a augmenté de 3,9 points de pourcentage, entre 2010 et 2023, passant de 9,1% à 13%. En 2023, la hausse du taux de chômage de 1,2 point de pourcentage par rapport à 2022 est imputable essentiellement à la perte de 157.000 postes d'emploi.

Cet écart aurait été plus élevé si la population active avait maintenu son rythme d'accroissement connu avant la pandémie (+77 mille personnes en moyenne par an entre 2010 et 2019) au lieu d'une régression de 20 mille personnes en 2023. Toutefois, ce taux connaît depuis plusieurs années de fortes disparités par milieu de résidence, par âge et selon le diplôme.



Graphique 38 : Évolution du taux de chômage par milieu de résidence (en %)

Par milieu de résidence, le taux de chômage a connu une hausse remarquable, entre 2010 et 2023, passant de 13,7% à 16,8% en milieu urbain et de 3,9% à 6,3% en milieu rural. Les jeunes sont les plus exposés au chômage qui, en 2023, touche 35,8% des jeunes actifs âgés de 15-24 ans contre 13% au niveau national. En outre, les actifs titulaires de diplômes souffrent le plus du chômage relativement aux autres catégories d'actifs. En 2023, leur taux de chômage au niveau national s'est situé à 19,7% contre 4,9% des personnes n'ayant aucun diplôme.



Graphique 39 : Taux de chômage par catégorie de la population (en %)

Il y a lieu de noter que plus de la moitié des chômeurs (50,5%) sont des primo-demandeurs d'emplois en 2022 contre 48% en 2010. Ces primo-demandeurs d'emplois

sont des actifs en situation de chômage suite à l'achèvement des études ou de la formation et suite à l'arrivée à l'âge de travailler.

➤ *Des initiatives dynamiques visant à promouvoir l'employabilité et l'insertion économique des jeunes*

Les pouvoirs publics ont entrepris la mise en œuvre de programmes actifs visant à promouvoir l'emploi, tels que Idmaj, Tahfiz et Taehil. Ces programmes visent l'appui à l'emploi salarié et l'insertion professionnelle, l'amélioration de l'employabilité et la formation des demandeurs d'emploi ainsi que l'appui à l'auto-emploi. Les réalisations de ces programmes se présentent comme suit :

- **Programme Idmaj** : lancé en 1993 et amélioré en 2015, ce programme permet aux jeunes diplômés d'acquérir une première expérience professionnelle au sein de l'entreprise à travers un contrat de stage d'une durée de 24 mois. A ce titre, les entreprises recrutant ces stagiaires bénéficient de la prise en charge par l'Etat de l'assurance maladie obligatoire durant la période de stage ainsi qu'une exonération de l'Impôt sur le Revenu et des cotisations sociales et de la taxe de formation professionnelle au titre de l'indemnité de stage plafonnée à 6.000 dirhams. En cas de recrutement définitif au cours ou à l'issue de stage, l'Etat prend en charge pour une durée de 12 mois, le paiement de la part patronale au titre des cotisations dues à la CNSS. Les entreprises bénéficiant de ce programme sont obligées de recruter au moins 60% des stagiaires. A fin août 2024, ce programme a bénéficié à 86.532 stagiaires contre 80.456 un an auparavant.
- **Programme Tahfiz** : lancé en 2015 et amélioré en 2018, ce programme permet aux entreprises, aux associations ou coopératives créées durant la période allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2026 de bénéficier, dans la limite de 10 salariés et pour une durée de 24 mois de l'exonération du salaire mensuel brut plafonné à dix mille dirhams (10.000 DH). Ce programme prévoit également, la prise en charge par l'Etat, pour une durée de 24 mois, de la part patronale au titre de la cotisation due à la CNSS et de la taxe de formation professionnelle. Ce programme a bénéficié à 5.030 entreprises à fin août 2024, employant 13.016 chercheurs d'emploi contre environ 11.746 durant la même période de l'année 2023.
- **Programme Taehil** : ce programme, répartie en 3 dispositifs de formation, permet l'amélioration de l'employabilité des jeunes chercheurs d'emploi à travers la prise en charge par l'Etat du coût de la formation qui peut atteindre dix mille dirhams au titre des deux dispositifs de Formation Contractualisée pour l'emploi et de Formation Qualifiante ou de Reconversion. Quant au dispositif de Formation au profit des secteurs émergents, la contribution de l'Etat à la formation varie entre 12.000 dirhams et 65.000 dirhams par personne selon le secteur et le niveau de qualification du bénéficiaire. Le nombre de bénéficiaires de ce programme a atteint à fin août 2024 11.633 demandeurs d'emploi contre 17.373 durant la même période de 2023.

Par ailleurs, le Gouvernement a lancé en 2022 un programme innovant baptisé « Awrach » visant à promouvoir l'inclusion économique et à améliorer l'employabilité, en partenariat avec des départements ministériels, des institutions publiques, des

autorités locales et des collectivités territoriales, ainsi que des organisations de la société civile, en plus d'entreprises du secteur privé. Au titre de ses deux éditions, 224.371 emplois ont été créés, dont près de 71% de non diplômés et 35% de femmes, pour une enveloppe budgétaire de 4,5 milliards de dirhams.

Un autre programme d'inclusion des jeunes et d'amélioration des revenus se fait à travers le programme « Auto-Emploi » consistant à accompagner les porteurs de projets dans toutes les étapes de la création d'entreprise, de l'élaboration du business plan aux démarches administratives et à la recherche des sources de financement disponibles au niveau territorial. Durant les 8 premiers mois de l'année 2024, le nombre de porteurs de projets accompagnés a atteint 4873 personnes, en progression de 14% comparé à la même période en 2023, permettant ainsi la création de 1.491 unités économiques générant 2.273 emplois.

Feuille de route pour revitaliser le marché de l'emploi

Les niveaux élevés des taux de chômage (13% en 2023 et 13,1% durant le 2^{ème} trimestre 2024), ont fait de la promotion de l'emploi et l'insertion sur le marché du travail une priorité majeure pour le Gouvernement durant la seconde moitié de son mandat. Dans ce cadre, le Gouvernement a activé les travaux du comité interministériel chargé de l'emploi pour une forte coordination de l'action publique sur ce sujet et pour une meilleure adaptation entre l'offre et la demande de l'emploi.

Les travaux du comité interministériel devraient aboutir à la fixation des orientations stratégiques d'une nouvelle politique de l'emploi et de sa mise en œuvre. La nouvelle feuille de route établira des plans d'action pour les cinq à dix prochaines années accompagnés de mesures ciblées. La note de cadrage du chef de gouvernement a mis l'accent sur plusieurs mesures qui viseront principalement à soutenir l'emploi en milieu rural, restructurer les programmes actifs d'emploi et accompagner les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Il sera également question de mettre l'accent sur le renforcement de l'accès des femmes au marché du travail et aux opportunités économiques.

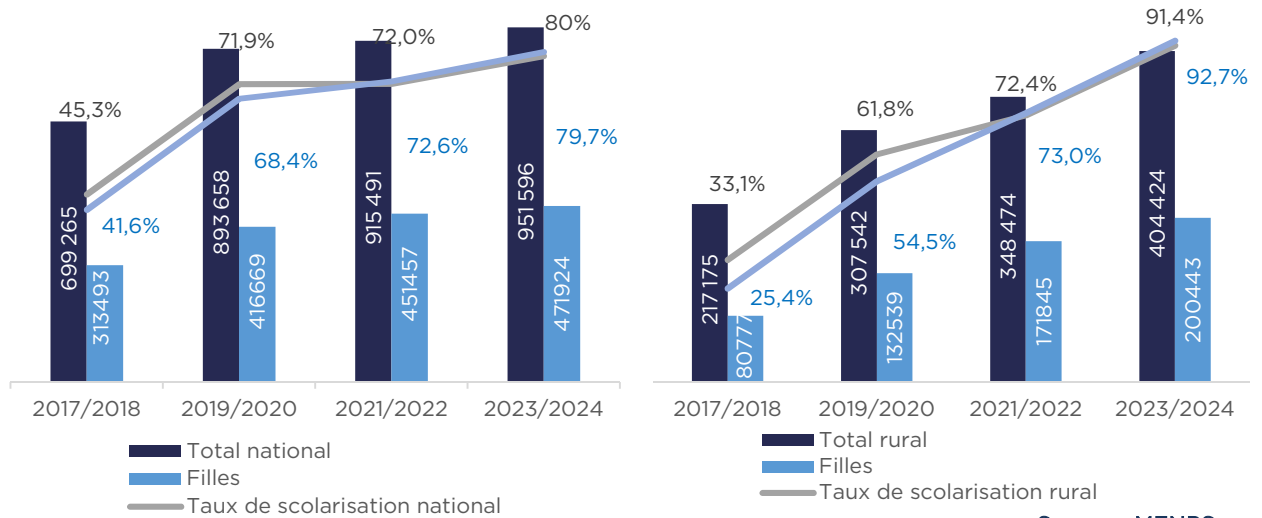
3.1.2. L'éducation et la formation : un levier fondamental pour le renforcement du capital humain

Le programme gouvernemental 2021-2026 a érigé le développement du capital humain en priorité absolue, moteur essentiel du progrès économique et social du pays. L'ambition est d'assurer une éducation de qualité, destinée à former une génération de citoyens capables de contribuer activement et efficacement à la transformation et au développement du pays.

Dans ce sens, le Gouvernement poursuivra, en 2025, la mise en place de la feuille de route pour la réforme du système éducatif. Cette réforme vise, entre autres, à accélérer la généralisation et l'amélioration de l'éducation préscolaire à l'horizon 2028, à élargir l'offre éducative à travers le système scolaire, et à déployer à grande échelle le projet des écoles pionnières dès l'année scolaire 2024-2025, renforçant ainsi l'excellence et l'égalité des chances.

➤ *Consolidation des efforts de généralisation du préscolaire*

Des progrès notables ont été réalisés dans la généralisation d'un enseignement préscolaire gratuit et de qualité, garantissant ainsi un développement cognitif et social harmonieux des enfants dès l'âge de 4 ans. En effet, le taux du préscolaire a significativement augmenté, atteignant 80% pour l'année scolaire 2023-2024, contre 45,3% en 2017-2018. La scolarisation des filles a connu un essor remarquable, passant de 41,6% en 2017-2018 à 79,7% en 2023-2024. En parallèle, la scolarisation des enfants en milieu rural a presque triplé, progressant de 33,1% à 91,4 % au cours de la même période. Ces résultats traduisent un engagement ferme et durable pour réduire les disparités territoriales et sociales, tout en plaçant l'enfant au cœur du processus éducatif.



Graphique 40 : Évolution de l'effectif et du taux du préscolaire au niveau national et en milieu rural

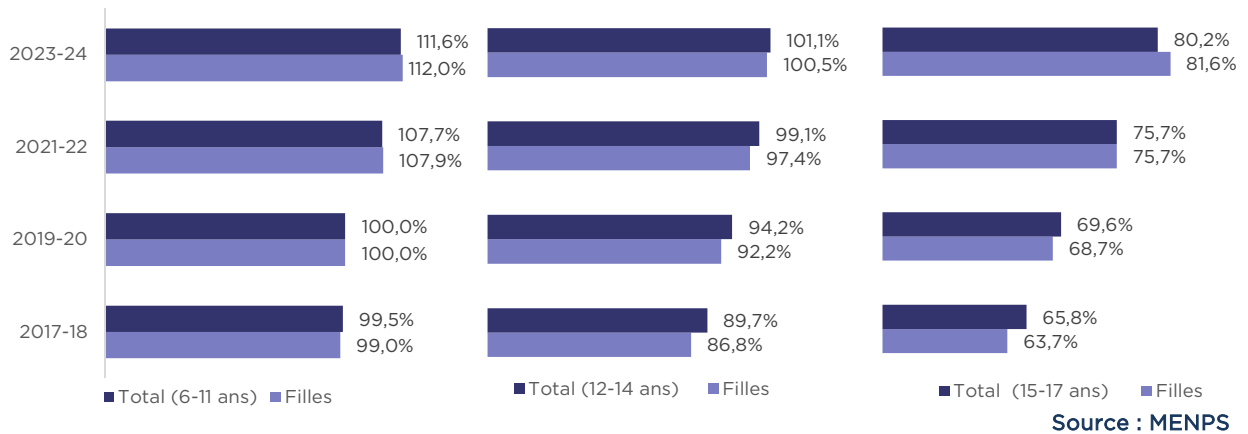
L'élargissement de l'offre scolaire, notamment en milieu rural avec le soutien de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, ainsi que l'adoption d'une gestion déléguée, ont largement contribué à l'accélération de la généralisation d'un enseignement préscolaire de qualité. Le programme national de généralisation et de développement de l'enseignement préscolaire lancé en 2018 vise à atteindre une scolarisation préscolaire universelle d'ici la rentrée 2027-2028, plaçant ainsi la petite enfance au cœur des priorités éducatives du pays.

➤ *Amélioration des taux de scolarisation et d'alphabétisation*

Grâce aux réformes entreprises dans le secteur de l'éducation au cours des deux dernières décennies, le Maroc a réussi à généraliser l'accès à l'éducation primaire et à améliorer l'accessibilité au collège et au secondaire qualifiant.

Ainsi, le taux de scolarisation au primaire a atteint 111,6% en 2023-2024 (112,0% pour les filles, 123,2% pour le milieu rural et 103,9% en milieu urbain), contre 99,5% en 2017-2018 (99,0% pour les filles, 102,7% pour le milieu rural, et 97% en milieu urbain).

Pour les cycles secondaires collégial et qualifiant, les taux de scolarisation des enfants âgés de 12 à 14 ans et de 15 à 17 ans ont respectivement atteint 101,1% et 80,2% en 2023-2024, comparativement à 89,7% et 65,8% en 2017-2018.



Graphique 41 : Évolution des taux de scolarisation par cycle d'enseignement

Malgré les progrès indéniables enregistrés au sein du système éducatif marocain, des insuffisances notables demeurent, notamment en termes de qualité et de performance, entravant ainsi la transformation sociale escomptée. L'abandon scolaire, en particulier, reste un défi majeur qui freine la réalisation des objectifs d'équité et d'inclusion.

Toutefois, les taux d'abandon scolaire ont connu une baisse significative dans les trois cycles d'enseignement entre 2017 et 2023. Ainsi, ces taux ont atteint 1,5% (1,5% pour les filles) au primaire en 2022-2023, 8,5% (6,1% pour les filles) au collégial et 7,4% (5,6% pour les filles) au secondaire qualifiant contre 2,7%, 12,1% et 8,8% en 2017-2018 respectivement.

S'agissant de la répartition des abandons scolaires au niveau national pour la période 2022-2023, les effectifs des abandons scolaires se sont établis à 58.819 au cycle primaire (dont 28.176 filles), 156.988 au cycle secondaire collégial (dont 53.877 filles) et à 78.651 au cycle secondaire qualifiant (dont 31.724 filles).

Dans ce contexte, le Gouvernement a lancé le programme de « l'école pionnière », conçu pour renforcer le soutien scolaire au sein même des établissements, repenser les méthodes pédagogiques, offrir des formations certifiantes aux enseignants, et doter les salles de classe d'équipements numériques de pointe. Ce programme vise, également, à améliorer les infrastructures d'accueil dans les établissements scolaires, créant un cadre propice à l'épanouissement des élèves et à l'excellence académique.

Mis en œuvre au cours de l'année scolaire 2023-2024 dans 626 écoles primaires publiques, le programme a mobilisé près de 10.500 enseignants et inspecteurs, au bénéfice de 320.000 élèves. Les résultats de l'évaluation de cette initiative ont confirmé son impact positif, marquant une amélioration significative des compétences des élèves et renforçant ainsi la réforme du système éducatif national.

Pour la rentrée 2024-2025, le programme « École Pionnière » sera étendu à 2.626 écoles primaires supplémentaires, touchant 1.300.000 élèves à travers le pays. En outre, le projet s'étendra au cycle secondaire collégial, avec 232 collèges impliquant environ

200000 élèves dans toutes les provinces du Royaume. L'objectif à terme est de généraliser ce modèle à l'échelle nationale d'ici l'année scolaire 2027-2028, créant ainsi une nouvelle référence en matière d'excellence éducative.

Il est également opportun de souligner le lancement en 2023-2024 d'un programme national de soutien scolaire parallèlement à une révision des horaires, des programmes et des examens. Plus de 2 millions d'élèves bénéficient de ce soutien, avec une priorité accordée aux niveaux certifiants. Cette stratégie intégrée témoigne d'un engagement sans faille à renforcer l'équité et l'accessibilité dans l'éducation, tout en élevant les standards de qualité pour préparer une génération mieux formée, prête à relever les défis de demain.

Encadré 5 : Le modèle des "Ecoles Pionnières"

L'adoption des « Ecoles pionnières » qui constituent un programme structurant pour le système éducatif vise à améliorer le processus d'apprentissage au niveau primaire en adoptant une méthodologie multidimensionnelle incluant toutes les conditions de qualité dans l'institution éducative. Ce programme est basé sur une série d'initiatives clés visant à améliorer la qualité de l'éducation notamment :

- ↪ L'adoption des approches et des méthodes pédagogiques efficaces, principalement l'approche de l'enseignement selon le niveau approprié de « TaRL » en tant qu'approche curative concernant le soutien éducatif, et une approche préventive se manifestant par un enseignement efficace pendant la mise en place de l'apprentissage ;
- ↪ La mesure continue de l'apprentissage et la focalisation sur les apprentissages de base ;
- ↪ Améliorer les conditions d'accueil dans les établissements d'enseignement (réhabilitation, propreté, gardiennage...) ;
- ↪ Faciliter les conditions de travail en fournissant au personnel éducatif et administratif des équipements numériques et des ressources pédagogiques pour la mise en œuvre efficace de diverses activités éducatives ;
- ↪ La formation et la certification de l'équipe pédagogique
- ↪ La mise à la disposition de l'établissement scolaire des ressources financières pour la mise en œuvre du projet d'établissement intégré ;
- ↪ Suivi rapproché au sein de la classe ;
- ↪ L'adoption d'un enseignement spécialisé dans des domaines correspondant à la formation et aux compétences des enseignants.

➤ *Appui social à la scolarisation*

En matière de soutien social à la scolarisation, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à lutter contre l'abandon scolaire, à renforcer l'égalité des chances et à réduire les disparités entre les sexes ainsi qu'entre les différents milieux géographiques et socio-économiques.

Quant à l'initiative Royale "Un million de cartables", le budget alloué à cette initiative s'est élevé à 591 millions de dirhams au titre de l'année scolaire 2023-2024, dont 258

millions de dirhams mobilisé à partir du Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale.

Il est à rappeler que l'initiative précitée a été remplacée par une aide financière directe destinée aux familles défavorisées à partir de la rentrée scolaire 2024-2025. Cette nouvelle approche prévoit une allocation de 200 dirhams pour les familles dont les enfants sont scolarisés au primaire et au secondaire collégial, et de 300 dirhams pour celles ayant des enfants dans le cycle secondaire qualifiant. Cette mesure vise à soutenir directement 3.053.360 élèves pour l'année scolaire 2024-2025, en répondant de manière plus ciblée aux besoins des familles.

Concernant les internats et les cantines scolaires, 147.778 élèves ont bénéficié des services d'internat, et 114.879 élèves ont eu accès aux cantines scolaires pour l'année 2023-2024. Pour améliorer la qualité de ces services, une enveloppe budgétaire de 1,77 milliard de dirhams a été allouée en 2023, témoignant de l'engagement constant à renforcer les infrastructures de soutien scolaire.

Il est à noter que l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme (ANLCA) a adopté une nouvelle stratégie nationale pour la période 2023-2035 articulée autour de quatre axes principaux à savoir : le ciblage, la convergence, la qualité et la bonne gouvernance. Elle vise à diversifier et améliorer les offres de lutte contre l'analphabétisme, à affiner le ciblage des bénéficiaires et à garantir un accès équitable à l'apprentissage. En 2023, 1.032.099 personnes ont bénéficié des programmes d'alphabétisation, portant le total des inscrits depuis 2014 à plus de 9,1 millions, avec 85% de femmes et 65% de bénéficiaires issus des zones rurales. Cette approche renforcée vise à autonomiser les individus et à promouvoir une société plus instruite et inclusive.

➤ *Elargissement du réseau des écoles communautaires*

Le réseau des écoles communautaires³⁴ a été élargie pour atteindre 306 établissements communautaires lors de la rentrée scolaire 2023-2024 contre 124 en 2017-2018. Toutefois, l'absence d'un cadre juridique et réglementaire régissant ces établissements communautaires demeure le défi majeur pour permettre au Ministère d'atteindre les objectifs escomptés de la mise en place de ce type d'établissement scolaire. Pour cela, le Ministère a concentré ses efforts sur l'institutionnalisation de ces établissements et la réglementation de leurs modes de gestion et de gouvernance, afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle, d'optimiser leur fonctionnement et de cadrer leurs relations avec les parties prenantes.

➤ *Ecole de la deuxième chance*

L'école de la deuxième chance (E2C), particulièrement la nouvelle génération présente une offre d'éducation et de qualification favorisant l'insertion socioprofessionnelle des jeunes hors du système éducatif. Deux approches sont adoptées :

³⁴ Le principe du modèle de « l'école communautaire » repose sur le regroupement des élèves d'une même commune au sein d'une école dotée d'infrastructure de base (électricité, eau potable, assainissement, route, etc.) et d'appui social (internat, cantine, transport scolaire, logement de fonction pour les enseignants et le personnel administratif, ...).

- L'approche préventive est basée sur le programme de veille éducative et mobilisation communautaire pour la lutte contre l'abandon scolaire.
- L'approche curative est basée sur 2 programmes (1) l'école de la deuxième chance classique qui consiste en la rescolarisation et insertion des enfants non scolarisés avec un enseignement formel ou une formation professionnelle, ce programme cible les enfants de 8 à 12 ans ; (2) le programme école de la deuxième chance nouvelle génération (E2C-NG) pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes non scolarisés, ce programme cible les jeunes non scolarisés entre 13 et 20 ans.

Les bénéficiaires de ces programmes en 2022-2023 sont au nombre 48155 dont 16919 filles, 25189 relèvent de l'E2C-NG comprenant 7490 filles. Le nombre des animateurs qui exercent dans les centres E2C sont de 1879 dont 1100 femmes. 1153 parmi eux travaillent pour le programme E2C-NG dont 611 femmes.

➤ *Scolarisation de la fille et réduction des inégalités entre les sexes*

La feuille de route 2022-2026 propose des actions permettant d'améliorer la scolarisation des filles surtout dans le milieu rural à travers les campagnes de mobilisation, le renforcement de l'enseignement des matières scientifiques dans le cycle d'enseignement secondaire collégial et l'encouragement des filles au niveau des lycées/collèges à accéder à des filières de formation (professionnelle) traditionnellement masculines (mécanique, électricité etc...). Il est à noter que le taux de parité entre les sexes³⁵ a enregistré un accroissement dans les trois cycles d'enseignement aussi bien au milieu rural qu'au milieu urbain. Ce taux a atteint 0,97 au niveau du cycle primaire, 0,96 au niveau collégial et 1,17 au niveau secondaire.

➤ *Formation professionnelle*

Locomotive incontournable du développement économique national, la formation professionnelle est l'un des chantiers majeurs et structurants qui contribue continuellement à l'émergence d'une nouvelle génération de compétences nationales.

Jouant un rôle clé dans la satisfaction des besoins évolutifs en matière de mains-d'œuvre qualifiées des entreprises et dans l'amélioration de l'employabilité des jeunes chercheurs d'emploi, le secteur de la formation professionnelle a connu une progression remarquable, comme en témoigne l'augmentation du nombre de stagiaires, qui a atteint 667.491 en 2023-2024 dont 265.810 nouveaux inscrits, et le taux d'insertion des lauréats de la formation professionnelle dans le marché du travail qui s'élève en moyenne à 70% immédiatement après obtention du diplôme (90% trois ans après obtention du diplôme). Par secteur prometteur, le taux d'insertion est de 81,4% dans l'industrie automobile, 70% dans le secteur de l'électricité et 66% dans le secteur de l'intelligence artificielle.

S'inscrivant dans le cadre du renforcement du rôle de la formation professionnelle en tant que véritable dispositif pour le développement et la qualification des jeunes, un intérêt particulier a été accordé à la formation par apprentissage et ce, au niveau des centres de formation intra-entreprise, à travers la poursuite des programmes de

³⁵ C'est le rapport entre l'effectif des élèves garçons sur les élèves filles.

formation par apprentissage au profit de 30.696 stagiaires en 2023-2024 contre 23.927 apprentis en 2022-2023.

Concernant le dispositif de la formation professionnelle, une augmentation des capacités d'accueil du système de la formation professionnelle a été enregistrée à travers, notamment, l'ouverture de six Cités des Métiers et des Compétences (CMC) dans les régions de Souss-Massa, de l'Oriental, de Laâyoune-Sakia El Hamra, de Rabat-Salé-Kenitra, de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et de Béni Mellal-Khénifra, avec une capacité d'accueil de 21.865 places pédagogiques. Le dispositif continuera de s'étendre avec l'ouverture prévue de deux nouvelles CMC au cours de l'année scolaire 2023-2024 dans les régions de Casablanca-Settat et de Dakhla-Oued Eddahab.

Dans ce cadre, l'OFPPPT compte augmenter sa capacité d'accueil pour atteindre plus de 414.855 places pédagogiques au titre de l'année 2024-2025 et ce, grâce à l'ouverture prévue de 20 nouveaux établissements dans les régions de Rabat-Salé-Kénitra, Souss-Massa, Casablanca-Settat, Beni-Mellal Khénifra, l'Oriental et Tanger-Tetouan-Al Hoceïma avec une capacité de plus de 3.805 places.

Parallèlement, des mesures importantes ont également été prises pour faire progresser le secteur, qui se sont manifestées par l'octroi d'une bourse aux stagiaires en formation professionnelle. Ainsi, environ 40.000 bourses d'études ont été attribuées pour l'année scolaire 2023-2024 (contre environ 29.697 bénéficiaires en 2022-2023) aux stagiaires titulaires d'un baccalauréat, poursuivant une formation au niveau « technicien » et « technicien spécialisé », avec une enveloppe budgétaire de 150 millions de dirhams.

Pour améliorer l'accessibilité à la formation professionnelle des jeunes issus de ménages à revenu modeste, et afin de réduire les abandons dans le système de formation professionnelle, le nombre d'internats a été porté à 145 pour l'année 2023-2024, accueillant ainsi 20.250 stagiaires.

➤ *Enseignement supérieur et recherches scientifiques : une nouvelle dynamique de transformation de l'université marocaine*

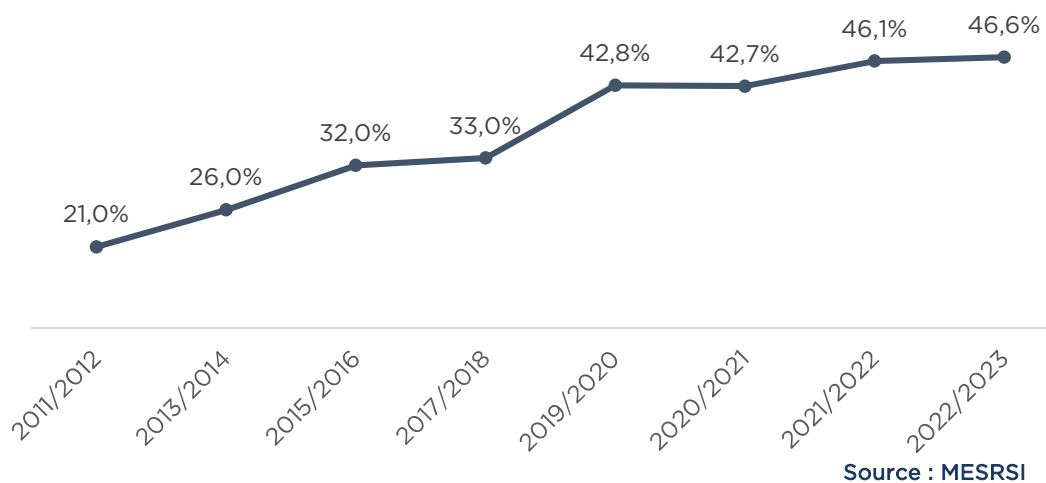
Considéré comme un pilier fondamental du développement économique et social, le secteur de l'enseignement supérieur joue un rôle stratégique dans la réinsertion professionnelle et sociale des jeunes. Il contribue, également, à la qualification des ressources humaines, au développement de la recherche scientifique, et à l'innovation pour répondre aux besoins de l'économie nationale.

L'année universitaire 2023-2024 a été marquée par la mise en place, par le Gouvernement, des mesures du plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE ESRI 2030) qui vise l'ancrage d'un nouveau modèle pour l'université marocaine, l'excellence académique et scientifique et appuie l'inclusion économique et sociale.

Ce plan a été traduit en mesures concrètes visant à améliorer l'accès et les conditions d'étude dans l'enseignement supérieur, tout en garantissant des mécanismes efficaces pour rehausser la qualité du système et améliorer ses résultats. Il a également mis l'accent sur le renforcement des mécanismes de bonne gouvernance, ainsi que sur le

développement de la recherche scientifique, en améliorant ses infrastructures et en valorisant ses résultats.

Dans ce contexte, l'accroissement de l'effectif des nouveaux inscrits des étudiants a atteint 5,6% en passant de 325.445 nouveaux inscrits au titre de la rentrée universitaire 2023-2024 à 344.679 nouveaux inscrits en 2024-2025. De même, le taux de scolarisation post-baccalauréat pour la tranche d'âge 18-22 ans a atteint 46,6% en 2022-2023 contre 42,8% en 2020-2021, marquant une amélioration d'environ 4 points. Cette croissance a été accompagnée par une expansion de la capacité d'accueil des établissements universitaires qui a atteint 578.962 places en 2023-2024 contre 547.004 places en 2021-2022, soit une augmentation de 30.996 places.



Graphique 42 : Taux de scolarisation de l'enseignement supérieur (18-22 ans)

En ce qui concerne les services sociaux, 409.013 étudiants ont bénéficié de bourses en 2023-2024, contre 401.710 en 2021-2022, soit une augmentation annuelle moyenne de 5%, dont les filles représentent 58%. La capacité d'accueil des cités universitaires a également été augmentée, atteignant 59.400 lits en 2023-2024, dont plus de 63% sont réservés aux filles, contre 52.253 lits en 2021-2022. De plus, le nombre d'étudiants couverts par le régime AMO étudiants a considérablement augmenté pour atteindre 469.894 assurés, et les cantines universitaires ont servi 15 millions de repas, contre 10,43 millions repas au titre de l'année universitaire 2021-2022.

Pour accompagner la mise en œuvre des chantiers transformateurs de l'écosystème de l'enseignement supérieur inscrits dans le cadre du PACTE ESRI 2030, plusieurs mesures ont été prises en termes d'adaptation du cadre juridique et réglementaire, avec la publication des textes de lois au bulletin officiel à savoir le décret relatif à la vocation des établissements universitaires/cycles des études/diplômes, le décret portant statut particulier des enseignants-chercheurs et le décret relatif aux bourses.

3.1.3. Principales réalisations de la refonte du secteur de la santé

➤ Evolution des principaux indicateurs sanitaires

Les indicateurs de santé que ce soit en termes d'offre ou de demande de soins poursuivent leur évolution positive. Cette tendance devrait être renforcée par les mesures prises dans le cadre de la réforme du secteur de la santé. L'opérationnalisation de cette réforme devrait se traduire par le renforcement de l'offre en santé en termes de ressources humaines et en infrastructure de santé, mais aussi en termes de qualité des services de santé.

Ceci est d'autant plus nécessaire que la généralisation de la couverture médicale se traduit par une hausse importante de la demande en soins qui nécessitera, pour y répondre, une amélioration de l'offre de soins et sa disponibilité sur l'ensemble du territoire. Un renforcement du budget alloué au secteur de la santé, accompagné d'une allocation optimale des ressources, devrait contribuer de manière positive à l'atteinte de ces objectifs.

➤ Une offre de soins renforcée pour être à la hauteur des ambitions de la réforme du secteur de la santé

La mise à niveau de l'offre de soins et son élargissement est un pilier essentiel de la refonte du système national de santé avec pour objectif de répondre aux attentes des citoyens en termes d'amélioration de l'accès à des soins de qualité équitablement répartis sur le territoire. En termes de ressources humaines, l'offre en personnel de santé poursuit sa progression se traduisant par une amélioration de l'encadrement médical et paramédical.

Ainsi, selon les données de la carte sanitaire portant sur l'offre de soins pour l'année 2023, le taux d'encadrement médical s'est établi à 1.256 habitants par médecin en 2023 poursuivant sa baisse régulière depuis l'année 2000 (2.308 habitants par médecin), progression qui s'explique par la hausse continue du nombre de médecins de près de 4% en moyenne par an sur la période 2000-2023.

Quant à l'effectif du personnel paramédical exerçant dans le secteur public, celui-ci enregistre une nette progression ces dernières années avec un taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre de 4,6% sur la période 2020-2023 après une longue période marquée par une relative stagnation (1,3% sur la période 2000-2020). En 2023, le corps paramédical s'est établi à 38.725 personnes contre 37.376 en 2022.

De manière générale, les ressources humaines en santé devraient être renforcées par l'accélération de la mise en place des mesures incitatives prévues dans le cadre de la nouvelle réforme du secteur de la santé et l'effort doit être aussi orienté vers la formation de plus de médecins généralistes compte tenu du rôle clé qu'ils auront à jouer dans le cadre de la nouvelle réforme du secteur.

En termes d'infrastructures sanitaires, l'offre de soins de santé primaire s'est de nouveau renforcée en 2023 selon les données de la carte sanitaire pour atteindre 2.199 Etablissements de Soins de Santé Primaire (ESSP) contre 2.126 en 2020 et 2.112 en 2000

avec un ratio d'habitants/ESSP de 12.300 (6.088 en milieu rural et 27.713 en milieu urbain).

L'offre hospitalière a, quant à elle, poursuivi sa tendance haussière pour atteindre 170 établissements en 2023 contre 162 en 2020 et 120 en 2000 pour une capacité litière publique de 27.539 lits et une capacité litière totale de 44.130 lits.

A noter que l'offre en infrastructure de santé devrait connaître une amélioration notoire en termes de quantité et de qualité avec la mise en œuvre des dispositions de la réforme du secteur de la santé, en particulier le pilier 3 qui a trait à la réhabilitation de l'offre de soins.

Par ailleurs, des efforts ont été menés pour améliorer la capacité litière hospitalière. Plus de 2.000 lits ont ainsi été fournis par la mise en service de nouveaux hôpitaux, dont les plus importants sont le Centre hospitalier provincial Driouch (150 lits) ; le Centre hospitalier provincial Temara (250 lits), le Centre hospitalier régional Rabat (300 lits) ; le CHU de Tanger (797 lits) et trois hôpitaux de proximité d'une capacité litière de 45 lits chacun.

La mise en service du CHU d'Agadir en cours de construction, l'achèvement des travaux de construction du CHU de Rabat en cours de reconstruction et le démarrage de la construction de 3 facultés de médecines et CHU à Errachidia, Béni Mellal et Guelmim devraient améliorer davantage l'offre et la capacité litière hospitalière.

➤ *Des indicateurs de santé maternelle et infantile en continuelle progression*

Au Maroc, les efforts importants déployés par les pouvoirs publics en matière de lutte contre la mortalité maternelle se sont traduits par une baisse importante de la mortalité maternelle et infantile permettant ainsi d'atteindre les objectifs fixés dans le cadre des OMD et d'être sur la bonne voie pour la réalisation de ses engagements dans le cadre des ODD.

Le taux de mortalité maternelle a connu une baisse de près de 4 points entre 1997 et 2018, passant de 72,6 à 68 cas de décès pour 100.000 naissances vivantes. Ceci est grâce à l'amélioration continue du suivi de la grossesse et de la prise en charge de l'accouchement.

La mortalité des enfants a également enregistré une baisse importante pour atteindre 18 pour 1.000 naissances vivantes pour les enfants de moins d'un an et 22,16 pour 1.000 pour les enfants de moins de 5 ans en 2018 contre 36,6 et 45,8 pour 1.000 en 1997, soit une baisse respective de 50,8% et de 51,6% sur la période. La mortalité néonatale a, quant à elle, baissé de 31,2% pour atteindre 1,53 pour 1.000 naissances vivantes en 2018.

➤ *Financement de la santé : poursuite de la hausse du budget alloué en soutien au secteur de la santé*

Le budget alloué au Ministère de la Santé et de la Protection Sociale (MSPS) poursuit sa tendance haussière qui a connu un nouvel élan depuis 2020 pour répondre aux besoins du secteur et faire face aux défis croissants en termes de santé et à la généralisation de la couverture médicale.

Par conséquent, le budget alloué au secteur a été multiplié par 5 fois depuis 2005, passant de 6,2 à 30,7 milliards de dirhams en 2024. Sur la seule période 2020-2024, le budget alloué au secteur de la santé a été multiplié par 1,6 fois. Cette hausse s'est reflétée sur la part du budget du MSPS dans le Budget Général de l'Etat qui a connu une hausse significative, particulièrement ces dernières années, passant de 5,7% en 2020 à 7,7% en 2024.

L'analyse du budget du MSPS par poste de dépenses révèle la prédominance des dépenses de personnel qui représentent 47,1% du budget du Ministère. Le budget d'investissement alloué au Ministère représente en 2024 près de 29,3% du budget total enregistrant une hausse de plus de 11 points de pourcentage par rapport à l'année 2020.

Pour ce qui est des dépenses de santé, leur structure devrait connaître un changement avec la généralisation de la couverture médicale et l'opérationnalisation de la réforme du secteur de la santé en faveur d'une baisse des dépenses directes des ménages.

➤ *Accélération de la refonte du secteur de la santé*

La réforme en profondeur du secteur de la santé au Maroc s'inscrit dans le processus de réforme de la protection sociale en tant que condition sine qua non de la réussite de ce grand chantier sociétal.

Elle vise à mettre à niveau l'offre de soins et à agir sur les dysfonctionnements majeurs dont souffre le secteur, dans le but d'assurer des services de santé efficaces et de qualité, accessibles à tous en se basant sur quatre piliers essentiels : adoption d'une bonne gouvernance, valorisation des ressources humaines, mise à niveau de l'offre de soins et digitalisation du système de santé.

Dans le cadre de la poursuite des efforts visant l'opérationnalisation de la réforme du secteur de la santé, plusieurs mesures ont été prises pour renforcer la disponibilité en personnel de santé et améliorer leur statut professionnel, réhabiliter les infrastructures et améliorer la gouvernance du secteur.

Sur le plan réglementaire, la promulgation, en décembre 2022, de la Loi cadre⁰⁶⁻²² constitue la feuille de route globale pour la réforme du secteur.

➤ *Valorisation des ressources humaines et amélioration de la disponibilité du personnel de santé*

Dans le cadre de la concrétisation de la réforme du secteur de la santé dans son volet ressources humaines, plusieurs mesures visant à renforcer la disponibilité en personnel de santé et améliorer leur statut professionnel ont été prises.

Il s'agit notamment, de la publication de la loi n°33.21 modifiant et complétant la loi n°131.13 relative à l'exercice de la médecine³⁶ pour permettre l'accès des étrangers et des Marocains Résidant à l'Etranger à l'exercice permanent de la médecine au Maroc.

³⁶ Cette loi a été publiée au BO n°7007 du 26/07/2021

Dans le même sillage, un accord-cadre visant à augmenter substantiellement le nombre des effectifs travaillant dans le secteur de la santé au Maroc a été signé, le 25 juillet 2022. Il préconise la réorganisation de la formation dans le secteur de la santé, avec des leviers concrets pour augmenter le nombre de personnels formés pour atteindre 90.000 professionnels de santé en 2025 et 177.000 professionnels de santé à l'horizon 2030 (68.000 actuellement) et un taux d'encadrement professionnels de santé de 24 pour 10.000 habitants en 2025 et 45 pour 10.000 habitants en 2030 (17,4 pour 10.000 habitants actuellement).

Par ailleurs, dans le cadre de la valorisation des ressources humaines en santé dans le secteur public et de l'amélioration de l'attractivité aux métiers de la santé, le MSPS a acté une augmentation conséquente du salaire des médecins du secteur public et a adopté des mesures pour améliorer le statut du personnel infirmier via l'organisation des avancements de grade et d'échelons.

Sur le plan réglementaire, la loi n° 09-22 relative à la fonction sanitaire a été publiée en 2023. Cette loi renforce les garanties de protections juridiques des professionnels de santé, institue l'obligation de participation à la formation continue, introduit un nouveau système de recrutement sur la base de contrats débouchant sur une titularisation et met en place un nouveau barème de rémunération comprenant une partie fixe (salaire et indemnités) et une partie variable en fonction des tâches accomplies.

➤ *Amélioration de l'offre en infrastructures*

La mise à niveau de l'offre de soins est un pilier essentiel de la refonte du système national de santé dont la première étape consiste à réformer les ESSP, à mettre à niveau des hôpitaux, et à instaurer l'obligation du respect du circuit des soins.

Ainsi, une vaste opération de rénovation et de réhabilitation des infrastructures de santé existants a été lancée par le MSPS afin d'en assurer la conformité avec les normes de services de santé de qualité à proximité des citoyens.

Cette opération a concerné 1.400 ESSP existants, dont 483 établissements ont été livrés vers la fin de l'année 2023 avec une enveloppe de 850 millions de dirhams en 2023.

Par ailleurs, des efforts ont été menés pour améliorer la capacité litière par la mise en service de nouveaux hôpitaux avec plus de 2.000 lits supplémentaires.

➤ *Mise en place des organes de gouvernance*

Il s'agit, en l'occurrence, de la Haute Autorité de Santé (HAS) chargée des missions d'encadrement technique du chantier de l'AMO de base et des Groupements Sanitaires Territoriaux chargés de la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans le domaine de la santé au niveau régional.

L'Agence Marocaine du Sang et de ses dérivés a été créée afin de garantir le stock du sang humain et l'Agence Marocaine du Médicament et des produits de santé agit comme un régulateur contrôlant la mise sur le marché des médicaments, leur disponibilité et leur prix. De nombreux textes législatifs les concernant ont été adoptés par le Parlement.

➤ *Digitalisation du secteur de la santé*

Dans le cadre de la mise en œuvre du quatrième pilier de la réforme relative à la digitalisation du système de santé, le MSPS a lancé le projet de création d'un système d'information intégré pour collecter, traiter et exploiter toutes les informations essentielles du secteur et les intégrer aux autres systèmes de protection sociale de manière sûre et sécurisée.

Ce projet vise à répondre aux différentes problématiques auxquelles le secteur de la santé est confronté, notamment en termes d'intégration et de coordination entre les établissements hospitaliers publics et les acteurs privés du secteur.

Les fonctionnalités de ce nouveau système permettent aussi de faire bénéficier les patients de plusieurs avantages et impacts positifs favorisant un service de santé et de soins de meilleure qualité, une fiabilité des données du patient, notamment, grâce au principe d'identifiant unique attribué à chaque patient lui facilitant l'accès aux soins là où il se trouve à l'échelle du Royaume, ainsi qu'un suivi maîtrisé de la situation sanitaire de chaque patient grâce à l'accès des médecins au dossier médical informatisé du patient.

➤ *Amélioration de l'accès aux médicaments et mise en œuvre des processus de contrôle*

Afin d'améliorer la disponibilité en médicaments, le MSPS s'est engagé dans l'accélération du rythme de la simplification et de la digitalisation des procédures administratives, en particulier, la digitalisation des procédures de réception des dossiers, d'émission des licences et des certificats, ainsi que la mise en place d'un nouveau système d'information pour le laboratoire national des médicaments et le nouveau laboratoire de microbiologie pour le contrôle des vaccins et des produits biotechnologiques, entré en vigueur en 2023.

Par ailleurs, le MSPS a poursuivi ses efforts de réduction des prix des médicaments avec une baisse prévue de plus de 29 médicaments supplémentaires en 2024 auxquels s'ajoutent 6 médicaments génériques.

3.1.4. Poursuite du processus de généralisation de la protection sociale

Depuis le lancement par SM le Roi Mohammed VI que Dieu L'assiste du grand chantier de la généralisation de la protection sociale en 2020, des avancées importantes ont été réalisées pour la concrétisation de ce grand projet sociétal dans le délai imparti.

Ainsi, l'année 2022 a été marquée par l'opérationnalisation de la généralisation de la couverture médicale à l'ensemble des citoyens avec l'intégration des Travailleurs Non-Salariés (TNS) et des ramédistes à l'AMO et la publication de l'ensemble des décrets d'application les concernant. L'intégration à l'AMO des personnes capables de payer leurs cotisations n'exerçant aucune activité rémunérée ou non rémunérée clôt le processus.

Par ailleurs, la généralisation des aides sociales directes et la mise en place des mécanismes de ciblage vers la fin de l'année 2023 ont permis la concrétisation de la deuxième phase de généralisation de la protection sociale.

➤ *Généralisation de la couverture médicale*

L'opérationnalisation en 2022 de la généralisation de l'AMO s'est traduite par une hausse importante de la population bénéficiaire de l'AMO-CNSS et une amélioration nette du taux de couverture médicale.

La population bénéficiaire l'AMO se compose actuellement de :

- 24,23 millions de personnes qui bénéficient d'une couverture médicale au titre des régimes de l'AMO-Tadamon, des travailleurs salariés et des fonctionnaires de l'Etat ;
- 4,07 millions de personnes qui sont couvertes par d'autres régimes conventionnels ;

4,01 millions de personnes qui sont couvertes au titre des régimes AMO-TNS et AMO-Achamil.

Sur le plan réglementaire, tous les textes législatifs et réglementaires permettant d'étendre l'AMO ont été adoptés en 2022, soit au total, 38 textes de loi et décrets.

La publication en 2023 de la Loi n° 60-22 portant régime de l'AMO dédié aux personnes capables de s'acquitter de leurs cotisations et n'exerçant aucune activité rémunérée ou non rémunérée et des décrets d'application y afférent qui étend l'AMO aux citoyens inactifs capables de payer les cotisations, constitue la finalisation de l'arsenal juridique consolidant ce vaste projet de généralisation de la couverture médicale de base.

Dans le même sillage, le projet de Loi n°21.24 fixant des dispositions particulières relatives au régime AMO applicables aux personnes capables de payer les cotisations et n'exerçant aucune activité rémunérée ou non rémunérée a été adopté par la chambre des Conseillers le 14 mai 2024.

➤ *Opérationnalisation du programme d'aide sociale directe*

Le programme d'aide sociale directe ou généralisation des allocations familiales représente la deuxième phase de généralisation de la protection sociale. Il est entré en vigueur dès la fin de l'année 2023 avec la publication de la Loi n° 58-23, qui définit les conditions et les procédures pour bénéficier de l'aide sociale directe, et celle des décrets d'application y afférents déterminant le montant des aides accordées aux différentes catégories éligibles et définissant le seuil d'éligibilité au programme.

Sa mise en œuvre effective s'est traduite par la distribution d'aides monétaires aux familles précaires avec enfant de moins de 21 ans et par la distribution de transferts forfaitaires pour les ménages sans enfants ou ayant des enfants de plus de 21 ans et qui ne bénéficient pas des allocations pour la protection des risques relatifs à l'enfance, soit près de 4 millions de familles concernées.

Pour ce qui est de l'aide sociale forfaitaire, les mêmes conditions de résidence, d'inscription au RSU et de conformité au seuil réglementaire s'appliquent auxquelles s'ajoute la non disponibilité d'enfants ou leur dépassement de l'âge de 21 ans. Par ailleurs, il y a lieu de signaler qu'il n'est pas permis de cumuler entre l'aide liée à la protection de l'enfance et l'aide forfaitaire.

La mise en œuvre effective du dispositif d'aide sociale directe à compter de la fin de l'année 2023 a permis aux familles vulnérables ciblées par le programme de bénéficier d'une source de revenu stable représentant un soutien à leur pouvoir d'achat ou à la scolarisation de leurs enfants.

Ainsi et jusqu'à fin août 2024, près de 4,8 millions de demandes d'aides sociales directes ont été enregistrées via la plateforme électronique dédiée à cet effet. Parmi lesquelles, environ 3,9 millions de familles ont reçu une aide, représentant ainsi un taux d'acceptation de 81%. De même, environ 2,9 millions de familles ont bénéficié des aides relatives à la protection contre les risques liés à l'enfance.

Amélioration des mécanismes de ciblage

La pandémie de la Covid-19 et la crise sociale qui s'en est suivie ont montré qu'il était fondamental de disposer d'un système national d'identification et de ciblage efficace des bénéficiaires des programmes sociaux. Le lancement du grand chantier sociétal de généralisation de la protection sociale a rendu cet impératif encore plus nécessaire avec les besoins d'identification précise des bénéficiaires potentiels des différents programmes sociaux.

Le système de ciblage, mis en place pour accompagner la généralisation de la protection sociale, se base sur trois piliers : le Registre national de la Population (RNP), le Registre Social Unique (RSU) et l'Agence Nationale des Registres (ANR).

Le RSU est un système d'information national qui s'apparente à un système de ciblage social. Il permet aux programmes d'appui social de déterminer l'éligibilité des ménages selon des critères socio-économiques objectifs améliorant, ainsi, le ciblage des bénéficiaires des programmes sociaux.

L'inscription à ce registre est conditionnée par l'inscription préalable au RNP qui permet d'identifier et d'assurer le suivi de toutes les personnes résidentes au Maroc. De manière générale, le système de ciblage des bénéficiaires des programmes sociaux basé sur le RSU se décline en trois composantes principales :

- Un portail dédié pour la collecte des données socio-économiques et leur vérification et du regroupement automatique des données déclarées ;
- Un indice de niveau de vie du ménage basé sur une formule de calcul élaborée par le HCP et qui attribue un indice socio-économique pour chaque ménage sur la base des données déclarées ;
- Un service d'éligibilité qui définit un seuil d'éligibilité pour chaque programme social et assure la vérification de l'éligibilité du ménage.

Encadré 6 : Mise en œuvre des engagements issus du dialogue social

Dans le cadre de la poursuite de ses efforts visant à promouvoir le dialogue social entre le Gouvernement et ses partenaires économiques et sociaux et en application de ses engagements lors de l'accord social du 30 avril 2022, un accord social a été signé le 29 avril 2024 à Rabat entre le Gouvernement, les centrales syndicales et les associations et organisations professionnelles.

Cet accord a eu trait à l'amélioration des revenus des fonctionnaires et des salariés des secteurs public et privé, à la réforme des systèmes de retraite, à l'élaboration de la Loi Organique relative aux conditions et aux modalités d'exercice du droit de grève et à la révision de la législation de travail.

Pour ce qui est de la revalorisation des salaires, les décisions suivantes ont été prises :

- Une augmentation générale des revenus des fonctionnaires des administrations publiques, des collectivités territoriales et des établissements publics n'ayant pas encore bénéficié d'une revalorisation salariale, d'un montant mensuel net de l'ordre de 1.000 dirhams, versé en deux tranches égales (au 1er juillet 2024 et au 1er juillet 2025) ;
- Une augmentation de 10% du SMIG et du SMAG appliquée en deux tranches (1er janvier 2025 et 1er janvier 2026) ;
- Une baisse de l'impôt sur le Revenu pour l'ensemble des fonctionnaires et des salariés avec un impact mensuel allant jusqu'à 400 dirhams pour les catégories à revenu moyen ;
- Une hausse du montant de la déduction sur le montant annuel de l'impôt pour charge de famille du contribuable pour chaque personne à charge, de 360 à 500 dirhams.

Quant à la réforme du système de retraite, celle-ci devrait aboutir à la mise en place d'un système à deux piliers (public et privé) avec l'identification des mécanismes de transition vers le nouveau système et le renforcement des mécanismes de gouvernance basée sur les bonnes pratiques en la matière.

Le projet de la Loi organique relative aux conditions et aux modalités d'exercice du droit de grève concernerait l'exercice du droit de grève dans le secteur public et privé dans un sens qui permette d'établir un équilibre entre l'exercice de ce droit et la liberté de travailler, conformément aux dispositions constitutionnelles et aux traités internationaux ; la définition des concepts relatifs à ce droit et l'identification des Départements qui nécessitent la mise en place d'un service minimal en période de grève.

La révision de la législation du travail devrait permettre, selon une approche participative, la révision progressive de certaines dispositions du code du travail, du cadre juridique et institutionnel encadrant la formation professionnelle continue et des dispositions légales relatives aux élections professionnelles pour élire les délégués des salariés et des membres des commissions paritaires.

3.2. Renforcement de la stratégie du Maroc pour la préservation de sa sécurité hydrique

Face à la recrudescence des changements climatiques, le Maroc a adoptée depuis plusieurs décennies des stratégies d'envergure proactives visant à garantir sa sécurité hydrique pour préserver la durabilité et la résilience de son modèle de développement. De fait, et en raison de l'augmentation incessante de la demande sur les ressources hydriques, émanant des différents secteurs dont notamment l'alimentation en eau potable (AEP), l'industrie et l'agriculture irriguée, conjuguée à la raréfaction de ces ressources, le Royaume a engagé des actions structurelles visant aussi bien le renforcement de l'offre en ressources en eau à la fois naturelles que non conventionnelles, ainsi que la maîtrise et la rationalisation de la demande en eau.

Toutefois, et au regard à l'intensification, au cours de ces dernières années, du phénomène du changement climatique et ses impacts négatifs sur les apports en eau, le gouvernement s'est attelé à l'accélération de la mise en œuvre du Programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Irrigation (2020-2027). Un nouvel élan a été donné à ce chantier stratégique suite aux Hautes Orientations Royales à l'occasion du discours de Sa Majesté Le Roi que Dieu L'Assiste le 29 juillet 2024.

3.2.1. Enjeux cruciaux et défis persistants du secteur de l'eau au Maroc

Le contexte climatique du Maroc, à l'instar des pays de la région MENA, demeure caractérisé par la forte influence des changements climatiques avec des impacts potentiels sur les disponibilités en ressources hydriques renouvelables. Les dernières décennies ont connu une intensification de ces changements climatiques résultant en une régression considérable des apports en eau dans le pays. De fait, une baisse tendancielle des apports en eau par an a été enregistrée avec un recul de près de 33,9% entre les périodes 1945-1980 et 1980-2020 pour se situer en moyenne à près de 14,6 milliards de m³. Cette diminution, couplée à la croissance démographique, a provoqué une réduction des disponibilités par habitant en ressources en eau renouvelables dans le pays en passant d'environ 2.560 à près de 606 m³/habitant/an sur la période 1960-2020, une dotation qui pourrait chuter en dessous du seuil de pénurie situé à 500 m³ à l'horizon 2030.

Il est à noter que ce trend baissier des apports en eau a été fortement intensifié durant les dernières années qui ont connu l'occurrence d'une récurrence de la sécheresse sur plusieurs années depuis 2019. En effet, la période 2019-2023 a enregistré des déficits hydriques annuels records estimés à près de 54%, 71%, 59%, 85% et 66% (source MEE). Cette situation a engendré des restrictions sur la consommation en eau en particulier pour l'agriculture au niveau de certains périmètres irrigués (dont notamment les périmètres du Doukkala et du Haouz et Tafilalet qui ont subi des restrictions sévères durant la campagne 2023-2024).

3.2.2. Consolidation et renforcement de la politique hydrique du Maroc pour une meilleure adaptation au contexte climatique de plus en plus difficile

Le contexte climatique du Maroc devient de plus en plus marqué par l'intensification des changements climatiques, notamment durant les dernières années, exigeant une réponse urgente et proactive des pouvoirs publics du pays pour le renforcement de la résilience du modèle de développement du pays face à cet enjeu crucial. A cet effet, il a été procédé, sous les Hautes Orientations Royales traduites dans le cadre du programme du Gouvernement, à un ajustement de la stratégie de l'eau du pays vers une meilleure intégration de la donne climatique dans ses programmes structurels engagés, dont en particulier le Plan National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et l'Irrigation (PNAEPI 2020-2027)³⁷ et le Plan National de l'Eau. Ces programmes portent en particulier sur le renforcement de l'offre en ressources en eau aussi bien renouvelables que non conventionnelles pour garantir la satisfaction de 100% des besoins du pays en eau potable et couvrir 80% au moins des besoins d'irrigation, la rationalisation de la demande en eau ainsi que la promotion des actions de sensibilisation pour un meilleur usage de la ressource hydrique.

En matière d'offre hydrique, le Maroc a engagé des programmes d'envergure notamment dans le cadre de la politique dite politique de barrage comme une approche proactive de long terme pour se prémunir des implications néfastes liées à la fluctuation et au caractère limité de ressources en eau. A cet effet, le pays est doté actuellement de près de 154 grands barrages pour une capacité qui s'élève plus de de 20,7 milliards de m³, une capacité qui serait renforcée pour atteindre près de 24 milliards de m³ à l'horizon 2030. Il est prévu, conformément aux Hautes Orientations Royales, l'accélération de la réalisation des grands projets de transfert d'eau entre les bassins hydrauliques de façon à garantir la connexion entre le bassin de Oued Laou-Larache et Loukous et celui de Oued Oum Er-Rbia, en passant par les bassins Oued Sebou et Bouregreg.

D'un autre côté, et face à la diminution des apports en eau renouvelables, il est prévu de promouvoir davantage la production des ressources en eau non conventionnelles à travers le recours en particulier au dessalement de l'eau de mer et ce, en procédant au développement d'une industrie nationale en matière de production de l'eau dessalée tout en promouvant l'usage des énergies renouvelables pour cette production. A cet effet, il est programmé de procéder au renforcement de la capacité de production de l'eau dessalée pour passer d'une capacité actuelle de près de 192 millions de m³ à plus de 1,7 milliard de m³ à l'horizon 2030, permettant au pays de couvrir plus de la moitié

³⁷ Ce programme, doté d'un investissement de près de 143 milliards de dirhams, est décliné en cinq axes : développement de l'offre (construction et/ou surélévation de grands barrages, construction de petits barrages) ; développement de projets de dessalement de l'eau de mer et renforcement et sécurisation de l'alimentation en eau potable ; gestion de la demande, économie et valorisation de l'eau (potable, industrielle, touristique et l'eau d'irrigation) ; réutilisation des eaux usées ; renforcement de l'approvisionnement en eau potable en milieu rural et adoption d'une stratégie de communication et de sensibilisation.

de ses besoins en eau potable grâce à cette capacité, de contribuer à la satisfaction des besoins en eau d'irrigation et de renforcer sa sécurité alimentaire. Dans ce cadre, des investissements conséquents seront engagés dans des projets d'envergure à l'instar de la station de dessalement de Casablanca lancé en PPP, la plus grande en Afrique et la deuxième installation au monde qui sera alimentée à 100% en énergie propre et qui mobilisera des investissements de l'ordre de 6,5 milliards de dirhams.

Les disponibilités en ressources hydriques non conventionnelles seront également renforcées à travers la promotion de la réutilisation des eaux usées épurées. De fait, la capacité installée en matière d'épuration sera renforcée pour atteindre près de 100 millions de m³ chaque année (pour l'arrosage des espaces verts et des golfs) à fin 2027. A noter que cette capacité d'épuration sera davantage élargie conformément aux Hautes Orientations Royales ce qui constituera une source importante pour couvrir les besoins des secteurs de l'irrigation, de l'industrie et d'autres activités.

En matière de gestion rationnelle et durable de la demande en ressources hydriques face à l'accélération des changements climatiques, plusieurs actions stratégiques proactives ont été engagées touchant les différents secteurs usagers de l'eau. Ces actions concernent en particulier le renforcement du programme d'économie d'eau à usage agricole dans le cadre de la stratégie Génération Green (2020-2030) visant à passer d'une superficie équipée en techniques économes en eau d'irrigation de près de 653.000 d'hectares en 2020 à 1 million d'hectares à l'horizon 2030 (soit une progression de près de 53%) pour couvrir près de 64% de la superficie totale irriguée.

Dans le même sillage, dans l'objectif d'une gestion durable des eaux souterraines, un programme de préservation des ressources souterraines a été engagé visant la l'adoption et l'implémentation effective d'un ensemble de contrats de nappe, et ce pour parvenir à réduire l'exploitation de ces eaux de 50% à l'horizon 2030, et atteindre l'équilibre vers l'an 2050. D'un autre côté, des mesures sont entreprises visant l'amélioration de l'efficacité hydrique en réduisant les pertes au niveau des réseaux de production et de distribution d'eau potable avec pour objectif de porter le rendement des réseaux de distribution d'environ 77% à 78% en 2027 et à 80% en 2030.

Par ailleurs, et face à l'intensification des répercussions des changements climatiques, en termes de raréfaction des ressources en eau, plusieurs actions stratégiques proactives méritent d'être engagées dont, en particulier, l'instauration d'un système de tarification prenant en compte davantage la donne climatique de plus en plus contraignante et permettant d'assurer un financement soutenable aussi bien des investissements dans les infrastructures hydriques que des dépenses liées à leur exploitation. Cette tarification devrait, toutefois, être modulée selon les capacités financières des différents usagers de l'eau, notamment, ceux les plus vulnérables. Enfin, et sachant que la préservation et l'usage durable de la ressource hydrique concerne tous les concitoyens, des efforts davantage renforcés gagneraient à être déployés dans le cadre d'une communication efficace et ciblée à même de garantir une sensibilisation effective de tous pour une prise de conscience réelle des enjeux vitaux de la sécurité hydrique pour notre pays.

3.3. Vers une souveraineté énergétique renforcée

Le Maroc intensifie ses efforts pour développer ses énergies renouvelables dans le cadre de sa stratégie de décarbonation et de souveraineté énergétique. En exploitant ses vastes ressources solaires et éoliennes, le pays cherche à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à diminuer sa dépendance aux énergies fossiles. Ce dynamisme est renforcé par une augmentation significative des investissements dans le secteur. Parallèlement, le Maroc œuvre au développement du secteur gazier grâce au renforcement de ses prospections gazières, et son partenariat énergétique avec l'Espagne et le Nigéria. De même, le Royaume lance l'initiative « Offre Maroc » pour l'hydrogène vert, visant à renforcer sa position dans cette filière stratégique à même de soutenir sa transition énergétique et contribuer à l'effort mondial de décarbonation.

3.3.1. Le Maroc intensifie ses efforts en énergies renouvelables pour une économie décarbonée

Conformément aux Directives Royales et dans le cadre de son engagement pour la décarbonation de l'économie et le renforcement de la sécurité énergétique, le Maroc intensifie le déploiement de ses projets d'énergies renouvelables. En 2022, une mobilisation massive de 1,48 million d'hectares de foncier public a été réalisée pour soutenir le secteur de l'énergie, notamment les énergies renouvelables (ER) et l'hydrogène vert (H2 vert).

Cette dynamique repose sur l'exploitation de vastes ressources solaires et éoliennes du pays pour réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et diminuer la dépendance aux énergies fossiles. Afin août 2024, la capacité électrique installée à partir de sources renouvelables a atteint 5.304 MW, représentant 44,3 % de la puissance électrique totale installée. Force est de constater que la capacité installée d'électricité éolienne a franchi, l'année dernière, un seuil historique de 1.858 MW dépassant pour la première fois celle de l'hydroélectricité (1.770 MW), devenant ainsi la principale source d'énergie renouvelable en termes de capacité installée. En 2023, la production éolienne a atteint 6.546 GWh, en hausse de 22% par rapport à la production enregistrée de 5.356 GWh en 2022 contre une baisse de 24% de la production de source hydraulique. Cette performance du segment éolien s'est consolidé à fin juillet 2024 avec une hausse de la production de 64 % en glissement annuel atteignant 5.708 GWh.

L'accélération de la transition énergétique reste la locomotive de la décarbonation de l'économie marocaine. Pour cela, le rythme des investissements dans ce secteur prioritaire devrait considérablement augmenter, passant de 4 milliards de dirhams par an à 15 milliards de dirhams pour la période 2024-2027. La publication récente de la capacité d'accueil³⁸ par l'Autorité Nationale de Régulation de l'Electricité (ANRE) constitue un autre levier d'accélération de ce chantier du développement d'ER car

³⁸ L'ANRE a défini cette nouvelle notion comme étant « la quantité maximale en puissance installée à partir de sources d'énergies renouvelables, tout niveau de tension confondu, que le système électrique peut accueillir sans avoir de contraintes de gestion des moyens de production et de fonctionnement du système électrique ». A préciser que l'ANRE prévoit une actualisation annuelle de la capacité d'accueil.

donnant de la visibilité et de la flexibilité aux investisseurs dans ce secteur. Ainsi, la capacité d'accueil totale au niveau national devrait atteindre environ 7 236 MW pour la période 2024-2028, répartie entre 2 668 MW pour les énergies éoliennes et 4 568 MW pour les énergies solaires.

3.3.2. Le déploiement du gaz naturel : un levier important de la transition énergétique du pays marquant des avancées notables

Le secteur du gaz naturel, considéré comme un levier crucial pour la transition énergétique du Maroc, la compétitivité de ses industries et la décarbonation de son économie, a connu des avancées notables. Pour garantir son approvisionnement en gaz naturel, le Maroc a établi des contrats d'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) avec de grands pays exportateurs. En utilisant les infrastructures gazières espagnoles ainsi que le Gazoduc Maghreb-Europe, ce gaz est acheminé jusqu'aux centrales de Tahadart et d'Ain Beni Mathar. En 2023, les exportations espagnoles vers le Maroc ont dépassé les 9 800 GWh, plaçant le Maroc comme la deuxième destination après la France.

Par ailleurs, la production de gaz naturel devrait augmenter dans les prochaines années grâce à une série de découvertes récentes. Actuellement, la production gazière du Maroc se limite aux champs de Meskala et du Gharb, avec un total annuel d'environ 100 millions de mètres cubes. Pour répondre aux besoins futurs, des projets comme Tendrara, Anchois et, dans une moindre mesure, Loukkos devraient renforcer la production.

D'un autre côté, il est à souligner qu'un protocole d'accord stratégique a été conclu le 26 mars 2024 entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Économie et des Finances, le Ministère de l'Équipement et de l'Eau, ainsi que le Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable. Ce protocole inclut également la participation de cinq organismes et sociétés publics : l'Agence Nationale des Ports (ANP), l'Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE), l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM), la société Nador West Med S.A. (NWM), et la Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM). Ce programme de développement durable des infrastructures gazières, qui s'étendra sur plusieurs années, a pour but d'établir au Royaume plusieurs points d'entrée pour l'importation de gaz naturel liquéfié, ainsi que des infrastructures pour le stockage et le transport du gaz naturel. Il s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Maroc à renforcer sa souveraineté énergétique, à décarboner son économie, et à améliorer sa connectivité avec les marchés régionaux et mondiaux. Ce programme vise également à améliorer la coordination entre les pouvoirs publics pour accélérer la mise en place d'infrastructures gazières durables.

Quant au mégaprojet stratégique du gazoduc Maroc-Nigeria, il a également réalisé des avancées prometteuses. L'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM) prévoit la création d'une société de projet chargée de coordonner le financement, la construction et les opérations de cette infrastructure clé, ainsi que de mobiliser les bailleurs de fonds internationaux. Les études détaillées du projet, comprenant l'analyse de faisabilité et l'étude d'ingénierie et de conception préliminaire (FEED), ont été complétées, marquant une étape décisive dans son avancement. En outre, l'ONHYM et

son partenaire nigérian, la Nigerian National Petroleum Company Ltd (NNPC), ont signé des Mémoires d'entente (MoU) avec la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Liberia et le Bénin pour la réalisation du projet. Ces accords, en complément de ceux signés avec la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Sierra Leone et le Ghana, soulignent l'engagement des parties prenantes à concrétiser ce projet stratégique qui, une fois terminé, fournira du gaz à l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest.

3.3.3. Développement de l'Hydrogène Vert au Maroc : Vers une opérationnalisation de l'Offre Maroc de l'hydrogène

De par son rôle pionnier dans le développement des énergies renouvelables, de ses ressources naturelles riches et diversifiées, ainsi que sa position géographique stratégique, l'hydrogène vert est identifié comme un vecteur énergétique essentiel dans la transition énergétique du Maroc. Ce domaine présente un potentiel significatif pour favoriser une croissance durable.

Sous l'impulsion des Directives Royales, le Gouvernement marocain a émis une circulaire dévoilant l'Offre Maroc, destinée à développer la filière de l'hydrogène vert. Cette initiative décrit les étapes opérationnelles nécessaires à sa réalisation et les mesures que l'État mettra en place pour garantir son succès. Elle se compose de six volets principaux : la définition du champ d'application, la gouvernance de la filière, la gestion des terrains, les infrastructures requises, les mesures incitatives et le processus de sélection des investisseurs (voir l'encadré). Suite à la publication de la circulaire relative à cette « offre Maroc » en mars 2024, trois réunions du Comité d'investissement et deux réunions du comité de pilotage ont été tenues dans l'objectif d'accélérer le déploiement de l'Offre Maroc. A mentionner que la plateforme établie par MASEN avait reçu près de 40 demandes de projets, illustrant ainsi l'intérêt croissant et l'engagement des investisseurs nationaux et internationaux dans ce domaine.

Afin d'opérationnaliser cette offre, l'OCP a annoncé son intention de devenir un leader dans le développement d'une base industrielle dédiée à la production d'hydrogène et de molécules vertes. À cet effet, un programme d'investissement de 130 milliards de dirhams pour la période 2023-2027 a été lancé. Ce programme vise à atteindre une production de 1 million de tonnes d'ammoniac vert d'ici 2027, dans le complexe envisagé au sud de Tarfaya, qui sera alimenté par un parc solaire et éolien de 3,8 GW. L'objectif de production sera porté à 3 millions de tonnes d'ici 2032.

Il est important de souligner qu'à l'échelle nationale, plusieurs projets de production d'hydrogène, représentant un total de 5,8 millions de tonnes d'H₂ vert, sont actuellement en cours et se trouvent à différents stades de développement. Parmi eux³⁹, le projet d'ammoniac du groupe OCP, en phase de conception, prévoit une capacité de 360 kt d'H₂ par an. Le projet Noor, également en phase d'étude de faisabilité, vise une capacité de 1200 kt d'H₂ par an. Le projet Aman, avec une capacité prévue de 360 kt d'H₂ par an, est en cours d'étude de faisabilité. Le projet Secunda SAF-Phase II, en phase

³⁹ Source : Base de données sur les projets de production et d'infrastructures d'hydrogène (actualisation annuelle en octobre)

de conception, vise une capacité de 2568 kt d'H₂ par an, tandis que le projet Prieska Ammonia-Phase II, également en phase de conception, prévoit une capacité de 974 kt d'H₂ par an. Enfin, le projet Nelson Mandela Bay Green Ammonia-Phase II, en phase d'étude de faisabilité, a une capacité estimée à 375 kt d'H₂ par an. D'autres projets de plus petite envergure sont également en cours de conception.

De plus, dans le cadre des coopérations internationales pour la protection du climat et la transition énergétique, le Maroc et l'Allemagne ont formé une alliance pour le climat et l'énergie. Ce partenariat a pour objectif de renforcer la collaboration dans l'adaptation au changement climatique, le développement des énergies renouvelables et la production d'hydrogène vert. Il inclut la construction d'une usine d'une capacité de production de 10.000 tonnes d'hydrogène vert par an. Grâce à ses conditions optimales pour la production d'électricité renouvelable, le Maroc est bien positionné pour satisfaire ses besoins énergétiques internes et, à terme, exporter de l'hydrogène vert vers l'Allemagne et d'autres marchés internationaux.

Encadré 7 : Offre Maroc de l'hydrogène vert

Champ d'application de l'Offre Maroc

L'Offre Maroc s'adresse aux investisseurs ou consortiums désirant produire, dans le Royaume, à échelle industrielle, de l'hydrogène vert et ses dérivés, et qui visent le marché domestique, l'export ou les deux à la fois. Elle s'applique aux projets intégrés de l'amont, depuis la génération d'électricité à partir d'énergies renouvelables et l'électrolyse, jusqu'à l'aval avec la transformation de l'hydrogène vert en ammoniac, méthanol, carburants synthétiques, etc., ainsi que la logistique y afférente.

Foncier mobilisé pour la mise en œuvre de l'Offre Maroc

L'État a identifié un foncier public significatif, de l'ordre d'un million d'hectares, dédié, accessible et à fort potentiel en matière de production d'hydrogène vert, étant précisé que ce foncier est d'ores et déjà couvert par les arrêtés de l'autorité gouvernementale chargée de l'Énergie en vigueur et définissant les zones d'accueil des sites de développement de projets de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergies solaire et éolienne. Une première phase (Phase I) verra la mise à disposition de 300.000 hectares à répartir en lots de 10.000 à 30.000 hectares. Pour les investisseurs retenus ayant exprimé un intérêt pour une superficie plus importante, une assiette minimale d'environ 30.000 hectares sera mise à leur disposition dans une première phase, tout en leur accordant de la visibilité sur l'assiette globale susceptible de leur être attribuée ultérieurement, avec une libération progressive et sous conditions, conformément aux termes de l'Offre Maroc.

Infrastructures nécessaires au développement de la filière de l'hydrogène vert

Une infrastructure compétitive est à planifier, mutualiser, développer et maintenir, conformément aux meilleurs standards internationaux et en fonction des besoins et de l'évolution de l'industrie de l'hydrogène vert, le cas échéant dans le cadre de partenariats public-privé avec les investisseurs, nationaux ou étrangers. Pour cela, l'offre Maroc a décidé de mener les études relatives aux infrastructures portuaires, aux cavités salines identifiées pour le stockage de l'hydrogène vert, et au réseau national d'hydrogénéoducs et de gazoducs nécessaires aux besoins de la filière de l'hydrogène vert, avec évaluation des coûts et schémas de financement. De son côté, l'ONEE est chargé d'accélérer la réalisation de son plan d'équipement, et d'ouvrir au secteur privé l'opportunité d'investir dans le réseau électrique national, pour renforcer davantage les

liaisons de transport d'énergie électrique produite à partir de sources d'énergies renouvelables entre les provinces du Sud du Royaume et le reste du pays. Enfin, le Département de l'Industrie se chargera d'évaluer le potentiel d'intégration industrielle locale au Maroc autour de la filière de l'hydrogène vert et de l'identification des zones industrielles nécessaires.

Mesures incitatives de l'Offre Maroc

Les projets intégrés d'hydrogène vert profiteront des incitations à l'investissement prévues par la nouvelle Charte de l'investissement, et d'incitations fiscales et douanières, notamment en termes d'exonération du droit d'importation, et d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, pour les biens acquis à l'intérieur et pour les biens acquis à l'importation. De même, les projets d'investissement réalisés dans une logique d'intégration industrielle locale de la filière hydrogène vert au Maroc, qu'il s'agisse d'intégration horizontale ou verticale pourront également bénéficier des avantages fiscaux et douaniers relatifs à ce statut.

Processus de sélection des investisseurs et de contractualisation avec l'État

Les investisseurs ou consortiums désirant développer des projets intégrés d'hydrogène vert communiqueront leurs offres à MASEN. L'appréciation des offres se basera sur un ensemble de critères relatifs, notamment et sans s'y limiter, à la robustesse financière des investisseurs (y compris consortiums), à leurs expériences dans les différents segments de la chaîne de valeur des filières de l'hydrogène vert et de l'énergie, ainsi qu'à la vision de leurs projets au Maroc et des externalités positives pour le Royaume, notamment en termes d'intégration industrielle horizontale et verticale. Les principales étapes pour la sélection de ces offres sont : un contrat préliminaire de réservation de foncier (les premiers contrats dès le troisième trimestre 2024), une convention d'études avancées, et une convention-cadre d'investissement selon les termes convenus dans la convention d'études avancées

Gouvernance de la filière de l'hydrogène vert :

MASEN en tant que point focal auprès des investisseurs potentiels sera chargé d'un ensemble de missions de la communication sur l'offre Maroc, l'accompagnement des investisseurs, à la veille concurrentielle et technologique, ... De même, la coordination et suivi de l'Offre Maroc sera assurée par le Comité de pilotage chargé de l'hydrogène vert sous la présidence du chef du Gouvernement. Enfin, le Comité d'investissement Hydrogène vert veillera à la bonne marche de l'offre Maroc (présélection des investisseurs, suivi des chantiers, ...) tout en formulant toute recommandation en relation avec l'Offre Maroc à l'attention du Comité de pilotage.

Chapitre 4 : Consolidation des voies de transformation de l'économie nationale

4.1. Transition digitale au Maroc : un vecteur de progrès et de développement économique

Vecteur de performance et de compétitivité économique, le numérique constitue un levier incontournable pour le développement socioéconomique du Maroc. A cet égard, des efforts ont été déployés pour la transition digitale qui s'avère être un prérequis pour un pan entier de l'économie marocaine ainsi qu'une des priorités du NMD. C'est dans ce

sens qu'une nouvelle stratégie Maroc digital 2030 a été présentée en septembre 2024, et qui apporte des mesures pour créer une dynamique de développement socioéconomique autour du numérique.

4.1.1. Acquis du Maroc dans la transition digitale

Le Maroc a entrepris de vastes initiatives pour moderniser ses services publics. Il a développé des services permettant de faciliter la vie aux citoyens et aux entreprises, dont 27% sont complètement dématérialisés et 29% le sont partiellement. Les e-services développées en faveur des entreprises (PortNet, déclaration de douane, déclaration et paiement des impôts et taxes, ...), sont utilisées par 51%⁴⁰ d'elles, essentiellement pour la fiscalité (24% des usages), les ressources humaines (23%) et les procédures d'appels d'offres publics (20%).

Dans sa quête de modernisation et de transparence administrative, le Maroc a mis en place le Portail National des Données Ouvertes qui regroupe 563 jeux de données provenant de différents ministères et organismes. Le Maroc s'est engagé à promouvoir la participation citoyenne à travers des initiatives comme fikra.ma qui est un espace destiné aux citoyens pour présenter leurs idées sur les réformes ou chikaya.ma permettant aux citoyens de déposer leurs plaintes et réclamations, et de suggérer des améliorations des services administratifs.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 55.19 relative à la simplification des procédures et des formalités administratives, 2700 procédures les plus utilisées ont été répertoriées sur le site idarati.ma et 22 décisions administratives ont été simplifiées et numérisées via la plateforme électronique « CRI invest ». Ceci a permis de réduire de 45% les documents requis pour les investisseurs, de 60% ceux pour la recevabilité des projets d'investissement, de 50% ceux relatifs à la mobilisation du foncier, de 33% les pièces pour les permis de construire et 45% celles requises dans le cadre des licences d'exploitation⁴¹.

Le digital se présente de plus en plus comme un moyen nécessaire pour la communication publique avec les citoyens. Ainsi, du 1^{er} octobre 2021 au 30 septembre 2023, une moyenne de 1500 publications par jour, sur l'actualité du gouvernement, a été recensées. L'empreinte numérique gouvernemental est dominée par le Chef du Gouvernement pour lequel chaque marocain ayant accès à internet s'est arrêté, en moyenne, sur 3 publications par mois, le citant.

Pour sa part, la connectivité des entreprises s'est pratiquement généralisée dans le cas des PME (98% en 2019) et les GE (99,5%) et elle est à un niveau relativement élevée pour les TPE (81%). Néanmoins, la part des entreprises qui possèdent un site web avoisine les 31% en 2019, dont plus de la moitié n'ont jamais effectué de commandes ou de paiements en lignes via leurs interfaces web. Ce retard est plus perceptible chez les

⁴⁰ AUSIM, 2023. Livre blanc : Administration Digitale au Maroc.

⁴¹ <https://www.cg.gov.ma/fr/node/11039>

PME et les TPE dont 60% ne dispose pas de site web ni d'une page sur les réseaux sociaux⁴².

Encadré 8 : Opportunités et défis de la transition digitale des services de l'Etat et des entreprises

La digitalisation des services de l'État constitue un levier pour améliorer l'efficacité, l'accessibilité et la transparence de l'administration. En effet, l'utilisation des nouvelles technologies contribue à améliorer l'accessibilité et la qualité des services rendus au citoyen. Ceci favorise également une plus grande transparence et contribue ainsi à la lutte contre la corruption. La digitalisation contribue à améliorer l'efficacité de l'administration territoriale en favorisant le déploiement de stratégies adaptées aux besoins des citoyens et en permettant une meilleure coordination entre les différents acteurs et une optimisation des ressources. Toutefois, la maîtrise des outils numériques, le manque de compétences en technologies de l'information, le coût élevé des technologies numériques, la fragmentation des systèmes d'information, la résistance au changement et l'accessibilité aux services numériques au niveau territorial demeurent des défis à relever.

Pour sa part, la digitalisation constitue un puissant levier de progrès pour les entreprises marocaines offrant des opportunités en termes d'efficacité opérationnelle, de réduction des coûts, d'amélioration de la compétitivité sur le marché international et de facilitation d'accès aux services. Malgré les progrès accomplis dans la digitalisation en termes de connectivité à internet, le chemin vers la digitalisation n'est pas dénué d'obstacles et des défis subsistent, notamment, la nécessité de renforcer les compétences numériques et d'améliorer la couverture en infrastructure haut débit fixe. D'autres défis subsistent liés au renforcement de la cybersécurité, de soutenir le financement de la digitalisation et d'assurer une inclusion numérique territoriale étendue.

En termes d'infrastructure et de connectivité, le Maroc a réalisé des progrès significatifs avec une couverture internet de 103% en 2023, soit 38,3 millions d'abonnés dont 35,4 millions ont un accès mobile, 1,6 million ADSL et 844876 FTTH. En outre, l'équipement des ménages s'est renforcé dont 91% sont équipés en smartphones en 2022 et 72,3% en ordinateur et/ou tablette. Par ailleurs, les réseaux sociaux sont utilisés par l'ensemble des internautes en 2022.

L'entrepreneuriat innovant connaît, pour sa part, une croissance notable avec 254 startups référencées dont 59% sont localisées dans Casablanca-Settat et 19% dans Rabat-Salé-Kénitra. Le Maroc voit émerger un écosystème favorable à l'innovation avec la création de hubs technologiques et la mise en place des structures d'accompagnement et de soutien aux startups (incubateurs, accélérateur, MITC, ...). L'initiative MoroccoTech, en tant que marque nationale lancée en 2022, couplée à l'organisation du salon GITEX Afrika viennent consacrer l'écosystème technologique et faire du Maroc un hub numérique international.

⁴² « Intégration des TIC au niveau des entreprises au Maroc », HCP, 2022.

4.1.2. Défis de la transition digitale

Malgré ces perspectives prometteuses, le développement du digital comporte de nombreux défis ayant trait au renforcement des compétences numériques spécialisées dans les métiers du digital (IA, codage, Big Data, ...), à l'élargissement de la couverture en infrastructure haut débit et très haut débit fixe et mobile, au renforcement de la cybersécurité et au développement des contenus et des solutions numériques en faveur des citoyens et des entreprises. L'IA présente, aussi, des défis réglementaires par rapport aux enjeux éthiques, aggravés par les problématiques liées à la difficulté de régulation des algorithmes.

Pour sa part, l'écosystème des startups est confronté à des obstacles importants qui limitent sa croissance⁴³. Il s'agit entre autres, de l'accès limité au financement en capital-risque et en capital amorçage, des faibles levées de fonds internationaux (17 millions de dollars en 2024 représentant 0,5% du total des levées de fonds réalisées en Afrique), des difficultés d'accès aux marchés internationaux et la complexité de l'environnement réglementaire. Les fonds Startups lancés par le FM6I et dont le recrutement des sociétés de gestion est en cours⁴⁴ devraient accélérer leurs levées de fonds aussi bien à l'échelle nationale que à l'internationale.

Malgré les efforts de numérisation de l'Administration, la dématérialisation complète des services reste insuffisante. En plus, les services développés en silos créent des obstacles significatifs à l'interopérabilité entre les administrations, compliquant l'échange d'informations et rendant plus difficile la mise en place de services publics numériques intégrés et efficaces.

Par ailleurs, la fracture numérique risque de se creuser dans les prochaines années rendant le numérique, un facteur d'exclusion économique et sociale, au lieu d'être un levier de progrès. De plus, malgré les progrès réalisés par les entreprises en termes d'accès à internet, l'intégration des technologies de l'information et de la communication demeure incomplète, en particulier chez les jeunes entreprises, et un retard est observé dans la création de sites web, touchant 69% des entreprises. De même, la part consacrée à la digitalisation dans les projets d'investissement industriels en 2021 reste limitée, ne dépassant pas 3% pour la modernisation du matériel informatique et 4% pour la digitalisation des services internes ou externes.

4.1.3. Une nouvelle stratégie de transformation digitale

Conscient des acquis et des défis de la transition digitale, le Maroc a préparé une nouvelle stratégie de transformation digitale intitulée « Maroc Digital 2030 », qui ambitionne de positionner le pays en tête de l'Afrique dans les classements internationaux de l'indice des services en ligne, de dynamiser l'emploi pour atteindre 240.000 postes dans le secteur de l'outsourcing, et de générer 40 milliards de dirhams de revenus à l'export.

⁴³ Le Maroc est 92ème/100 (11ème en Afrique) en 2024. « The Global Startup Ecosystem Index (GSEI) report », Startupblink, 2024.

⁴⁴ FM6I. Communiqué du 2 juillet 2024. <https://www.fm6i.ma/wp-content/uploads/CP-VC-020724-1.pdf>

Cette stratégie repose sur deux principaux axes : la digitalisation des services publics pour mieux servir les citoyens et les entreprises, et la dynamisation de l'économie numérique pour produire des solutions numériques marocaines et créer de la valeur ainsi que de l'emploi. Les objectifs majeurs de la digitalisation de l'administration sont d'optimiser les solutions digitales existantes et d'améliorer le positionnement du Maroc dans l'indice des services en ligne (OSI - Online Services Index). Pour atteindre ces objectifs, quatre piliers sont identifiés : une digitalisation des services centrée sur le parcours de l'utilisateur, à travers la simplification des procédures et la création d'un portail unique, le renforcement de la gouvernance de la digitalisation de l'administration, la mise en place d'un cadre juridique pour la digitalisation de l'administration et des services publics et le développement de services numériques inclusifs.

Concernant la dynamisation de l'économie numérique, cet axe est articulé autour de trois volets majeurs : l'outsourcing et le digital export, le soutien aux startups, et la digitalisation des entreprises. Chaque volet vise à positionner le Maroc sur une trajectoire de croissance économique, générant ainsi de la valeur ajoutée et de nouvelles opportunités d'emploi à l'échelle nationale. Le soutien aux startups a pour objectif de favoriser la création de 3.000 entreprises et de faciliter les levées de fonds, avec une projection de 7 milliards de dirhams d'ici 2030. Pour stimuler la digitalisation des entreprises, un programme dédié aux PME Tech sera instauré, avec la création d'un label « PME Tech » pour leur offrir un accès privilégié aux marchés nationaux, ainsi que des aides financières pour encourager l'utilisation des solutions numériques développées localement. Un soutien spécifique sera également proposé pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) à effectuer leur transition digitale.

La mise en place de cette stratégie nécessite des catalyseurs, notamment le développement des talents, du cloud et de la connectivité. Cela inclut la formation, la reconversion des talents marocains et l'attraction des talents étrangers pour atteindre 100.000 nouveaux talents par an à horizon 2030.

4.2. La Maroc sur la voie de la transition verte : des enjeux pressants et des opportunités à saisir

Depuis le début des années 2000, le Maroc s'est engagé dans une transformation vers une économie respectueuse du capital naturel. Ce processus a été motivé, d'une part, par des défis majeurs pesant sur le développement du pays, notamment une forte dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur et l'aggravation des impacts néfastes du changement climatique, et d'autre part, par les opportunités offertes par la transition verte, telles que le renforcement de la résilience économique et sociale du pays, la souveraineté énergétique, la mobilisation de financements, et la création d'emplois verts.

En effet, la position géographique du Maroc l'expose à de fortes vulnérabilités climatiques marquées par l'accentuation des phénomènes climatiques extrêmes, notamment une plus grande fréquence et intensité de la sécheresse et des inondations, l'augmentation des températures, et une réduction des niveaux de précipitations. De

plus, la montée des eaux⁴⁵ représente également un risque présagé qui menace son littoral où se concentre plus de 60% de population et 90% de ses activités industrielles ainsi que des infrastructures touristiques, logistiques, et énergétiques.

En parallèle à ces vulnérabilités climatiques, le Maroc devrait faire face à de nouveaux enjeux en particulier : 1/ les échanges internationaux sont de plus en plus soumis à des normes environnementales et écologiques contraignantes en particulier le CBAM ; 2/ l'émergence de nouveaux modes de production basés sur la promotion de la recherche & innovation dans les technologies vertes (batteries, H2 vert, dessalement, ...) ; 3/ une consolidation de la pression du label « eco-friendly » chez les consommateurs des grands marchés à l'instar de l'UE en raison d'une conscience environnementale croissante ; 4/ l'avènement de la Directive Européenne sur la Diligence Raisonnable en matière de durabilité des entreprises (Corporate Sustainability Due Diligence Directive) approuvée par le Conseil de l'Union européenne le 24 mai 2024, complétant ainsi le processus d'adoption⁴⁶; 5/ l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) est désormais conditionnée par de nouvelles exigences, notamment l'alignement du pays hôte avec les impératifs de préservation du capital naturel ; 6/ le verdissement des chaînes d'approvisionnement notamment suite à l'adoption des bonnes pratiques environnementales dans plusieurs stratégies de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Conscient de ces enjeux, le Maroc a franchi des étapes significatives dans sa transition verte à même de passer d'une économie à forte empreinte écologique à une économie caractérisée par une faible consommation de capital naturel. En effet, il a entamé sa transition verte depuis les années 2000 suite à l'adoption de la loi 11-03 relative à la protection et mise en valeur de l'environnement. Il a été également le premier pays africain et arabe à avoir abrité la Conférence des Parties en accueillant en 2001 la septième Conférence des Parties (COP7), et la COP22 en 2016 qui a érigé en priorité la question des changements climatiques en Afrique. L'année 2011 constitue un jalon important de ce processus eu égard à l'adoption de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable et la constitutionnalisation à travers l'article 31 du droit à l'accès à l'eau et à un environnement sain et au développement durable. En outre, notre pays s'est fortement engagé à l'effort mondial de préservation de l'environnement et à faire face aux effets des changements climatiques, notamment suite à son adhésion à l'Accord de Paris en 2015.

Une accélération de la cadence a été constatée avec la soumission de la première version de la Contribution Nationale Déterminée (NDC) du Maroc en 2015 (adoptée en 2017 et révisée en 2021) et du premier Rapport Biennal en 2016 (le 2^{ème} en 2019 et le 3^{ème} en 2022), l'adoption de la première Stratégie Nationale de Développement Durable en 2017, l'élaboration du Plan National Stratégique d'Adaptation en 2021 et de la

⁴⁵ La Contribution déterminée au niveau national du Maroc souligne que l'élévation du niveau de la mer pourrait submerger la moitié de la superficie des plages du Maroc d'ici 2050 et 72 % d'ici 2100.

⁴⁶ Cette directive vise à harmoniser les législations existantes en matière de durabilité et de droits de l'homme, en imposant aux entreprises de grande taille, ainsi qu'à certaines entreprises non européennes opérant dans l'UE, des obligations de diligence raisonnable pour identifier, prévenir et atténuer les impacts négatifs sur les droits de l'homme et l'environnement tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement

Stratégie Bas Carbone quantitative (LEDS) en 2022... De même, le NMD a couronné ces progrès en traçant une feuille de route pour le pays à l'horizon 2035 fixant l'objectif de durabilité parmi les 5 ambitions fixées.

Il est vrai que des avancées importantes ont été réalisées dans cette quête à la durabilité, en témoigne, le classement du Royaume au 9^{ème} rang soit parmi les dix premiers pays les plus performants sur le plan climatique, selon l'édition 2024 du rapport de l'Indice de Performance du Changement Climatique⁴⁷. A rappeler que cela résulte des efforts significatifs déployés pour protéger le capital naturel, dans les secteurs clés comme l'énergie, l'industrie, l'agriculture, l'eau... Toutefois, la succession des chocs climatiques, notamment la succession des années de sécheresse et des inondations, interpelle les décideurs sur l'urgence du renforcement de la prise en charge de la question climatique. De plus, l'entrée en vigueur du CBAM et la montée en puissance des enjeux environnementaux au niveau mondial exercent des pressions supplémentaires sur nos politiques publiques. Certains pays prévoient d'adopter une approche similaire à celle de l'UE, notamment l'Australie, le Canada et le Japon, qui envisagent également de mettre en place leurs propres mécanismes d'ajustement carbone aux frontières. Le Royaume-Uni a, quant à lui, annoncé son intention d'introduire un dispositif CBAM d'une portée comparable à celui de l'UE d'ici 2027.

Toutefois, il convient de souligner que des opportunités importantes restent à saisir, notamment en matière de coopération internationale, de compétitivité verte, et de mobilisation des financements destinés à soutenir la transition écologique. A ce niveau, il y a lieu de rappeler l'opérationnalisation du Partenariat vert UE-Maroc qui a été signé en octobre 2022. Ce Partenariat vert UE-Maroc, premier de son genre avec un pays africain, vise à renforcer la coopération entre les deux parties dans les quatre domaines identifiés à savoir :

- ✓ La transition énergétique et la décarbonation de l'économie marocaine ;
- ✓ L'adaptation et la résilience au changement climatique ;
- ✓ La protection de l'environnement ;
- ✓ L'économie verte et bleue.

En complément, ce partenariat aborde également des sujets transversaux tels que la finance verte et la tarification du carbone, la recherche et l'innovation, ainsi que la coopération triangulaire.

L'accès au financement constitue une autre opportunité pour notre pays au regard des fonds mobilisés et des perspectives de mobilisation future soutenant la cause climatique. Le Maroc a besoin de lever d'importants fonds afin de réussir sa transition verte. Les estimations de la Banque Mondiale de la valeur actuelle des investissements

⁴⁷ Climate Change Performance Index (CCPI) est établi par les Organisations Non Gouvernementales Germanwatch et le Réseau international d'Action pour le Climat ainsi que l'Institut allemand New Climat Institute. Le CCPI utilise un cadre standardisé pour comparer la performance climatique de 63 pays et de l'UE, qui ensemble représentent plus de 90% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Quatre blocs d'indicateurs ont été considérés pour le calcul de cet indice synthétique en l'occurrence : les émissions de GES, les énergies renouvelables, l'utilisation de l'énergie et la politique climatique.

totaux⁴⁸ nécessaires, sur la période 2022-2050, pour un Maroc résilient et à bas carbone sont de l'ordre de **52,8 milliards de dollars** pour l'adaptation (dont 10,8 milliards de dollars pour le secteur de l'électricité, et 9,2 milliards de dollars pour l'H2 vert) et de **24,9 milliards de dollars** pour l'atténuation (dont 23,4 milliards de dollars pour le Plan National de l'Eau). Dans ce sens et parmi les voies possibles, le Maroc pourrait profiter du grand potentiel de la finance climat dans le cadre de la coopération internationale en relation notamment avec l'augmentation prévue des flux financiers provenant des pays développés. En effet, les discussions sont en cours pour la fixation, prévue lors du COP 29 à Bakou, d'un Nouvel Objectif Quantifié Collectif (NOQC) post 2025 et qui devrait être renforcé considérablement. A rappeler que ce NOQC succèdera à l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an, fixé lors de la COP15 à Copenhague en 2009, destiné à aider les pays en développement à faire face aux impacts du changement climatique et à investir dans des actions d'atténuation et d'adaptation.

En outre, la cristallisation en cours des marchés du carbone constitue une autre piste de mobilisation des fonds nécessaires, en particulier suite à l'adoption de l'Accord de Paris et les négociations qui ont suivi pour établir les règles de mise en œuvre de son article 6. A titre d'exemple, les revenus liés à la tarification du carbone en 2023 ont dépassé pour la première fois 100 milliards de dollars⁴⁹ dont 70% générés par les Systèmes d'échanges de quotas d'émission.

In fine, le Maroc gagnerait à accélérer la cadence de sa transition verte afin de parer aux différents défis et de tirer profit des opportunités offertes en œuvrant à :

- Elaborer une véritable stratégie globale structurante de transition verte et juste mettant en cohérence l'ensemble des actions transversales et sectorielles « vertes », créant une synergie et cohérence tant institutionnelle qu'opérationnelle, et mobilisant les différents leviers possibles (budgétisation environnementale, cadre juridique, fiscalité verte, commande publique verte, appui à la R&D, PPP verts, verdissement du système financier, sensibilisation/éducation...).
- Assurer un portage institutionnel de cette stratégie de transition verte et juste capable de mobiliser et créer les synergies entre les différentes parties concernées gouvernementales, territoriales, d'EEP, et privées.
- La nécessité d'une coopération internationale renforcée, notamment à l'échelle régionale et continentale pour bien défendre les intérêts communs, échanger sur les bonnes pratiques, renforcer les capacités afin de répondre aux exigences, aux normes et aux procédures imposées par les sources de financement et à structurer des projets éligibles...

⁴⁸ En termes non actualisés, ces investissements pourraient s'élever à un total de **219 milliards de dollars** pour la période 2022-2050, avec une première tranche estimée à 32 milliards de dollars entre 2022 et 2030; 60 milliards de dollars entre 2031 et 2040; et 127 milliards de dollars entre 2041 et 2050

⁴⁹ Source : Banque Mondiale, State and Trends of Carbon Pricing, 2024

- Le Maroc devrait donner des signaux politiques plus forts de sa volonté de capter une part de ces flux financiers internationaux en accélérant par exemple l'adoption du projet du cadre réglementaire pour la mise en œuvre de l'article 6.

4.3. Economie bleue : voie prometteuse pour un développement économique durable

L'émergence de l'économie bleue durable, résiliente et inclusive s'affirme désormais comme une priorité stratégique sous le leadership de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, qui a rappelé à plusieurs occasions l'impératif de tirer profit du gisement de l'économie bleue. De même, le rayonnement du Maroc comme hub maritime connecté au monde et à l'Afrique constitue une orientation stratégique tel qu'annoncé par le Souverain dans le discours du 7 novembre 2023, indiquant que la façade atlantique du Maroc constitue une porte vers l'Afrique et l'Amérique.

Notre pays dispose d'un fort potentiel en matière d'économie bleue. Son positionnement géostratégique à la croisée des routes maritimes mondiales, avec ses deux façades maritimes méditerranéenne et atlantique de 3.500 km, sa vaste zone économique maritime exclusive (ZEE) de 1,2 million de km², ses diverses richesses touristiques, génétiques, biologiques et halieutiques, ses ressources minières et énergétiques considérables, lui confèrent un capital marin et côtier naturel stratégique et une vocation de puissance maritime au niveau continental et international.

Exploiter pleinement ce potentiel, nécessite de relever plusieurs défis dont l'adoption des pratiques durables pour protéger les écosystèmes marins et côtiers, d'investir dans l'innovation technologique et les infrastructures, et de promouvoir la collaboration entre les différents acteurs publics et privés. Ceux-ci devraient refléter les ambitions du Maroc telles qu'elles sont articulées dans les orientations stratégiques nationales et en alignement avec les engagements du Maroc envers les conventions internationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

4.3.1. Potentiel et défis actuels de l'Economie bleue au Maroc

Le potentiel de l'Economie Bleue repose sur un éventail de secteurs socio-économiques (tourisme côtier, pêche, transport maritime, industrie navale, aquaculture, dessalement,...) et de politiques publiques et territoriales afférentes au domaine maritime et aux zones littorales nationales.

La pérennité de la contribution de ces secteurs reste étroitement tributaire de la santé et de la productivité des écosystèmes côtiers et marins qui sont constamment menacés par les activités humaines et les effets du changement climatique. En effet, les pressions croissantes exercées sur les écosystèmes marins et côtiers, la destruction des habitats, la perte de la biodiversité, la pollution et les changements climatiques sont préoccupants. A cet égard, la création des aires marines protégées et des réserves naturelles ainsi que l'adoption des pratiques durables et des régulations strictes sont des solutions prioritaires.

De même, les conflits entre secteurs (pêche, aquaculture, tourisme, marine marchande, port, énergie offshore, recherche scientifique...) exigent un système efficace de planification des espaces pour gérer les situations conflictuelles et optimiser l'utilisation de ces espaces. Ceci nécessite la collecte de données, la coordination institutionnelle et l'engagement au niveau local.

A signaler également que le mode de gouvernance des espaces marins et côtiers, caractérisé par l'intervention de multiples acteurs, des stratégies souvent sectorielles et une pléthore d'initiatives, ne favorise pas les synergies entre les différents secteurs et intervenants et conduit à une faible efficacité des investissements. Une gouvernance efficace et une approche systémique sont cruciales pour favoriser les synergies (exp : écotourisme-pescatourisme, transport maritime et industrie navale, Nexus Énergie-Eau salée Hydrogène vert-Biodiversité, lutte contre pollution et tourisme bleu...), réduire les impacts environnementaux et maximiser l'efficacité des initiatives de développement.

4.3.2. Initiatives engagées pour le développement de l'Economie bleue

Le développement et la protection des espaces marins et côtiers sont prise en compte dans diverses lois et politiques (Loi Cadre 99-12 pour l'Environnement et le Développement Durable, loi 81-12 relative au littoral, Stratégie Nationale de Développement Durable SNDD) et sont aussi concernés par de nombreuses stratégies et plans sectoriels (Stratégie portuaire 2030, Plan Halieutis, Stratégie de la Marine marchande, Stratégie forestière, Stratégie nationale de l'eau, Stratégie touristique, Schémas Régionaux du Littoral...). Ces actions sont appuyées par d'autres initiatives et engagements au niveau régional et international, favorisant une approche plurisectorielle (Programme de Gestion Intégrée des Zones Côtières GIZC, Initiative pour le développement durable de l'économie bleue de l'Union pour la Méditerranée, Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, Agenda 2063 de l'Union Africaine, Initiative de la Ceinture Bleue « Blue Belt Initiative», Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques...).

Conscient de l'importance stratégique de ce secteur, le Gouvernement a lancé, en juin 2022, la mise en œuvre d'un nouveau programme national de l'économie bleue, qui vise, d'une part, la valorisation durable des ressources des zones marines et côtières et, d'autre part, une meilleure coordination institutionnelle verticale et horizontale au sein et entre les secteurs concernés. Ce programme repose sur trois piliers : la sécurité alimentaire nationale, le développement économique et la création d'emplois ainsi que la protection et l'utilisation des ressources naturelles.

En outre, la préservation et la restauration des écosystèmes marins et côtiers constituent une orientation prioritaire et restent fondamentale pour toute perspective de développement. A ce titre, le Département de la Pêche Maritime (DPM) a initié le processus de planification spatiale marine (PSM) en vue de la création des aires marines protégées (AMP), conçues pour être à la fois un outil de régulation de l'effort de pêche et un outil de protection des espèces menacées et des zones écologiquement sensibles. Actuellement, la DPM met en œuvre cette approche pour la conception des futures aires marines protégées au niveau de Larache et Nador (Cap des Trois Fourches).

En 2023, le Gouvernement a acté son engagement pour le développement de l'économie bleue par la création de la Commission Interministérielle pour l'Economie Bleue (CIDEB) et le lancement des travaux de préparation d'une Stratégie Nationale de l'Economie Bleue (SNEB) permettant d'harmoniser les différentes politiques et initiatives sectorielles à travers une démarche intégrée et cohérente à tous les niveaux d'administration et de gouvernance régionale.

La vision de développement de l'EB intègre également la promotion des approches de clusters côtiers qui peuvent jouer un rôle essentiel dans le développement de l'économie bleue en soutenant le transfert de connaissances, en favorisant l'innovation et en attirant les investissements et les flux financiers dans des domaines particulièrement pertinents pour les entreprises locales et d'autres parties prenantes. Ce modèle a déjà fait ses preuves dans plusieurs pays à travers le monde, notamment en Asie, en Amérique du Nord et en Europe, avec des exemples remarquables en Chine, au Canada, en Alaska, en Norvège, en France, en Espagne et au Portugal, ayant généré une croissance significative dans les domaines liés à l'économie bleue. A cet effet, et dans l'objectif de tirer pleinement profit de cette approche pour libérer le potentiel de l'économie bleue au niveau territorial en termes de création de richesse et d'emplois, le processus de développement de deux clusters maritimes pilotes a été entamé dans les deux régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceima et de Souss-Massa.

PARTIE III : PRESERVATION DE LA SOUTENABILITE DES FINANCES PUBLIQUES MALGRE UNE CONJONCTURE NATIONALE ET INTERNATIONALE CONTRAIGNANTE

La question de la soutenabilité des finances publiques se pose aujourd'hui avec acuité dans un contexte marqué par une succession de crises internationales (pandémie, tensions géopolitiques, chocs climatiques...), qui ont engendré un cycle inflationniste et une forte pression sur les finances publiques.

Dans ce contexte, le Gouvernement a dû faire face à plusieurs défis, parmi lesquels figurent la mise en œuvre de chantiers structurants, avec en priorité la consolidation des fondements de l'Etat social, l'institutionnalisation du dialogue social, la dynamisation de l'économie nationale, l'adoption des mesures urgentes pour le soutien du pouvoir d'achat des ménages, ainsi que le rétablissement des équilibres financiers pour préserver la souveraineté financière du pays.

Ainsi, en matière de consolidation de l'Etat social, le Gouvernement a accéléré la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale à travers la généralisation de l'assurance maladie obligatoire et le lancement des aides sociales directes. Cela s'est accompagné par un effort budgétaire en faveur des secteurs de l'éducation et de la santé sur la période 2020-2024 ainsi que le lancement du Programme d'Aide Directe au Logement. Concernant le dialogue social, le Gouvernement s'est engagé avec les partenaires dans un ensemble de décisions au bénéfice des fonctionnaires et des salariés du secteur privé.

Pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, le Gouvernement a adopté plusieurs mesures en 2022 et 2023 portant notamment sur le soutien aux professionnels du transport de passagers et de marchandises, la subvention de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable afin de couvrir le coût élevé de la production d'électricité, évitant ainsi son impact sur les ménages... En outre, des subventions ont été allouées pour les semences, les engrais et les aliments pour bétails afin de préserver le capital animal et végétal du pays.

Pour faire face aux dépenses engendrées par ces mesures, tout en préservant les équilibres macroéconomiques, un effort de mobilisation de recettes ordinaires supplémentaires de plus de 95 milliards de dirhams sur une période de trois ans (2021-2023) a été fourni, notamment en matières de recettes fiscales.

Cette dynamique de mobilisation des recettes devrait se maintenir sur les prochaines années sous l'effet de la mise en œuvre de la réforme fiscale, notamment en matière de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et l'Impôt sur les Sociétés (IS). Elle devrait ainsi permettre de contribuer au financement des dépenses supplémentaires, destinées au chantier de protection sociale, au dialogue social, au programme d'aide directe au

logement et au renforcement de l'investissement public et au soutien de l'investissement privé. En parallèle, le Gouvernement continuera d'ajuster la trajectoire des finances publiques et de maîtriser le déficit budgétaire à moyen terme.

Cette stratégie de développement et de stabilité financière a valu au pays des éloges et de la reconnaissance des institutions financières internationales, qui ont unanimement exprimé leur confiance dans les perspectives d'avenir de la politique économique du Maroc. Parmi celles-ci, il y a lieu de noter :

- Le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale qui ont salué la capacité du Maroc à résister aux chocs et à adopter des politiques économiques et des réformes institutionnelles efficaces ;
- L'agence de notation « Standard & Poor's GLOBAL RATINGS » a relevé la perspective de « stable » à « positive » pour les notes « BB/B+ » du Maroc, tout en soulignant sa capacité à mobiliser des financements internes et externes ;
- L'Agence de notation « Fitch Ratings » a maintenu la note du Maroc à "BB+" avec perspective stable.

Ainsi, la troisième partie de ce Rapport Économique et Financier s'attachera, dans un premier temps, à analyser l'évolution du profil des finances publiques du Maroc à la lumière des dynamiques nationales et internationales. Par la suite, elle mettra en avant les réalisations accomplies dans le cadre des différentes réformes engagées par notre pays pour garantir un développement économique et social durable. Enfin, elle présentera le contexte macroéconomique ainsi que les grandes orientations sous-jacentes aux prévisions au titre du Projet de Loi de Finances 2025.

Chapitre 1 : Evolution du profil des finances publiques

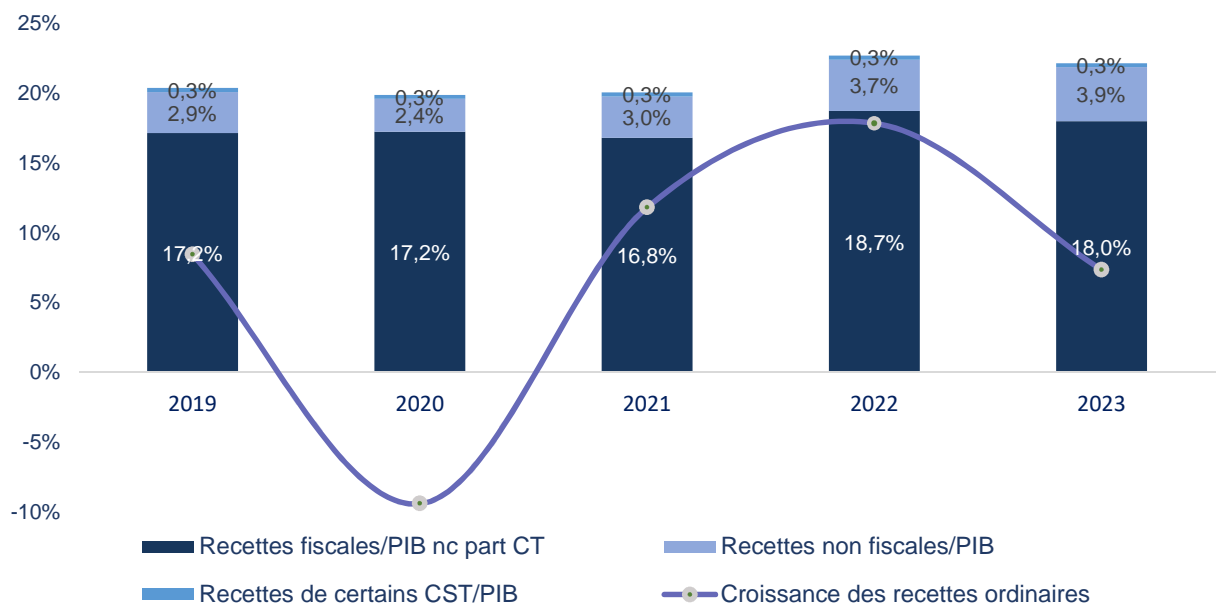
Durant les cinq dernières années, les finances publiques ont été soumises à de fortes pressions en raison d'un contexte national et international difficile (pandémie, tensions géopolitiques, chocs climatiques...). Malgré ce contexte difficile, le Gouvernement a poursuivi ses efforts pour relancer l'activité économique, atténuer les effets de l'inflation et de la sécheresse et, en parallèle, déployer de grands chantiers de réformes notamment celles en liaison avec la consolidation des fondements de l'Etat social tout en veillant à rétablir les équilibres financiers.

1.1. Consolidation de la dynamique des recettes

La dynamique des recettes ordinaires a repris une trajectoire positive durant les trois dernières années après une année 2020 difficile. En effet, après une croissance robuste de 8,4% en 2019, les recettes ordinaires ont chuté de manière significative de 9,4% en 2020, en relation avec la pandémie de Covid-19. Cette baisse a été suivie d'une forte reprise avec une croissance de 11,8% en 2021 et de 17,9% en 2022, indiquant une récupération économique vigoureuse. En 2023, la croissance des recettes ordinaires s'est stabilisée à 7,4%. Globalement, sur la période 2021-2023, ces recettes ont évolué de 12,3% en moyenne annuelle permettant ainsi de mobiliser plus de 95 milliards de dirhams de recettes supplémentaires sur trois ans en comparaison avec l'année 2020.

Rapportées au PIB, les recettes ordinaires ont atteint 22,2% en 2023 contre 19,9% en 2020, soit une augmentation de 2,3 points de PIB en trois ans.

Par ailleurs, l'analyse de la structure des recettes ordinaires met en évidence la prédominance des recettes fiscales par rapport aux recettes non fiscales pour représenter en moyenne 83,5% des recettes ordinaires entre 2019 et 2023. Cette prédominance s'est légèrement atténuée, au cours des cinq dernières années, vu que la part des recettes fiscales dans les recettes ordinaires est passée de 84,1% en 2019 à 81,2% en 2023 en raison de la mobilisation de ressources financières non fiscales importantes dans le cadre des mécanismes de financement innovants.



Source : MEF

Graphique 43 : Evolution des recettes ordinaires par principales composantes (en % du PIB)

Les recettes fiscales (hors TVA des collectivités territoriales) ont connu une progression de 4,7% en moyenne sur la période 2019-2023, suite à l'augmentation de 4,6% des recettes de l'Impôt sur les Sociétés, de 3,7% de l'Impôt sur le Revenu, de 5% de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) et de 3% de la Taxe Intérieure de Consommation (TIC). Rapportées au PIB, elles ont évolué de 17,2% en 2019 à 18% en 2023, soit une progression de 0,8 point de PIB. Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont évolué de 23% en moyenne annuelle sur la période 2019-2023 sous l'effet de la hausse de 30,5% des autres recettes, impulsée par la mobilisation de ressources financières importantes dans le cadre des mécanismes de financement innovants et des produits provenant des Etablissements et Entreprises Publics de 8,5%. Ces recettes ont représenté 3,9% du PIB en 2023 contre 2,9% du PIB en 2019, soit une augmentation d'un point du PIB.

Au titre de l'année 2023, malgré un contexte international, marqué par l'accentuation des tensions géopolitiques, le durcissement des conditions financières, et un contexte national marqué par la poursuite de la sécheresse et un léger ralentissement de la croissance du PIB non-agricole (+2,8% contre +3,1%), les recettes fiscales ont affiché une

progression de 5,6% (hors TVA des collectivités territoriales) et ce, en dépit de l'effort prononcé en matière de remboursements, dégrèvements et de restitutions fiscaux qui ont porté sur un montant total de 18,4 milliards de dirhams après 17,7 milliards de dirhams en 2022⁵⁰.

Par type d'impôts et taxes, cette augmentation des recettes fiscales est due à :

- **Une hausse modérée de 2,4% des recettes de l'Impôt sur les Sociétés** grâce notamment à l'amélioration de l'IS sur les produits des placements à revenu fixe et des actions ainsi qu'à l'effort de l'administration en matière de contrôle fiscal et ce, malgré la baisse du complément de régularisation et du montant des acomptes⁵¹ ;
- **Une augmentation de 5,8% des recettes de l'Impôt sur le Revenu** due, principalement, à une amélioration des recettes générées par l'IR sur salaires (+2 milliards de dirhams) ainsi qu'une hausse de l'IR sur les particuliers et sur les profits fonciers, respectivement de 799 millions et 467 millions de dirhams⁵²;
- **Une amélioration de 4% des recettes de la TVA**, grâce, principalement, au redressement des recettes de la TVA intérieure qui ont évolué de 24% sous l'effet du redressement de la consommation des ménages. Néanmoins, une baisse de 3,1% des recettes de la TVA à l'importation est à souligner et ce, en relation, notamment, avec la diminution de 2,9% de la valeur des importations ainsi que les mesures prises en faveur du secteur agricole notamment l'exonération temporaire de la TVA à l'importation en faveur des aliments de bétail ;
- **Une progression de 3,7% des recettes de la TIC**, attribuable principalement aux TIC sur les tabacs (+1 milliard de dirhams) et sur les produits autres que les produits énergétiques (+222 millions de dirhams) ;
- **Une hausse de 18,3% des recettes des droits de douane** s'expliquant principalement par l'augmentation exceptionnelle de certaines importations, notamment, celles liées aux ovins (+1,3 milliard de dirhams) et au sucre (+0,6 milliard de dirhams) ;
- **Une augmentation de 11,1% des recettes des droits d'enregistrement.**

Pour leur part, les recettes non fiscales ont affiché une amélioration de 16,8% en 2023 attribuable à l'augmentation de 16,1% des autres recettes et à une augmentation de 6,4% des produits provenant des Etablissements et Entreprises Publics.

1.2. Renforcement des dépenses de l'Etat pour poursuivre la mise en œuvre des réformes prioritaires

L'analyse des dépenses globales durant les cinq dernières années révèle une augmentation tendancielle de 7,7% en moyenne annuelle sous l'effet de la politique contra-cyclique menée par le Gouvernement en 2020 pour faire face aux effets de la crise de la Covid-19 et de l'effort budgétaire important fourni, notamment, à partir de 2022 pour la mise en œuvre des chantiers structurants. Avec en priorité, la consolidation

⁵⁰ Rapport d'activité de la DGI, 2023.

⁵¹ Source : Situation des Charges et Ressources du Trésor - Décembre 2023.

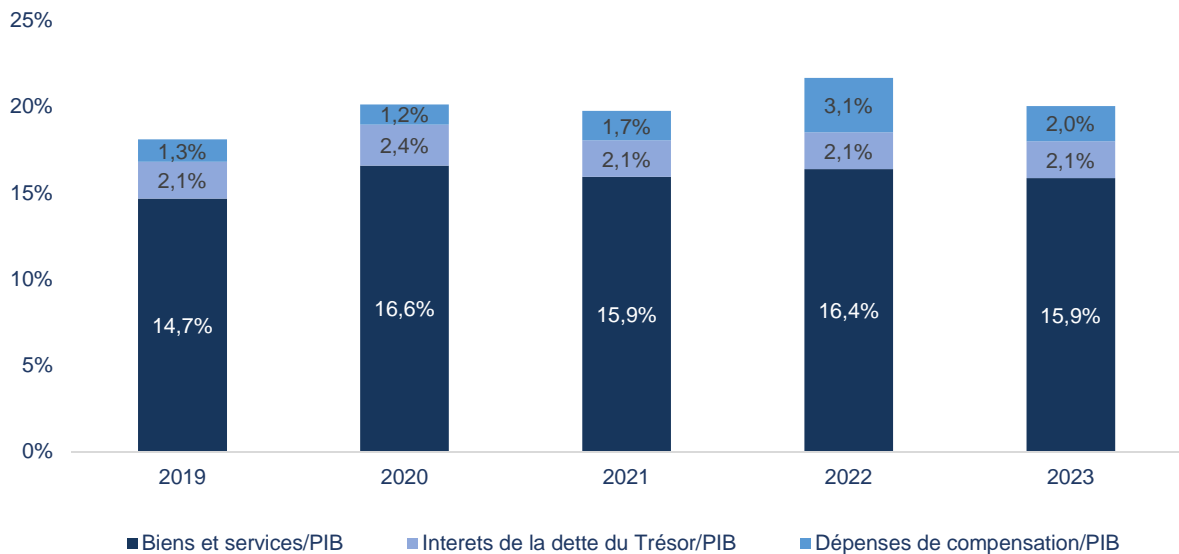
⁵² Source : Situation des Charges et Ressources du Trésor - Décembre 2023.

des fondements de l'Etat social, l'institutionnalisation du dialogue social et la prise des mesures nécessaires et urgentes pour maintenir la stabilité des prix et soutenir, in fine, le pouvoir d'achat des ménages. De ce fait, les dépenses globales sont passées de 23,9% du PIB en 2019 à 27,6% du PIB en 2023, soit une augmentation de 3,7 points du PIB. Cette augmentation a été possible grâce aux marges disponibles au niveau de la dynamique des recettes, notamment fiscales.

Par ailleurs, l'analyse de la structure des dépenses globales met en avant une prépondérance des dépenses ordinaires par rapport aux dépenses d'investissement pour représenter en moyenne 74,5% des dépenses globales entre 2019 et 2023. Cette prédominance s'est allégée sur les cinq dernières années, vu que la part des dépenses ordinaires dans les dépenses globales est passée de 75,6% en 2019 à 72,6% en 2023 sous l'effet de l'effort budgétaire important mené en matière d'investissement.

Pour ce qui est des dépenses ordinaires, elles ont augmenté en moyenne de 6,6% par an sur la période 2019-2023 pour représenter 20% du PIB en 2023 contre 18,1% du PIB en 2019 suite à :

- **Une augmentation de 7,4% des charges de personnel** due, principalement, aux revalorisations salariales et aux promotions de grades prises dans le cadre du dialogue social ;
- **Une hausse de 5,1% des dépenses des autres biens et services** résultant, notamment, de l'augmentation des subventions et transferts en relation avec le renforcement des capacités financières des secteurs sociaux, en l'occurrence les secteurs de l'éducation et de la santé et la mise en œuvre des réformes en cours, notamment celle de la protection sociale ;
- **Une progression de 3,5% des dépenses en intérêt de la dette**, notamment sur la partie contractée en devise en relation, principalement, avec l'augmentation du stock de la dette et des taux d'intérêt internationaux à partir de 2022 ;
- **Une augmentation de 11,1% des dépenses de compensation** en liaison, principalement, avec la hausse des prix des matières premières (notamment le gaz butane, le sucre et le blé tendre) et l'octroi des aides aux professionnels du secteur du transport.



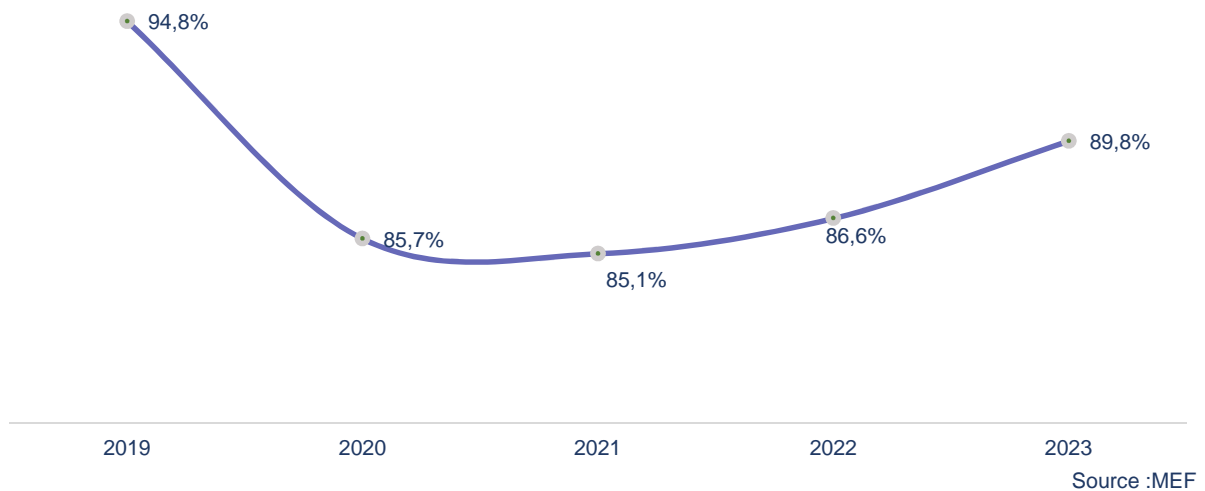
Source : MEF

Graphique 44 : Evolution des dépenses ordinaires par principales composantes (en % du PIB)

Au titre de l'année 2023, les dépenses ordinaires ont enregistré une progression de 1,8% par rapport à l'année 2022, marquant ainsi un ralentissement par rapport à la dynamique enregistrée durant la période 2019-2022, soit 8% en moyenne par an. Les principales évolutions qui ont marqué ces dépenses se présentent comme suit :

- Les dépenses de personnel ont augmenté de 2,7% considérant les dépenses permanentes à caractère structurel, les avancements et promotions, les départs à la retraite et l'impact financier des accords conclus dans le cadre du dialogue social ;
- Les dépenses des autres biens et services ont évolué de 14,6% en raison notamment de la poursuite du renforcement des capacités financières des secteurs sociaux et de la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale ;
- Les dépenses en intérêts de la dette du Trésor ont enregistré un taux d'évolution de 9,5% tirés, principalement, par les intérêts de la dette extérieure qui ont évolué de 66,6% contre un recul des dépenses des intérêts de la dette intérieure de 2,5%. Cette évolution s'explique, notamment, par l'augmentation du stock de la dette et la hausse des taux d'intérêt internationaux ;
- Les dépenses de la compensation ont enregistré une baisse de 28,4% en 2023 après un bond de 91,4% en 2022, principalement, en raison de la baisse des cours mondiaux du gaz butane.

Il est important de souligner que le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes fiscales a connu une tendance positive durant les trois dernières années, pour se situer à 89,8% en 2023 après 85,7% en 2020 et un niveau moyen de 88,3% sur la période 2019-2023.

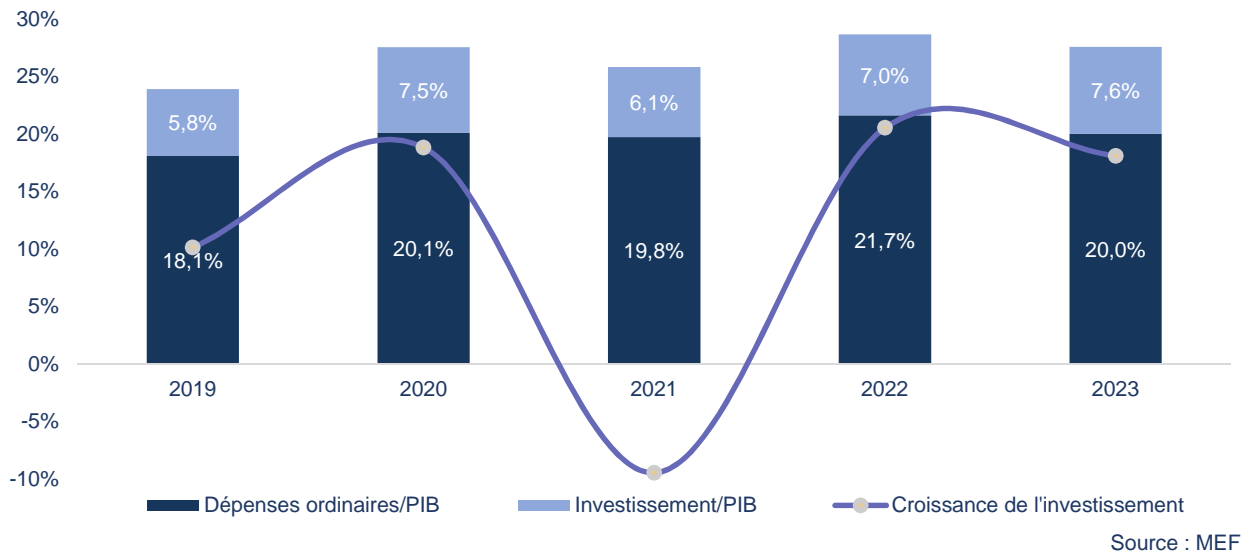


Graphique 45 : Evolution du taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes fiscales

Par ailleurs, au cours des cinq dernières années, le Gouvernement a introduit des mesures visant à soutenir l'activité économique et à mettre en œuvre des projets d'infrastructures et des stratégies sectorielles. Cela s'est traduit par une progression des dépenses d'investissements de 11% en moyenne annuelle sur la période 2019-2023, passant de 5,8% du PIB en 2019 à 7,6% du PIB en 2023, soit une augmentation de 1,7 point de PIB.

En 2023, les dépenses d'investissement ont affiché un taux de progression de 18,1% par rapport à l'année 2022. Ce rythme d'évolution soutenu s'explique, entre autres, par l'accélération de certains projets structurants, notamment dans le cadre du programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation, et par la poursuite des mesures décidées par le Gouvernement pour soutenir l'investissement de certaines entreprises publiques dont la situation financière a été affectée par les conséquences de la flambée des prix des produits énergétiques en 2022⁵³.

⁵³ Source : Situation des Charges et Ressources du Trésor - Décembre 2023

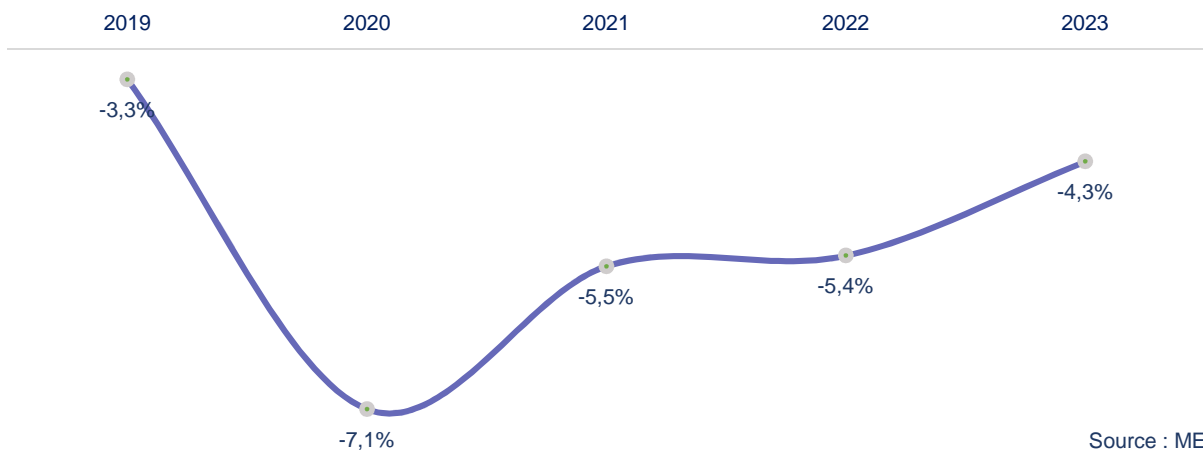


Graphique 46 : Evolution des dépenses d'investissement en % du PIB

1.3. Poursuite de l'allègement progressif du déficit budgétaire

1.3.1. Evolution du solde budgétaire

Le déficit budgétaire a connu un allègement significatif durant les trois dernières années après un creusement important en 2020. En effet, ce déficit s'est dégradé en 2020 pour atteindre 7,1% du PIB après un niveau de 3,3% du PIB en 2019 sous l'effet conjugué de l'augmentation des dépenses exceptionnelles pour faire face aux répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19 et d'une baisse importante des recettes ordinaires en lien avec la contraction de l'activité économique globale. À partir de 2021, le déficit budgétaire s'est amélioré progressivement de 2,9 points du PIB pour atteindre 4,3% du PIB en 2023, grâce à un solde ordinaire positif qui a atteint 30,9 milliards de dirhams en 2023, soit 2,1% du PIB. Cet allègement du déficit budgétaire s'est opéré dans un contexte marqué par un effort budgétaire important mené pour faire face aux répercussions de la crise sanitaire, maintenir la stabilité des prix et les réduire, dynamiser l'économie ainsi que pour lancer des réformes sociales structurelles.



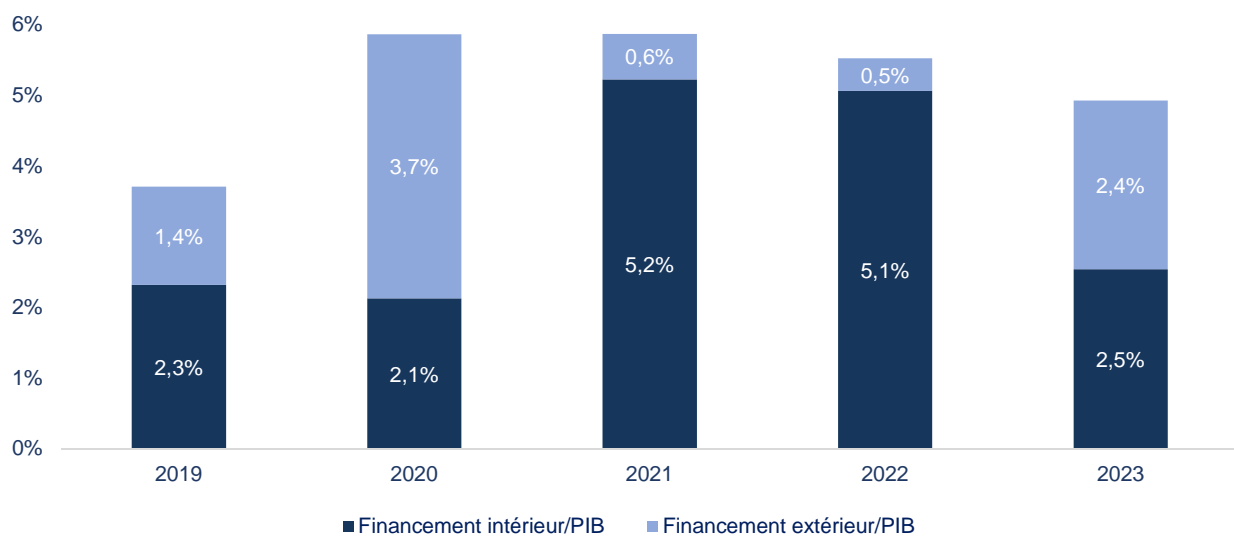
Graphique 47 : Evolution du solde budgétaire en pourcentage du PIB

1.3.2. Besoin de financement

Le besoin de financement a connu une baisse progressive durant les trois dernières années après une augmentation importante en 2020. En effet, ce besoin de financement a atteint 5,9% du PIB en 2020 après un niveau de 3,7% du PIB en 2019 sous l'effet du creusement du déficit et une augmentation des opérations en instance. À partir de 2021, le besoin de financement s'est réduit progressivement d'un point de PIB pour atteindre 4,9% du PIB en 2023.

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 9,3 milliards de dirhams, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un besoin de financement de 72,1 milliards de dirhams en 2023 contre 73,5 milliards de dirhams en 2022. Ce besoin a été couvert par le recours au marché de la dette intérieure pour un montant net de 39,6 milliards de dirhams, la mobilisation de financements extérieurs pour un montant net de 35 milliards de dirhams et l'augmentation des dépôts au Trésor de 13,7 milliards de dirhams⁵⁴.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de 272,2 milliards de dirhams et des remboursements en principal pour 232,6 milliards de dirhams. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 45,5 milliards de dirhams et des amortissements de l'ordre de 10,5 milliards de dirhams⁵⁵.



Graphique 48 : Evolution du besoin de financement en % du PIB

⁵⁴ Source : Situation des Charges et Ressources du Trésor - Décembre 2023.

⁵⁵ Source : Situation des Charges et Ressources du Trésor - Décembre 2023.

1.4. Renforcement de la soutenabilité de la dette du Trésor pour une meilleure maîtrise de sa trajectoire

1.4.1. Evolution de l'endettement du Trésor

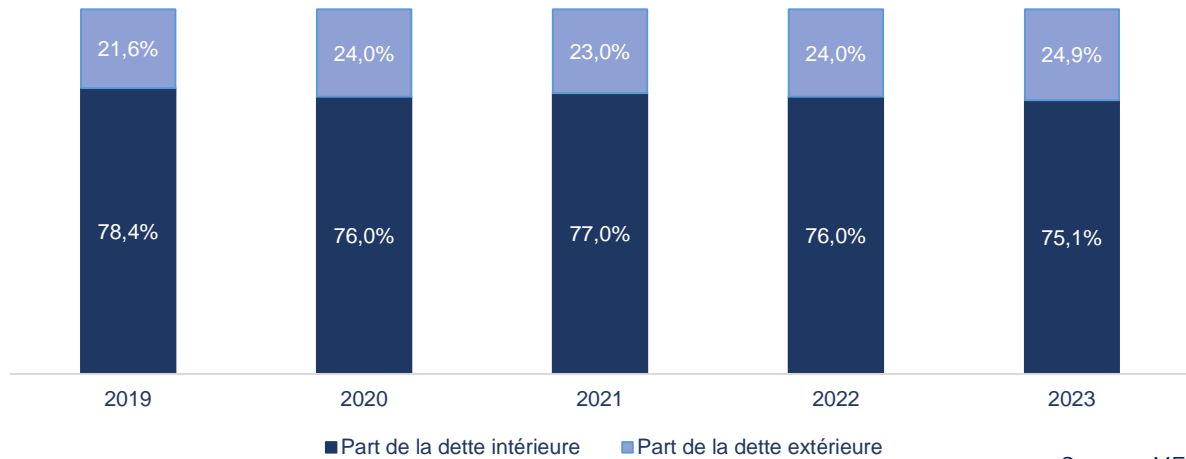
L'endettement du Trésor a enregistré au cours des cinq dernières années une tendance haussière à plusieurs vitesses évoluant de 60,3% du PIB en 2019 à 69,5% du PIB en 2023, atteignant un pic de 72,2% en 2020 sous l'effet de la crise pandémique ayant nécessité la prise de mesures de soutien pour les ménages et les entreprises.

En 2023, l'encours de la dette du Trésor a atteint 1.016,7 milliards de dirhams, en progression de 64,9 milliards de dirhams par rapport à 2022. Rapporté au PIB, le taux d'endettement du Trésor a baissé de 2,1 points du PIB par rapport à l'année 2022 pour atteindre 69,5% du PIB.



Graphique 49 : Evolution de l'encours de la dette de Trésor en % du PIB

S'agissant de l'évolution de la structure de la dette du Trésor par source de financement, la part de la dette intérieure a connu une baisse de 3,3 points sur la période 2019-2023 pour atteindre 52,1% en 2023 et ce, au profit de la dette extérieure dont la part a progressé de 21,6% en 2019 à 24,9% en 2023.



Graphique 50 : Evolution de la structure de la dette de Trésor

1.4.2. Analyse de la soutenabilité de la dette du Trésor

L'économie marocaine fait face à un contexte international agité marqué par des crises sanitaires et géopolitiques successives ayant engendré un mouvement inflationniste et exercé par conséquent une forte pression sur les finances publiques. Ce contexte particulier a ravivé le débat au niveau mondial sur la soutenabilité⁵⁶ de la dette publique qui a atteint un niveau record en 2020.

La dette du Trésor du Maroc est considérée soutenable du moment qu'elle a été maintenue en dessous du seuil de 70% du PIB⁵⁷ depuis les années 2000 et a atteint 69,5% du PIB en 2023 après avoir culminé à 72,2% en 2020.

Au-delà de cette question de seuil, la soutenabilité de la dette peut être appréhendée par plusieurs autres aspects dont notamment :

- **Le processus progressif de consolidation budgétaire** : La dette du Maroc est considérée comme soutenable, au vu du processus progressif de consolidation budgétaire engagé depuis 2021, la base importante d'investisseurs institutionnels nationaux, la faible part de la dette du Trésor libellée en devises (25% en 2023) et de sa maturité moyenne allongée (9 ans en 2023). Ce constat est relevé par le FMI dans son dernier rapport sur le Maroc⁵⁸ ;
- **La hausse significative des actifs publics** : L'endettement public a permis d'accroître les actifs publics aussi bien financiers que non financiers. En effet,

⁵⁶ Selon le FMI, une dette d'un pays est soutenable s'il peut honorer totalement ses obligations présentes et futures du service de sa dette sans recourir à l'allégement ou au rééchelonnement, ou sans accumuler d'arriérés ni compromettre indûment sa croissance

⁵⁷ Le FMI recommande pour les pays émergents un seuil de soutenabilité de la dette publique ne devant pas dépasser 70% du PIB.

⁵⁸ IMF Country Report No. 24/99, Mai 2024.

l'investissement des EEP a permis de multiplier par 4 le volume des actifs de ce secteur entre 2005-2023⁵⁹ ;

- **Les conditions de plus en plus avantageuses de l'endettement** : l'endettement du pays a été motivé durant les 15 dernières années par les répercussions des différentes crises survenues mais aussi par le financement des différentes réformes d'envergure entamées par le Maroc, notamment dans les secteurs sociaux et d'infrastructure, le renforcement de l'investissement public productif générateur de recettes fiscales et d'un rééquilibrage de la balance courante. Néanmoins, il faut nuancer que cette évolution s'est opérée dans un contexte favorable des marchés financiers, notamment, en matière de taux d'intérêt qui ont connu une baisse continue sur les deux dernières décennies, passant de 6,8% en 2000 à 3,2% en 2022 ;
- **La gestion active de la dette** : Depuis l'année 2011, le Trésor a réalisé plusieurs opérations de rachat et/ou opérations d'échange de titres, ayant des maturités résiduelles inférieures à 18 mois qui correspondent à la substitution d'anciens titres par des nouveaux. Ces opérations ont eu un impact positif sur la gestion de la dette intérieure en permettant de réduire les tombées, de rallonger sa durée de vie moyenne, de lisser les besoins de trésorerie sur les années et de mieux gérer la politique d'émissions du Trésor en réduisant le risque de refinancement, ce qui a eu un impact positif sur le coût de financement du Trésor. Pour ce qui est de la dette extérieure, sa gestion active a eu recours principalement aux opérations de swaps de taux d'intérêt et de change ayant pour objectif la réduction du risque de la hausse des taux d'intérêt et des taux de change, ce qui a permis de réduire la part de la dette extérieure contractée à des taux variables, passant de 21% en 2001 à 10,8% en 2022.

Chapitre 2 : Accélération de la mise en œuvre des réformes structurelles

Le Maroc s'est engagé, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi, depuis quelques années dans la voie des réformes structurelles visant, entre autres, le renforcement de l'efficacité et la soutenabilité de ses finances publiques tout en stimulant la croissance économique. Ces réformes ambitieuses comprennent notamment la réforme fiscale, la réforme de la protection sociale, la restructuration des Etablissements et Entreprises Publics, la dynamisation des investissements publics et privés, ainsi que la réforme de la Loi Organique relative à la Loi de Finances (LOF). Lesdites réformes sont, certes, à des stades différenciés mais avancés dans leur mise en œuvre.

2.1. Accélération de la mise en œuvre de la loi cadre relative à la réforme fiscale

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi-cadre n°69-19 relative à la réforme fiscale, plusieurs mesures ont été introduites dans le cadre des Lois de Finances depuis l'année 2021 afin de garantir la cohérence de la politique fiscale avec les autres politiques

⁵⁹ En l'absence des comptes de patrimoine du secteur public actualisés, l'analyse s'est limitée aux actifs des EEP.

publiques, de renforcer les droits et la sécurité juridique des contribuables et d'instaurer un système simple et efficace.

Dans le but de poursuivre la mise en œuvre de ladite loi cadre, la priorité a été donnée dans le cadre de la Loi de Finances 2024 à la réforme de la Taxe sur la Valeur Ajoutée selon une démarche progressive afin d'assurer la visibilité et la stabilité du système fiscal à l'horizon 2026, en plus d'un ensemble de mesures visant la lutte contre la fraude fiscale et l'informel.

A ce titre, les principales mesures fiscales introduites dans la Loi de Finances 2024 se présentent comme suit :

2.1.1. Mesures spécifiques à la Taxe sur la Valeur Ajoutée

La réforme de la TVA vise trois objectifs fondamentaux :

- Objectif d'ordre social afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages et d'atténuer l'impact de l'inflation ;
- Objectif de neutralité économique afin d'assurer la neutralité de cette taxe et d'atténuer l'effet du butoir sur les entreprises. Cette réforme devrait permettre aux entreprises de récupérer la taxe payée sur leurs achats, ce qui améliorerait leur trésorerie, favoriserait un environnement commercial plus équitable et soutenable à la croissance économique ;
- Objectif d'équité fiscale pour faciliter l'intégration du secteur informel, rationaliser les incitations fiscales et clarifier et harmoniser les dispositions fiscales du Code Général des impôts.

Ainsi les mesures relatives à la réforme de la TVA se présentent comme suit :

- **La généralisation de l'exonération de la TVA à certains produits de base de large consommation**, à savoir les produits pharmaceutiques, les fournitures scolaires et les matières entrant dans leur composition, l'eau destinée à l'usage domestique, le beurre dérivé du lait d'origine animale et les conserves de sardines, le lait en poudre et le savon de ménage.
- **L'alignement progressif des taux de TVA afin de réduire le butoir et d'assurer la neutralité pour les entreprises** à travers :
 - ✓ Réduction progressive du taux de TVA applicable à l'énergie électrique produite de sources renouvelables ;
 - ✓ Alignement progressif du taux de TVA applicable à l'énergie électrique et à la location du compteur d'électricité ;
 - ✓ Réduction progressive du taux de TVA applicable aux opérations de transport urbain et des opérations de transport routier de voyageurs et de marchandises ;
 - ✓ Alignement progressif du taux de TVA applicable aux autres opérations de transport de voyageurs et de marchandises ;
 - ✓ Alignement du taux de TVA appliqué à l'eau destinée à un usage autre que domestique ;
 - ✓ Alignement progressif du taux de TVA applicable au sucre raffiné ;
 - ✓ Alignement du taux de TVA applicable aux voitures économiques ;

- ✓ Réduction progressive du taux de TVA applicable aux prestations de services rendues aux entreprises d'assurances par les démarcheurs ou courtiers d'assurances.
- **L'intégration du secteur informel et rationalisation des incitations fiscales à travers :**
 - ✓ Institution d'un nouveau régime d'auto-liquidation de la TVA ;
 - ✓ Institution d'un nouveau régime de retenue à la source en matière de TVA ;
 - ✓ Réinstauration de l'obligation de conservation des biens d'investissement inscrits dans un compte d'immobilisation ;
 - ✓ Elargissement du champ d'application de la TVA pour appréhender les prestations de services à distance fournies par des non-résidents ;
 - ✓ Institution du principe de la solidarité en cas d'infraction aux obligations de déclaration et/ou de paiement en matière de TVA ;
 - ✓ Institution de l'obligation de présenter les garanties suffisantes pour bénéficier de l'exonération de la TVA sur les biens d'investissement.
- **Mesures d'harmonisation et de clarification des règles d'assiette portant sur :**
 - ✓ Clarification du régime fiscal applicable aux locations d'immeubles en matière de TVA ;
 - ✓ Révision de la sanction applicable en cas de dépôt hors délai d'une déclaration créditrice ;
 - ✓ Clarification du délai de forclusion lié à l'exercice du droit à déduction ;
 - ✓ Exonération de la TVA à l'intérieur des redevances et droits de licence dont la valeur est incluse dans la base d'imposition de la TVA à l'importation ;
 - ✓ Généralisation de l'exonération de la TVA à tous les cathéters quelle que soit leur marque ;
 - ✓ Extension de l'exonération de la TVA aux prestations de services liées aux équipements et matériels militaires acquis par les organes chargés de la défense nationale, de la sécurité et du maintien de l'ordre public ;
 - ✓ Elargissement du champ d'application de l'exonération des coopératives de la TVA ;
 - ✓ Détermination de la liste des engins et filets de pêche destinés aux professionnels de la pêche maritime soumis au taux de TVA de 10%.

2.1.2. Mesures spécifiques à l'Impôt sur les Sociétés, à l'Impôt sur le Revenu et aux droits d'enregistrement et autres taxes

- ✓ Clarification du taux d'IS à appliquer lorsque le bénéfice net atteint ou dépasse 100 millions de dirhams suite à des produits non courants.
- ✓ Déductibilité des cotisations sociales des professionnels, des travailleurs indépendants et des personnes non salariées ;
- ✓ Relèvement du taux de l'abattement forfaitaire applicable aux cachets octroyés aux artistes ;
- ✓ Clarification du prix d'acquisition à considérer pour la détermination du profit foncier à l'occasion de la cession d'immeubles acquis par héritage ;
- ✓ Clarification du prix d'acquisition à considérer en cas de cession des valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance acquis par héritage ;

- ✓ Amélioration des modalités d'imposition des profits de capitaux mobiliers en cas de taxation d'office.
- ✓ Alignement des taux des droits d'enregistrement applicables aux actes d'attribution des locaux ou terrains par les coopératives et les associations à leurs membres ;
- ✓ Révision des obligations incombant aux rédacteurs d'actes relatives aux modalités d'enregistrement des actes portant mutation d'immeuble.

2.1.3. Mesures spécifiques à la Taxe Intérieure de Consommation et les droits d'importation

- ✓ Baisse de la quotité du droit d'importation sur l'ensemble des produits soumis aux taux de 40% dans le tarif des droits de douane ;
- ✓ Baisse de la quotité du droit d'importation pour le thé vert, les miettes de thon, les substituts de laits en poudre pour l'alimentation des nourrissons et des enfants en bas âge, aux intrants et pièces entrants dans la fabrication des filtres pour véhicules, aux cellules en lithium, et aux tracteurs routiers pour semi-remorques, fonctionnant à l'énergie électrique ;
- ✓ Augmentation de la quotité du droit d'importation pour le thé vert présenté en emballages d'un contenu supérieur à 3 kg et inférieur à 20 kg, les aliments pour chiens ou chats, conditionnés pour la vente au détail, les cigarettes électroniques, certaines tôles laminées à chaud et tôles laminées à froid, plaquées ou revêtues, certains appareils électriques, les postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et les câbles de fibres optiques ;
- ✓ Simplification et rationalisation de la TIC applicable sur les boissons non alcoolisées ;
- ✓ Augmentation de la TIC appliquée sur les boissons alcoolisées ;
- ✓ Augmentation de la TIC appliquée sur les pneumatiques, même montés sur jantes ;
- ✓ Augmentation de la TIC appliquée sur certains produits contenant du sucre et extension de la taxation à de nouveaux produits.

2.1.4. Mesures communes

- ✓ Consécration de l'exonération de la Fondation Mohammed VI des Sciences et de la Santé ;
- ✓ Versement des sommes retenues à la source directement aux comptables publics relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ;
- ✓ Institution du principe du « droit à l'erreur » pour permettre aux contribuables de rectifier spontanément leurs déclarations fiscales ;
- ✓ Suppression de la commission consultative du recours pour abus de droit ;
- ✓ Révision de la procédure d'examen de l'ensemble de la situation fiscale des personnes physiques ;
- ✓ Clarification du principe de cumul des avantages fiscaux ;
- ✓ Prorogation de la durée d'application de la mesure relative à la régularisation de la situation fiscale des entreprises inactives jusqu'à la fin de l'année 2024 ;
- ✓ Réinstauration de la mesure relative à la régularisation volontaire de la situation fiscale des contribuables.

2.2. Poursuite de la mobilisation des financements nécessaires pour le déploiement de la réforme de la protection sociale

Conformément aux Hautes Instructions Royales, le Gouvernement poursuit ses efforts pour la mise en œuvre du chantier de la réforme de la protection sociale et œuvre à mobiliser les financements nécessaires à son déploiement.

Il faut noter que la mise en œuvre du chantier de la protection sociale nécessitera un budget de 10 milliards de dirhams alloués par l'Etat annuellement à la généralisation de l'AMO, en plus d'un budget de 25 milliards de dirhams en 2024 qui sera porté à 29 milliards de dirhams par an en 2026 pour la mise en œuvre de l'aide sociale en faveur des familles en situation de pauvreté et de précarité⁶⁰. L'ensemble de ces allocations représenteront un budget total de 40 milliards de dirhams à l'horizon 2026, portant sur les deux volets de la généralisation de la protection sociale (généralisation de l'AMO et aide sociale directe).

Plusieurs sources de financement seront mobilisées à l'horizon 2026 comme suit :

- 20 milliards de dirhams sur trois ans à partir des ressources propres de l'Etat ;
- 6 milliards de dirhams des recettes fiscales relatives à la contribution sociale de solidarité ;
- 9 milliards de dirhams de l'excédent de la caisse de l'entraide nationale pour l'année 2024 ;
- 15 milliards de dirhams à travers le redéploiement des crédits budgétaires alloués à certains programmes et services sociaux anciens notamment, « Tayssir », « 1 Million de Cartables », « DAAM », ...etc.
- Les recettes de la contribution libératoire au titre des avoirs et des biens à l'étranger ;

2.3. Poursuite du chantier de restructuration des Etablissements et Entreprises Publics

Dans le cadre de la mise en œuvre des Hautes Orientations Royales, le Gouvernement poursuit le processus de restructuration des Etablissements et Entreprises Publics, lancé en 2021 à travers, la publication de la loi-cadre n°50-21 relative à la réforme des EEP qui a mis en place un cadre juridique destiné à la rationalisation de leur création, l'amélioration de leur gouvernance, le renforcement de la complémentarité et les synergies entre eux, ainsi que la publication de la loi n°82-20 portant création de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'Etat et de Suivi des Performances des Etablissements et Entreprises Publics (ANGSPE).

Ainsi, plusieurs chantiers ont été lancés pour la mise en œuvre de la réforme des Etablissements et Entreprises Publics, notamment :

- **Opérationnalisation de l'ANGSPE** : lors de la troisième réunion de son Conseil d'Administration le 3 avril 2024, l'accord a été donné au projet de convention de contrôle qui définit l'objet et les modalités d'exercice du contrôle financier de l'Etat sur l'ANGSPE. Le conseil a approuvé son règlement intérieur et a institué ses comités

⁶⁰ Déclaration du Chef de gouvernement au Parlement le 23 octobre 2023.

- spécialisés, en l'occurrence, le comité d'audit, le comité de stratégie et d'investissement ainsi que le comité de nomination, de rémunération et de gouvernance. Le Conseil a aussi approuvé le règlement intérieur et les chartes qui définissent les compositions, les attributions et les modalités de fonctionnement de ces comités et a désigné les membres desdits comités ;
- **Professionnalisation des organes de gouvernance des EEP :** depuis son opérationnalisation, l'ANGSPE s'est mobilisée pour la désignation de représentants permanents de l'État actionnaire au niveau de l'ensemble des instances de gouvernance des 57 EEP de son périmètre. Elle œuvre en outre pour la généralisation de l'institution de comités techniques en matière d'audit, de stratégie et d'investissement, de gouvernance et de nomination et rémunération au niveau des organes délibérants des Établissements et Entreprises Publics ;
 - **Approbation de la politique actionnariale de l'Etat :** La Politique Actionnariale de l'État (PAE) est une composante clé de la réforme des Etablissements et Entreprises Publics. Elle se définit, selon la loi n° 82-20 portant création de l'ANGSPE, comme étant « la politique qui traduit les orientations stratégiques et les objectifs globaux de l'actionnariat de l'État, son rôle dans la gouvernance des Etablissements et Entreprises Publics et la manière dont il met en œuvre cette politique ». Le 1er juin 2024, 7 Orientations Stratégiques ont été approuvées par le Conseil des Ministres, fixant le cadre dans lequel doit être élaborée la Politique Actionnariale de l'Etat ;
 - **Transformation des Établissements Publics en Sociétés Anonymes (SA) :** l'ANGSPE a mis en place un plan d'action spécifique pour accompagner la transformation des Établissements Publics relevant de son périmètre et exerçant une activité marchande en sociétés anonymes. Des établissements publics sont prioritairement concernés par cette transformation en SA, comme l'ONDA, l'ONCF, l'OMPIC, la MAP, l'ONHYM et le FEC. Des dialogues stratégiques menés avec ces établissements à l'initiative de l'ANGSPE ont permis d'établir des feuilles de route spécifiques et d'avoir la visibilité nécessaire sur les modèles économiques et les missions. Pour les autres établissements publics amenés à être transformés, il a été procédé au lancement d'études de positionnement stratégique afin de délimiter le champ d'intervention des futures SA et leurs relations avec leurs écosystèmes respectifs ;
 - **Encadrement de l'évolution du portefeuille des EEP :** l'ANGSPE a engagé les travaux de la réforme du cadre juridique des opérations de portefeuille et sur le capital dans l'objectif de créer la cohérence nécessaire entre les différents textes en vigueur encadrant les opérations de portefeuille et sur le capital, y compris la privatisation, ainsi qu'entre les différents intervenants dans le processus d'autorisation et de mise en œuvre de ces opérations ;

D'autres chantiers sont également en cours de réalisation, à savoir le projet de consolidation des comptes de l'Etat actionnaire, la mise en place du dispositif de pilotage de la performance des EEP et leur programme de transformation digitale.

Encadré 9 : Orientations Stratégiques de la Politique Actionnariale de l'Etat

Les orientations Stratégiques fixant le cadre dans lequel doit être élaborée la Politique Actionnariale de l'Etat sont les suivantes :

1. Consacrer le secteur des Etablissements et Entreprises Publics comme levier stratégique pour la consolidation de la souveraineté nationale à travers le soutien des efforts de l'Etat dans un ensemble de secteurs vitaux, en particulier l'énergie, la santé, l'eau, la sécurité alimentaire, l'environnement, la connectivité et la mobilité ;
2. Faire du secteur des Etablissements et Entreprises Publics un moteur de l'intégration continentale et internationale à même de contribuer à répondre aux enjeux géostratégiques et garantir les intérêts du Royaume et de contribuer au renforcement de la coopération sud-sud en particulier avec les pays africains frères ;
3. Faire du secteur des Etablissements et Entreprises Publics un pilier pour la dynamisation de l'investissement privé à travers la mise en place de partenariats volontaristes avec le secteur privé dans une logique de complémentarité et de renforcement de la contribution du secteur privé dans la dynamique économique nationale ;
4. Faire du secteur des Etablissements et Entreprises Publics un catalyseur d'une économie compétitive et un véhicule de partage de la valeur ajoutée et de promotion de l'emploi productif à travers notamment le soutien de modèles économiques viables et agiles en phase avec les exigences de régulation, l'environnement concurrentiel et les opportunités de marchés ;
5. Eriger le secteur des Etablissements et Entreprises Publics en acteur actif de l'équité territoriale au service de l'inclusion économique et sociale, financière et numérique, et ce dans le cadre de la régionalisation avancée tout en assurant une équité des territoires et en garantissant un accès équitable des citoyens à des services publics de qualité ;
6. Faire du secteur des Etablissements et Entreprises Publics un gestionnaire responsable des ressources s'inscrivant ainsi dans les Objectifs de Développement Durable à travers le renforcement de la contribution des Etablissements et Entreprises Publics en faveur de la promotion d'une gestion responsable des ressources naturelles et du raffermissement de la résilience du pays face aux défis du changement climatique ;
7. Renforcer le rôle exemplaire des Etablissements et Entreprises Publics en matière de gouvernance et de performance en veillant à mettre en place une gestion active de son portefeuille public de ses participations ou de désengagement, dans l'objectif d'une valorisation optimale du patrimoine matériel et immatériel des Etablissements et Entreprises Publics et d'une amélioration de leurs performances.

2.4. Poursuite des réformes en faveur de la dynamisation des investissements publics et privés

Pour assurer la relance de l'économie nationale, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes en faveur de la dynamisation de l'investissement.

➤ Poursuite de la mise en œuvre de la charte de l'investissement

La loi-cadre n°03-22 relative à la charte de l'investissement vise à améliorer l'impact de l'investissement en favorisant la création d'emplois stables et en réduisant les disparités d'attractivité entre les régions. Pour atteindre ces objectifs, cette loi-cadre se structure autour de différents dispositifs de soutien à l'investissement, notamment un soutien principal et un soutien spécifique dédié aux projets d'investissement stratégiques, au développement des entreprises à international et aux très petites, petites et moyennes entreprises (TPME).

En vue d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle Charte de l'Investissement, une nouvelle Commission Nationale de l'Investissement a été instaurée par la Loi-Cadre n°03.22 formant la Charte de l'investissement. Présidée par le Chef du Gouvernement, ses prérogatives ont été renforcées. Elle approuve les conventions d'investissement entre l'État et les Investisseurs et attribue le caractère stratégique aux projets d'investissement. Parallèlement, la nouvelle charte de l'investissement entérine la déconcentration de l'élaboration et de l'approbation des conventions d'investissement au niveau territorial pour les projets dont le montant d'investissement est en dessous de 250 millions de dirhams.

Dans ce cadre, cinq Commissions nationales d'investissement ont été tenues depuis l'opérationnalisation de la charte en mars 2023. Lesdites commissions ont approuvé 110 projets de convention et avenants dans le cadre du dispositif de soutien principal pour un montant d'investissement total d'environ 130 milliards de dirhams permettant la création d'environ 24.641 emplois directs. L'année 2024 a été marquée par la signature de 5 conventions d'investissement, dont notamment la convention Etat/Gotion High Tech, avec un montant d'investissement total de 42,88 milliards de dirhams. Elles ont attribué, aussi, le caractère stratégique à 10 projets d'investissement correspondant à un potentiel d'investissement de près de 181 milliards de dirhams et de création de 25.856 emplois directs et 111.666 emplois indirects.

➤ Opérationnalisation du Fonds Mohammed VI pour l'Investissement

Le Fonds Mohammed VI pour l'investissement a lancé en 2023 son premier appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour sélectionner des sociétés de gestion chargées de créer et de gérer les fonds sectoriels ou thématiques. A l'issue de cet AMI, le Fonds a sélectionné 15 sociétés de gestion des fonds thématiques avec une première enveloppe de 4,5 milliards de dirhams, mobilisant 13,5 milliards de dirhams supplémentaires auprès des bailleurs de fonds. Ces fonds, d'une taille globale de 18 milliards de dirhams, cibleront divers secteurs clés comme les PME, l'industrie, le tourisme et l'agriculture, avec un impact attendu de 50 milliards de dirhams sur cinq ans.

Le Fonds a également lancé le processus pour la mise en place de Fonds spécialisés pour les startups, visant à fournir une offre de financement adaptée à leur développement. Ces Fonds Startups sont destinés à offrir des solutions de financement adaptées aux différents stades de développement des startups marocaines et à permettre l'émergence de futurs leaders marocains dans l'innovation et les nouvelles technologies. Cette initiative contribuera à positionner le Maroc en tant que plateforme de stimulation de l'innovation au profit de l'économie nationale et au rayonnement international. Par ailleurs, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour la sélection de sociétés de gestion desdits Fonds Startups.

Par ailleurs, le Fonds a lancé un produit financier innovant en partenariat avec les banques dénommé «CapAccess» qui permettra de renforcer l'assise financière des entreprises, et ce, sans effet dilutif sur leur capital. L'objectif principal de cette initiative est de soutenir les entreprises marocaines porteuses de projets d'investissement viables mais ne disposant pas du niveau de fonds propres requis par les banques. « CapAccess » vient offrir une nouvelle source de financement jumelée à la dette bancaire, suivant un ratio de 2/3 de crédit senior bancaire et de 1/3 de crédit subordonné « CapAccess ». Le produit est assorti de conditions avantageuses pour les entreprises marocaines à travers des modalités souples de mise en place, une tarification compétitive, une période de grâce et une durée allongées. L'accès à ce nouveau produit est également cumulable avec les subventions d'investissements dont pourraient bénéficier les entreprises. Un fonds de dette dénommé Fonds CapAccess a donc été créé pour porter l'ensemble des crédits subordonnés qui seront octroyés suivant ce mécanisme. La gestion de ce Fonds a été confiée à Tamwilcom en vue d'assurer l'interface avec les banques partenaires et un suivi rigoureux de cette activité. Le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement ambitionne de dédier une enveloppe de 4 milliards de dirhams au Fonds CapAccess avec pour objectif de catalyser un montant d'investissement de l'ordre de 15 milliards de dirhams sur un horizon de 4 ans.

En outre, le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement a développé plusieurs partenariats notamment :

- Un partenariat avec l'IFC⁶¹ qui vise à identifier et à financer des projets d'infrastructures durables au Maroc ;
- Un partenariat avec la Banque Africaine de Développement qui permettra d'identifier les initiatives qui pourraient faire l'objet d'un financement conjoint, ainsi que d'explorer d'autres mécanismes de financement, tels que le partage des risques par le biais de produits de garantie ;
- Un partenariat avec la Banque Européenne d'Investissement à travers la signature d'une lettre de mandat entre les deux institutions portant sur une enveloppe de financement d'un montant de 500 millions d'euros. L'enveloppe proposée serait en priorité allouée au financement des projets d'infrastructures, au déploiement

⁶¹ International Finance Corporation (IFC) (Société financière internationale), membre du Groupe de la Banque Mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents.

d'instruments de financement innovants en faveur des entreprises marocaines ainsi qu'au soutien de l'activité de Fonds dans le Private Equity et le Venture Capital. Cette enveloppe pourrait également s'accompagner d'instruments de garantie et d'un appui en matière d'assistance technique et ce, à travers la mobilisation d'outils innovants en cours de structuration avec la Commission Européenne.

2.5. Projet de réforme de la Loi Organique relative à la loi de Finances

La Loi Organique n°130-13 relative à la Loi de Finances (LOF) incarne les principes encadrant les finances publiques. Elle consacre, dans un ensemble cohérent et interdépendant, des dispositions permettant une gestion budgétaire performante et transparente, concrétisant ainsi une mutation dans le processus budgétaire depuis la programmation jusqu'à l'évaluation. À ce titre, le déploiement de cette Loi Organique fait état d'avancées importantes notamment en matière de renforcement de la discipline budgétaire, d'amélioration de la transparence des finances publiques, d'imprégnation de la culture de performance et de renforcement du rôle du Parlement dans le débat budgétaire.

Toutefois, les nouvelles exigences économiques et sociales ont suscité la nécessité d'introduire plusieurs modifications sur cette loi, et qui concernent spécifiquement trois axes suivants :

- **L'élargissement du champ d'application de la loi organique pour inclure les Etablissements et Entreprises Publics à caractère non marchand**

Conformément aux pratiques internationales, les Etablissements et Entreprises Publics à caractère non marchand devraient être soumises au contrôle parlementaire. Ceci implique une série de dispositions et principes encadrant la gestion de ces entités, incluant les règles financières et budgétaires, consistant à établir des prévisions de l'ensemble des recettes et charges, à adopter le caractère prévisionnel des budgets, en plus de la possibilité d'ouvrir des crédits supplémentaires en cours d'année. Ces budgets devraient également être soumis à une approche de performance et aux normes comptables en vigueur.

- **Le renforcement de la soutenabilité des finances publiques**

Pour renforcer la soutenabilité des finances publiques, plusieurs mesures ont été proposées, dont :

- L'encadrement et la rationalisation des ressources allouées : Cette réforme consiste à étendre les compétences du Parlement pour accroître la transparence dans la gestion des finances publiques, à assurer des ressources supplémentaires pour le budget de l'Etat, et à rationaliser la gestion des ressources en améliorant les procédures de collecte et d'allocation pour les rendre plus efficaces ;
- L'ajout d'une nouvelle règle budgétaire pour permettre à la LOF de fixer les règles d'équilibre financier de l'Etat, en définissant les objectifs, les niveaux et la trajectoire

- de l'endettement à moyen terme, tout en incluant une exception à cette règle liée à l'évolution de la conjoncture économique et financière ;
- L'intégration d'une exception à la règle d'or relative à l'endettement : Les finances publiques doivent suivre des règles budgétaires strictes sur la gestion de la dette. Toutefois, compte tenu des crises fréquentes et de l'incertitude géopolitique actuelle, cette réforme suggère d'ajouter une exception à la règle établie à l'article 20 de la loi organique. Cette exception permettrait de dépasser les limites en cas de circonstances socio-économiques exceptionnelles ;
 - Le renforcement des principes et règles budgétaires : Il s'agit de la nécessité d'approbation préalable de toute modification des dispositions fiscales ou douanières de la Loi de Finances, la clarification des concepts relatifs au solde budgétaire prévu et à la méthode de son calcul, ainsi que l'application des réserves de précaution aux crédits de paiement ouverts du budget général dont le taux de mise en réserve desdits crédits est fixé dans le cadre de la Loi de Finances. De plus, les critères de sélection des projets d'investissements publics doivent être définis par décret. Ainsi, une mise en réserve de précaution doit être appliquée en début d'exercice, il s'agit d'une fraction des crédits ouverts du budget général dans le cadre de la Loi de Finances.
- **Le renforcement du rôle du Parlement dans la préparation et l'exécution de la Loi de Finances**

En vue de renforcer davantage le rôle du Parlement, dans la préparation et l'exécution de la Loi de Finances, le projet de réforme stipule :

- La clarification de la procédure relative à l'étude et au vote du Projet de la Loi Rectificative. Cette réforme prévoit l'encadrement du recours aux lois rectificatives, et propose de réduire la durée d'étude et de vote du Projet de la Loi Rectificative de 15 à 5 jours ;
- L'accompagnement de la Loi Rectificative par une note de présentation spécifiant les raisons du recours à une Loi Rectificative et les rectifications prévues ;
- L'intégration de nouvelles dispositions visant à réduire le délai de dépôt de la Loi de Règlement, de décembre à juin de l'année suivant l'année budgétaire, et à encadrer le délai d'étude et de vote du Projet de Loi de Règlement à un mois ;
- L'intégration d'une note explicative concernant le cadre budgétaire à moyen terme parmi les documents joints au Projet de Loi de Finances. Cette note doit fournir des informations sur la situation économique du pays ainsi que ses projections. Elle doit également spécifier la stratégie de gestion des finances publiques (programmation budgétaire triennale des ressources et dépenses et situation de la soutenabilité de la dette publique).

Chapitre 3 : Projet de Loi de Finances 2025

3.1. Contexte macroéconomique du Projet de Loi de Finances 2025

La croissance de l'économie nationale a connu un rebond de 3,4% en 2023 après une décélération marquée en 2022 où le taux réalisé était de 1,5%. En 2024, la

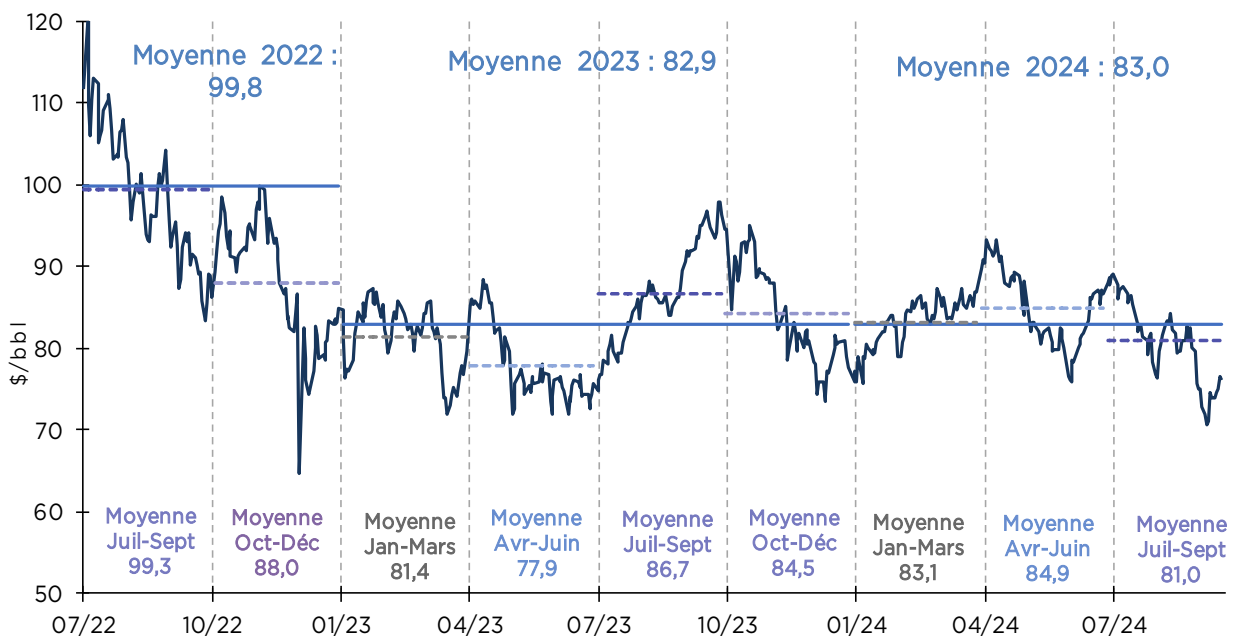
contreperformance du secteur agricole due à l'accentuation de la sécheresse que traverse le Maroc, devrait peser négativement sur la croissance. La reprise du secteur secondaire et la consolidation du secteur tertiaire devraient néanmoins compenser la contraction du secteur agricole, permettant à la croissance d'atteindre 3,3%, en légère décélération par rapport à 2023.

En 2025, sous hypothèse d'un retour à une récolte céréalière moyenne, le taux de croissance du PIB devrait connaître une nette accélération de 4,6%. La valeur ajoutée des activités agricoles devrait, en effet, croître de 11%. Les activités non-agricoles devraient voir leur croissance se consolider pour atteindre 3,7% au même niveau de l'année précédente.

3.1.1. Les principales hypothèses sous-tendant les prévisions économiques

L'élaboration des prévisions se base sur les données provisoires des comptes nationaux pour l'année 2023 et des dernières informations sur la conjoncture nationale et internationale. Les principales hypothèses du cadre macroéconomique sont les suivantes :

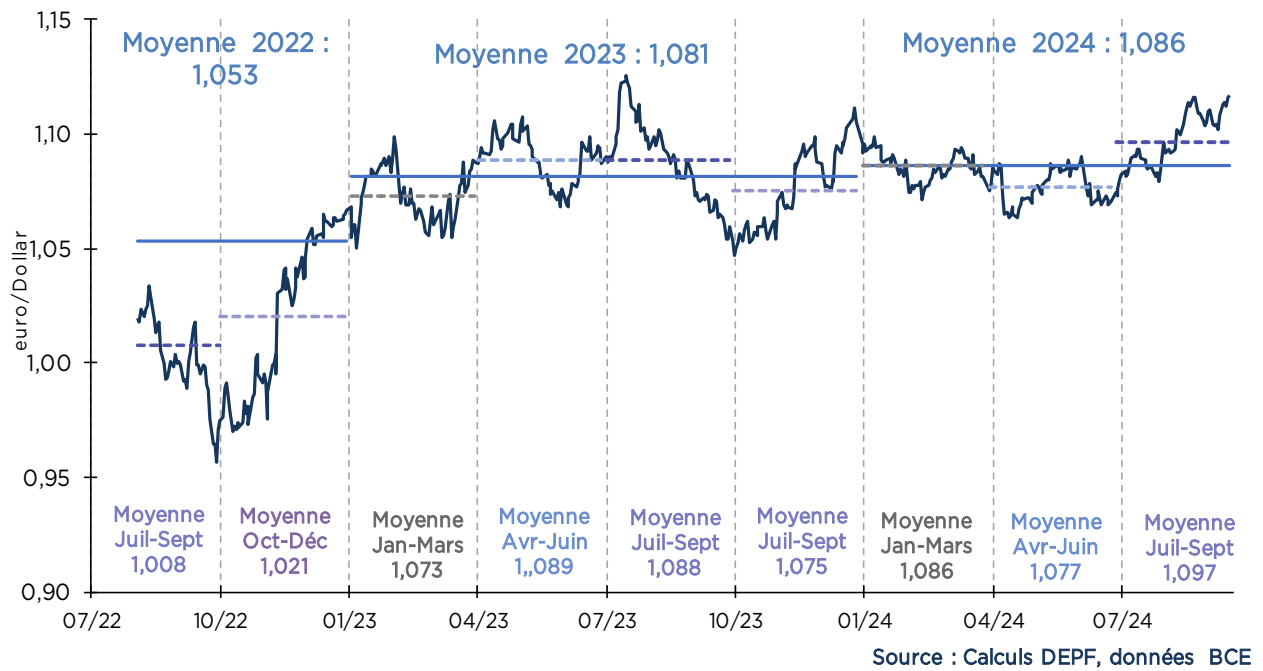
➤ Un cours moyen du baril de Brent de 78 dollars en 2025, après 84 dollars 2024



Source : Calculs DEPF, données Bloomberg

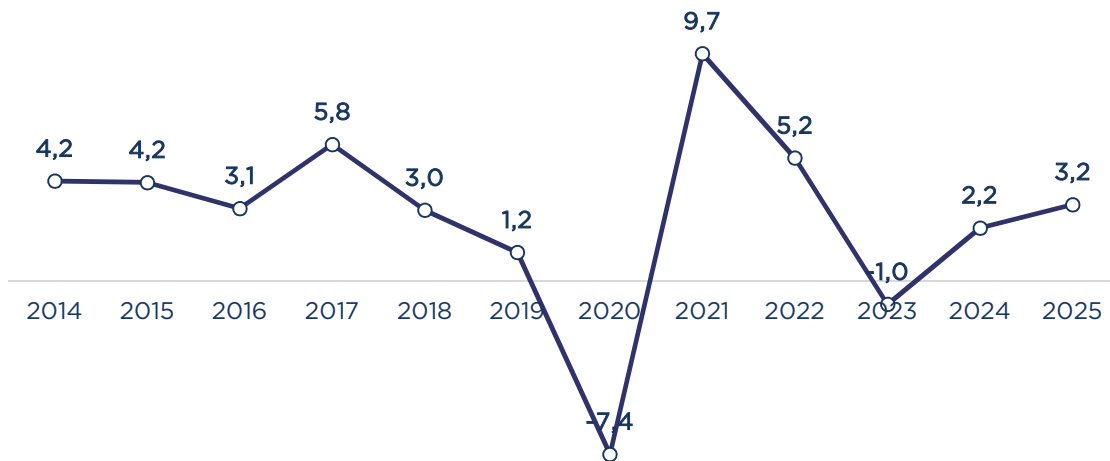
Graphique 51 : Cours du Brent (dollars/baril)

➤ Une parité euro-dollar de 1,085 en 2024 et en 2025



Graphique 52 : Taux de change euro/dollar

➤ Un accroissement de la demande étrangère adressée au Maroc (hors produits de phosphates et dérivés) de 3,2% en 2025 après 2,2% en 2024.



Source : MEF

Graphique 53 : Evolution de la demande étrangère adressée au Maroc hors OCP en volume (en %)

➤ Une production céréalière de 70 millions de quintaux en 2025 contre 31,2 millions de quintaux en 2024, conjuguée à une consolidation des performances des autres cultures et de l'élevage.

3.1.2. Perspectives économiques pour 2025

Sur la base des hypothèses retenues, le rythme de croissance de l'économie nationale devrait atteindre 4,6% en 2025, grâce à l'accélération de la croissance de la valeur ajoutée agricole pour atteindre 11% et de la consolidation de celle des activités non agricoles pour se situer à 3,7%. En particulier, la valeur ajoutée du secteur secondaire devrait s'accroître de 2,9% après 3% en 2024. Le secteur tertiaire devrait, quant à lui, progresser de 4,1% en 2025 après 4% en 2024. Le PIB non agricole devrait progresser au même rythme de 3,9% aussi bien en 2024 qu'en 2025.

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
- Produit intérieur brut	-7,2	8,2	1,5	3,4	3,3	4,6
- Valeur ajoutée totale	-7,0	7,9	1,6	3,2	3,0	4,6
- Valeur ajoutée agricole	-8,1	19,5	-11,3	1,4	-1,8	11,0
- Valeur ajoutée non agricole	-6,9	6,4	3,4	3,5	3,7	3,7
- Activités secondaires	-5,2	7,8	-2,7	1,3	3,0	2,9
- Activités tertiaires	-7,9	5,7	6,8	4,4	4,0	4,1
- Produit intérieur brut non agricole	-7,1	6,9	3,2	3,6	3,9	3,9

Source : MEF

Tableau 1 : Croissance du PIB et de ses composantes sectorielles (%)

Cette dynamique de croissance devrait se refléter dans les éléments de la demande. La consommation finale des ménages (y compris ISBL) devrait afficher une hausse en volume de 4,6% en 2025 sous l'effet de la consolidation des revenus des ménages. La consommation finale des administrations publiques devrait s'accroître de 5,8% en 2025, en décélération par rapport à l'année 2024 (6,7%). Pour ce qui est de l'investissement, la formation brute du capital fixe devrait progresser de 3% en 2025 après 3,1% en 2024.

Par ailleurs, grâce à la consolidation de la demande extérieure adressée au Maroc, la croissance des exportations devrait rester dynamique, mais à en décélération par rapport aux années précédentes sous l'effet du tassement de la reprise post-pandémie. Les exportations devraient croître de 8% en 2024 et 6,8% en 2025. La même tendance devrait concerner les importations qui devraient croître de 8,3% en 2024 et de 7,1% en 2025. Suite à ces évolutions, le besoin de financement de l'économie nationale, en pourcentage du PIB, devrait atteindre 1,5% en 2024 et 2,1% en 2025.

3.2. Objectifs prioritaires du Projet de Loi de Finances 2025

Conformément aux hautes orientations Royales et aux engagements du programme gouvernemental, le Projet de Loi de Finances 2025 s'articule autour de quatre axes majeurs:

- La poursuite du renforcement des piliers de l'État social ;
- La consolidation de la dynamique d'investissement et de la création d'emplois ;
- La poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles ;
- La préservation de la soutenabilité des finances publiques.

3.2.1. La poursuite du renforcement des piliers de l'État social

Sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Maroc a inauguré une nouvelle phase de réformes majeures et sans précédent qui renforcent son modèle social et de développement, à travers notamment le lancement du chantier de la généralisation de la protection sociale et le renforcement des fondements de l'État social. Pour accompagner le chantier de généralisation de l'Assurance Maladie Obligatoire, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la réforme globale du système de santé national, visant à fournir des services de santé de qualité aux citoyens, à travers l'activation des piliers de cette réforme qui concernent la réhabilitation de l'offre de soins, la valorisation et le renforcement des ressources humaines, le renforcement de la gouvernance du système de santé national et la mise en place d'un système d'information intégré.

Dans ce cadre, le Gouvernement œuvrera à renforcer l'offre de soins en poursuivant la réhabilitation des centres hospitaliers régionaux et provinciaux, en reconstruisant l'hôpital Ibn Sina à Rabat avec une structure de soin et une conception de nouvelle génération, en accélérant les travaux de construction et d'équipement des Centres hospitaliers universitaires (CHU) d'Agadir et de Laâyoune et en poursuivant les travaux de construction et d'équipement des CHUs à Errachidia, Beni Mellal et Guelmim, afin de permettre à chaque région du Royaume de disposer d'un CHU. En outre, la réhabilitation des hôpitaux universitaires existants se poursuivra également.

Parallèlement, le Gouvernement poursuivra le programme de réhabilitation de près de 1.400 établissements de soins de santé primaires, qui représentent la première destination des patients dans leur parcours de soins et la pierre angulaire du rapprochement des services de santé des citoyens et de la garantie de leur qualité, dont les deux tiers se trouvent en milieu rural et dans les zones reculées. Dans ce cadre, le Gouvernement a réussi à réhabiliter 872 centres de santé, auxquels s'ajouteront 524 autres centres de santé dont les travaux de réhabilitation seront achevés avant la fin du mois d'avril 2025.

En ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et la motivation du capital humain dans le secteur de la santé, le Gouvernement mettra en œuvre la loi sur la fonction publique de la santé. En parallèle, il augmentera le niveau d'encadrement médical et paramédical pour atteindre 25 professionnels pour 10.000 habitants à l'horizon 2026 et 45 professionnels de la santé pour 10.000 habitants en 2030. Par ailleurs, le Gouvernement créera les postes budgétaires nécessaires pour accompagner et répondre aux besoins du secteur en ressources humaines.

Soucieux de renforcer la gouvernance hospitalière et la planification territoriale de l'offre de santé, le Gouvernement activera les groupements sanitaires territoriaux, la

Haute Autorité de la santé, l'Agence Marocaine des Médicaments et des Produits de Santé et l'Agence Marocaine du Sang et de ses Dérivés. En outre, le Gouvernement œuvrera à doter toutes les infrastructures de santé, y compris les établissements de soins de santé primaires, de systèmes et équipements informatiques, avec pour objectif l'instauration complète du système d'information intégré avant la fin de l'année 2025.

Conformément aux Hautes directives Royales, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre effective du chantier de l'aide sociale directe, notamment en opérationnalisant l'Agence Nationale de Soutien Social, pour assurer la réalisation et la durabilité des impacts socio-économiques attendus de ce programme.

Aussi, le Gouvernement prévoit de mobiliser le financement nécessaire pour la généralisation de l'AMO et de l'aide sociale directe. Cela passera par la réorientation des ressources allouées à divers programmes sociaux, les recettes de la contribution solidaire sur les bénéficiaires des entreprises ainsi que les recettes fiscales allouées au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale.

A partir de 2025, le Gouvernement prévoit d'achever la mise en œuvre des composantes du chantier de généralisation de la protection sociale, dans les délais fixés, en élargissant l'adhésion aux caisses de retraite et en généralisant l'indemnisation pour perte d'emploi en faveur des personnes disposant d'un emploi stable.

Par ailleurs, le Gouvernement mènera les efforts nécessaires pour améliorer l'efficacité du système de ciblage reposant sur le Registre National de la Population et le Registre Social Unifié et renforcer son efficacité dans le ciblage des familles bénéficiaires et la simplification de leur accès aux programmes de soutien social.

Dans le secteur de l'éducation, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la « feuille de route 2022-2026 pour une école publique de qualité pour tous ». A cet effet, les efforts seront renforcés pour la généralisation et le développement de l'éducation préscolaire à l'horizon 2028, à travers la création de 4.000 unités éducatives par an. Le Gouvernement s'emploiera également à promouvoir un modèle d'enseignement préscolaire efficace, basé sur un cadre national de référence, incluant toutes ses composantes, notamment les programmes, les normes de qualité et la formation des éducateurs dans le cadre de partenariats constructifs entre tous les acteurs concernés.

Le Gouvernement poursuivra également l'expansion du projet des écoles pionnières au cours de l'année scolaire 2024-2025, à travers l'ajout de 2.000 écoles primaires bénéficiant à environ un million d'élèves supplémentaires, et l'élargissement des réseaux des écoles pionnières pour inclure le cycle secondaire collégial, bénéficiant à 250.000 élèves dans 232 collèges, dans le but de généraliser ce modèle à l'échelle nationale lors de l'année scolaire 2027-2028.

Et pour créer les conditions propices à la réussite de cette réforme, le Gouvernement mettra en place durant l'année scolaire 2024-2025 un laboratoire numérique pour fournir au système éducatif des ressources numériques pour enrichir et diversifier les moyens permettant de créer une dynamique au sein du paysage éducatif. En parallèle, il sera question d'adopter le projet d'établissement intégré comme cadre

méthodologique et mécanisme pratique pour mettre en exergue la vie scolaire et la gestion des activités parascolaires à travers l'allocation des ressources financières aux établissements éducatifs pour financer notamment les activités et les manifestations scolaires.

Le Gouvernement poursuivra également la mise en œuvre de la réforme de l'université marocaine et l'amélioration du niveau de ses ressources humaines, notamment par la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation de l'Écosystème d'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (Pacte ESRI 2030). Dans ce cadre, le Gouvernement continuera à répondre aux besoins des secteurs prioritaires en matière de formation des compétences dans plusieurs programmes sectoriels et à créer de nouveaux parcours de formation dans les domaines prometteurs. Il s'agit du « Programme de formation des enseignants du primaire et du secondaire », considéré comme un canal essentiel pour accéder à la profession d'enseignant, en parallèle à la poursuite de la mise en œuvre du programme de renforcement des effectifs des professionnels de la santé.

Dans le même cadre, et pour renforcer la formation des ingénieurs, cadres moyens et techniciens supérieurs, le programme de renforcement du nombre de lauréats des universités publiques marocaines dans les spécialités numériques permettra d'atteindre 22.500 diplômés d'ici 2027, afin d'accompagner le développement de l'industrie nationale.

Et pour établir les bases d'une recherche scientifique axée sur l'excellence et promouvoir le système d'innovation, le Gouvernement renforcera le programme de formation de nouvelle génération de doctorants selon des normes internationales par l'inscription de 1.000 étudiants pour l'année universitaire 2024-2025.

Le Gouvernement continuera également à améliorer les mécanismes de ciblage des bénéficiaires des programmes sociaux, y compris les bourses universitaires, par l'exploitation des possibilités offertes par le Registre Social Unifié. Parallèlement, il renforcera les services d'hébergement par l'augmentation de la capacité d'accueil des cités universitaires et les services de restauration au sein de ces cités en parallèle avec le renforcement et le développement des activités culturelles et sportives dans les universités marocaines.

Conformément aux Hautes Directives Royales, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la Feuille de route pour le développement de la formation professionnelle pour répondre aux exigences du marché du travail, en achevant la réalisation des Cités des métiers et des compétences et en lançant les formations dans certaines d'entre elles. Il sera procédé également à la révision de la majorité des filières de formation, au développement des moyens et à la consécration de réformes structurelles pour améliorer la gouvernance et l'efficacité du secteur en adéquation avec les besoins des entreprises.

Dans le cadre du partenariat public-privé pour la gestion de la formation professionnelle à travers les instituts de formation dans les métiers stratégiques pour le Royaume, tels que l'automobile, l'aéronautique, les énergies renouvelables, le transport et la logistique.

Ces instituts seront renforcés par la création d'autres instituts, comme l'Institut de formation dans les métiers de l'industrie pharmaceutique à Casablanca, l'Institut de formation à l'entrepreneuriat et au middle management à Casablanca, et l'Institut de formation aux métiers de l'eau, assainissement et environnement (IFMEA) à Fès.

D'un autre côté, et pour faire face aux défis de la conjoncture internationale et nationale, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des mesures visant à en limiter les effets sur le pouvoir d'achat des citoyens, à travers notamment la poursuite du soutien aux biens et services essentiels, tels que le gaz butane, le sucre et la farine de blé tendre. Il sera également question de poursuivre la mise en œuvre des mesures fiscales et douanières à vocation sociale, visant à exonérer les produits de base de large consommation, en plus de la poursuite du soutien des aliments pour le bétail et les engrais pour préserver le capital végétal et animal.

Le Gouvernement poursuivra également la mise en œuvre du programme de reconstruction et de réhabilitation des zones touchées par le séisme d'Al-Haouz, en continuant à fournir un soutien direct pour reloger les populations sinistrées et réhabiliter les infrastructures endommagées. Parallèlement, des efforts seront déployés pour assurer la réhabilitation complète de ces zones et promouvoir leur développement.

En parallèle, le Gouvernement poursuivra ses engagements pris dans le cadre du programme de réduction des disparités régionales et sociales.

Et en application des Hautes Directives Royales, le Gouvernement continuera la mise en œuvre du programme de soutien direct à l'acquisition de logements principaux, visant à faciliter l'accès au logement aux citoyens marocains y compris les Marocains Résident à l'Etranger (MRE), et en particulier les couches sociales à faibles et moyens revenus.

Par ailleurs, et dans le cadre des efforts pour éradiquer les logements insalubres, en particulier les bidonvilles, et améliorer les conditions de vie de leurs habitants, le Gouvernement mettra en œuvre, sur une période de 5 ans, un programme visant à reloger les familles restantes qui sont au nombre de 120.000 selon les dernières statistiques disponibles, réparties sur l'ensemble du territoire national, avec l'objectif de déclarer toutes les villes marocaines « villes sans bidonvilles » d'ici 2029.

Le Gouvernement mènera également les efforts pour consacrer la voie du développement humain intégral dans laquelle notre pays s'est engagé, en mettant en œuvre divers programmes inclus dans le cadre de la troisième phase de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, notamment des projets visant l'amélioration des revenus et l'intégration économique des jeunes, le renforcement du capital humain des nouvelles générations et l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité.

D'autre part, le Gouvernement continuera à mettre en œuvre les initiatives et mesures du programme gouvernemental relatives à l'autonomisation économique et politique des femmes, la protection des femmes victimes de violence et leur prise en charge. Il poursuivra également les efforts pour garantir l'accès des personnes en situation de handicap aux droits fondamentaux dans les domaines de l'éducation, la santé, l'insertion

professionnelle et l'emploi, ainsi que l'accès aux activités sportives, culturelles et récréatives.

Et en application des Hautes Directives Royales, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des engagements du Gouvernement relatif aux Marocains Résidant à l'Étranger, à travers des programmes et projets visant à améliorer leurs conditions et à défendre leurs droits culturels, éducatifs et sociaux. Le Gouvernement veillera également à leur fournir un accompagnement juridique pour simplifier les procédures et étudier et traiter les plaintes, parallèlement à la mobilisation et à l'encouragement des investissements et des compétences et à l'appui au dynamisme entrepreneurial et aux associations des Marocains du monde.

En ce qui concerne le domaine de la culture, le Gouvernement continuera au cours de l'année 2025 à mettre en œuvre divers programmes de la stratégie culturelle. Ces initiatives visent à faire de la politique culturelle et artistique un pilier du renforcement de l'identité nationale, d'encouragement à la communication avec les cultures et civilisations humaines, de création des opportunités d'emploi dans le secteur des industries culturelles et créatives et de soutien aux activités culturelles, en plus d'organiser des événements culturels et de promouvoir la diplomatie culturelle.

3.2.2. La consolidation de la dynamique d'investissement et de la création d'emplois

Le souci du Gouvernement de renforcer les fondements de l'État social est associé à sa pleine conscience que cet effort important, avec les ressources financières, humaines, logistiques et organisationnelles qu'il requiert, ne peut atteindre les objectifs fixés sans la création d'un environnement d'investissement garantissant une croissance économique durable et riche en emplois, permettant ainsi de réaliser un équilibre stratégique entre les dimensions sociale et économique.

Ainsi, le PLF 2025 représente une étape cruciale pour consolider cette orientation à travers les efforts du Gouvernement pour mettre en œuvre une feuille de route claire qui place l'emploi au cœur de ses priorités. Cette feuille de route prévoit des plans d'action pour les cinq à dix prochaines années, comportant des mesures concrètes qui seront mises en œuvre par le PLF 2025. Ces mesures viseront principalement à soutenir l'emploi en milieu rural, restructurer les programmes actifs d'emploi et accompagner les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Il sera question également de mettre l'accent sur le soutien à l'activité économique des femmes pour garantir leur accès au marché du travail, notamment en travaillant sur des leviers pratiques liés à la mise en disponibilité des crèches et à l'amélioration des transports en commun en partenariat avec les collectivités territoriales.

En outre, le Gouvernement poursuivra son soutien à l'investissement public et privé, conformément aux Hautes Orientations Royales, visant à augmenter la part de l'investissement privé, passant d'un tiers actuellement à deux tiers de l'investissement total d'ici 2035.

Pour ce faire, le Gouvernement continuera la mise en œuvre de la charte d'investissement en activant des mécanismes de gouvernance pour suivre le système

d'investissement. Cela inclut notamment la création de l'Observatoire National de l'Investissement ainsi que la poursuite de la réforme des Centres Régionaux d'Investissement. Ces centres joueront un rôle central en supervisant l'ensemble du processus d'investissement en devenant l'interlocuteur principal des investisseurs au niveau régional.

Le Gouvernement continuera également de déployer les mesures de la feuille de route stratégique pour l'amélioration de l'environnement des affaires 2023-2026. Il s'agit notamment de l'amélioration du système des marchés publics, le financement collaboratif, la réduction des délais de paiement, la création d'entreprises par voie électronique, la simplification et la numérisation de plus de 45% des procédures administratives liées à l'investissement, ainsi que la mise en œuvre de la réforme fiscale, à même de garantir un système fiscal stable et transparent offrant une visibilité claire aux investisseurs et à tous les acteurs.

Des projets majeurs seront également lancés dans les secteurs ferroviaire, aéronautique, énergétique, hydraulique, touristique, agricole et de transport urbain, dans le cadre des préparatifs du Royaume pour accueillir la Coupe du Monde 2030. Tous ces projets renforceront la dynamique de croissance de l'économie nationale au cours des prochaines années et créeront davantage d'opportunités d'emploi.

Et afin de relever les défis actuels et futurs liés à la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique, et en application des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, visant à garantir l'eau potable à tous les citoyens et couvrir 80% au moins des besoins d'irrigation sur tout le territoire national, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation 2020-2027. Pour ce faire, le Gouvernement veillera sur l'achèvement du programme de construction des barrages, tout en donnant la priorité aux projets de barrages programmés dans les zones connaissant des précipitations importantes, et l'accélération de la réalisation des grands projets de transfert de l'eau entre les bassins hydriques.

En parallèle, le Gouvernement accélérera la mise en œuvre des stations de dessalement d'eau de mer, selon le programme arrêté, qui vise à mobiliser plus de 1,7 milliard de mètres cubes d'eau par an. Ces stations permettront au pays, d'ici 2030, de couvrir plus de la moitié de ses besoins en eau potable, en plus d'irriguer de vastes zones agricoles, ce qui contribuera à améliorer la sécurité alimentaire du pays.

Dans le même cadre, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la stratégie "Génération Green" pour valoriser les acquis du secteur agricole et assurer sa résilience face aux changements climatiques. Cela passera par l'encouragement de l'irrigation complémentaire pour améliorer la productivité agricole et le renforcement de la production céréalière, ainsi que le lancement des projets d'agriculture solidaire de nouvelle génération, en particulier dans les zones montagneuses et les oasis.

Par ailleurs, compte tenu du rôle joué par les stations d'épuration des eaux, d'une part, et par le traitement et la réutilisation des eaux, d'autre part, dans la couverture des besoins de l'irrigation et de l'industrie et autres, le Gouvernement envisage de

développer une industrie nationale dans le domaine du dessalement de l'eau. Il s'agit de créer des filières de formation des ingénieurs et techniciens spécialisés, d'encourager l'implantation d'entreprises marocaines spécialisées dans la construction et l'entretien des stations de dessalement. En parallèle, le Gouvernement soutiendra l'innovation et l'investissement dans les nouvelles technologies liées à la gestion de l'eau, tout en adoptant un programme plus ambitieux axé sur le traitement et la réutilisation des eaux.

En matière d'énergie, le Gouvernement veillera à accélérer la réalisation du projet d'interconnexion électrique pour le transfert de l'énergie renouvelable des régions du Sud vers le centre et le Nord, à travers l'accélération du transfert de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelable du Sud au Nord-ouest du pays avec une capacité d'environ 3.000 mégawatts d'ici 2027.

Selon la même perspective, le PLF 2025 constitue une étape fondamentale de l'accélération de la mise en œuvre des projets visant la transition énergétique afin d'augmenter la contribution des énergies renouvelables à plus de 52% de la capacité électrique installée à l'horizon 2030.

Le Gouvernement envisage également le lancement de nouvelles filières énergétiques, en matière de développement de l'hydrogène vert, en parallèle avec les efforts menés pour l'accroissement de l'utilisation du gaz naturel dans la production d'énergie, dans le but de réduire la dépendance aux produits pétroliers et aux combustibles solides. Il sera également procédé à la poursuite des études détaillées sur la réalisation du projet de gazoduc Maroc-Nigeria en vue d'inciter à l'électrification des pays traversés par ce projet, de renforcer le développement de la région de l'Atlantique et d'offrir des capacités énergétiques compétitives à ces pays.

Sur un autre plan, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la feuille de route 2023-2026 du secteur touristique visant à attirer 17,5 millions de touristes, à réaliser 120 milliards de dirhams de recettes en devises et à créer 200.000 emplois directs et indirects d'ici 2026. En parallèle, le Gouvernement veillera sur la mise en œuvre de la "Stratégie Maroc digitale 2030⁶²".

3.2.3. La poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles

Dans le cadre du PLF 2025, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des réformes structurelles notamment la réforme du système judiciaire, conformément aux Hautes Orientations Royales visant à renforcer l'État de droit et à garantir la sécurité juridique et judiciaire nécessaires au développement inclusif. Dans ce sillage, le Gouvernement continuera la modernisation et le développement du système juridique, en parallèle avec le déploiement progressif du projet de transformation numérique de l'administration judiciaire et sa modernisation, considéré comme un levier essentiel de la justice et de son rapprochement des citoyens. Notant que des efforts seront également déployés pour mettre à niveau les infrastructures des tribunaux et renforcer les qualifications et compétences des ressources humaines. En outre, le Gouvernement

⁶² Pour plus de détail, se référer au point 4.1. « Transition digitale au Maroc : un vecteur de progrès et de développement économique », Chapitre 4, partie II du présent rapport.

accordera une attention particulière à l'extension des tribunaux de la famille dans toutes les régions, en veillant à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires pour accomplir leurs missions de manière efficace.

D'autre part, le Gouvernement poursuivra l'opérationnalisation de la réforme du secteur des Etablissements et Entreprises Publics et à l'activation du rôle de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État (ANGSPE). L'objectif étant de réorganiser le portefeuille public et d'améliorer sa gestion, tout en réformant les secteurs clés de l'économie nationale, afin de garantir des services publics accessibles et de qualité. En effet, il sera question d'améliorer la performance de la politique actionnariale de l'État en activant ses orientations stratégiques.

Par ailleurs, le Gouvernement œuvrera en 2025 pour l'accélération de la modernisation de l'administration marocaine et la rendre plus efficace pour soutenir le développement inclusif. Il sera question également de renforcer l'intégration entre l'État et les collectivités territoriales en renforçant la régionalisation avancée, notamment par la poursuite de l'allocation de crédits budgétaires aux régions, estimés à 10 milliards de dirhams par an, et en les accompagnant dans l'élaboration de la deuxième génération des programmes de développement régional pour la période 2022-2027.

En outre, le Gouvernement continuera de soutenir les collectivités locales, en particulier les petites et moyennes, en augmentant leur part dans la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ce soutien supplémentaire sera destiné aux budgets d'investissement, permettant ainsi à ces collectivités de contribuer pleinement à l'effort de développement national, conformément aux compétences qui leur sont attribuées par la Constitution et les lois organiques.

Sur un autre volet, et en préparation pour accueillir la Coupe du Monde 2030, le Gouvernement mettra en place des programmes visant à accompagner les villes hôtes de cet événement historique, dans l'objectif de garantir leur préparation optimale, de renforcer leur attractivité et de développer leurs infrastructures.

En ce qui concerne le chantier de la déconcentration administrative, le Gouvernement continuera de mettre en œuvre le plan législatif et organisationnel associé, notamment par le biais de projets de décrets relatifs à la création et à l'organisation des représentations administratives communes au niveau régional. Il sera question également d'accélérer le transfert des compétences liées à l'investissement vers les services déconcentrés, ainsi qu'à la révision des structures organisationnelles des services centraux et déconcentrés, avec la mise à jour des schémas directeurs de la décentralisation administrative et leur approbation.

S'agissant du renforcement de la place de la langue et de la culture amazighes dans l'identité nationale marocaine, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre de la feuille de route 2022-2025, visant à mettre en œuvre le caractère officiel de la langue amazighe et à généraliser son usage dans tous les aspects de la vie publique. Cela inclut l'administration, les services publics, les espaces publics, l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, la formation des cadres, les médias audiovisuels, ainsi que la culture, la législation et la justice. Ainsi, un budget global de près de 800 millions de

dirhams a été alloué à cet effet par les Lois de Finances pour les années 2022-2024, pour atteindre des crédits annuels de 1 milliard de dirhams d'ici 2026.

3.2.4. La préservation de la soutenabilité des finances publiques

Le Gouvernement s'accorde de faire du PLF-2025 une nouvelle étape dans le processus de renforcement de la soutenabilité des finances publiques, amorcé au cours des trois dernières années. Dans ce contexte, le Gouvernement intensifiera ses efforts en vue d'atteindre l'équilibre nécessaire entre le renforcement des marges budgétaires et la soutenabilité des finances publiques, tout en continuant à honorer son engagement pour faire face aux défis de la conjoncture actuelle, en parallèle avec la poursuite de la mise en œuvre de diverses réformes socio-économiques permettant de créer des opportunités d'emploi et de consolider les fondements du développement inclusif du pays.

Ainsi, le Gouvernement mettra en œuvre, durant l'année 2025, une série de réformes ambitieuses, dont notamment la poursuite de la réforme de la Loi Organique relative à la Loi de Finances à travers l'adoption de la règle budgétaire reposant sur la définition d'un objectif d'endettement sur le moyen terme. Par ailleurs, la réforme devrait inclure les établissements publics qui exercent des activités non commerciales dans le champ d'application de la Loi Organique relative à la Loi de Finances, à travers l'établissement des prévisions de l'ensemble des recettes et des charges de ces établissements, le plafonnement des ressources allouées et l'exécution des budgets de ces établissements selon les mêmes conditions que celles du budget général. Il sera question également dans le cadre de cette réforme de plafonner les ressources définies et autorisées par la Loi de Finances et le versement de leur excédant au budget général en vue de rationaliser la gestion des ressources allouées et assurer des ressources supplémentaires pour le budget général.

Le Gouvernement poursuivra également la mise en œuvre de la loi cadre portant réforme fiscale en vue d'assurer l'équité fiscale et d'élargir l'assiette fiscale sans augmenter la pression fiscale sur le tissu des entreprises nationales.

En outre, le Gouvernement compte rationaliser les dépenses publiques, d'une part, et accroître les ressources de l'État pour financer les politiques publiques, d'autre part, notamment en matière de développement des financements innovants, la rationalisation de la gestion du portefeuille public et la poursuite de la réforme des Etablissements et Entreprises Publics conformément aux orientations stratégiques de la politique actionnariale de l'État. En parallèle, des mesures seront prises pour le renforcement de la dynamique d'investissement public et privé en plus de la réforme du système fiscal, à travers des mesures concrètes pour réaliser la justice fiscale et l'établissement d'un système fiscal stable, simple et transparent qui offre une visibilité claire aux investisseurs et à tous les acteurs.

Globalement, le Gouvernement veillera, en 2025 et au cours des années suivantes, à maintenir les finances publiques sur une trajectoire soutenable, et à contrôler la trajectoire du déficit budgétaire sur le moyen terme à 4% du PIB en 2024, 3,5% en 2025 et 3% en 2026. Le Gouvernement veillera également à maintenir le taux d'endettement

en dessous de 70% du PIB d'ici 2026. Cela permettra de restaurer les marges budgétaires nécessaires pour poursuivre les différents chantiers de développement, tout en préservant la dynamique de l'investissement public, levier essentiel pour la consolidation des piliers de l'État social.

3.3. Prévisions des recettes et des dépenses de l'Etat au titre de l'année 2025

S'inscrivant dans la poursuite des efforts de réduction du déficit budgétaire à des niveaux soutenables, le Projet de Loi de Finances 2025 prévoit des mesures visant l'optimisation des dépenses et leur programmation selon les priorités et le renforcement des ressources de l'Etat. Ainsi, au vu des prévisions des recettes et des dépenses, le déficit budgétaire devrait se situer à 3,5% du PIB après 4% prévu par la Loi de Finances 2024.

3.3.1. Recettes de l'Etat

Compte non tenu de la part de la Taxe sur la Valeur Ajoutée versée aux collectivités territoriales, les recettes ordinaires nettes prévues au titre du PLF 2025 devraient atteindre 395,1 milliards de dirhams. Pour ce qui est des recettes fiscales, elles devraient s'établir à 320,1 milliards de dirhams, soit 19,5% du PIB.

Impôts directs

Les impôts directs devraient se situer à 139,3 milliards de dirhams en 2025 représentant 8,5% du PIB et 43,5% du total des recettes fiscales.

Les impôts directs incluent, principalement, les recettes de l'IS, qui sont estimées à 73 milliards de dirhams représentant 4,4% du PIB en 2025 et celles de l'IR qui sont estimées à 60,9 milliards de dirhams en 2025, soit 3,7% du PIB.

Impôts indirects

Les recettes prévues des impôts indirects sont estimées à 137,8 milliards de dirhams en 2025 dont 100,9 milliards de dirhams proviendraient de la TVA.

Pour ce qui est de la TVA intérieure, elle devrait atteindre 36,8 milliards de dirhams en 2025, soit 2,2% du PIB. De leur côté, les recettes de la TVA à l'importation seraient établies à 64 milliards de dirhams, soit 3,9% du PIB.

Estimées à 2,2% du PIB, les recettes des Taxes Intérieures de Consommation devraient atteindre 36,9 milliards de dirhams en 2025. Par type de ces recettes, celles de la Taxe Intérieure de Consommation sur les produits énergétiques et sur les tabacs devraient s'établir, respectivement, à 19,5 et à 13,7 milliards de dirhams.

Droits de douane

Avec un niveau de 1,3% du PIB, les droits de douane devraient se situer à 21,3 milliards de dirhams en 2025, et leur part dans les recettes fiscales serait de 6,6% en 2025.

Droits d'enregistrement et de timbre

Les droits d'enregistrement et de timbre devraient atteindre 21,7 milliards de dirhams en 2025, soit 1,3% du PIB.

Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales au titre du PLF 2025 devraient atteindre 71,6 milliards de dirhams et représenteraient 18,1% du total des recettes ordinaires. Ces recettes incluent les recettes en provenance des Etablissements et Entreprises Publics qui devraient se situer à 22,6 milliards de dirhams, les recettes des mécanismes de financements innovants devant s'établir à 35 milliards de dirhams en 2025 ainsi que celles des cessions de participations de l'Etat qui devraient se situer à 6 milliards de dirhams.

3.3.2. Dépenses de l'Etat

Les dépenses (y compris SEGMA et Comptes Spéciaux du Trésor) devraient atteindre, au titre de l'année 2025, une enveloppe de 453,3 milliards de dirhams, représentant 27,6% du PIB.

La hausse prévue de ces dépenses est corolaire à la poursuite de la mise en œuvre des grands chantiers entamés (protection sociale, réformes des secteurs de l'éducation et de la santé, aide directe au logement), des engagements de l'Etat issus du dialogue social et à la réalisation des engagements du programme gouvernemental et ce, en application des Hautes Orientations Royales et en ligne avec les recommandations du nouveau modèle de développement.

Les dépenses ordinaires devraient s'établir à 353,9 milliards de dirhams en 2025, soit 21,5% du PIB.

Dépenses de biens et services

Les dépenses en biens et services devraient se situer à près de 294,2 milliards de dirhams, représentant 17,9% du PIB.

Quant à la masse salariale, elle serait en hausse de 0,5 point du PIB par rapport aux prévisions de la LF 2024, passant de 10,5% à 11% pour se situer à 180,3 milliards de dirhams en 2025. Cette évolution tient compte du coût des postes budgétaires à créer, des changements d'échelle, des promotions de grade et des dernières dispositions du dialogue social.

Concernant les dépenses au titre des autres biens et services, elles devraient atteindre 113,9 milliards de dirhams en 2025. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des subventions et transferts en relation avec le renforcement des capacités financières des secteurs sociaux, en l'occurrence les secteurs de l'éducation et de la santé et la mise en œuvre des réformes en cours, notamment celle de la protection sociale.

Charges en intérêts

La charge des intérêts de la dette est estimée à près de 42,6 milliards de dirhams pour l'année 2025, soit 2,6% du PIB en 2025. La hausse de cette charge résulterait d'une augmentation de la charge des intérêts de la dette intérieure de 17% et de la hausse des intérêts de la dette extérieure de 7,8%.

Charge de la compensation

La charge de la compensation, quant à elle, est estimée à 17,1 milliards de dirhams⁶³, représentant 1% du PIB en 2025.

Dépenses d'investissement

Concernant les dépenses d'investissement, le Projet de Loi de Finances 2025 prévoit des émissions d'un montant de 105,4 milliards de dirhams, en augmentation de 5% par rapport aux prévisions de la LF 2024. Elles représenteraient l'équivalent de 6,4% du PIB en 2025.

Cette évolution des dépenses d'investissement tient compte du maintien de l'effort d'investissement public visant l'accélération de certains projets structurants, notamment dans le cadre du programme national pour l'approvisionnement en eau potable et l'irrigation et, par la poursuite, des grands chantiers d'infrastructures et de l'effort d'accompagnement des stratégies sectorielles.

3.3.3. Déficit budgétaire

Le déficit budgétaire, résultant des évolutions prévisibles des recettes et des dépenses pour l'exercice budgétaire 2025, serait de 58,2 milliards de dirhams, en baisse de 0,5 point du PIB, par rapport aux prévisions de la Loi de Finances 2024, pour se situer à 3,5% du PIB en 2025.

⁶³ Il s'agit des charges dues et non des paiements.

ANNEXES STATISTIQUES

	Moyenne						Prévisions	
	2013-18	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1.1- Environnement international								
Croissance économique mondiale (FMI) (En %)	3,5	2,8	-2,7	6,5	3,5	3,3	3,2	3,3
États-Unis	2,5	2,5	-2,2	5,8	1,9	2,5	2,6	1,9
Zone Euro	1,6	1,6	-6,1	5,9	3,4	0,5	0,9	1,5
France	1,3	1,8	-7,5	6,3	2,6	1,1	0,9	1,3
Espagne	2,0	2,0	-11,2	6,4	5,8	2,5	2,4	2,1
Chine	7,1	6,0	2,2	8,5	3,0	5,2	5,0	4,5
Turquie	5,5	0,8	1,9	11,4	5,5	4,5	3,1	3,2
Moyen-Orient et Asie centrale	3,1	1,7	-2,4	4,5	5,4	2,0	2,4	4,0
Maroc (1)	3,3	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	3,3	4,6
Algérie	2,8	0,9	-5,0	3,8	3,6	4,2	3,8	3,1
Tunisie	2,1	1,6	-8,6	4,6	2,6	0,4	1,9	1,8
Egypte	4,1	5,5	3,6	3,3	6,7	3,8	3,0	4,4
Jordanie	2,5	1,8	-1,1	3,7	2,4	2,6	2,6	3,0
Commerce mondial des B&S en volume	3,7	1,3	-8,3	11,0	5,6	0,8	3,1	3,4
Cours internationaux des principaux produits								
Phosphates bruts (\$/t)	107,5	88,0	76,1	123,2	266,2	321,7	165,0	170,0
Blé dur Etats Unis (\$/t)	225,4	201,7	231,6	315,2	430,0	340,4	290,0	285,0
	Moyenne						Prévisions	
	2013-18	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
1.2- Composantes du PIB (Evolution annuelle aux prix de l'année précédente) (En %)								
Produit intérieur brut	3,3	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	3,3	4,6
Agriculture	5,1	-5,0	-8,1	19,5	-11,3	1,4	-1,8	11,0
Hors agriculture	3,0	3,8	-7,1	6,9	3,1	3,6		
Industries manufacturières	2,1	3,4	-7,4	9,0	0,6	2,7		
Construction	2,1	0,5	-4,1	4,7	-3,7	-0,4		
Administration publique générale et sécurité sociale	3,6	6,6	5,3	5,1	5,0	2,2		
Importations de biens et services	4,6	2,1	-11,9	10,4	9,5	7,4	8,3	7,1
Consommation finale intérieure	2,9	2,8	-4,4	7,0	0,8	3,9		
Ménages (2)	1,7	2,2	-5,6	6,9	0,1	3,9	3,8	4,6
Administrations publiques	3,0	4,8	-0,6	7,2	3,0	4,1	6,7	5,8
Formation brute de capital fixe	2,9	1,7	-10,0	7,5	-4,0	1,9	3,1	3,0
Exportations de biens et services	5,7	5,1	-15,0	7,9	20,5	8,8	8,0	6,8
1.3- Contribution à la croissance en volume (En points)								
Produit intérieur brut	3,3	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	3,3	4,6
Agriculture	0,5	-0,5	-0,8	2,0	-1,3	0,1		
Hors agriculture	2,7	3,4	-6,3	6,2	2,8	3,3		
Industries de transformation	0,3	0,5	-1,1	1,4	0,1	0,4		
Construction	0,1	0,0	-0,2	0,3	-0,2	0,0		
Administration publique; sécurité sociale obligatoire	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,2		
Importations de biens et services	-1,9	-0,9	5,0	-4,0	-4,0	-4,2	-4,3	-3,8
Consommation finale intérieure	2,3	2,1	-3,4	5,5	0,6	3,2	3,5	3,9
Ménages (2)	1,0	1,3	-3,3	4,1	0,0	2,4	2,3	2,8
Administrations publiques	0,6	0,9	-0,1	1,4	0,6	0,8	1,2	1,1
Formation brute de capital fixe	0,8	0,5	-2,7	2,0	-1,1	0,5	0,8	0,8
Exportations de biens et services	1,7	1,7	-5,1	2,4	6,8	3,9	3,4	3,0
1.4- Ratios économiques								
Importations de biens et services/PIB	40,2	41,9	38,0	42,4	56,3	51,0		
Consommation finale intérieure/PIB	78,3	77,2	78,5	78,6	81,2	79,5		
Ménages (2)	59,9	59,0	59,1	59,6	62,2	61,4		
Administrations publiques	18,4	18,2	19,4	19,0	19,1	18,1		
Exportations de biens et services/PIB	30,3	34,1	30,8	33,1	44,8	42,8		
Taux d'ouverture de l'économie (En %)(3)	70,5	76,0	68,8	75,5	101,1	93,8		
Taux de pénétration des importations(En %)(4)	36,6	38,9	35,5	38,8	50,5	47,1		
Taux d'investissement brut (5)	31,6	30,6	28,8	30,7	30,3	28,8		
Epargne nationale brute en % du PIB	27,5	27,2	27,6	28,3	26,7	28,2		
Capacité (+) ou besoin (-) de financement en % du PIB	-3,8	-3,4	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6		
RNBD aux prix courants par habitant (En DH)	41997	36370	34008	37582	39170	42558		
Source : - World Economic Outlook, FMI, Commodity price data, Banque Mondiale - Haut Commissariat au Plan								
(1) Source Haut Commissariat au Plan jusqu'en 2023 et prévision de la DEPF pour 2024 et 2025.								
(2) y compris la consommation des ISBL								
(3) Total des exportations et des importations des biens et services rapporté au PIB nominal								
(4) Importations des biens et services rapportées à la demande intérieure.								
(5) Formation brute de capital fixe (augmentée des variations des stocks) rapportée au PIB								

	<u>Moyenne</u>					
	2013-18	2019	2020	2021	2022	2023
1.5 - Commerce extérieur						
Évolution des exportations globales (En millions de dh)	225695	284496	263089	329405	428612	430209
Taux de croissance (En %)	6,9	3,3	-7,5	25,2	30,1	0,4
Alimentation	9,9	6,0	0,8	10,9	19,4	2,2
Dont : - Agrumes	7,6	14,1	1,8	-3,3	14,5	-16,2
- Produits de la mer (1)	6,9	-1,9	1,8	14,9	11,1	1,7
Énergie et lubrifiants	-13,1	33,8	-68,5	71,0	86,8	19,9
Produits bruts	-1,5	-4,6	-5,6	30,8	29,3	-24,5
Demi-produits	2,3	-4,1	0,6	55,3	37,6	-23,7
Groupe OCP (2)	1,2	-5,9	3,9	57,8	43,9	-33,6
Produits finis d'équipement	12,8	12,3	-12,7	4,5	26,0	20,1
Produits finis de consommation	10,5	1,5	-12,1	25,2	31,5	18,1
Part des principaux partenaires dans les exportations (En %)						
Union européenne (28 pays)	61,8	64,4	63,8	59,4	56,6	63,3
dont : - France	21,5	21,8	21,9	20,4	18,8	20,3
- Espagne	22,5	24,1	23,9	21,5	19,6	22,5
Évolution des importations globales (En millions de dh)	412891	490953	422861	528571	737441	715752
Taux de croissance (En %)	3,7	2,0	-13,9	25,0	39,5	-2,9
Alimentation	1,5	4,5	15,5	8,4	44,9	3,3
Dont Blé	-4,6	1,2	46,3	5,8	81,2	-25,3
Énergie et lubrifiants	-4,2	-7,2	-34,7	52,0	102,1	-20,4
Produits bruts	1,1	-10,2	-12,0	51,8	49,9	-27,9
Demi-produits	4,4	4,7	-10,8	24,3	46,5	-10,5
Produits finis d'équipement	9,6	5,5	-14,6	9,4	19,3	14,4
Produits finis de consommation	7,9	4,2	-14,4	33,2	10,2	11,3
Part des principaux partenaires dans les importations (En %)						
Union européenne (28)	51,7	51,4	50,9	48,9	45,4	49,6
dont : - France	12,5	12,2	12,0	10,5	10,6	10,6
- Espagne	15,1	15,6	15,4	15,7	14,1	15,7
États-unis	7,0	7,4	6,3	6,4	7,4	8,4
Taux de couverture de biens et services (En%)	75,9	81,4	80,9	78,2	79,5	83,7
Taux de couverture des biens (En%)	54,7	57,9	62,2	62,3	58,1	60,1
Déficit commercial global en % du PIB	17,3	16,7	13,9	15,6	23,2	19,5
Facture énergétique en % du PIB	7,2	6,2	4,3	5,9	11,5	8,3
Facture énergétique en % des exportations globales	34,5	26,8	19,0	23,0	35,7	28,4
Importations des biens d'équipement en % du PIB	8,7	10,2	9,4	9,3	10,6	11,0
Balance des paiements en % du PIB						
Solde du compte courant	-4,4	-3,4	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6
Biens et services	-9,9	-7,8	-7,3	-9,2	-11,5	-8,3
Biens	-16,1	-15,3	-12,8	-14,0	-20,2	-17,4
Services	6,2	7,5	5,5	4,8	8,7	9,1
Revenu primaire	-1,7	-1,6	-1,0	-1,4	-1,5	-1,4
Revenu secondaire	7,2	6,0	7,1	8,3	9,4	9,1
Recettes voyages	6,0	6,4	3,2	2,7	7,1	7,2
Recettes MRE	5,7	5,2	5,9	7,5	8,3	7,9
Recettes des investissements directs étrangers (En millions de dh)	38558	34489	26005	32537	40297	34629
1.6 - Monnaie						
Taux de croissance de l'agrégat M3 (En %)	4,9	3,8	8,4	5,1	8,0	3,9
Créances sur l'économie en % du PIB	86,6	87,1	98,3	92,1	94,7	90,5
Avoirs officiels de réserve en mois d'importation de marchandises globales	6,3	6,2	9,1	7,5	5,5	6,0
Taux de liquidité globale de l'économie (3)	160,4	170,3	198,0	191,5	184,6	179,3
Taux de croissance de l'indice des prix à la consommation	1,4	0,2	0,7	1,4	6,6	6,1
Cours de change des principales devises par rapport au dirham						
1 Euro (moyen)	11,002	10,769	10,823	10,633	10,685	10,957
1 \$ USA (moyen)	9,245	9,616	9,502	8,992	10,165	10,136
Source : Calcul de la DEPF sur la base des données de l'Office des Changes et de Bank Al-Maghrib						
(1) Produits de la mer : Poissons frais, salés, séchés ou fumés, Poissons vivants, Crustacés, mollusques et coquillages et Préparations et conserves de poissons et crustacés.						
(2) Phosphates, engrais naturels et acide phosphorique						
(3) Rapport de la liquidité totale de l'économie, constituée de M3 et des agrégats de placements liquides, au PIB nominal.						

	Moyenne						Prévisions	
	2013-18	2019	2020	2021	2022	2023	LF2024	PLF2025
3.1- Charges et ressources du Trésor (En millions de DH)								
Recettes ordinaires⁽¹⁾	219058	252839	229093	256180	301934	324142	339499	395122
Recettes fiscales	188583	212638	198793	214565	249382	263249	270797	320079
Impôts directs	84887	96514	92651	90790	111656	116814	116942	139268
IR	37707	42941	40165	44430	47970	50731	52739	60868
IS	44330	48864	48778	44592	60830	62293	59918	73006
Impôts indirects	80104	91408	83404	96061	105813	109989	118851	137789
TVA	54449	61508	56014	65101	74208	77209	86911	100889
TIC	25654	29900	27390	30960	31605	32780	31940	36901
Droits de douane	8418	9768	9488	11885	13895	16436	15728	21283
Enregistrement et Timbre	15175	14948	13250	15829	18018	20010	19276	21739
Recettes non fiscales	27022	36405	27169	37743	48644	56823	65253	71593
Recettes de certains CST	3440	3796	3131	3872	3908	4070	3450	3450
Dépenses globales	261305	294356	311435	326392	373487	386983	401462	453343
Dépenses ordinaires	207040	224379	231962	252200	288135	293217	307031	353908
Biens et Services	158632	181888	191171	203254	217841	232054	252845	294167
Personnel ⁽²⁾	103250	127719	133530	140456	147756	151765	161623	180271
Autres biens et services	55382	54169	57641	62798	70085	80289	91221	113896
Dettes publiques ⁽³⁾	25847	26419	27259	27106	28502	31220	37229	42606
Intérieure	22031	22578	23147	22409	23526	22930	26975	31557
Extérieure	3815	3841	4112	4697	4976	8290	10254	11049
Compensation ⁽⁴⁾	22562	16072	13532	21840	41791	29943	16957	17136
Dépenses d'investissement	59576	72265	85885	77771	93767	110764	100431	105434
Solde des comptes spéciaux ⁽⁵⁾	5311	2288	6412	3579	8415	16997	6000	6000
3.2- Indicateurs des finances publiques : En % du PIB								
Recettes ordinaires	20,2	20,4	19,9	20,1	22,7	22,2	22,0	24,0
Recettes fiscales	17,4	17,2	17,2	16,8	18,7	18,0	17,5	19,5
Impôts directs	7,8	7,8	8,0	7,1	8,4	8,0	7,6	8,5
IR	3,5	3,5	3,5	3,5	3,6	3,5	3,4	3,7
IS	4,1	3,9	4,2	3,5	4,6	4,3	3,9	4,4
Impôts indirects	7,4	7,4	7,2	7,5	8,0	7,5	7,7	8,4
TVA	5,0	5,0	4,9	5,1	5,6	5,3	5,6	6,1
TIC	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,2	2,1	2,2
Droits de douane	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	1,0	1,3
Enregistrement et Timbre	1,4	1,2	1,1	1,2	1,4	1,4	1,2	1,3
Recettes non fiscales	2,5	2,9	2,4	3,0	3,7	3,9	4,2	4,4
Dépenses globales	24,2	23,7	27,0	25,6	28,1	26,4	26,0	27,6
Dépenses ordinaires	19,1	18,1	20,1	19,8	21,7	20,0	19,9	21,5
Biens et Services	14,7	14,7	16,6	15,9	16,4	15,9	16,4	17,9
Personnel	9,5	10,3	11,6	11,0	11,1	10,4	10,5	11,0
Autres biens et services	5,1	4,4	5,0	4,9	5,3	5,5	5,9	6,9
Dettes publiques	2,4	2,1	2,4	2,1	2,1	2,1	2,4	2,6
Intérieure	2,0	1,8	2,0	1,8	1,8	1,6	1,7	1,9
Extérieure	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,6	0,7	0,7
Compensation	2,1	1,3	1,2	1,7	3,1	2,0	1,1	1,0
Dépenses d'investissement	5,5	5,8	7,5	6,1	7,0	7,6	6,5	6,4
3.3- Taux d'endettement direct du Trésor	55,7	60,3	72,2	69,4	71,6	69,5		
Encours dette intérieure/PIB	43,0	47,2	54,9	53,4	54,4	52,1		
Encours dette extérieure/PIB	12,7	13,0	17,3	16,0	17,2	17,3		

Source : Ministre de l'Economie et des finances

(1) Hors TVA des collectivités territoriales

(2) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services"

(3) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(4) Il s'agit des charges dues et non des paiements

(5) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

LF : Loi de Finances

PLF : Projet de Loi de Finances

	<i>Moyenne</i>						
	2013-18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24
2.1 - Agriculture et pêche							
Moyenne des précipitations nationales (mm)	345,2	296,7	255,6	329	227	329	237
Production des 3 principales céréales (milliers de qx)	76450	51865	32070	103242	34040	55100	31200
Rendement (qx/ha)	15,8	14,6	7,4	23,7	9,5	15,0	
	<i>Moyenne</i>						
	2013-18	2018	2019	2020	2021	2022	2023
2.2- Mines							
Production marchande des phosphates (milliers de tonnes)	27814	34315	35276	37441	38115	30456	28690
Production de l'acide phosphorique (milliers de tonnes)	4784	5829	5829	6184	7100	6300	6301
Chiffre d'affaires à l'exportation du groupe OCP (En millions de dh)	42039	51989	48946	50868	80271	115484	76697
Part des produits dérivés des phosphates (%)	77,8	84,0	85,1	85,6	88,9	88,4	89,9
Taux de croissance de l'indice de la production minière (%)	2,6	4,3	2,9	5,0	2,1	-18,6	-5,3
2.3- Énergie et eau							
Taux de croissance de l'indice de la production d'électricité (%)	4,3	6,5	15,1	-4,0	6,6	0,3	1,4
Énergie électrique appelée nette (millions de KWh)	33824	37295	38853	38372	40512	42317	43991
Ventes électrique de l'ONEE (millions de KWh)	29161	30737	30836	30284	31951	33424	34312
Taux de remplissage des barrages (%)	62,6	62,3	49,2	37,0	34,2	31,4	23,7
2.4 Industries de transformation							
Taux de croissance de l'indice de la production industrielle (1) (%)	2,3	2,9	2,4	-6,3	6,7	0,8	2,0
Produits des industries alimentaires	4,3	0,8	1,0	0,9	6,7	4,7	-2,9
Fabrication de textiles	-0,6	1,2	-3,0	-13,6	12,2	-0,9	-5,3
Produits de l'industrie automobile	4,4	8,3	6,3	-25,0	9,2	12,7	13,1
2.5 - Bâtiment et travaux publics							
Ventes totales de ciment (milliers de tonnes)	14498	13286	13627	12174	13975	12487	12511
Mises en chantier (en nombre d'unités)	318267	310415	365413	240501	248122	200893	314538
Dont : Logements	178711	148795	149276	90813	99885	90604	194025
2.6- Tourisme							
Taux d'occupation (%)	41,7	46,0	48,0	26,0	25,0	41,0	48,0
Arrivées de touristes (y compris MRE) (milliers)	10260	12289	12932	2778	3722	10869	14525
Nuitées touristiques dans les hôtels classés (milliers)	19336	23954	25244	6968	9196	19009	25641
Recettes touristiques (millions de dh)	62498	73022	78747	36450	34576	93857	104678
2.7- Télécommunications							
Parc des abonnés à la téléphonie mobile (milliers)	42344	44738	46667	49421	51334	52898	55873
Taux de pénétration (%)	126,3	127,0	131,1	137,5	141,4	144,3	141,4
Trafic voix sortant du Mobile (en millions de minutes)	47753	53374	56342	55683	55668	53468	50008
Parc des abonnés à la téléphonie fixe (milliers)	2505	2199	2055	2357	2511	2645	2698
Taux de pénétration (%)	7,5	6,2	5,8	6,56	6,91	7,21	7,29
Parc Internet (milliers)	12237	22782	25385	29803	32846	35574	38287
Taux de pénétration (%)	36,1	64,7	71,3	82,9	90,5	97,0	103,4
2.8- Assurances							
Chiffre d'affaires des sociétés d'assurances (millions dh)	30937	41364	44903	45721	50207	54496	56692
Assurance vie et capitalisation (%)	37,0	44,0	45,6	44,6	45,7	46,6	45,6
Assurance non vie (%)	62,8	55,5	54,0	54,2	53,1	52,1	53,0
Sources : Calcul de la DEFP sur la base des données de :							
- Département de l'Agriculture							
- Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire							
- Département de l'Habitat et de la Politique de la Ville							
- Département de l'Eau							
- Haut Commissariat au Plan							
- Office National des Pêches							
- Office Chérifien des Phosphates							
- Office National d'Electricité et de l'Eau							
- Office des Changes							
- Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale							
- Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications							
(1) Industries manufacturières hors raffinage de pétrole							

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
4.1- Démographie								
Population (En milliers) (1)	34852	35220	35587	35952	36313	36670	37022	37370
Taux d'urbanisation (en %)	61,9	62,4	62,9	63,4	63,9	64,3	64,8	65,3
Taux de féminité (en %)	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2	50,2
Taille moyenne des ménages	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,2	4,1	4,1
	16/17	17/18	18/19	19/20	20/21	21/22	22/23	23/24
Taux brut de natalité (pour mille)	17,4	17,2	16,9	16,7	16,5	16,2	16,0	15,7
Taux brut de mortalité (pour mille)	5,2	5,1	5,1	5,0	5,1	5,1	5,1	5,2
Taux brut d'accroissement démographique (pour mille)	12,2	12,1	11,8	11,7	11,4	11,1	10,9	10,5
4.2- Education et formation								
Taux spécifique de scolarisation au primaire (de 6 à 11 ans) (en %) (2)	99,1	99,5	99,8	100,0	103,7	107,7	110,0	111,6
Milieu rural	101,1	102,7	103,6	104,3	110,4	115,9	119,5	123,2
Chez les filles dans le milieu rural	100,3	101,9	103,3	104,2	110,3	116,0	119,8	123,6
	2004	2012	2014	2018	2019	2020	2021	2022
Taux d'analphabétisme (15 ans et plus) (En %) (3)	47,7	40,7	38,6	37,2	35,9	34,9	34,2	32,7
Féminin	60,4	52,6	49,9	47,5	46,1	45,0	43,9	42,3
Masculin	34,4	28,1	26,6	26,6	25,4	24,5	24,1	22,9
	2015	2016	2018	2019	2020	2021	2022	2023
4.3- Activité, emploi et chômage (15 ans et plus)								
Taux d'activité (En %)	47,4	46,4	46,0	45,8	44,8	45,3	44,3	43,6
Urbain	41,4	40,5	42,0	42,3	41,9	42,3	41,9	41,8
Rural	56,7	55,7	53,2	52,2	50,0	50,9	49,1	47,3
Taux de chômage (En %)	9,7	9,4	9,5	9,2	11,9	12,3	11,8	13,0
Masculin	9,4	8,9	8,1	7,8	10,7	10,9	10,3	11,5
Féminin	10,5	10,9	14,1	13,5	16,2	16,8	17,2	18,3
Urbain	14,6	13,9	13,8	12,9	15,8	16,9	15,8	16,8
15-24 ans	39,0	41,0	41,8	39,2	45,3	46,7	46,7	48,3
25-34 ans	21,1	20,1	20,9	20,4	23,9	25,9	24,8	26,1
Sans diplôme	7,3	6,4	6,1	5,2	8,5	7,8	6,8	7,6
Ayant un diplôme	19,5	19,4	18,6	17,3	19,9	21,7	20,4	21,2
	2013	2014	2017	2019	2020	2021	2022	2023
4.4- Santé (4)								
Nombre d'habitants par médecin (public et privé)	1703	1698	1493	1438	1418	1355	1312	1256
Nombre d'habitants par ESSB	11943	11814	12238	12429	12373	12304	12319	12300
Nombre d'habitants par lit (public)	1553	1587	1381	1414	1349	1375	1355	1364
	2015	2016	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Espérance de vie à la naissance (En nombre d'années)	75,8	75,9	76,3	76,4	76,6	76,7	76,9	77,0
Masculin	74,2	74,3	74,6	74,8	74,9	75,1	75,2	75,3
Féminin	77,4	77,6	78,0	78,2	78,3	78,5	78,6	78,8
	1971	1985	1994	2004	2014	2019	2021	2022
4.5- Niveau de vie et Equipements de base								
Part de la population située au dessous du seuil de la pauvreté (En%)	42,7	21,0	16,5	14,2	4,8	1,7	3,0	4,9
Urbain	38,3	13,3	10,4	7,9	1,6	0,5	1,0	1,7
Rural	44,7	26,8	23,0	22,0	9,5	3,9	6,8	10,7
	2015	2016	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Part de la population rurale bénéficiant de l'eau potable (PAGER)	95,0	96,0	97,0	97,4	97,8	98,2	98,4	98,5
Programme d'Electrification Rurale Généralisée								
Taux d'Electrification Rurale (En %)	99,2	99,4	99,64	99,72	99,78	99,83	99,86	99,88

Sources : - Département de la Santé

- Département de l'Éducation nationale
- Haut Commissariat au Plan

(1) Projections du CERED et RGPH 2014

(2) Pourcentage de la population d'un âge spécifique scolarisée, quelque soit le niveau d'éducation.

(3) Source : rapports indicateurs sociaux et femmes en chiffres, HCP

(4) Rapports "Santé en chiffres", rapports "Ressources humaines de santé en chiffres", ENPSF 2018, Carte sanitaire, Ministère de la Santé et de la Protection Sociale

Le Ministère de l'Economie et des Finances met à votre disposition plusieurs canaux de communication et d'information

Le Portail Internet

www.finances.gov.ma

La page Facebook

www.facebook.com/financesmaroc

Le compte X

www.x.com/financesmaroc

Le site LOF

<http://lof.finances.gov.ma>